

Felix Morrow

**Révolution
et contre-révolution
en Espagne
(1936-1938)**

Introduction

Révolution et contre-révolution en Espagne, de Felix Morrow, reste la meilleure analyse marxiste de la révolution espagnole de 1936-1937 et de son issue tragique. D'autres ouvrages écrits depuis et faisant appel à une documentation nouvelle et plus fournie font un récit plus détaillé des événements et des combats (sociaux et politiques) qui ont marqué ces années dramatiques et de ceux qui y ont conduit .

1. Mais aucun d'entre eux n'égale le livre de Morrow en ce qui concerne l'analyse du mouvement fondamental des classes sociales, du caractère inévitable de leur affrontement et de l'issue du conflit déterminée par l'absence d'une direction révolutionnaire et d'une conscience politique claire du côté des masses travailleuses. Morrow explique les épisodes-clés de la révolution et de la contre-révolution espagnole en termes de forces sociales.

Il confirme entièrement le diagnostic formulé par Trotsky selon lequel la stratégie des staliniens, de leurs divers alliés et partisans (« d'abord gagner la guerre, ensuite mener à bien la révolution »), ignorant la réalité du combat de classe et cherchant à la remplacer par la manipulation politique, ne pouvait que mener au désastre : à l'étranglement de la révolution d'abord, à la défaite militaire ensuite.

Les témoignages multiples qui ont été publiés depuis la publication du livre de Morrow en 1938 ont mis en lumière de nouveaux éléments qui renforcent l'analyse fondamentale de Morrow. La responsabilité essentielle de Staline et de la bureaucratie soviétique imposant leur ligne contre-révolutionnaire au P.C. espagnol a été confirmée par des témoins appartenant à la direction de ce parti

2. On connaît maintenant dans tous leurs détails sordides les efforts du Guépéou pour exporter en Espagne ses techniques d'arrestations massives, de tortures, de meurtres et de procès montés de toutes pièces contre les révolutionnaires accusés d'être la 5e colonne de Franco. On connaît aussi l'échec de ces manœuvres. Personne ne croyait aux calomnies staliniennes. Les travailleurs étaient épouvantés par la terreur politique, et Franco put tirer profit de la terrible démoralisation ainsi créée dans les rangs républicains. Quand les survivants de la direction du P.O.U.M. furent finalement traînés en procès, ils ne furent pas condamnés comme agents de Franco, mais pour le « crime » d'avoir préconisé... la dictature du prolétariat.

Il est intéressant de remarquer que même en Union soviétique, et en dépit du contrôle très étroit exercé par la bureaucratie sur les activités intellectuelles dans tous les domaines des sciences sociales, on se pose des questions - certes en termes prudents - sur la politique du Komintern et du P.C.E. dans la période 1935-1939

3. Cette orientation, tout comme la théorie du social-fascisme et la pratique qui en découlait, fournissant une contribution décisive à l'ascension de Hitler vers le pouvoir en Allemagne, est un des plus grands crimes de Staline. L'histoire a déjà prononcé un irrévocable verdict à ce sujet. Ce crime est à mettre sur le même plan que la politique de collectivisation forcée qui, pendant plus de trente ans, provoqua une crise ininterrompue de l'agriculture soviétique, sur le même plan que les purges de masse de 1936-1938 où furent assassinés tous les cadres survivants du parti bolchevique et l'élite du commandement de l'Armée rouge, ouvrant ainsi la voie aux désastres militaires de l'été et de l'automne 1941, qui amenèrent l'U.R.S.S. à deux doigts de l'effondrement militaire.

La défaite de la révolution espagnole ne fut pas un incident mineur sur un champ de bataille secondaire. Elle fut l'événement-clé qui conduisit à la Seconde Guerre mondiale et au déferlement du fascisme sur tout le continent européen, jusqu'aux portes de Leningrad, Moscou et Stalingrad. La conquête du pouvoir en Allemagne par Hitler commença à faire pencher la balance dans le sens de la contre-révolution en Europe. Elle asséna un coup mortel à la fraction la plus forte, la mieux organisée

et la plus consciente du prolétariat européen. Mais la victoire d'Hitler n'était en aucun cas irréversible, et la conquête de l'Europe par ses armées pas davantage inévitable. Le surgissement formidable de la combativité révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole en 1936, porté par une vague de grèves générales en France et en Belgique, par une radicalisation, dans le monde entier, des combats de la classe ouvrière (qui atteignit même les Etats-Unis avec les grandes grèves sur le tas qui donnèrent le jour à la C.I.O.) aurait pu barrer la route à Hitler. A l'été 1936, son armée était encore très faible, pas de taille à se mesurer avec l'Armée rouge. Une révolution espagnole victorieuse, s'étendant à la France, aurait provoqué un écho puissant dans la classe ouvrière d'Italie et d'Allemagne

4. L'histoire aurait suivi un cours entièrement différent.- La révolution espagnole défaite, les mobilisations de la classe ouvrière en France, en Belgique et ailleurs étaient vouées au recul et à la démoralisation. La victoire de la contre-révolution en Espagne ouvrait la voie à la conquête de l'Europe par Hitler.

En ce sens, la politique stalinienne sacrifiant la révolution espagnole à son jeu diplomatique avec les impérialistes français et anglais ne peut d'aucune manière être considérée comme la subordination de la révolution mondiale aux « intérêts nationaux » de l'Union soviétique. En trahissant la révolution espagnole, elle portait aussi un coup puissant aux intérêts immédiats de la défense militaire de l'U.R.S.S. Cette politique était le reflet du conservatisme fondamental de la couche dirigeante privilégiée de la société soviétique, de la peur panique qui la saisisait dès qu'un développement important de la révolution mondiale renversait le statu quo international et national entre les forces sociales, statu quo qui déterminait la passivité politique de la classe ouvrière soviétique, base fondamentale de la domination de la bureaucratie.

Staline et ses successeurs manifestèrent une même hostilité à l'égard de toute révolution ouvrière, en quelque lieu qu'elle se présentât - Yougoslavie, Chine, Cuba... Les communistes vietnamiens ont fait les frais, les derniers en date, de la continuité de cette politique sordide. La différence fondamentale entre ce qui s'est passé en Espagne en 1936 et ce qui s'est passé après la guerre dans des occasions semblables tient à la modification des rapports de force internationaux entre les classes. Le changement essentiel tient à ce que les mouvements révolutionnaires sont suffisamment forts pour que les efforts de la bureaucratie soviétique pour les étrangler comme elle l'a fait en Espagne se soldent quelquefois par un échec. Cela ne résulte pas uniquement des modifications du rapport de forces international, mais aussi du fait que quelques partis communistes nationaux ou des forces révolutionnaires indépendantes se sont montrés prêts à rompre à temps, et de manière décisive, avec la stratégie menchévique du stalinisme.

La révolution espagnole a été également le témoignage historique le plus accablant contre le point de vue spontanéiste qui considère qu'un mouvement de masse puissant suffirait pour déboucher sur la victoire de la révolution socialiste.

Jamais l'histoire n'avait fourni l'exemple d'un soulèvement généralisé semblable à celui que connut l'Espagne en juillet 1936, lorsque les travailleurs brisèrent l'insurrection de l'armée fasciste dans pratiquement toutes les grandes villes du pays et dans une bonne partie des campagnes. Jamais encore les masses ne s'étaient emparées spontanément des usines, des services publics, des grandes propriétés à la campagne, comme elles l'ont fait alors en Espagne.

Et pourtant, la révolution ne l'emporta pas. Les masses travailleuses ne mirent en place aucun organe de pouvoir unifié et centralisé. Confrontés à ces questions clés qui se posent dans toute révolution, les dirigeants anarchistes - qui avaient éduqué les masses dans l'esprit de la doctrine de la « suppression » immédiate de l'Etat - jouèrent un rôle décisif pour empêcher les masses révolutionnaires largement influencées par l'anarcho-syndicalisme de se doter de leurs propres structures d'Etat ouvrier. Elles acceptaient ainsi de facto la résurgence de l'Etat bourgeois et de son appareil répressif. Le fait que ces

mêmes dirigeants anarchistes furent prêts à participer à la résurgence de cet Etat en participant à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, avant que les militants anarchistes eux-mêmes ne deviennent les victimes d'une répression que leurs dirigeants avaient contribué à rendre possible, ne fait que souligner les leçons essentielles de juillet 1936. La combativité anticapitaliste, l'énergie révolutionnaire et l'héroïsme des masses peuvent dans certaines circonstances aller bien au-delà des prévisions des révolutionnaires eux-mêmes. Mais si l'on ne détruit pas réellement l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour le remplacer par un nouvel Etat ouvrier, la révolution socialiste ne peut en aucun cas l'emporter. Et ce nouvel Etat ouvrier ne peut être construit sans direction centralisée, au fil des luttes spontanées.

Le jeu diplomatique de Staline largement fondé sur des illusions - fut la cause immédiate de la défaite de la révolution espagnole. Ce sont les intérêts de la bureaucratie soviétique comme couche sociale parasitaire qui sont, en dernière analyse, la base matérielle de cette politique contre-révolutionnaire. Mais la théorie menchévique de la « révolution par étapes » appliquée à l'Espagne (sous la forme de sa variante « antifasciste ») pas seulement par les principaux hommes du Komintern mais aussi par plus d'un de leurs alliés social-démocrate - pour ne pas parler des politiciens bourgeois « libéraux » qui avalèrent cette théorie avec grand enthousiasme - joua le rôle d'une médiation importante entre ces intérêts matériels et la politique contre-révolutionnaire. Puisque l'Espagne était un pays arriéré, c'était la révolution démocratique-bourgeoise qui devait être à l'ordre du jour. Ainsi, on considérait qu'il s'agissait exclusivement de défendre la démocratie bourgeoise, la république démocratique, contre le fascisme, la monarchie et les « propriétaires terriens semi-féodaux », et non pas de conduire à son issue logique la lutte des ouvriers et des paysans contre l'exploitation et l'oppression par un processus de révolution permanente débouchant sur l'instauration du pouvoir des travailleurs, résolvant en passant ces tâches de la révolution démocratique bourgeoise que l'histoire particulière du capitalisme espagnol avait laissées inachevées.

Aujourd'hui, plus de trente-cinq ans après la fin de la guerre civile, face au franquisme en liquidation, le P.C. espagnol ainsi que les divers groupes centristes s'accrochent toujours désespérément à la même stratégie fondamentale. Ils sont plus fermement attachés que jamais à leur conception de la « révolution par étapes ». La première étape doit être la restauration de la « démocratie ». En fait, le P.C. est même prêt à abandonner le concept d'une république démocratique et à accepter la restauration de la monarchie pourvu que cela permette la restauration des libertés démocratiques. Ensuite viendra une étape de démocratie parlementaire pendant laquelle le P.C. et « d'autres forces démocratiques » lutteront pour des réformes. Ce n'est que lorsque de cette façon la « majorité » du peuple espagnol aura été gagnée (à travers des élections) que la lutte pour le socialisme pourra être mise à l'ordre du jour, en passant par une nouvelle étape intermédiaire, celle de la « démocratie avancée ».

Le secret espoir du P.C.E. était que, de quelque façon, les capitalistes eux-mêmes « libéralisent » la dictature bonapartiste sénile qui, en l'absence de toute base de masse petite-bourgeoise, avait de toute manière perdu son caractère fasciste. C'est pourquoi le P.C.E. s'est prononcé en faveur de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, tout comme les sociaux-démocrates espagnols qui partagent les mêmes espoirs et les mêmes illusions. La démocratie octroyée d'en haut réclame tout au plus une « pression » par en bas, avec des luttes savamment fragmentaires et entrecoupées de négociations de toutes les forces « démocratiques », y compris les monarchistes libéraux, avec la monarchie post-franquiste. Comme en 1936, des manœuvres politiques apparemment savantes se substituent à une évaluation sensée de ce que sont les forces sociales fondamentales en présence, leurs oppositions d'intérêts, leur dynamique immédiate et historique.

Il serait absurde de nier que la société espagnole a considérablement changé depuis la guerre civile de 1936-1939. Après de nombreuses années d'isolement, le capitalisme espagnol s'est trouvé entraîné au cours des années 1950 dans le grand boom d'après-guerre de l'économie impérialiste en Europe

occidentale. Grâce au développement considérable du tourisme et à l'émigration massive d'habitants des villes et des campagnes sans travail absorbés par l'économie de l'Europe occidentale, le marché national espagnol put s'élargir, et on assista à un important procès d'industrialisation. Aujourd'hui l'Espagne est devenue pour l'essentiel un pays industriel où la majorité absolue de la population vit dans les villes et où la classe ouvrière industrielle est devenue la classe sociale la plus importante numériquement de la société.

Naturellement, l'Espagne demeure un pays marqué par des traits d'arriération importants si on le compare à des pays impérialistes tels que l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France ou l'Italie. Son industrie est encore incapable d'être réellement compétitive sur le marché mondial. Les produits qu'elle exporte sont encore pour l'essentiel des produits agricoles. Le sud et l'ouest du pays demeurent fortement marqués par le sous-développement. La question nationale, notamment au Pays basque, en Catalogne et en Galice, reste un cancer incurable en régime capitaliste. En dépit de cela, si le point de vue de ceux qui considéraient que l'Espagne était à la veille d'une révolution démocratique-bourgeoise en 1936 était déjà totalement erroné, un tel point de vue est aujourd'hui tout simplement grotesque.

Après un long sommeil, découlant à la fois de la terrible répression qui suivait la victoire de Franco et qui fut aussi meurtrière que la guerre civile elle-même, découlant aussi de son manque de perspectives et de confiance en soi, la classe ouvrière espagnole s'est résolument lancée dans de nouvelles luttes depuis le début des années 60. D'innombrables grèves et manifestations de rue ont commencé à former une nouvelle avant-garde militante dans les usines, les quartiers et les universités.

Au début, les capitalistes se sont efforcés de maintenir ces luttes dans le cadre de revendications purement économiques. Mais la nature même de la dictature a entraîné l'échec de cette stratégie. La nouvelle combativité de la classe ouvrière débouchait forcément sur la lutte pour la libération des prisonniers politiques (lutte pour l'amnistie)-; sur la lutte pour des syndicats libres et la lutte pour la légalisation de tous les partis ouvriers ; sur la lutte pour la liberté de la presse, la liberté de manifestation, la lutte pour l'autodétermination des nations opprimées. Ainsi, les revendications politiques et économiques se trouvèrent étroitement combinées. Après quelques hauts et bas, et en dépit de l'état d'urgence proclamé par la dictature depuis 1969, des vagues successives de grèves généralisées ont déferlé au Pays Basque, dans la région de Barcelone, à Madrid, dans les Asturies et même dans les régions jadis arriérées de la Galice. Les mouvements de solidarité contre la répression ont contribué à politiser un mouvement gréviste qui, en 1976, battit tous les records historiques avec plus de 100 millions de journées de grève.

Dans ces luttes, le poids de la classe ouvrière est absolument décisif ; de plus, celle-ci est entrée en lutte pour défendre ses propres intérêts de classe, et il est donc totalement irréaliste d'attendre qu'elle limite volontairement ses objectifs à une première étape » qui serait la restauration de la démocratie bourgeoise. Les travailleurs qui se mettent à occuper les usines, qui apprennent à affronter la police et l'armée, ne s'engageront pas dans une épreuve de force décisive avec un adversaire de classe farouche, pour le plaisir de remettre gentiment le fruit de leur victoire entre les mains de leurs exploiters. Inévitablement, la révolution espagnole qui vient aura un caractère socialiste et prolétarien d'emblée, c'est-à-dire qu'elle tirera son caractère des actions de la classe ouvrière et dessinera la possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Cela ne signifie pas que des revendications démocratiques ne puissent jouer un rôle important pour stimuler la révolution. Cela ne signifie pas davantage qu'il ne puisse y avoir aucune période intermédiaire entre le renversement du régime de « démocratie autoritaire » et « d'Etat fort » post-franquiste, et l'établissement de la dictature du prolétariat. Cela signifie simplement que la direction de la classe ouvrière sera une fois de plus - comme en 1936 - le facteur décisif pour l'issue du processus révolutionnaire.

Un interrègne démocratique-bourgeois peut apparaître au cours de la lutte de masse qui ébranle, décompose et balaie successivement le régime franquiste et son héritier monarchiste. Mais cela ne sera pas parce que la situation n'est pas « mûre » pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Cela ne fera que refléter le fait que les organisations de masse que les travailleurs suivent encore (et en premier lieu le P.C.) ont provisoirement réussi à faire refluer le début d'une montée de révolution socialiste vers les canaux de la démocratie bourgeoise.

Mais la durée d'un tel interrègne sera encore plus restreinte qu'entre 1931 et 1936. Le développement industriel que l'Espagne a connu depuis lors n'a fait que rendre les contradictions sociales plus explosives. La misère des chômeurs, des paysans pauvres, des victimes de la crise économique ne manqueront pas de se combiner avec la force accrue de la classe ouvrière pour ébranler la société bourgeoise jusque dans ses fondements. La classe capitaliste ne tardera pas à s'apercevoir qu'elle n'a pas les moyens de neutraliser les forces sociales révolutionnaires à coups de réformes. La répression de masse redeviendra rapidement la stratégie de base de la classe dominante. La classe ouvrière, dotée de ses propres organisations indépendantes, ne se soumettra pas sans broncher à cette répression, pas plus qu'elle ne l'a fait en 1934 ou 1936.

La variante la plus probable, en tout état de cause, est que ces luttes de masse culminent dans une grève générale. Une situation de double pouvoir surgirait de ce mouvement généralisé. La question d'une Fédération des républiques ouvrières de la péninsule ibérique se trouverait ainsi mise à l'ordre du jour. Consciente du caractère probable de cet enchaînement d'événements, la bourgeoisie espagnole continue à s'accrocher à un appareil de répression hérité du franquisme, et qu'elle n'est pas prête à sacrifier sur l'autel d'une , crédibilité démocratique .

Une nouvelle génération de révolutionnaires espagnols s'est levée aujourd'hui, produit de quinze années d'essor de luttes des masses ouvrières, estudiantines, féminines, nationales. Cette génération est en train d'assimiler les leçons de la guerre civile de 1936-1939. Elle est encore faible en regard des tâches immenses que lui assigne l'histoire. Mais elle est infiniment plus forte que la poignée de trotskystes qui se trouvaient en Espagne pendant les semaines et les mois décisifs que décrit le livre de Morrow. La révolution espagnole qui vient jouera un rôle décisif dans le développement de la révolution socialiste en Europe occidentale, processus auquel le Mai 68 de France a donné le coup d'envoi. Aider les marxistes-révolutionnaires espagnols à construire un parti léniniste de masse solide, à construire une puissante section de la Quatrième Internationale, c'est aujourd'hui une des tâches les plus urgentes pour les révolutionnaires du monde entier. La réédition de ce livre vient à son heure pour contribuer à cette tâche.

Ernest MANDEL.

1^{er} mars 1977.

I

Pourquoi les fascistes S'insurgèrent-ils ?

Le 17 juillet 1936, à l'aube, le général Franco prit le commandement des Maures et des légionnaires du Maroc espagnol, et publia un manifeste qui appelait l'armée et la nation à se joindre à lui pour instaurer un Etat autoritaire en Espagne. Dans les trois jours, une à une, la quasi-totalité des cinquante garnisons de l'Espagne se prononcèrent pour le fascisme. Les membres des secteurs fondamentaux du capitalisme et de la propriété foncière, qui avaient déjà participé à la conspiration de Franco, s'enfuirent en territoire fasciste ou quittèrent l'Espagne, avant ou après le soulèvement. Il fut immédiatement clair que ce soulèvement n'avait rien de commun avec les mouvements de pronunciamiento par lesquels l'armée espagnole avait si souvent soutenu une faction de la bourgeoisie contre une autre. Ce n'était pas « une poignée de généraux », mais la classe dirigeante tout entière qui lançait ses forces armées à l'assaut des organisations économiques, politiques et culturelles de la classe ouvrière.

Dans ses traits fondamentaux, le programme de Franco est identique à ceux de Mussolini et de Hitler. Le fascisme est une forme spécifique de réaction, produit de la phase de déclin du capitalisme. Pour s'en convaincre pleinement, il suffit de comparer le régime franquiste à la monarchie. Alphonse XIII laissa pour dernier souvenir une sanglante accumulation de massacres d'ouvriers et de paysans, d'actes de terrorisme et d'assassinats de dirigeants ouvriers. Mais, à côté de mesures systématiques de répression, la monarchie tolérait l'existence restreinte des organisations économiques et politiques de la classe ouvrière et des organes municipaux et nationaux de la démocratie parlementaire. Même sous la dictature de Primo de Rivera (1923-1930) le Parti socialiste et l'U.G.T. existèrent légalement. Largo Caballero, dirigeant de l'U.G.T., fut même conseiller d'Etat sous Rivera. En d'autres termes, même la monarchie réactionnaire trouvait une partie de sa base de masse dans le prolétariat organisé, par l'intermédiaire de dirigeants réformistes comme Prieto et Caballero. De la même manière, un système de syndicats légaux et de partis sociaux-démocrates existait dans les empires de Guillaume et de François-Joseph. Sous le tsar Nicolas lui-même, les syndicats, les coopératives et la presse ouvrière étaient autorisés, et les bolcheviks, bien qu'ils aient été contraints, eux, à l'illégalité, pouvaient y travailler : en 1912-1914, la Pravda était diffusée à 60 000 exemplaires...

A l'inverse de ces régimes réactionnaires, le trait caractéristique du fascisme consiste à extirper toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Le capitalisme déclinant ne peut plus même accorder les plus élémentaires concessions aux masses. L'un après l'autre, chaque pays capitaliste qui se trouve dans une impasse totale prend la voie du fascisme.

L'Italie, l'un des « vainqueurs » de la guerre mondiale, dont les industries de base étaient peu développées, ne pouvait entrer en compétition avec des pays plus avancés dans la course impérialiste aux marchés. La classe capitaliste italienne, étranglée dans ses contradictions économiques, ne pouvait s'en sortir qu'en brisant les reins des organisations ouvrières. Les hordes de « la petite bourgeoisie devenue folle », organisées et mises en uniforme par Mussolini, dressées comme des gangsters, furent finalement lâchées contre la classe ouvrière dans le but particulier d'écraser ses organisations.

La bourgeoisie ne s'engage pas à la légère dans le fascisme. Le mouvement nazi allemand n'avait presque aucun soutien bourgeois lors de son putsch de 1923. Pendant la décade suivante, et jusqu'en 1932, seuls quelques capitalistes individuels le soutinrent financièrement. La bourgeoisie allemande hésita longtemps avant d'accepter de se servir de Hitler, pendant quinze ans elle préféra s'appuyer sur les dirigeants sociaux-démocrates. Mais à l'apogée de la crise économique mondiale, l'Allemagne techniquement avancée, handicapée par le traité de Versailles dans ses conflits impérialistes avec l'Angleterre, ne pouvait « résoudre » temporairement sa crise, en termes capitalistes, qu'en détruisant les organisations ouvrières qui existaient depuis trois quarts de siècle.

Le fascisme, c'est la forme particulière de domination à laquelle la bourgeoisie finit par recourir quand la survie du capitalisme devient incompatible avec l'existence du prolétariat organisé. On en vient au

fascisme, quand les concessions, qui résultent des activités des syndicats et des partis politiques ouvriers, deviennent un fardeau intolérable pour les dirigeants capitalistes, et donc incompatibles avec la survie même du capitalisme. A ce stade, pour la classe ouvrière, le problème se pose immédiatement et inexorablement en ces termes : « socialisme ou fascisme. »

Le capitalisme espagnol en était là lorsque Franco s'insurgea. Son mouvement, bien qu'il eût intégré les survivants de l'aristocratie féodale, n'est pas plus « féodal » dans son caractère social fondamental que ne l'étaient ceux de Mussolini et de Hitler.

La principale activité de l'Espagne, l'agriculture, qui représentait plus de la moitié du revenu national, plus des deux tiers des exportations et la plupart des revenus intérieurs du gouvernement, et faisait vivre près de 70 % de la population, se trouvait dans une situation désespérée. La répartition du sol était la plus mauvaise de toute l'Europe. Les grands propriétaires, dont les terres recouvraient parfois la moitié d'une province, en possédaient le tiers. Un autre tiers appartenait à des propriétaires plus nombreux, mais également sous forme de vastes propriétés. Un tiers seulement appartenait aux paysans, et cela surtout sous la forme de fermes équipées de façon primitive, recouvrant 5 hectares ou moins d'une terre extraordinairement sèche et pauvre. Ils ne parvenaient pas à nourrir leur famille et ils devaient, pour survivre, travailler à la journée dans les grandes propriétés. Ainsi, le sort de la plupart des cinq millions de familles paysannes dépendait du métayage ou d'un emploi dans une grande propriété.

L'agriculture espagnole employait des méthodes archaïques. Sa production à 1 hectare était la plus basse d'Europe. L'accroissement de la productivité requérait un investissement capitaliste en machines et en engrais, l'emploi de techniciens et la rééducation des paysans. Du point de vue des propriétaires fonciers, il coûtait moins cher de perpétuer les méthodes primitives sur le dos de la paysannerie. La période des années de guerre 1914 - 1918 avait donné à l'agriculture espagnole l'occasion temporaire de profiter du marché mondial, grâce à des prix intéressants pour ses produits. Mais au lieu d'en profiter pour améliorer la terre, les propriétaires fonciers investirent leur argent dans des hypothèques. Chassée du marché mondial après la guerre, l'agriculture espagnole s'effondra. La crise générale de l'agriculture, qui précéda la crise mondiale avant d'en être partie prenante, aggravée par les barrières douanières que l'Angleterre et la France dressèrent contre l'agriculture espagnole, conduisit la paysannerie au chômage et à la famine.

En 1931, précisément au plus fort de la crise, l'avènement de la République donna un nouvel essor à l'organisation de syndicats paysans. Les augmentations de salaires qui en résultèrent paraissent assez misérables. 6 pesetas par jour représentaient un bon salaire. Mais même cela représentait une menace mortelle pour les profits des propriétaires fonciers espagnols, dans l'époque du déclin de l'agriculture européenne. Les grandes plaines de l'Amérique du Sud et de l'Australie fournissaient du froment et du boeuf à l'Europe à des prix qui portaient à son agriculture un coup incomparablement plus sérieux que celui porté par les produits de l'Amérique du Nord à l'époque de l'expansion capitaliste. Ainsi, l'existence de syndicats de travailleurs agricoles et d'organisations paysannes devenait incompatible avec la survie du capitalisme foncier en Espagne.

Les propriétaires fonciers purent à nouveau respirer pendant le bienio negro, les deux « années noires » de septembre 1933 à janvier 1936. lorsque le gouvernement réactionnaire de Lerroux et de Gil Robles terrorisa les masses et réprima la révolte d'octobre 1934. Pendant cette période, les salaires journaliers agricoles tombèrent à 2 ou 3 pesetas. Mais les masses se reprirent vite. La tentative de Gil Robles de construire une organisation fasciste de masse échoua, tant du fait de sa propre ineptie que des coups que lui portèrent les travailleurs. La Commune des Asturies d'octobre 1934, bien qu'écrasée par des Maures et des légionnaires, servit d'exemple aux masses, et Lerroux-Gil Robles durent en 1936 céder la place au Front populaire, plutôt que d'attendre un assaut plus décisif du prolétariat. De février à juillet 1936, les salariés agricoles et les paysans construisirent des syndicats encore plus puissants, et la précarité des

profits agricoles conduisit les propriétaires et leurs alliés, la hiérarchie catholique et les banques, à un prompt recours à l'armée pour détruire les organisations des travailleurs. Les capitalistes de l'industrie et des transports se trouvaient eux aussi dans une impasse.

L'ère d'expansion de l'industrie espagnole avait été brève 1898-1918. Le développement même de l'industrie pendant les années de guerre fut la source de difficultés nouvelles. Pour l'industrie espagnole, encore jeune et dépourvue du soutien d'un pouvoir d'Etat fort, la fin de la guerre signifia le passage à l'arrière-plan dans la course impérialiste aux marchés. L'Espagne ne put même pas réserver longtemps son marché intérieur à sa propre industrie. La tentative de Primo de Rivera de le préserver par des barrières douanières insurmontables conduisit la France et l'Angleterre à des mesures de représailles envers l'agriculture espagnole. La crise agricole qui s'ensuivit provoqua l'effondrement du marché intérieur pour l'industrie. En 1931, ce pays de vingt-quatre millions d'habitants comptait près d'un million de travailleurs et de paysans chefs de famille sans emploi ; avant la fin de 1933, ce chiffre s'élevait à un million et demi.

Avec la fin du bienio negro, les luttes économiques des travailleurs prirent une extension extraordinaire. Conscientes de s'être libérées de la domination de Gil Robles par leurs propres efforts, les masses n'attendirent pas qu'Azaña tienne ses promesses. Dans les quatre jours qui s'écoulèrent entre les élections de février 1936 et l'arrivée précipitée d'Azaña au poste de premier ministre, les masses réalisèrent effectivement l'amnistie en ouvrant les prisons. Les travailleurs n'attendirent pas davantage un décret gouvernemental ainsi que la décision sur la nature constitutionnelle de celui-ci qui ne vint de la cour des Garanties constitutionnelles que le 6 septembre, près de deux mois après l'insurrection franquiste, pour réintégrer dans leur travail ceux qui avaient été renvoyés après la révolte de 1934. Dans les magasins et les usines, ils conduisirent ceux qui avaient été licenciés et leur rendirent leur travail. Puis, avec la grève générale du 17 avril 1936 à Madrid, commença un grand mouvement de masse qui portait souvent des revendications politiques bien qu'il fût d'abord axé sur les salaires et les conditions de vie.

Nous ne pouvons indiquer que grossièrement l'ampleur de ce grand mouvement de grève. Il s'étendit à la fois dans les villes et dans les districts ruraux. Toute ville ou province de quelque importance connut au moins une grève générale entre février et juillet 1936. Il y eut près d'un million de grévistes le 10 juin, 500 000 le 20, un million le 24 et enfin plus d'un million dans les premiers jours de juillet.

Le capitalisme espagnol ne pouvait guère espérer résoudre ses problèmes en étendant ses marchés de produits manufacturés. A l'extérieur, cette voie lui était barrée par les grandes puissances capitalistes. A l'intérieur, seule une paysannerie prospère pourvue de terre aurait permis l'expansion. Mais cela impliquait la division des terres. Or le capitaliste urbain et le propriétaire foncier ne faisaient souvent qu'un seul et même individu, ou bien ils étaient liés par des attaches familiales. De toute manière, les banques, sommet du capitalisme espagnol, étaient inextricablement liées aux propriétaires fonciers, dont ils détenant les hypothèques. Il n'existait pas de réelle voie de développement pour le capitalisme espagnol. Mais il pouvait résoudre temporairement ses problèmes par un biais : la destruction des syndicats qui mettaient ses profits en danger.

La démocratie bourgeoise, c'est cette forme d'Etat capitaliste qui s'appuie sur le soutien des travailleurs assuré par les dirigeants réformistes. Les capitalistes d'Espagne parvinrent à la conclusion que la démocratie était intolérable, ce qui signifiait que, pour l'Espagne, c'en était fini de la démocratie bourgeoise et du réformisme.

Mussolini s'était vanté d'avoir sauvé l'Italie du bolchevisme. A la vérité, la montée ouvrière consécutive à la guerre avait déjà reflué avant la marche sur Rome, facilitant par là même l'accession de Mussolini au pouvoir. Hitler avait dit des choses semblables à une époque où les travailleurs étaient irrémédiablement divisés et désorientés. Franco avait besoin du même mythe pour justifier son recours

aux armes. Ce qui avait été vrai, en Italie, en Allemagne, l'était maintenant en Espagne : la démocratie ne pouvait pas exister plus longtemps. Le fait, précisément, que le fascisme ait dû prendre le pouvoir alors même qu'il n'y avait pas de danger immédiat de révolution prolétarienne constitue la meilleure preuve de ce que la démocratie touchait à sa fin.

La rébellion de Franco ouvrait une seule alternative : soit la victoire du fascisme, soit sa destruction par la classe ouvrière se ralliant à la paysannerie par la redistribution des terres, et avec la destruction du fascisme, celle du capitalisme dans lequel il plonge ses racines.

Les staliniens et les sociaux-démocrates cherchent des justifications théoriques à leur collaboration avec la bourgeoisie libérale, prétendent que le fascisme espagnol tire ses origines du féodalisme. Pour les staliniens, il s'agit là d'une théorie toute nouvelle, concoctée pour les besoins de la cause. Le fascisme espagnol n'est pas plus féodal que le fascisme italien. L'arriération de l'industrie dans ces deux pays ne peut pas être surmontée dans le cadre capitaliste, puisque ni l'un ni l'autre ne peut entrer en compétition, avec les pays industriels avancés, à l'époque du déclin des marchés mondiaux. Ils ne pouvaient que s'assurer une stabilisation temporaire en abaissant le prix du travail en dessous du niveau européen et, pour ce faire, il leur fallait écraser toute forme d'organisation ouvrière. L'agriculture espagnole est arriérée et « féodale » dans ses méthodes de travail. Mais la terre a été achetée, vendue et hypothéquée comme n'importe quelle autre denrée depuis deux siècles. Dès lors, la question de la terre devient une question capitaliste.

Les staliniens recourent gentiment au « féodalisme » pour expliquer la guerre civile espagnole et dénoncer comme agent du fascisme quiconque ose ne pas être d'accord en cela avec eux.. Les journalistes staliniens; qui écrivent en dehors de la presse du parti ont toutefois moins de chance. Ils doivent compter avec certains phénomènes évidents. S'il s'agit d'une lutte contre le féodalisme, pourquoi la bourgeoisie industrielle se range-t-elle aux côtés de Franco ?

Le journaliste stalinien Louis Fischer écrit :

« Assez étrangement, la petite classe industrielle espagnole soutenait la position réactionnaire des propriétaires fonciers. Les industriels auraient dû bien accueillir une réforme agraire qui aurait créé un marché intérieur pour leurs produits. Mais ils ont cru que ce n'était pas seulement l'économie qui était en question. Ils ont eu peur que la distribution des terres à la paysannerie ne dérober le pouvoir politique aux classes possédantes. Dès lors, les industriels, qui auraient dû encourager la République dans sa tentative d'opérer une révolution pacifique, laquelle aurait enrichi le pays, se sont-ils ligués de fait avec les propriétaires fonciers réactionnaires pour empêcher toute amélioration et toute réforme. » (La guerre en Espagne, publié dans la Nation.)

Il ne vient pas à l'esprit de Fischer de se demander si le propriétaire foncier et le capitaliste ne sont pas la même personne, ou n'appartiennent pas à la même famille, ou si l'industriel, dépendant des banques, n'a pas peur pour les hypothèques bancaires sur la terre. Mais même de la manière dont Fischer pose le problème, la réponse est claire : l'industriel craint la diminution du pouvoir politique des classes possédantes. Pourquoi ? Parce que l'affaiblissement du pouvoir policier permet aux travailleurs de son usine de s'organiser et de miner ses profits. L'explication laborieuse de Fischer lui-même en donne la preuve : le fascisme espagnol n'est pas l'arme du féodalisme mais celle du capitalisme. Il ne peut être combattu victorieusement que par la classe ouvrière et la paysannerie, et par elles seule.

II

Les "alliés" bourgeois dans le Front populaire

Dans la lutte contre le fascisme, l'enjeu pour les partis et syndicats ouvriers était clair : leur existence même était en cause. Comme Hitler et Mussolini avant lui, Franco allait liquider physiquement les dirigeants et les cadres actifs des organisations ouvrières, laissant les travailleurs dispersés par la force et à la merci d'un capital aux rangs resserrés. Dès lors, la lutte contre le fascisme était une question de vie ou de mort non seulement pour la masse des ouvriers, mais aussi pour leurs dirigeants réformistes. Mais ceci ne revient pas à dire, pour autant, que ces dirigeants savaient comment combattre le fascisme. La plus fatale de leurs erreurs fut de croire que leurs alliés bourgeois dans le Front populaire étaient concernés d'une manière aussi vitale qu'eux-mêmes dans la lutte antifasciste.

Pour les élections du 16 février 1936, la Gauche républicaine d'Azaña, l'Union républicaine de Martinez Barrio, la Gauche catalane de Companys avaient passé une alliance avec les partis communiste et socialiste et l'U.G.T. - avec l'accord tacite des anarchistes dont la base avait voté pour la

liste commune. Les nationalistes basques s'étaient également ralliés. c'est ainsi que ces quatre formations bourgeoises se retrouvèrent, le 17 juillet du côté de la barricade opposé à la grande bourgeoisie. Pouvait-on compter sur leur coopération loyale dans la lutte contre le fascisme ?

Nous avons répondu non, parce que les fascistes ne menaçaient aucun des intérêts vitaux de la bourgeoisie libérale. Les travailleurs, eux, risquaient de perdre leurs syndicats, sans lesquels ils mourraient de faim. La bourgeoisie libérale encourrait-elle un risque du même ordre ? Dans un Etat totalitaire, sans aucun doute, les politiciens de profession devraient se trouver un autre métier ; la presse bourgeoise libérale serait mise sous le boisseau (dans l'hypothèse où les politiciens bourgeois et les journalistes ne se rallieraient pas entièrement à Franco). L'Italie comme l'Allemagne ont démontré que le fascisme ne s'accommode pas de politiciens bourgeois indépendants. Certains sont emprisonnés, d'autres doivent émigrer. Mais ce ne sont là qu'inconvénients mineurs. Les couches fondamentales de la bourgeoisie libérale continuent à vivre comme avant l'avènement du fascisme. Si elles ne partagent pas les privilèges accordés par l'Etat fasciste aux capitalistes qui se sont ralliés avant la victoire, elles bénéficieront cependant des avantages dus aux bas salaires et à la diminution des services sociaux. Elles ne sont soumises aux exactions fascistes du parti ou du gouvernement que dans la même mesure que les autres capitalistes, : c'est le prix fort que paie le capitalisme pour les services rendus par le fascisme. La bourgeoisie espagnole n'avait qu'à regarder vers l'Italie ou l'Allemagne pour être rassurée quant à son avenir. Alors que les dirigeants syndicaux avaient été éliminés, la bourgeoisie libérale avait trouvé le moyen de s'intégrer au système. C'est un critère de classe qui fait ici le départage : le fascisme est en premier lieu l'ennemi de la classe ouvrière. Dès lors, c'est une erreur grave et fatale de croire que les éléments bourgeois du Front populaire ont un intérêt fondamental dans la poursuite sérieuse de la lutte contre le fascisme.

Deuxièmement, nous n'affirmons pas sur la base de simples analyses déductives qu'Azaña, Barrio, Companys et leurs semblables ne pouvaient pas être des alliés loyaux de la classe ouvrière ; l'expérience concrète, les hauts faits de ces grands hommes en témoignaient. Puisque les socialistes et les staliniens du Front populaire ont effacé les actes de leurs alliés, il nous faut leur faire quelque place.

De 1931 à 1934, le Komintern traita Azaña de fasciste, ce qui n'était certainement pas correct, mais le désignait clairement comme responsable d'une oppression systématique des masses. En janvier 1936 encore, le Komintern disait de lui :

« Le Parti communiste connaît le danger que représente Azaña ainsi que les socialistes qui ont collaboré avec lui lorsqu'il était au pouvoir. Ils savent qu'il est l'ennemi de la classe ouvrière... Mais ils savent également que la défaite de la CEDA (Gil Robles) entraînerait automatiquement avec elle un certain apaisement de la répression, au moins temporairement. » (Imprecor, vol. 15, p. 762.)

La dernière phrase admet donc que la répression viendrait d'Azaña lui-même. Et il en fut ainsi, comme José Diaz, secrétaire du Parti communiste, fut amené à le reconnaître juste avant que n'éclate la guerre civile :

« Le gouvernement, que nous soutenons loyalement dans la mesure où il réalise le pacte du Front populaire, est un gouvernement qui commence à perdre la confiance des travailleurs, et je déclare au gouvernement républicain de gauche qu'il a pris la voie erronée d'avril 1931. » (Mundo Obrero, 6 juillet 1936.)

Il faut rappeler ce que fut « la voie erronée d'avril 1931 » pour apprécier à sa juste valeur ce que les staliniens étaient contraints d'admettre, après toutes leurs tentatives de différencier la coalition gouvernementale de 1931 du gouvernement de front populaire de 1936. La coalition de 1931 avait promis la terre aux paysans et ne leur avait rien donné, parce que la terre ne pouvait pas être redistribuée sans miner le capitalisme. La coalition de 1931 avait refusé aux travailleurs des indemnités de chômage. Azaña, ministre de la Guerre, n'avait pas touché à la caste réactionnaire des officiers et

avait renforcé la loi infâme selon laquelle toute critique de l'armée de la part de civils constituait une offense contre l'Etat. En tant que premier ministre, Azaña n'avait pas touché à la fortune et au pouvoir démesuré de la hiérarchie ecclésiastique. Il avait laissé le Maroc aux mains des légionnaires et des mercenaires marocains. Azaña n'avait été sévère qu'envers les ouvriers et les paysans. Nous avons relaté ces faits en détails ailleurs

Comme *Mundo Obrero* le reconnaissait, Azaña ne fit rien de mieux à la tête du Front populaire, de février à juillet 1936. Son régime rejeta à nouveau l'idée de la redistribution des terres et écrasa la paysannerie quand celle-ci tenta de les prendre elle-même. L'église resta entièrement maîtresse de son immense fortune et de son pouvoir. Le Maroc fut à nouveau laissé entre les mains de la Légion étrangère qui put l'investir totalement le 17 juillet. Les grèves furent à nouveau déclarées illégales, on imposa une loi martiale modifiée, on brisa les meetings et les manifestations des travailleurs. Qu'il suffise de dire que, dans les derniers jours critiques, après l'assassinat du dirigeant fasciste Calvo Sotelo, les quartiers généraux ouvriers furent autoritairement fermés. La veille de l'insurrection fasciste, la presse ouvrière parut trouée d'espaces blancs, là où la censure gouvernementale avait supprimé des éditoriaux et des morceaux d'articles annonçant le coup d'Etat !

Pendant les trois mois qui précédèrent le 17 juillet, on arrêta *en masse* des centaines de grévistes, on déclara illégales les grèves générales locales, et l'on ferma pendant des semaines d'affilée les sièges régionaux de l'U.G.T. et de la C.N.T., pour essayer désespérément de stopper le mouvement de grève. L'attitude Azaña envers l'armée nous fournit l'image la plus condamnable qui soit de cet homme. La caste des officiers était déloyale jusqu'à la moelle envers la République. Ces chouchous de la monarchie avaient, depuis 1931, saisi toutes les occasions d'assouvir leur vengeance sanglante contre les ouvriers et les paysans sur lesquels s'appuyait la République. Les atrocités commises lors de l'écrasement de la révolte d'octobre 1934 furent si horribles qu'Azaña promit, lors de sa campagne, le châtiement des responsables. Mais dans les mois qui suivirent, aucun officier ne passa en procès. Mola, directeur de la Sécurité publique de Madrid sous la dictature de Berenguer, Mola qui s'était enfui sur les talons d'Alfonso tandis que les rues résonnaient du cri des masses : « *A bas Mola* », ce même Mola fut réintégré dans l'armée par Azaña dans sa fonction de général. Et ce, en dépit de son étroite collaboration avec Gil Robles pendant le *bienio negro*, il était commandant militaire de la Navarre lors de l'insurrection fasciste, et devint le principal stratège des armées de Franco. Franco, Goded, Queipo de Llano - tous avaient laissé des souvenirs aussi malodorants de déloyauté envers la République, et pourtant Azaña laissa son armée entre leurs mains. Pis, il demanda aux masses de se soumettre à eux.

Le colonel Julio Mangado, qui combat maintenant dans les forces antifascistes, passé en cour martiale et chassé de l'armée par ces généraux à cause de ses convictions républicaines, et dont la bonne foi ne saurait être mise en doute, avait informé de façon répétée Azaña, Martinez Barrio et d'autres dirigeants républicains des plans des généraux. En avril 1936. Mangado publia un pamphlet très documenté qui non seulement dévoilait le complot fasciste mais prouvait de façon concluante que le président Azaña en était parfaitement informé lorsque le 18 mars 1936, à la demande de l'état-major, le gouvernement de ce dernier délivra à l'armée un certificat de bonne conduite en réponse à « *des rumeurs circulant avec insistance et concernant l'état d'esprit des officiers et subalternes de l'armée* » : « *Le gouvernement de la République a appris avec chagrin et indignation les attaques injustes dont les officiers ont été victimes.* » Le cabinet d'Azaña ne se contenta pas de nier ces rumeurs en disant des conspirateurs militaires qu'ils étaient « éloignés de toute lutte politique », « fidèles serviteurs du pouvoir établi » et qu'ils constituaient une « garantie d'obéissance du peuple », mais il déclara que « *seul un désir criminel et sournois de la saper [l'armée] pouvait expliquer les insultes et les attaques écrites et verbales qui lui ont été adressées.* » Et pour finir : « *Le gouvernement de la République applique et appliquera la loi contre quiconque persistera dans une telle attitude antipatriotique.* »

Il n'est pas étonnant que les chefs réactionnaires aient porté Azaña aux nues. Le 3 avril 1936, ne leur

promit-il pas qu'il mettrait fin aux grèves et aux expropriations de terres. Calvo Sotelo en fit l'éloge : « *C'est là l'expression d'un vrai conservateur. Sa proclamation de respect de la loi et de la Constitution devrait produire une bonne impression sur l'opinion publique.* » « *Je suis d'accord à quatre-vingt-dix pour cent avec ce discours* », déclara le porte-parole de l'organisation de Gil Robles. « *Azaña est le seul homme capable d'offrir au pays la sécurité et d'assurer la défense de tous les droits légaux* », déclara Ventosa, au nom des propriétaires terriens catalans. Ils pouvaient faire l'éloge Azaña, car il leur préparait le terrain.

Bien que l'armée fut prête à se soulever en mai 1936, beaucoup de réactionnaires doutaient encore que ce fut possible. Azaña les pressa d'accepter sa solution : laisser les dirigeants réformistes mettre fin aux grèves. Son offre fut acceptée. Miguel Maura, représentant des industriels et propriétaires fonciers d'extrême droite, lança un appel en faveur d'un régime fort, constitué de « tous les républicains et de ces socialistes qui ne sont pas contaminés par la folie révolutionnaire ». Ainsi Azaña, porté à la présidence, offrit-il le poste de premier ministre à Prieto, socialiste de l'aile droite. Les staliniens, l'Esquerra catalane et l'Union républicaine de Barrio soutinrent le candidat d'Azaña, tout comme la bourgeoisie réactionnaire.

Toutefois, les socialistes de gauche empêchèrent Prieto d'accepter. Pour la bourgeoisie réactionnaire, Prieto premier ministre aurait tout au plus fourni le temps de respirer pour préparer l'avenir. N'ayant pas réussi à s'assurer son concours, ils se lancèrent dans la guerre civile.

Tels étaient les antécédents de la Gauche républicaine Azaña. Ceux des autres partis bourgeois libéraux étaient pires, si possible. L'Esquerra catalane de Companys dirigeait la Catalogne depuis 1931. Son nationalisme catalan lui permettait de tenir en laisse les couches les plus arriérées de la paysannerie, tandis que Companys utilisait la force armée contre la C.N.T. A la veille de la révolte de 1934, il avait réduit la C.N.T. à un statut semi-légal, en emprisonnant ses dirigeants par centaines. C'était une situation qui avait poussé la C.N.T. à refuser si inopportunément de rallier la révolte contre Lerroux-Gil Robles, en déclarant que Companys était un tyran du même ordre, tandis que ce dernier face à l'alternative : armement des travailleurs ou soumission à Gil Robles, choisissait la deuxième solution.

L'Union républicaine de Martinez Barrio, quant à elle, n'était rien de plus qu'un nouveau rassemblement des survivants des alliés de Gil Robles, les Radicaux de Lerroux. Barrio lui-même avait été lieutenant en chef de Lerroux, et l'un des premiers ministres du *bienio negro* qui avait écrasé avec une grande cruauté le soulèvement anarchiste de décembre 1933. Il avait eu la perspicacité de quitter le navire en perdition des radicaux lorsqu'il devint clair que l'écrasement de la révolte d'octobre 1934 n'avait pas réussi à endiguer les masses, et il fit ses débuts « d'antifasciste », en 1935, en signant une pétition pour l'amnistie des prisonniers politiques. Quand Lerroux s'effondra à la suite d'un scandale financier, ses fidèles se tournèrent vers Barrio.

Le quatrième des partis bourgeois, celui des nationalistes basques, avait collaboré étroitement avec les pires réactionnaires du reste de l'Espagne jusqu'à ce que Lerroux ait pensé à remettre en cause les anciens privilèges provinciaux. Catholique, dirigé par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes des quatre provinces basques, le parti des nationalistes basques avait aidé Gil Robles à écraser la Commune des Asturies d'octobre 1934. Il fut mal à l'aise dès le départ dans son alliance avec les organisations ouvrières. La région de Biscaye se trouvait dans la sphère d'influence traditionnelle de l'impérialisme anglo-français, ce qui explique pourquoi il ne se rangea pas immédiatement de l'autre côté de la barricade et hésita à s'allier avec Hitler et Mussolini.

Tels étaient donc les alliés « loyaux », « dignes de confiance » et « honorables » des dirigeants staliniens et réformistes dans la lutte contre le fascisme. Si la bourgeoisie libérale avait refusé, en temps de paix, de toucher à la terre, à l'église, à l'armée, de peur de saper les bases de la propriété

privée, était-il concevable que, maintenant, les armes à la main, elle puisse soutenir loyalement une lutte à mort contre la réaction ? Si l'armée de Franco était défaite, qu'arriverait-il à la bourgeoisie libérale qui, en dernière analyse, n'avait maintenu ses privilèges que grâce à l'armée ? En vertu précisément de ces considérations, les forces franquistes avançaient hardiment, tenant pour assuré qu'Azaña et Companys se rallieraient à elles. C'est en effet pour ces mêmes raisons qu'Azaña et la bourgeoisie libérale tentèrent de s'entendre avec Franco.

Les staliniens et les réformistes, compromis par leur politique de Front populaire, se sont fait les complices de la bourgeoisie libérale en ne révélant pas la quasi-totalité des faits bruts qui attestent la trahison dont Azaña et ses associés se sont rendus coupables dans les premiers jours de la révolte. Ces faits indiscutables sont les suivants

Au matin du 17 juillet 1936, le général Franco, ayant pris le Maroc, transmet par radio son manifeste aux garnisons espagnoles et leur donna l'ordre de prendre les villes. Les communications de Franco furent captées à la base navale proche de Madrid par un opérateur loyal qui les transmet promptement au ministre de la Marine, Giral. Mais le gouvernement ne divulgua ces nouvelles en aucune manière jusqu'au matin du 18, et il se contenta alors, de publier une note rassurante :

« Le gouvernement déclare que le mouvement se limite exclusivement à certaines villes de la zone du protectorat (Maroc), et que personne, absolument personne sur la péninsule (l'Espagne) n'a répondu à un appel aussi absurde. »

Ce même jour vers trois heures de l'après-midi, lorsque le gouvernement fut informé de façon complète et positive de l'ampleur du soulèvement, y compris de la prise de Séville, de la Navarre et de Saragosse, il publia une note qui disait .

« Le gouvernement renouvelle ses déclarations qui confirment la tranquillité absolue de la péninsule entière. Le gouvernement prend acte des offres qu'il a reçues (des organisations ouvrières) et, tout en les remerciant, il déclare que l'aide la meilleure qui puisse lui être apportée consiste à garantir l'organisation régulière de la vie quotidienne, de façon à donner un grand exemple de sérénité et de confiance dans la force militaire de l'Etat.

« Grâce aux moyens prévus et adoptés par les autorités, on peut estimer qu'un vaste mouvement d'agression contre la République a été brisé; il n'a trouvé aucun appui sur la péninsule et n'a réussi à s'assurer qu'une fraction de l'armée au Maroc... « Ces mesures, ajoutées aux ordres habituels donnés aux forces qui travaillent à réprimer le soulèvement au Maroc, nous permettent d'affirmer que l'action du gouvernement suffira à rétablir l'ordre. » (Claridad, 18 juillet 1936)

Le Gouvernement publia cette note d'une incroyable malhonnêteté pour justifier son refus d'armer les travailleurs, comme les syndicats l'avaient demandé. Mais ce n'est pas tout. A 17 h 20, et de nouveau à 19 h 20, le gouvernement émit des notes semblables, la dernière déclarant qu'« *à Séville... des militaires avaient commis des actes de rébellion, réprimés par les forces gouvernementales* ». Séville avait été entre les mains de Queipo de Llano pendant presque toute la journée.

Ayant trompé les travailleurs sur l'état réel des choses, le cabinet se réunit toute la nuit en conférence. Azaña avait renvoyé son Premier ministre, Casares Quiroga, membre de son propre parti, et l'avait remplacé par Barrio, « plus respectable », et l'on passa la nuit à rechercher les dirigeants bourgeois extérieurs au Front populaire que l'on pourrait persuader d'entrer dans le cabinet. Par le biais de cette combinaison droitière, Azaña fit des efforts désespérés pour contacter les chefs militaires et passer un accord avec eux. Mais, les dirigeants fascistes prirent ces ouvertures comme un signe certain de leur victoire et refusèrent à Azaña toute espèce de compromis qui lui aurait permis de sauver la face. Ils demandèrent aux républicains de s'écarter devant une dictature militaire avouée. Même lorsqu'ils le surent, Azaña et le conseil des ministres ne firent rien pour organiser la résistance. Pendant ce temps, les garnisons informées l'une après l'autre de la paralysie du gouvernement s'enhardissaient et

déployaient la bannière de la rébellion.

Ainsi, pendant ces deux journées décisives, les rebelles avancèrent tandis que le gouvernement les suppliait de l'aider à sauver la face. Il ne fit rien pour déclarer dissous les régiments rebelles et dispenser les soldats d'obéir à leurs officiers. Les travailleurs, se souvenant du *bienio negro*, du sort des prolétariats italien et allemand, réclamèrent des armes à grands cris. Les dirigeants réformistes eux-mêmes frappaient aux portes du palais présidentiel, suppliant Azaña et Giral d'armer les ouvriers. Près des garnisons, les syndicats avaient déclaré la grève générale afin de paralyser la rébellion. Mais des bras croisés ne suffiraient pas à affronter l'ennemi. Un silence sinistre baignait les casernes de Montana à Madrid. Les officiers, selon le plan du soulèvement, attendaient que les garnisons entourant, Madrid aient atteint la ville pour y joindre leurs forces. Azaña, Giral et leurs associés attendaient, sans espoir, que le coup tombe.

Et pouvait-il véritablement en être autrement ? Le camp de Franco déclarait : Nous, les maîtres sérieux du capital, les vrais porte-parole de la société bourgeoise, nous vous disons qu'il faut en finir avec la démocratie pour que le capitalisme vive. Choisissez, Azaña, entre la démocratie et le capitalisme.

Qu'y avait-il de plus ancré en Azaña et dans la bourgeoisie libérale ? leur « démocratie », ou leur « capitalisme » ? Ils répondirent en courbant la tête devant la progression des troupes fascistes.

Dans l'après-midi du 18 juillet, les principaux alliés ouvriers de la bourgeoisie, les Comités nationaux des partis communiste et socialiste publièrent une déclaration commune :

« L'heure est difficile, mais en aucun cas désespérée. Le gouvernement est sûr d'avoir les ressources suffisantes pour renverser la tentative criminelle... Au cas où ces ressources ne suffiraient pas, le Front populaire, qui rassemble sous sa discipline le prolétariat espagnol tout entier, promet solennellement à la République qu'il est résolu, sereinement et sans passion, à intervenir dans la lutte dès qu'on le lui réclamera. Le gouvernement commande et le Front populaire obéit. »

Mais le gouvernement ne donna jamais le signal. Heureusement, les travailleurs ne l'attendirent pas.

III

La révolution du 19 juillet

Le prolétariat de Barcelone empêcha la capitulation de la République devant le fascisme. Le 19 juillet, presque à mains nues, il prit d'assaut victorieusement les premières casernes. Le jour suivant, à 14 heures, il était maître de la ville.

L'honneur d'ouvrir la lutte armée contre le fascisme n'était pas revenu par accident au prolétariat de Barcelone. Port de mer et principal centre industriel de l'Espagne, Barcelone, qui concentrait dans ses murs et dans les villes industrielles catalanes voisines près de la moitié de la classe ouvrière espagnole, a toujours été à l'avant-garde de la révolution. Le réformisme parlementaire de l'U.G.T., dirigée par les socialistes, n'avait jamais pu s'y implanter. Les partis socialiste et stalinien (le P.S.U.C.) réunis ne regroupaient pas, le 19 juillet, autant de membres que le P.O.U.M. Les travailleurs étaient presque tous organisés par la C.N.T., dont les souffrances et les persécutions, tant sous la monarchie que sous la République, avaient imprégné sa base d'une tradition militante anticapitaliste, bien que sa philosophie anarchiste ne l'ait pas dotée d'une direction systématique. Mais, avant que cette philosophie n'ait pu révéler sa tragique caducité, la C.N.T. atteignait des sommets historiques dans sa lutte victorieuse

contre les forces du général Goded.

Le gouvernement catalan, comme à Madrid, refusa d'armer les travailleurs. Les émissaires de la C.N.T. et du P.O.U.M., qui, venus réclamer des armes, furent informés, avec le sourire, qu'ils pouvaient prendre celles que les Gardes d'assaut blessés abandonnaient.

Mais, dans l'après-midi du 18, les travailleurs de la C.N.T. et du P.O.U.M. organisèrent des raids dans les magasins d'articles de chasse pour prendre des fusils, dans les chantiers pour s'emparer de bâtons de dynamite, et dans les demeures fascistes où étaient cachées des armes. Avec l'aide de quelques gardes d'assaut amis, ils s'étaient emparés de plusieurs râteliers de fusils gouvernementaux. (Depuis 1934, les travailleurs révolutionnaires avaient rassemblé à grand peine quelques fusils et pistolets.) C'était là avec autant de véhicules à moteur qu'ils purent en trouver, tout ce dont les travailleurs disposaient, quand le 19, à cinq heures du matin, les officiers fascistes commencèrent à faire sortir leurs détachements des casernes.

Des heurts isolés devant des barricades de pavés conduisirent dans l'après-midi à un affrontement généralisé. Et là, les armes politiques firent mieux que suppléer à l'infériorité de l'armement face aux fascistes. Des travailleurs héroïques s'avançaient hors des lignes pour interpeller les soldats et leur demander pourquoi ils tiraient sur leurs compagnons de travail. Ils tombaient sous le feu des fusils et des mitrailleuses, mais d'autres surgissaient à leur place. Ici ou là, un soldat commençait à tirer dans le vide. Puis d'autres, plus audacieux, se tournèrent contre leurs officiers. Quelque génie militaire inconnu - peut-être mourut-il alors - profita de l'occasion pour permettre à la masse des travailleurs de quitter ses positions retranchées et d'aller de l'avant. Les premières casernes furent prises. Dans l'après-midi, on captura le général Goded. Les ouvriers nettoyèrent Barcelone avec les armes des arsenaux. En quelques jours, toute la Catalogne fut entre leurs mains.

Dans le même temps, le prolétariat madrilène se mobilisait. Les socialistes de gauche distribuaient leurs maigres stocks d'armes, sauvés d'octobre 1934. On éleva des barricades dans les rues principales et autour des casernes de Montana. Des groupes d'ouvriers guettaient les dirigeants réactionnaires. Le 19, à l'aube, les premières patrouilles de la milice se mirent en place. A minuit, on échangea les premiers coups de feu avec les casernes. Mais ce ne fut que le jour suivant, quand les grandes nouvelles parvinrent de Barcelone, qu'on les prit d'assaut.

Valence aussi fut rapidement arrachée des mains des fascistes. Le gouverneur nommé par Azaña, ayant refusé de les armer, les travailleurs se préparèrent à affronter la troupe avec que la simple « défense de la République », les démocrates staliniens ont encore à expliquer pourquoi tout ceci est arrivé.

En Catalogne en particulier, une semaine après le 19 juillet let, les transports et l'industrie étaient presque entièrement aux mains des comités ouvriers de la C.N.T., et les travailleurs s'étaient regroupés dans les deux comités C.N.T.-U.G.T. réunis. Les comités syndicaux reprirent systématiquement en mains la production, la remirent en ordre et l'accéléchèrent pour les besoins de la guerre. Par le biais des industries nationales de Barcelone, le même processus s'étendit à Madrid, Valence, Alicante, Almeria et Malaga, sans prendre toutefois le caractère généralisé qu'il avait en Catalogne. Néanmoins, dans les provinces basques, la grande bourgeoisie, qui s'était prononcée en faveur de la république démocratique, resta maîtresse de ses usines. Un comité U.G.T.-C.N.T. prit en charge la totalité des transports de l'Espagne. Des délégations d'entreprises ne tardèrent pas à partir à l'étranger pour déterminer les importations et les exportations.

Les paysans n'eurent pas besoin qu'on les presse de prendre la terre. Ils essayaient de le faire depuis 1931 ; on honorait les noms des villages de Casas Viejas, Castilblanco, Yeste où les troupes d'Azaña avaient massacré ceux qui s'étaient emparés de la terre. Maintenant, Azaña n'était plus en mesure de les en empêcher. Dès que les nouvelles arrivèrent des villes, les paysans se jetèrent sur les terres. Tout officier du gouvernement, tout propriétaire républicain assez stupide pour leur barrer le chemin, se

heurtait à leurs faux et à leurs haches. En de nombreux endroits, pénétrés des enseignements des anarchistes et des socialistes de gauche, ils s'organisèrent directement en collectivités. Des comités paysans s'occupèrent de nourrir les milices et les villes, en donnant ou vendant leurs produits directement aux comités d'approvisionnement, aux colonnes de la milice et aux syndicats.

Partout, les structures gouvernementales existantes et les organisations ouvrières se montrèrent incapables d'organiser la guerre et la révolution. Chaque district, ville ou village créa son comité de la milice pour armer les masses et les entraîner. Les comités d'usines U.G.T.-C.N.T. qui dirigeaient tous les ouvriers, y compris ceux qui n'avaient jamais été organisés auparavant, se développèrent plus largement que les organisations syndicales traditionnelles. Les vieilles administrations municipales disparurent, remplacées généralement par des comités unitaires où tous les partis et syndicats antifascistes étaient représentés. Toutefois l'Esquerra et la Gauche républicaine n'y apparurent que rarement. Ils remplacèrent des ouvriers et des paysans qui, bien que toujours membres des partis républicains, suivaient les travailleurs les plus avancés et siégeaient avec eux, le « Comité central des milices antifascistes de Catalogne », créé le 21 juillet, était le plus important de ces nouveaux organes de pouvoir. Cinq de ses quinze membres étaient des anarchistes de la C.N.T. et de la F.A.I., et ils le dominaient. L'U.G.T. avait trois représentants, en dépit de sa faiblesse numérique en Catalogne, mais les anarchistes espéraient par ce biais susciter ailleurs la construction de comités analogues. Le P.O.U.M. avait un représentant au Comité central, de même que l'Union paysanne (Rabassaires) et les staliniens (P.S.U.C.). Les partis bourgeois en avaient quatre.

A l'inverse d'une coalition gouvernementale qui repose en fait sur le vieil appareil d'Etat, le Comité central, dominé par les anarchistes, s'appuyait sur les organisations ouvrières et les milices. L'Esquerra et ceux qui en étaient le plus proche les staliniens et l'U.G.T. - ne faisaient pour l'instant que suivre. Les décrets du Comité central constituaient la seule loi en Catalogne., Companys obéissait sans question à ses ordres de réquisitions ou à ses demandes d'argent. Censé avoir été mis en place comme centre d'organisation des milices, il lui fallut de plus en plus assumer des fonctions gouvernementales. Il organisa bientôt un département de police ouvrière, puis un département chargé de l'approvisionnement dont les décrets avaient force de loi dans les usines et dans les ports.

Les campagnes militaires du Comité central, durant ses mois d'existence, furent inextricablement liées à des activités révolutionnaires. Il en fut ainsi pendant les campagnes de l'Aragon, que les milices catalanes investirent en cinq jours et qu'elles conquièrent en tant qu'armée de libération sociale. On créa des comités antifascistes de villages, auxquels on remit toutes les grandes propriétés, les moissons, les approvisionnements, le bétail, les outils, etc., qui appartenaient aux grands propriétaires et aux réactionnaires. A partir de là, le comité de village organisa la production sur de nouvelles bases, généralement collectives, et créa une milice villageoise pour promouvoir la socialisation et combattre la réaction. Les réactionnaires capturés passèrent en procès devant l'assemblée générale du village. Tous les titres de propriété, les hypothèques, les reconnaissances de dettes des registres officiels furent voués au feu de joie. Le monde du village ainsi transformé, les colonnes catalanes pouvaient aller de l'avant, certaines que tout village ainsi organisé constituait une forteresse de la révolution.

Les staliniens ont fait une grande propagande calomniatrice sur la prétendue faiblesse des activités militaires des anarchistes. La création hâtive des milices, l'organisation de l'industrie de guerre étaient inévitablement hasardeuses dans des mains inexpertes. Mais, pendant ces premiers mois, les anarchistes secondés par le P.O.U.M. compensèrent largement leur inexpérience militaire par l'audace de leur politique sociale. Dans la guerre civile, l'arme décisive est la politique. En prenant l'initiative, en s'emparant des usines, en encourageant la paysannerie à prendre la terre, les masses de la C.N.T. écrasèrent les garnisons établies en Catalogne. En marchant sur l'Aragon en tant que libératrices sociales, elles firent se dresser la paysannerie, ce qui paralysa les forces fascistes. Selon les plans des généraux, Saragosse, siège de l'Ecole de guerre, et peut-être la plus importante des garnisons de l'armée,

aurait dû être pour l'Espagne orientale ce que Burgos devint pour l'Ouest. Elle fut au contraire immobilisée dès les premiers jours.

Des multitudes de comités d'usines, de villages, d'approvisionnement, de ravitaillement, de police, etc., qui réunissaient les diverses organisations antifascistes et détenaient en réalité une autorité supérieure à celle de leurs composantes se ralliaient au Comité central des milices. Certes, après le premier raz-de-marée révolutionnaire, les comités révélèrent leur faiblesse fondamentale. Ils étaient fondés sur l'accord mutuel des organisations dont les membres composaient la base, et les premières semaines passées, l'Esquerra, appuyée par les staliniens, reprit courage et avança son propre programme. Les dirigeants de la C.N.T. commencèrent à faire des concessions au détriment de la révolution. Dans ce cadre, les comités n'auraient pu fonctionner qu'en abandonnant progressivement la méthode de l'accord mutuel et en adoptant celle des décisions majoritaires par le biais de délégués de milices ou d'usines démocratiquement élus.

Les régions de Valence et de Madrid avaient également tissé un réseau de comités unitaires de milices antifascistes, de patrouilles ouvrières, de comités d'usines et de districts pour balayer les réactionnaires des villes et envoyer la milice au front.

Ainsi à côté des gouvernements officiels de Madrid et de la Catalogne avaient surgi des organes de pouvoir contrôlés essentiellement par les travailleurs et par le biais desquels les masses organisaient la lutte contre le fascisme. Pour l'essentiel, la lutte militaire, économique et politique se faisait indépendamment du gouvernement, et même malgré lui.

Comment caractériser un tel régime ? Par essence, il était identique à celui de la Russie de février à novembre 1917 : un régime de double pouvoir. L'un d'eux, celui d'Azaña et de Companys, sans armée, sans police ou autres forces armées à ses ordres, était déjà trop faible pour contester l'existence de l'autre. L'autre, celui du prolétariat en armes, n'était pas encore assez conscient de la nécessité de se passer du pouvoir d'Azaña et Companys. Ce phénomène de double pouvoir a accompagné toutes les révolutions prolétariennes. Il signifie que la lutte des classes est toute proche du moment où l'un ou l'autre doit devenir le maître incontesté. C'est un balancement critique d'alternatives sur une lame de rasoir. Une longue période d'équilibre est hors de question ; l'un ou l'autre doit l'emporter rapidement. La révolution du 19 juillet était inachevée, mais le fait qu'elle ait suscité un régime de double pouvoir atteste qu'il s'agissait bien d'une révolution.

IV

Vers une coalition avec la bourgeoisie

Dans toutes les périodes de double pouvoir - la Russie de février à novembre 1917 et l'Allemagne de 1918-1919 ayant été les plus importantes - le gouvernement bourgeois ne continue d'exister qu'en admettant en son sein des représentants des organisations ouvrières réformistes, qui deviennent de ce fait le principal soutien de la bourgeoisie. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ne défendaient pas seulement le gouvernement provisoire au sein des soviets, ils siégeaient aussi à ce gouvernement avec les ministres bourgeois. Ebert et Scheidemann détenaient la majorité dans les

conseils d'ouvriers et de soldats mais, en même temps, siégeaient au gouvernement. En Espagne, toutefois, pendant sept semaines critiques, aucun représentant ouvrier n'entra au gouvernement.

Non que la bourgeoisie n'en ait pas voulu, ou que les dirigeants ouvriers ne l'aient pas souhaité et désiré ! Le 19 juillet au soir, quand la confirmation définitive de la conquête de Barcelone par les ouvriers lui parvint, Azaña finit par abandonner sa tentative de former un « cabinet de paix » avec Barrio. Giral devint Premier ministre. Azaña et Giral demandèrent à Prieto et Caballero d'entrer au cabinet. Prieto le souhaitait vivement. Mais Caballero refusa la proposition de Giral, et Prieto n'osa pas y entrer sans lui.

En Catalogne, pendant les derniers jours de juillet, Companys prit trois dirigeants stalinien dans son cabinet. Mais ceux-ci furent contraints de démissionner dans les trois jours, à la demande des anarchistes qui dénonçaient leur entrée au gouvernement comme incompatible avec le rôle dirigeant du Comité central des milices.

Ainsi, pendant sept semaines, les gouvernements bourgeois restèrent coupés des masses, sans la protection de ministres réformistes. La conduite des républicains ne rehaussa pas non plus leur prestige. Les fonctionnaires les plus couards s'enfuirent à Paris. *Solidaridad Obrera*, organe de la C.N.T., publia quotidiennement une « galerie des hommes illustres », celle des républicains qui avaient fui. Le gouvernement possédait l'une des plus importantes réserves d'or - mis à part celles des grandes puissances impérialistes - plus de six cents millions de dollars. Il ne fit cependant aucun effort pendant les deux premiers mois pour acquérir des armes à l'étranger. Il fit l'éloge de la tentative française d'organiser la « non-intervention ». Il s'éleva contre la prise des usines par les ouvriers et l'organisation de l'économie de guerre. Il dénonça les comités de districts et les patrouilles ouvrières qui nettoyaient l'arrière-garde des réactionnaires.

Le régime bourgeois catalan, dirigé par l'astucieux Companys (qui avait été autrefois l'avocat de la C.N.T. et connaissait donc fort bien le mouvement ouvrier), en présence d'un soulèvement révolutionnaire autrement plus intense qu'à Madrid, se conduisit beaucoup plus habilement qu'Azaña-Giral. Lors des premières semaines rouges, il approuva sans discussion tous les pas franchis par les ouvriers. Mais il était bien plus isolé à Barcelone que le cabinet de Madrid.

Il manquait aux gouvernements de Madrid et de Barcelone l'instrument indispensable de la souveraineté : la force armée. L'armée régulière s'était ralliée à Franco. La police régulière n'avait plus de réelle indépendance, ayant été submergée par le flot des ouvriers armés. La bourgeoisie madrilène, privée elle-même de sa police, dont la plupart des membres s'étaient soit portés volontaires soit avaient été envoyés au front sous la pression des travailleurs, voyait cependant d'un mauvais oeil le statut officiel concédé à la direction ouvrière des milices par le gouvernement catalan. L'explication discrète donnée par Jaime Miravittles, leader de l'Esquerra, en dit long :

« Le Comité central des milices naquit deux ou trois jours après le Mouvement (subversif), en l'absence de toute force publique régulière, alors qu'il n'y avait pas d'armée à Barcelone. D'autre part, il n'y avait plus aucun garde-civil ou d'assaut, car tous s'étaient battus avec une telle ardeur, unis avec les forces populaires, qu'ils faisaient maintenant partie de la même masse à laquelle ils étaient restés mêlés. Dans ces circonstances, les semaines passèrent sans qu'il fut possible de réunir et de regrouper les forces dispersées des gardes-civils ou d'assaut. » (Heraldo de Madrid, 4 septembre 1936.)

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de l'apparition du double pouvoir, en dépit de l'étendue du pouvoir du prolétariat dans les milices et de son contrôle sur la vie économique, l'Etat ouvrier resta embryonnaire, atomisé, éparpillé dans les diverses milices, comités d'usines, comités locaux de défense antifascistes constitués conjointement par les diverses organisations. Il ne se centralisa jamais sous forme de conseils ouvriers et soldats à l'échelle de la nation, comme dans la Russie de 1917, et l'Allemagne de 1918-1919. Ce n'est que lorsque le double pouvoir atteint de telles proportions organisationnelles que le choix entre le régime antérieur et le nouvel ordre révolutionnaire dont les

conseils deviennent l'instance étatique est mis à l'ordre du jour. La révolution espagnole ne s'éleva jamais jusque-là, bien que le pouvoir réel des travailleurs ait été bien supérieur à celui que les ouvriers avaient détenu pendant la révolution allemande et même dans la Russie d'avant novembre 1917. Localement, et dans chaque colonne de la milice, les travailleurs tenaient les rênes. Mais au sommet, il n'y avait que le gouvernement ! Ce paradoxe s'explique simplement : il n'existait pas de parti révolutionnaire en Espagne, prêt à impulser avec audace et détermination l'organisation des soviets.

Mais, de l'impuissance dans la création des organes nécessaires au renversement de la bourgeoisie à l'acceptation de la collaboration avec elle, n'y a-t-il pas un abîme ? Pas du tout ! En période révolutionnaire, l'alternative repose sur une lame de rasoir. L'un ou l'autre terme doit l'emporter. Chaque jour qui passe vaut une décade du temps de paix. Le « réalisme » d'aujourd'hui sera demain l'avenue conduisant à la collaboration avec la bourgeoisie. La guerre civile fait rage. La bourgeoisie libérale offre de participer au combat contre les fascistes. Il est évident que les travailleurs accepteront son aide. Quelles sont les limites d'une telle coopération ? Dans la lutte contre Kornilov, les bolcheviks « sectaires » les définirent très clairement : par dessus tout concentrer le pouvoir entre les mains des soviets.

Au plus fort de la lutte contre la contre-révolution de Kornilov, en septembre 1917, lorsque Kérensky et les autres ministres bourgeois proclamaient qu'il fallait écraser Kornilov, aussi fort sans doute qu'Azaña et Companys déclamaient contre Franco, les bolcheviks avertirent les ouvriers que le gouvernement provisoire était impuissant et que seuls les soviets pourraient défaire l'ennemi. Dans une lettre spéciale au Comité central des bolcheviks, Lénine fustigeait ceux qui faisaient « *des phrases à propos de la défense du pays, du soutien au gouvernement provisoire* ». « *Nous combattons, nous combattons aujourd'hui Kornilov, en même temps que les troupes de Kérensky. Mais nous ne soutenons pas Kérensky*, disait Lénine. *Au contraire, nous dévoilons sa faiblesse. Telle est la différence. C'est une différence assez subtile, mais elle est tout à fait essentielle et nul ne doit l'oublier.* » Et l'on ne songea pas le moins du monde à attendre que la lutte contre Kornilov soit achevée pour prendre le pouvoir d'Etat. Au contraire, déclarait Lénine, « *dès demain, les événements peuvent nous donner le pouvoir, et alors nous n'y renoncerons pas.* » (*Oeuvres*, vol. XXI, t. 1). Lénine était prêt à collaborer avec Kérensky lui-même dans une alliance militaire et technique. Mais en posant comme condition préalable l'organisation des masses en structures de classe, démocratiquement élues, où les bolcheviks pourraient lutter pour gagner la majorité.

S'ils ne créaient pas des soviets - des conseils ouvriers les anarchistes et le P.O.U.M. eux-mêmes glisseraient inévitablement vers la collaboration gouvernementale avec la bourgeoisie. Car, en pratique, que signifie le refus de construire des soviets en pleine guerre civile ? C'est reconnaître le droit à la bourgeoisie libérale de diriger la lutte, c'est-à-dire à en dicter les limites sociales et politiques.

C'est ainsi que toutes les organisations ouvrières, sans exception, dérivèrent de plus en plus vers la bourgeoisie libérale. Au fil des semaines, Azaña et Companys reprirent du nerf, quand ils virent que les empiétements des ouvriers sur le pouvoir d'Etat n'aboutiraient pas à son renversement. Azaña rassembla tous les officiers qui, coincés derrière les lignes, se prononçaient pour la République. Au début, les officiers ne pouvaient traiter avec les milices qu'au travers de leurs comités. Mais la méthode bolchevique qui consiste à employer les connaissances techniques des officiers sans leur donner aucun pouvoir sur les soldats ne peut être utilisée qu'à l'apogée de la transition du double pouvoir vers l'Etat ouvrier, ou par un régime soviétique. Peu à peu, les officiers se frayèrent la voie vers le commandement direct.

Le contrôle du gouvernement sur le trésor et les banques car les ouvriers, y compris les anarchistes, s'étaient arrêtés à leurs portes, se contentant d'instituer une forme de contrôle ouvrier qui ne faisait guère qu'empêcher la distribution des fonds aux fascistes et encourager les prêts de capitaux aux usines collectivisées - lui donnait un moyen puissant d'encourager le grand nombre d'entreprises étrangères qui

n'avaient pas été saisies, de placer des représentants du gouvernement dans les usines, d'intervenir dans le commerce extérieur, de permettre aux petites entreprises, boutiques et commerces épargnés par la collectivisation de s'accroître rapidement. Madrid, qui contrôlait les réserves d'or, s'en servit en Catalogne comme d'un argument massue dans des circonstances où Companys se montrait impuissant. Dans le capitalisme contemporain, le capital financier domine l'industrie et les transports. Cette loi économique ne fut pas abrogée parce que les ouvriers s'étaient emparés des usines et des voies ferrées. Tout ce que les travailleurs avaient fait en prenant les usines, c'était de les transformer en coopératives de producteurs, toujours soumises aux lois de l'économie capitaliste. Pour s'en affranchir, il faudrait que toutes les industries et la terre, avec le capital financier et les réserves d'or et d'argent, deviennent la propriété de l'Etat ouvrier. Mais ceci implique le renversement de l'Etat bourgeois. La manipulation du capital financier pour briser le mouvement ouvrier constitue une phase de la guerre d'Espagne qu'il faudra étudier très soigneusement et en détail, et qui fournira sans aucun doute des éclairages nouveaux sur la nature de l'Etat bourgeois. Cette arme ne fut pleinement effective que plus tard, mais même dans les sept premières semaines, le gouvernement put reprendre, grâce à elle, beaucoup du terrain perdu.

Dans les toutes premières semaines, le gouvernement qui cherchait sa voie se remit à user de l'un des instruments du pouvoir d'Etat les plus haïs des ouvriers : la censure de la presse. Elle était particulièrement détestée parce que le gouvernement l'avait employée pendant les jours qui précédèrent l'insurrection fasciste, où l'on cacha les avertissements des socialistes et des anarchistes concernant l'imminence de la guerre civile. Azaña se hâta d'assurer à la presse que la censure serait limitée aux nouvelles militaires, mais ce n'était qu'un pont vers la censure générale. Soutiens inconditionnels sans un murmure. Le journal stalinien *Mundo Obrero* du 20 août fut interdit pour un article jugé répréhensible. La *Claridad* de Caballero accepta en grommelant. Les anarchistes et le P.O.U.M. suivirent. Seul l'organe de la Jeunesse anarchiste de Madrid interdit son entrée au censeur. Mais la censure n'était pas un problème isolé -. elle serait inévitablement la prérogative du pouvoir d'Etat.

En août, la C.N.T. entra dans la « Junte de défense » basque, qui n'était pas du tout une organisation militaire, mais un gouvernement régional au sein duquel le parti grand-bourgeois basque détenait les postes des finances et de l'industrie. La presse anarchiste rapporta ce fait - la première participation des anarchistes à un gouvernement de l'histoire - sans explications. Une excellente occasion était donnée au P.O.U.M. de gagner les travailleurs de la C.N.T. à la lutte pour l'Etat ouvrier, mais il ne fit aucun commentaire sur le gouvernement basque - car il avait fait la même chose à Valence.

« L'exécutif populaire », avec participation bourgeoise, s'était constitué à Valence en gouvernement régional, et le P.O.U.M. y était entré. A ce moment-là, l'organe central du P.O.U.M., *La Batalla*, appelait à la constitution d'un gouvernement entièrement ouvrier à Madrid et Barcelone. La contradiction entre ce mot d'ordre et la situation à Valence fut assumée sans commentaires !

Formé dans les deux jours du soulèvement en tant que centre militaire, le Comité central des milices catalanes commença aussi à collaborer avec la bourgeoisie, dans la sphère économique. La transformation du Comité central en un corps démocratiquement élu de délégués des usines et des colonnes de la milice lui aurait donné plus de pouvoir et d'autorité, et aurait réduit le rôle de la bourgeoisie à sa force effective dans les usines et les milices. C'était la seule issue au dilemme. Mais la C.N.T. était aveugle devant ce problème, et le P.O.U.M. muet.

Finalement, le 11 octobre, le Conseil de l'économie fut formé à l'initiative de Companys pour centraliser l'activité économique. Il s'agissait là, malgré l'appât d'un programme économique radical, d'une simple structure de collaboration socio-économique sous hégémonie bourgeoise. Cependant la C.N.T. et le P.O.U.M. y entrèrent.

Ainsi, dans tous les domaines, la bourgeoisie se frayait la voie vers un retour en arrière. Les ouvriers furent ainsi amenés, peu à peu, à une coalition gouvernementale avec la bourgeoisie.

Pour comprendre clairement ce processus, il nous faut maintenant examiner de plus près les conceptions politiques des organisations ouvrières.

V

Les positions politiques
de la classe ouvrière espagnole

Les socialistes de droite

Prieto, Negrin, Besteiro adhéraient fermement à la théorie selon laquelle l'Espagne avait devant elle une longue période de développement capitaliste. Besteiro et d'autres s'étaient déshonorés en dénonçant le recours aux armes des ouvriers en 1934. Mais Prieto, Negrin et leurs principaux associés s'étaient comportés au moins aussi bien que Caballero pendant la bataille des Asturies et la grève générale, sans pour autant changer de perspective politique. Ils avaient entraîné le parti, en dépit de l'opposition de l'aile gauche, dans la coalition électorale de février 1936. Les socialistes de gauche avaient toutefois empêché l'entrée de Prieto dans le cabinet. Ce dernier avait clairement laissé entendre que, si l'aile gauche l'emportait et prenait le contrôle du parti, il était prêt à entrer dans la Gauche républicaine d'Azaña. Il était allé jusqu'à dénoncer avec ce dernier l'épidémie de grève des mois qui précédèrent la guerre civile. D'après ses conceptions politiques, l'aile droite des socialistes se composait à l'évidence de républicains petits-bourgeois qui, dans la lutte contre la monarchie, avaient estimé à juste titre qu'il n'était possible d'avoir une base de masse qu'avec une coloration socialiste. Dans l'arène républicaine ouverte en 1931, ils s'étaient révélés frères de sang d'Azaña dès la première épreuve.

El Liberal, journal de Prieto (lui-même industriel basque à la tête d'une fortune considérable) était l'un des organes les plus influents au sein de la bourgeoisie. Des décennies de collaboration de classe lui avaient fourni la confiance totale de la bourgeoisie basque. Plus que tout autres Prieto faisait Office d'intermédiaire entre les capitalistes basques catholiques et bornés, les intellectuels cosmopolites et cyniques d'Azaña et les forces staliniennes. Dur, impitoyable, capable, Prieto n'éprouvait aucune des craintes subjectives des dirigeants des partis sociaux-démocrates scandinaves et britanniques. Il reconnut la signification pleine et entière de la politique de Staline au début de la guerre civile et, par la suite, il accueillit les porte-parole staliniens comme des frères idéologiques.

Les staliniens

En 1926, le programme politique du stalinisme semblait rien moins qu'ultra-gauchiste, comme le dénonçaient Azaña, Prieto, Caballero ; ou encore fasciste et social-fasciste selon les anarchistes en 1931. Mais la base politique restait la même. Les staliniens ne voulaient pas plus d'une révolution prolétarienne en Espagne en 1936 qu'en 1931.

Walter Duranty, apologiste officieux du Kremlin, décrivait ainsi son attitude, en 1931 :

« Dans l'éditorial qui ouvre la Pravda d'aujourd'hui, on trouve le premier commentaire soviétique sur les événements d'Espagne, mais l'organe du Parti communiste russe ne semble guère enthousiaste sur les perspectives de la lutte révolutionnaire qui suivra la chute d'Alphonse XIII, qu'il prévoit clairement.

« Le ton pessimiste inattendu de la Pravda s'explique peut-être par la crainte soviétique que les événements d'Espagne troublent la paix européenne pendant la période critique actuelle du plan quinquennal. A juste titre ou non, on croit là-bas que la paix en Europe tient littéralement à un fil, que l'accumulation d'armements et de haines nationales est bien plus grande qu'avant la guerre et rend la situation aussi dangereuse qu'au printemps 1914, et que des feux d'artifice espagnols pourraient aisément provoquer une conflagration générale. » (New York Times, 17 mai 1931.)

« Assez paradoxalement, il apparaît que Moscou n'est guère enchanté de la situation - il faut plutôt dire en fait que si la révolution espagnole " tourne à gauche comme on s'y attend aujourd'hui, Moscou sera plus embarrassé que ravié [...] Car, en premier lieu, l'Union soviétique a grand peur, et peut-être à tort, d'un danger de guerre, et " voit avec angoisse " tout événement qui pourrait renverser le statu quo européen, où que ce soit. Deuxièmement, la politique du Kremlin aujourd'hui repose plus sur la construction du socialisme en Russie que sur la révolution mondiale. » (New York Times, 18 mai 1931.)

En 1931, le Kremlin avait atteint son but par une politique de non-collaboration avec les autres partis ouvriers. Les communistes s'étaient coupés du mouvement de masse par les scissions syndicales, l'absence de front unique d'organisations, les attaques contre les autres meetings ouvriers, etc. En 1931, le Kremlin avait pour seul but le maintien du statu quo en Europe. Toutefois en 1936, lors du septième Congrès, le Komintern changea de perspective. Le cours nouveau consistait à maintenir le statu quo aussi longtemps que possible, non seulement cette fois en empêchant les révolutions, mais en collaborant activement avec la bourgeoisie des « pays démocratiques ». Cette collaboration était destinée, au cas où la guerre éclaterait, à assurer à la Russie l'alliance de la France et de l'Angleterre. Pour prix de l'alliance avec l'impérialisme anglo-français, la Russie offrait la subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Le « socialisme dans un seul pays » révélait sa véritable signification : « le socialisme nulle part ailleurs ».

Lénine et les bolcheviks avaient été assez réalistes pour permettre à l'Etat soviétique d'utiliser les conflits entre les divers pays capitalistes, jusqu'à jouer l'un contre l'autre dans le cours de la guerre. Mais la doctrine selon laquelle, quelles que soient les alliances militaires soviétiques, le prolétariat de tous les pays avait le devoir de s'opposer à sa propre bourgeoisie pendant la guerre, de la renverser et de la remplacer par un gouvernement révolutionnaire des travailleurs, seul allié réel possible de l'Union soviétique, était cependant bien plus fondamentale pour leur politique révolutionnaire.

Le septième Congrès du Komintern répudia ce principe de base du marxisme. Le Parti communiste français proclamait d'ores et déjà qu'il était prêt à soutenir sa bourgeoisie dans la future guerre. En dépit de cela, l'hostilité de l'Angleterre avait largement invalidé le pacte franco-soviétique. Sous Blum lui-même, ce pacte n'avait pas encore conduit à des conférences entre les deux états-majors. La guerre civile espagnole fournissait au Kremlin une occasion de prouver une fois pour toutes aux impérialismes français et anglais que non seulement il n'avait pas l'intention d'encourager la révolution, mais qu'il était prêt à prendre la direction de l'écrasement d'une révolution déjà commencée.

Apparemment, les correspondants staliniens étrangers à Barcelone ne se rendirent pas tous compte, dans les premiers jours de la guerre civile, que le Komintern s'était effectivement donné pour tâche de défaire cette révolution presque achevée. Le 22 juillet, l'article principal du *Daily Worker* de Londres disait ceci : « En Espagne, socialistes et communistes ont combattu au coude à coude dans la lutte armée pour défendre les libertés démocratiques, afin de pouvoir aller vers une république soviétique espagnole. » Et le même jour, le correspondant de ce journal à Barcelone, Frank Pitcairn, câblait :

« La milice rouge écrase les fascistes. Triomphe à Barcelone. Les forces ouvrières unies ont déjà pris l'avantage. Les rues sont parcourues de voitures pleines d'ouvriers armés qui font respecter l'ordre et la discipline. Les préparatifs pour l'organisation d'une milice ouvrière permanente avancent. »

Toutefois, les staliniens espagnols se joignirent à Prieto et Azaña pour appeler les travailleurs à ne pas toucher à la propriété. Les staliniens furent les premiers à soumettre leur presse à la censure. Ils furent les premiers à demander la liquidation des milices ouvrières, à remettre leurs miliciens entre les mains des officiers d'Azaña. La guerre civile ne durait pas depuis deux mois quand ils entamèrent une campagne criminelle contre le P.O.U.M. et la Jeunesse anarchiste, chose que le gouvernement n'osera pas faire avant près d'un an. Les staliniens n'exigeaient pas seulement la subordination à la bourgeoisie pour le temps de la guerre civile, mais aussi pour après :

« Il est absolument faux, déclarait Jesus Hernandez, éditeur de Mundo Obrero, que le mouvement actuel des travailleurs ait pour but l'établissement d'une dictature du prolétariat lorsque la guerre sera finie. On ne peut pas dire que nous participons à la guerre pour une raison sociale. Nous, communistes, sommes les premiers à nier une telle supposition. Nous sommes exclusivement motivés par le désir de défendre la république démocratique. »

Au début d'août, *l'Humanité*, journal du Parti communiste français, publia la déclaration suivante :

« Le Comité central du Parti communiste espagnol nous demande d'informer l'opinion publique, en réponse aux nouvelles fantastiques et tendancieuses publiées par certains journaux, de ce que le peuple espagnol ne lutte pas pour l'établissement de la dictature du prolétariat, mais n'a qu'un seul but : la défense de l'ordre républicain, dans le respect de la propriété. »

Au fil des mois, les staliniens adoptèrent une position plus ferme encore à l'égard de tout ce que l'on veut sauf le système capitaliste. José Diaz, « dirigeant bien-aimé » du parti espagnol, déclare le 5 mars 1937, lors d'une session plénière du Comité central :

« Si, au début, les diverses tentatives prématurées de "socialisation" et de "collectivisation", résultats d'une mauvaise compréhension du caractère de la lutte actuelle, pouvaient se justifier par le fait que les gros propriétaires fonciers et capitalistes avaient déserté leurs terres et leurs usines, alors qu'il fallait à tout prix que la production continue, aujourd'hui au contraire elles ne se justifient plus du tout. A l'heure actuelle, alors qu'il existe un gouvernement de Front populaire dans lequel toutes les forces engagées dans la lutte contre le fascisme sont représentées, de telles choses ne sont pas seulement inopportunes, mais absolument intolérables. », (Communist International, mai 1937.)

Reconnaissant que le danger d'une révolution prolétarienne venait en premier lieu de Catalogne, les staliniens concentrèrent d'énormes forces à Barcelone. Ne disposant là d'aucune organisation propre, pour ainsi dire, ils recrutèrent à leur service les dirigeants travaillistes conservateurs et les politiciens petits-bourgeois, en fusionnant le Parti communiste de Catalogne avec la section catalane du Parti socialiste, l'Union socialiste (organisation nationaliste limitée à la Catalogne), et Catala Prolétari, une scission de l'Esquerra bourgeoise. Le produit de cette fusion, le Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.), s'affilia au Komintern. Il avait à peine mille membres au début de la guerre civile, mais il possédait des fonds illimités et l'aide des hordes de fonctionnaires du Komintern. Il absorba la section catalane moribonde de l'U.G.T., et quand la Generalidad décréta la syndicalisation forcée de tous les employés, il recruta les ouvriers et employés les plus arriérés qui préféraient cette institution respectable à la radicale C.N.T. Mais la base de masse des staliniens en Catalogne était une fédération de commerçants, petits hommes d'affaires et industriels, les Federaciones de Gremios y Entidades de Pequeños Comerciantes y Industriales (G.E.P.C.I.), qui fut déclarée syndicat et affiliée à l'U.G.T. catalane en juillet. La dite section catalane opérait tout à fait indépendamment de l'exécutif national de l'U.G.T. contrôlé par Caballero. Désormais, défenseur principal et le plus ardent de la bourgeoisie, le P.S.U.C. recruta massivement dans l'Esquerra catalane.

Dans le reste de l'Espagne, les staliniens suivirent une voie semblable. Dès le début, le syndicat agricole de la C.N.T. et la Fédération des paysans et salariés agricoles de l'U.G.T. qui soutenaient la collectivisation des terres - accusèrent les staliniens d'organiser des « syndicats » autonomes de paysans

plus riches, opposés à la collectivisation. Le parti stalinien s'accrut plus vite que toute autre organisation, car ses portes étaient grandes ouvertes. Des éléments bourgeois douteux accourraient en foule se mettre sous sa protection. Dès le 19 et le 20 août 1936, le journal de Caballero, *Claridad*, accusa l'Alliance des écrivains antifascistes, stalinienne, de cacher des réactionnaires 8.

Lorsque les premiers avions et canons soviétiques finirent par arriver, dans la troisième semaine d'octobre, après trois mois de boycott, le Parti communiste, jusqu'ici sur la défensive, incapable de contrer l'âpre critique du P.O.U.M. sur le refus de Staline d'envoyer des armes, reçut une terrible impulsion. Dès lors, ses propositions furent inextricablement liées à la menace que Staline n'envoie plus d'avions ni d'armes. L'ambassadeur Rosenberg à Madrid et à Valence, le consul général Antonov Ovsénko à Barcelone firent des discours politiques qui indiquaient pleinement leurs préférences. Lorsque, Ovsénko, pendant la célébration à Barcelone, en novembre, de l'anniversaire de la révolution russe (une parade à laquelle participaient, tous les partis bourgeois !) termina son discours par : « Longue vie au peuple catalan et à son héros, le président Companys », les travailleurs n'eurent plus de doute au sujet de la classe que le Kremlin soutenait.

Nous n'avons fait qu'esquisser la politique stalinienne, juste assez pour la situer dans ce tableau d'ensemble. Nous la verrons devenir plus ouvertement, plus brutalement, contre-révolutionnaire l'année suivante.

Caballero : les socialistes de gauche et l'U.G.T.

Largo Caballero appartenait à la même génération que Prieto. Tous deux avaient atteint l'âge mûr sous la monarchie et pris les sociaux-démocrates allemands de droite pour modèles. A la tête de l'U.G.T., Caballero avait accepté sans mot dire l'interdiction de la C.N.T. anarchiste par Primo de Rivera. Pis, il l'avait cautionnée en acceptant du dictateur un poste de conseiller d'Etat. En 1931-1933, il avait rejoint le cabinet de coalition en tant que ministre du Travail, et avait parrainé une loi qui faisait suite aux conseils d'arbitrages mixtes de Rivera pour arrêter les grèves. « Nous introduisons l'arbitrage forcé. Les organisations ouvrières qui ne s'y soumettront pas seront déclarées hors la loi », affirma-t-il le 23 juillet 1931. Sous son ministère, il était illégal de faire grève pour motifs politiques, ou sans un préavis écrit de dix jours à l'employeur. Aucune réunion syndicale ou autre meeting ouvrier ne pouvait se tenir sans la présence d'un témoin de la police. Aux côtés de Prieto, Caballero avait soutenu la répression des paysans affamés, les milliers d'arrestations politiques.

Après l'effondrement de la coalition de 1931-1933, une forte aile gauche se développa, tout d'abord au sein de la Jeunesse socialiste qui demandait une nouvelle orientation du parti. En 1934, de manière inattendue, Caballero s'y déclara favorable. Après avoir été chassé du gouvernement, il avait lu Marx et Lénine pour la première fois, dirent ses amis. Toutefois, le groupe de Caballero ne prépara pas sérieusement l'insurrection d'octobre 1934. A Madrid, son fief principal, l'insurrection ne dépassa pas le stade de la grève générale. En procès pour incitation à l'insurrection - il fut acquitté - Caballero nia l'accusation.

S'étant prononcé formellement contre les coalitions et en faveur de la révolution prolétarienne, Caballero approuva néanmoins la coalition électorale de février 1936 et soutint le cabinet d'Azaña aux Cortes sur tous les problèmes fondamentaux. En fait, sa position consistait non pas en la répétition du rôle de ministre du Travail qu'il avait tenu dans la coalition de 1931-1933, mais à soutenir Azaña de l'extérieur, restant libre, par là même, de le critiquer. Ceci ne ressemblait guère à l'inconciliabilité révolutionnaire. C'était simplement une forme de loyalisme critique, sans danger pour le régime bourgeois. Pendant la vague de grèves de février-juillet 1936, Caballero s'attira de vives critiques tant de la part de C.N.T. que de ses partisans, pour avoir désapprouvé celle-ci. Avocat ardent de la fusion

des partis communiste et socialiste, il fut le principal artisan de celle des jeunesses socialiste et stalinienne. Toutefois, il avait regagné sa position dans l'aile gauche du parti en dirigeant le combat pour empêcher Prieto d'accepter le poste de premier ministre. Dans la lutte qui s'en suivit, l'exécutif de Prieto mit hors la loi *Claridad*, le journal de Caballero, réorganisa les districts qui lui étaient acquis, et repoussa indéfiniment le congrès du parti. Une scission en serait issue, mais la guerre civile survint, et les forces de Caballero concédèrent à Prieto la direction nationale catalane du parti, afin, de donner à celui-ci une apparence d'harmonie.

Au plus fort du combat des travailleurs, pendant les premières semaines de la guerre civile, Caballero s'était violemment heurté au bloc Azaña-Prieto-staliniens. Aussi longtemps que la discipline dans les casernes, la gestion de l'approvisionnement, du logement, des feuilles de paie étaient assurées par les organisations ouvrières, aussi longtemps que les milices organisaient librement des discussions sur les problèmes politiques, la caste militaire bourgeoise n'avait aucun espoir de s'assurer une suprématie réelle. De ce fait, à titre de ballon d'essai, le gouvernement appela 10 000 soldats de réserve à s'enrôler dans une force spéciale sous son contrôle direct. Les staliniens soutinrent cette proposition. « Quelques camarades ont voulu voir dans la création de la nouvelle armée de volontaires une sorte de menace contre les milices », déclarait le *Mundo Obrero* du 21 août, Les staliniens en niaient la possibilité même, et concluaient.: « Notre mot d'ordre, aujourd'hui comme hier, est le même sur ce problème Tout pour le Front populaire, et tout par le Front populaire

Cette position totalement réactionnaire fut dénoncée vivement par le journal de l'U.G.T., *Claridad* :

« Penser qu'un autre type d'armée doit être substitué à ceux qui combattent véritablement, et contrôlent d'une certaine manière leur propre action révolutionnaire, c'est penser en termes contre-révolutionnaires. C'est ce que disait Lénine (l'Etat et la révolution) . " Toute révolution, après la destruction de l'appareil d'Etat, nous montre comment la classe dominante essaie de restaurer des corps spéciaux d'hommes armés à son service, et comment la classe opprimés tente de créer une nouvelle organisation, d'un type susceptible de servir non les exploiters, mais les exploités. »

« Nous [...] devons veiller à ce que les masses et la direction des forces armées qui doivent être avant tout le peuple en armes ne nous échappent pas. » (*Claridad*, 20 août 1936.)

Néanmoins, Caballero et les autres dirigeants socialistes de gauche se rapprochèrent Azaña, de Prieto et des staliniens pendant ces premières semaines critiques. Le double pouvoir s'avérait pesant et inadéquat pour organiser la lutte contre les forces fascistes. Une seule alternative se présentait inexorablement à eux : rejoindre le gouvernement de coalition, ou remplacer le pouvoir bourgeois dans sa totalité par un régime ouvrier.

C'est ici que les erreurs programmatiques révélèrent leurs terribles conséquences pratiques. En avril 1936, le groupe dirigeant des socialistes de gauche, l'organisation de Madrid, avait adopté un nouveau programme et se déclarait favorable à la dictature du prolétariat. Quelle forme organisationnelle prendrait-elle ? Luis Araquistain, le théoricien de Caballero, prétendait que l'Espagne n'avait pas besoin de soviets. Le programme d'avril avait par conséquent intégré la thèse selon laquelle « l'organe de la dictature du prolétariat serait le Parti socialiste ». Mais le report du congrès par Prieto avait empêché les socialistes de gauche d'assumer le contrôle formel du parti, et ceux-ci avaient renoncé à poursuivre la lutte sur ce point quand la guerre civile éclata. En outre, selon leur programme, il fallait attendre que le parti regroupe la majorité des ouvriers.

Ce programme rendait impossible l'unité d'action au sein de conseils ouvriers (soviets) dans lesquels socialistes, communistes, anarchistes, poumistes, etc., seraient rassemblés avec les couches les plus profondes des masses. Pour les socialistes de gauche, cette conception dénaturée des leçons de la révolution russe était l'erreur fatale à ne pas commettre, et tout spécialement en Espagne, pays de tradition anarchiste. Ils reprenaient à leur compte précisément la conception de la dictature du

prolétariat que les dirigeants anarchistes attribuaient aux communistes et aux socialistes révolutionnaires.

Le chemin vers la dictature du prolétariat s'ouvrait clairement devant la classe ouvrière. Ce qu'il fallait faire, c'était donner aux comités d'usines, aux comités des milices, aux comités paysans un caractère démocratique, en les faisant élire, par tous les travailleurs, dans chaque unité. C'était rassembler ces délégués élus en comités de villages, de villes, de régions, qui à leur tour enverraient des délégués élus au congrès national. A vrai dire, la forme soviétique ne résoudrait pas le problème dans son intégralité. Une majorité réformiste dans le comité exécutif refuserait d'assumer le pouvoir d'Etat. Mais les ouvriers pourraient toujours trouver dans les soviets leurs organes naturels de lutte, jusqu'à ce que les éléments authentiquement révolutionnaires des différents partis se soient rassemblés pour gagner une majorité révolutionnaire au congrès, et instaurer un Etat ouvrier.

La voie s'ouvrait clairement devant le prolétariat, mais, - et ce n'était pas par accident - le programme qui l'indiquerait ne viendrait pas des socialistes de gauche. Caballero pouvait critiquer, grommeler, tergiverser, mais il n'offrirait pas d'alternative à la coalition avec la bourgeoisie. Il finirait par se mettre à sa tête.

C.N.T-F.A.I : la Confédération nationale
du travail et la Fédération anarchiste ibérique

Les disciples de Baronnie avaient en Espagne des racines plus anciennes que les marxistes. La direction de la C.N.T. était anarchiste par tradition. Le flot de la révolution d'Octobre avait un court moment submergé la C.N.T. Elle avait envoyé un délégué au congrès du Komintern en 1921, les anarchistes avaient eu alors recours à un travail de fraction organisé et en avaient repris la direction. Dès lors, tout en continuant à gratifier les partis politiques de leurs épithètes coutumières, les anarchistes espagnols gardèrent le contrôle de la C.N.T. par le biais de l'appareil du parti hautement centralisé qu'était la F.A.I.

Persécutée féroce par Alphonse XIII et Primo de Rivera - au point qu'elle dut, à un moment donné, se dissoudre véritablement - la C.N.T. détenait depuis 1931 une majorité incontestée dans les centres industriels de Catalogne, et dirigeait ailleurs des mouvements importants. Après le début de la guerre civile, elle était sans aucun doute plus forte que l'U.G.T. (dont certaines des sections les plus importantes se trouvaient en territoire fasciste).

Dans l'histoire de la classe ouvrière, l'anarchisme n'avait pas encore été confronté à une épreuve de grande échelle. Maintenant qu'il dirigeait de larges masses, il allait devoir accomplir une tâche significative.

En bonne logique, l'anarchisme avait refusé de distinguer l'Etat bourgeois de l'Etat ouvrier. Même du temps de Lénine et Trotsky, il dénonça l'Union soviétique comme un régime d'exploiteurs. C'est précisément cette incapacité à distinguer l'Etat bourgeois de l'Etat ouvrier qui avait déjà conduit la C.N.T., lors de la lune de miel de la révolution de 1931, à des erreurs opportunistes du même type que celles que commettent toujours les réformistes - qui à leur manière ne font pas, eux non plus, de distinction entre Etat bourgeois et Etat ouvrier. Intoxiquée par les « vapeurs de la révolution », la C.N.T. avait salué avec bienveillance la république bourgeoise : « Sous un régime de liberté, une révolution sans effusion de sang est beaucoup plus concevable et facile que sous la monarchie. » (*Solidaridad obrera*, 25 avril 1931.) En octobre 1934, elle fit volte face vers l'autre extrême,

également erroné, en refusant de se joindre aux républicains et aux socialistes dans la lutte armée contre Gil Robles (à l'exception de l'organisation régionale - et c'est tout à son honneur - des Asturies).

Aujourd'hui, dans les vapeurs beaucoup plus puissantes de la « révolution du 19 juillet », qui avait provisoirement brouillé les frontières séparant la bourgeoisie du prolétariat, le refus traditionnel des anarchistes de distinguer l'Etat ouvrier de l'Etat bourgeois les conduisit lentement, mais sûrement, vers les ministères d'un Etat bourgeois.

Apparemment, les enseignements erronés de l'anarchisme sur la nature de l'Etat auraient dû les conduire logiquement à refuser toute espèce de participation au gouvernement. Toutefois, dirigeant déjà l'industrie catalane et les milices, les anarchistes se trouvaient dans la position intenable de devoir faire des objections à la coordination administrative et à la centralisation indispensable du travail qu'ils avaient commencé. Ils durent abandonner leur anti-étatisme « en soi ». Mais leur incapacité à distinguer l'Etat ouvrier de l'Etat bourgeois demeurait, ce qui était suffisant pour les conduire au désastre final.

En effet, la collaboration de classe se dissimule au coeur de la philosophie anarchiste. Pendant les périodes de reflux, la haine anarchiste de l'oppression capitaliste la cache. Mais dans une période révolutionnaire de double pouvoir, elle doit remonter en surface. Car alors le capitalisme offre en souriant de participer à la construction du monde nouveau. Et les anarchistes, opposés à « toutes les dictatures », y compris celle du prolétariat, se contenteront de demander au capitaliste de se défaire de son apparence de capitaliste - à quoi il consentira naturellement, pour mieux préparer l'écrasement des travailleurs.

Il existe un second principe fondamental de l'anarchisme qui va dans le même sens. Depuis Baronne, les anarchistes ont accusé les marxistes de surestimer l'importance du pouvoir d'Etat, en quoi ils ont vu le reflet du souci d'intellectuels petit-bourgeois d'occuper des postes administratifs lucratifs. L'anarchisme appelle les travailleurs à tourner l'Etat, et à rechercher dans le contrôle des usines la source réelle du pouvoir. Les ultimes sources du pouvoir (les relations de propriété) étant assurées, le pouvoir d'Etat s'effondrera pour n'être jamais remplacé. Ainsi, les anarchistes espagnols ne comprirent pas que c'était simplement l'écroulement du pouvoir d'Etat et la défection de l'armée ralliée à Franco qui leur avait permis de prendre les usines, et que si l'on laissait à Companys et à ses alliés la possibilité de reconstruire l'Etat bourgeois, ils auraient tôt fait de les reprendre aux travailleurs. Intoxiqués par leur contrôle des usines et des milices, les anarchistes crurent que le capitalisme avait déjà disparu en Catalogne. Ils parlaient de « nouvelle économie sociale », et Companys n'était que trop désireux de tenir le même langage dont, à leur différence, il n'était pas dupe.

Le P.O.U.M.

Une occasion rare était offerte à un parti révolutionnaire même petit. Les soviets ne se construisent pas par un décret. Ils ne peuvent être organisés qu'en période de double pouvoir, de bouleversement révolutionnaire. Mais, au moment où ils sont nécessaires, un parti révolutionnaire peut favoriser leur création, en dépit de l'opposition des partis réformistes les plus puissants. En Russie, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, surtout après juillet, cherchèrent sans succès, bien qu'ils y aient conservé la majorité, à mobiliser la force des soviets au profit du gouvernement, à contrecarrer leur fonctionnement ou leur multiplication. En Allemagne, la direction social-démocrate, grâce à la leçon toute fraîche de la Russie, chercha à empêcher la création de conseils ouvriers et de soldats avec beaucoup plus de détermination. En Espagne, l'hostilité ouverte des staliniens et de Prieto, l'opposition « théorique » de Caballero et des anarchistes n'auraient eu aucun impact, car les unités de base des soviets existaient déjà dans les comités d'usines, de milices ou de paysans, qui n'avaient besoin que de

se démocratiser et de se coordonner par ville. Dans les villes industrielles contrôlées par le P.O.U.M., comme Lerida et Gerona, il aurait suffi d'un seul exemple d'élection de délégués dans chaque usine et chaque entreprise et qui se seraient joints à ceux des détachements ouvriers et des milices, pour créer un parlement ouvrier fonctionnant comme organe dirigeant de cette zone, pour électriser la Catalogne et lancer partout un processus identique.

Le P.O.U.M. était la seule organisation qui semblait apte à entreprendre la tâche de construire des soviets. Ses dirigeants avaient été les fondateurs du mouvement communiste en Espagne. Il avait toutefois des carences fondamentales : la majorité de ses membres venaient du Bloc ouvrier et paysan de Maurin, dont les cadres avaient collaboré avec Staline pendant la période 1924-1928 : en envoyant le Parti communiste *chinois* dans le « bloc des quatre classes » du Kuomintang bourgeois, en créant des partis de « deux classes » de « travailleurs et de fermiers » (nom fantaisiste pour un bloc avec la bourgeoisie libérale et les réformistes), ils avaient collaboré, pour tout dire, à l'intégralité du cours opportuniste désastreux de cette période. Maurin et ses partisans n'avaient pas rompu avec le Komintern sur ces questions, mais sur d'autres problèmes - la question nationale catalane, etc. - lorsqu'en 1929 le Komintern avait opté pour les théories du double syndicalisme ¹⁰, et du social-fascisme, etc. D'autre part la fusion des maurinistes avec l'ex-Gauche communiste (trotskyste), dirigée par Andres Nin et Juan Andrade (dont l'incapacité antérieure à se démarquer nettement de l'idéologie mauriste avait fourni le thème d'années de controverses avec l'opposition de Gauche internationale) n'était qu'un amalgame sans principes, dans lequel les éléments communistes de gauche avaient adopté un « programme commun » qui ne faisait que reprendre les vieilles conceptions de Maurin, dont Trotsky avait déjà déclaré en juin 1931 .

« Tout ce que j'ai écrit dans mon dernier travail, " la révolution espagnole en danger ", contre la politique officielle du Komintern dans la question espagnole s'applique entièrement à la Fédération catalane (Bloc ouvrier et paysan) [...] elle représente le plus pur style « Kuomintang » transféré sur le sol espagnol. Les idées et les méthodes que l'opposition de Gauche combattit implacablement lorsqu'il fut question de la politique chinoise du Kuomintang trouvent leur expression la plus désastreuse dans le programme de Maurin. [...] Pendant une révolution, un point de départ erroné se traduit inévitablement dans le cours des événements par le langage de la défaite. » (The Militant, 1^{er} août 1931.)

Les premiers résultats de la fusion n'avaient guère été encourageants. Après des mois de campagne contre la coalition avec la bourgeoisie, le P.O.U.M. était entré du jour au lendemain dans la coalition électorale de février 1936. Bien qu'il l'abandonna après les élections, il appela, juste avant la guerre civile (*la Batalla*, du 17 juillet), à constituer « un authentique gouvernement de Front populaire, avec la participation directe (ministérielle) des partis socialiste et communiste comme un moyen de « compléter l'expérience démocratique des masses » et de hâter la révolution. Mot d'ordre absolument faux, qui n'avait rien à voir avec la manière bolchevique de démontrer la nécessité de l'Etat ouvrier et l'impossibilité de réformer l'Etat bourgeois, en contraignant les réformistes à assumer le pouvoir gouvernemental *sans* les ministres bourgeois.

Toutefois, beaucoup espéraient du P.O.U.M. qu'il prenne l'initiative d'organiser les soviets. Nin était maintenant à la tête du parti. Il avait été en Russie, pendant les premières années de la révolution, un dirigeant de l'Internationale syndicale rouge. N'était-il pas homme à résister au provincialisme des cadres maurinistes ? Les travailleurs du P.O.U.M., mieux formés politiquement que les anarchistes, jouèrent un grand rôle, parfaitement disproportionné à leurs forces, en s'emparant de la terre et des usines dans les premières semaines de la révolution. Comptant près de 8 000 membres à la veille de la guerre civile, le P.O.U.M. s'accrut rapidement, tout en demeurant principalement une organisation catalane. Dans les premiers mois, il quadrupla le nombre de ses membres. Son influence augmenta plus vite encore, comme en témoigne à l'évidence le recrutement de plus de 10 000 miliciens sous son

drapeau.

Pourtant, le flot montant de l'esprit de coalition engloutit le P.O.Û.M. Les conditions théoriques de cet engloutissement se trouvaient déjà dans l'idéologie mauriste, à laquelle Nin avait donné son aval en fusionnant. La direction du P.O.U.M. s'accrocha à la C.N.T. Au lieu de disputer audacieusement aux anarcho-réformistes la direction des masses, Nin rechercha une force illusoire en s'identifiant à eux. Le P.O.U.M. envoya ses militants dans l'U.G.T. catalane, plus petite et hétérogène, au lieu de lutter pour la direction des millions de membres de la C.N.T. Il organisa ses propres colonnes dans la milice, circonscrivant ainsi son influence, au lieu d'envoyer ses forces dans les énormes colonnes de la C.N.T., qui rassemblait déjà les sections décisives du prolétariat. *La Batalla* enregistra la tendance des syndicats C.N.T. à considérer la propriété collectivisée comme leur appartenant. Elle n'attaqua jamais les théories anarcho-syndicalistes qui fondaient cette vision des choses. L'année suivante elle ne lança pas une seule attaque de principe contre la direction anarcho-réformiste, même quand les anarchistes acceptèrent l'expulsion du P.O.U.M. de la Generalidad. Loin de conduire à l'unité d'action avec la C.N.T., ce cours erroné permit à la direction de la C.N.T.-F.A.I. de tourner le dos au P.O.U.M. sans dommage.

Plus d'une fois, du temps de Marx et d'Engels et dans les premières années du Komintern, une direction nationale faible s'était vue corrigée par ses collaborateurs internationaux. Mais les liens internationaux du P.O.U.M. se situaient à droite du parti espagnol. Le « Comité international de l'unité révolutionnaire socialiste », principalement l'I.L.P. en Angleterre et le S.A.P. en Allemagne, publia le 17 août 1936 un manifeste au prolétariat espagnol qui ne contenait pas un seul mot de critique envers le Front populaire. Le S.A.P. devait bientôt se tourner lui-même vers le Front populaire, tandis que l'I.L.P. acceptait une campagne unitaire avec le Parti communiste. Tels étaient les confrères idéologiques pour lesquels Nin et Andrade avaient abandonné le « trotskysme », le mouvement pour la IV^e Internationale. Il est vrai que les partisans de la IV^e Internationale constituaient de petites organisations, à côté des partis réformistes d'Europe. Mais ils offraient au P.O.U.M. la forme d'aide la plus précieuse et la plus rare : une analyse marxiste conséquente des événements espagnols et un programme révolutionnaire pour vaincre le fascisme. Nin était plus —« pratique », et laissa ainsi passer l'occasion de diriger la révolution espagnole.

VI

Le programme du gouvernement de coalition de Caballero

Est-il encore nécessaire d'expliquer aujourd'hui que le cabinet formé le 4 septembre par trois partisans de Caballero, trois partisans de Prieto, deux staliniens et cinq ministres bourgeois était un gouvernement bourgeois, un cabinet de collaboration de classe typique.

Il semble que oui, car, pas plus tard que le 9 mai 1937, une résolution du Comité national exécutif du Parti socialiste aux U.S.A. caractérisait ce régime comme un « gouvernement révolutionnaire provisoire »

En cédant la place de premier ministre, Giral déclara « Je reste ministre du cabinet, afin de démontrer que le nouveau Gouvernement n'est que le prolongement du précédent, du moment que le président du gouvernement qui s'en va fait toujours partie du nouveau. »

Caballero résuma assez succinctement son programme de gouvernement aux Cortes :

« *Le gouvernement a été constitué de manière à rester uni dans le seul but de défendre l'Espagne dans sa lutte contre le fascisme, tous ceux qui le forment ayant renoncé à défendre leurs principes et tendances particulières.* » (*Claridad*, 1^{er} octobre 1936.)

Caballero avait certainement renoncé à ses principes, mais pas la bourgeoisie ni les staliniens. Car ils s'étaient ralliés à Caballero pour former le gouvernement sur la base commune de la perpétuation du vieil ordre bourgeois.

La déclaration programmatique du nouveau cabinet ne comprenait rien que l'ancien gouvernement n'eut pu signer. On en trouve l'essence dans le point II :

« La signification essentielle du programme ministériel consiste dans la ferme décision d'assurer le triomphe sur la rébellion, de coordonner les forces populaires au travers de l'unité d'action requise. Tout autre intérêt politique est subordonné à ce but, mettant de côté les différences idéologiques, puisque il ne peut exister à présent d'autre tâche que d'assurer l'écrasement de l'insurrection. » (*Claridad*, 5 septembre 1936.)

Pas un mot sur la terre ! Pas un mot sur les comités d'usines Et, en tant que représentants du peuple, ces « démocrates » réunirent les anciennes Cortes, élues le 16 février par un accord électoral qui avait donné la majorité à la bourgeoisie sur une liste commune !

Quelques semaines avant d'assumer le rôle de premier ministre, Caballero avait fulminé (dans *Claridad*) contre le fait de distinguer de la guerre la révolution. Il avait protesté contre le déplacement des milices. Maintenant, il prenait la direction de la reconstruction de l'état bourgeois. Que s'était-il donc passé ?

Nous n'avons pas à spéculer sur ce qui lui vint à l'esprit. Le changement visible, reflété dans *Claridad*, c'était que Caballero, au lieu de compter sur la classe ouvrière espagnole et l'aide du prolétariat international, fondait désormais ses espoirs sur l'obtention de l'aide des « grandes démocraties », l'impérialisme anglo-français.

Le 2 septembre, dans une interview à l'agence Havas, Prieto s'était déclaré « satisfait que le gouvernement français ait pris l'initiative de proposer la non-intervention », bien qu'elle « n'ait pas pris toute la valeur que la France voulait lui donner ». « Il est chaque jour plus urgent pour la France de travailler avec une grande énergie à éviter des dangers qui nous concernent tous. »

« Pourquoi la C.N.T. se comporte-t-elle comme si la révolution était pratiquement achevée ? » se plaignait *El Socialista*.

« Notre loi géographique n'est en aucun cas celle de l'immense Russie. Et nous devons prendre en considération l'attitude des Etats qui nous entourent pour déterminer notre propre attitude. Ne laissons pas tout reposer sur la force spirituelle ou sur la raison, mais sacrifions renoncer à 4 pour gagner 100 ¹¹. Nous espérons toujours que certaines démocraties évalueront autrement les événements d'Espagne, et ce serait une pitié, une tragédie, de compromettre ces possibilités en accélérant le processus de la révolution, qui ne nous conduit pour l'instant vers aucune solution positive. » (*El Socialista*, 5 octobre 1936.)

Les sociaux-démocrates classiques de l'école de Prieto pouvaient ainsi déclarer presque ouvertement ce que Caballero, « le Lénine espagnol », et les ex-léninistes du Stalintern devaient camoufler : c'est en étrangeant la révolution qu'ils obtenaient les bonnes grâces de l'impérialisme anglo-français. Jusqu'au 24 août encore, Caballero avait espéré que l'intransigeance de Hitler bloquerait la formation du comité de non-intervention. Mais à cette époque, avec l'embargo de Hitler sur les cargaisons d'armes et la déclaration d'adhésion soviétique, il était clair que le blocus espagnol serait de longue durée. La

question se posait de façon aiguë : soit combattre le blocus non-interventionniste et dénoncer Blum et l'Union soviétique qui l'appuyaient, soit accepter la perspective stalinienne qui consistait à écarter graduellement la France et l'Angleterre du blocus en faisant la preuve de la respectabilité bourgeoise et de la stabilité du gouvernement espagnol. En d'autres termes, il s'agissait soit d'accepter la perspective d'une révolution prolétarienne et, partant, la nécessité d'appeler le prolétariat international à venir en aide à l'Espagne, et d'étendre la révolution à la France, soit d'accepter la collaboration de classe en Espagne et ailleurs. Lorsqu'il ne pût plus échapper à l'alternative, Caballero opta pour la seconde hypothèse. Au bout de quelques jours son camarade Alvarez del Vayo partit ramper aux pieds des impérialistes de la Société des Nations.

Caballero avait très bien compris que pour pousser les masses espagnoles vers l'effort suprême, il fallait leur offrir un programme de reconstruction sociale. Une circulaire du ministre de la Guerre de Caballero aux commissaires politiques du front souligne que :

« Il est nécessaire de convaincre les combattants qui défendent le régime républicain au péril de leur vie qu'à la fin de la guerre l'Etat subira une modification profonde. De la situation présente, nous irons vers une structure qui, sur les plans social, économique et juridique, tout bénéficie pour les masses travailleuses. Nous devrions essayer d'imprégner l'esprit des troupes de telles conceptions au moyen d'exemples simples et clairs. » (Gazeta de la Republica, 17 octobre 1936.)

Mais si les masses, ainsi que Caballero l'espérait sans doute, pouvaient se laisser influencer par des mots, il faudrait des réalités pour satisfaire les impérialistes à la tête dure d'Angleterre et de France.

On ne pourrait pousser la paysannerie à se battre, à donner les meilleurs de ses fils à la guerre, en soldats au coeur de lion et non en conscrits moroses et démoralisés, à fournir la nourriture et le textile nécessaires à l'approvisionnement et à l'habillement de l'armée et de l'arrière, qu'en lui donnant la terre. Il faudrait donner la terre à ceux qui la travaillent, faire de la terre une propriété nationale donnée en fruit aux fermiers qui la travaillaient. La propagande pour la liberté et autres abstractions est d'une insuffisance absurde. Il ne s'agissait pas des paysans américains ou français, qui possèdent déjà un peu de terre, et assez pour ne pas vivre affamés :

« La misère est toujours épouvantable dans l'Estrémadure, à Albacete, en Andalousie, à Caceres et à Ciudad Real. Ce n'est pas du tout une figure de rhétorique que de dire que les paysans meurent de faim. Il y a des villages, dans les Hurdes, dans la Mancha, où les paysans réduits au désespoir absolu ont cessé de se révolter. Ils mangent des racines et des fruits. Les événements de Yeste (prises de terre) sont des drames de la faim. A Navas de Estefia, à trente milles environ de Madrid, on ne connaît ni lits ni fourchettes. La nourriture principale des villageois consiste en une soupe de pain, d'eau, d'huile et de vinaigre. »

Ce ne sont pas là les paroles d'un agitateur trotskyste, mais le témoignage involontaire d'un fonctionnaire stalinien (*Inprecorr*, 1^{er} août 1936). Comment peut-on espérer sérieusement réveiller des gens aussi dépourvus, si ce n'est en leur donnant la terre, seul acte qui puisse les convaincre que l'on entre dans une ère nouvelle. Peut-on attendre d'eux qu'ils « défendent la République », cette République d'Azaña qui leur a tiré dessus comme sur des chiens pour s'être emparés des terres et des stocks de grains.

Maintenant, les paysans et les salariés agricoles avaient pris la terre - pas partout encore - mais ils craignaient que le gouvernement l'ait simplement toléré, comme une mesure provisoire en temps de guerre, qu'il tenterait d'annuler par la suite. Ce que voulaient les paysans, c'était un décret général nationalisant la terre, dans toute l'Espagne, la donnant en usufruit à ceux qui la travaillaient, afin qu'aucun usurier ne puisse jamais la leur arracher.

Les cultivateurs voulaient aussi le pouvoir de garantir leur jouissance de la terre, et ce ne pouvait être

qu'un gouvernement fait de leur chair et de leur sang, un gouvernement ouvrier et paysan.

Est-il besoin d'en dire plus pour démontrer l'effet qu'un tel décret agraire. aurait produit sur les forces fascistes ? Non seulement sur les paysans affamés de terre des zones fascistes, mais surtout sur les fils de paysans qui constituaient les troupes de l'armée fasciste, trompés par leurs officiers sur les raisons du conflit ? Quelques cargaisons de tracts, annonçant la réforme agraire, lâchés par avion sur les fronts fascistes, auraient mieux valu qu'une armée d'un million d'hommes. Aucun autre geste de la part des loyalistes n'aurait semé plus de démoralisation et de décomposition parmi les forces fascistes.

Mais Caballero avait été marqué trop profondément par trente années de « direction responsable ». Il y avait trop longtemps que les forces autonomes des masses étaient pour lui un objet de crainte et d'inquiétude, quelque chose qu'il devait canaliser et orienter dans les limites maîtrisées. Le décret du 7 octobre sur la terre, ne faisait que sanctionner le partage des propriétés appartenant à des fascistes notoires, tandis que d'autres riches propriétaires, exploiters de paysans, n'étaient pas touchés. Les espoirs suscités dans la paysannerie furent étouffés.

Dans les usines, les magasins, les chemins de fer, les travailleurs de l'U.G.T. construisaient leurs comités d'usines, s'emparant des entreprises. Qu'aurait à leur dire Caballero ? A Valencia, à Madrid, le gouvernement intervint rapidement, mettant en place des directeurs gouvernementaux qui réduisirent les comités d'usines à une activité de routine. C'est seulement le 23 février 1937 que fut adopté un décret global sur les industries, signé par Juan Peiro, le ministre anarchiste de l'Industrie. Il ne donnait aucune garantie aux ouvriers quant au futur régime de l'industrie, et établissait l'intervention stricte du gouvernement. Dans les termes de ce décret, le « contrôle ouvrier » n'était guère plus qu'une convention collectives comme il en existe par exemple dans les ateliers qui traitent avec le Syndicat des ouvriers du vêtement réunis en Amérique - c'est-à-dire qu'il n'avait plus rien à voir avec un véritable contrôle ouvrier.

Caballero avait accusé le cabinet Giral de construire une armée en dehors des milices ouvrières et de reconstruire la vieille Garde civile (la grosse « colonne Caballero » du front de Madrid avait appelé, dans son journal non censuré, à la résistance directe aux propositions de Giral). Maintenant, Caballero mettait son prestige au service des plans de Giral. Les décrets de conscription gardèrent leur forme traditionnelle, ne faisant aucune place aux comités de soldats. Ceci signifiait la renaissance de l'armée bourgeoise, le pouvoir suprême entre les mains d'une caste militaire.

La liberté pour le Maroc ? Des délégations d'Arabes et de Maures réclamaient un décret au gouvernement qui ne fit pas un geste. Le redoutable Abd El Krim, exilé par la France ¹², demanda à Caballero d'intervenir auprès de Blum, afin qu'il soit autorisé à retourner au Maroc pour diriger une insurrection contre Franco. Caballero ne demanda rien, et Blum n'accepta pas. Réveiller le Maroc espagnol aurait mis en danger la domination impérialiste dans toute l'Afrique.

Ainsi, Caballero et ses alliés staliniens se fermèrent totalement aux méthodes révolutionnaires de lutte contre le fascisme. Leur récompense vint en temps utile, fin octobre : Staline leur envoya quelques fournitures de guerre. D'autres fournitures arrivèrent les mois suivants, surtout après les grandes défaites, après l'encerclement de Madrid, après la chute de Malaga, celle de Bilbao. Assez pour sauver les loyalistes sur le moment, mais pas suffisamment pour leur permettre de mener une offensive réellement soutenue, qui aurait pu conduire à l'effondrement total de Franco.

Quelle logique politique se cachait derrière cette aide militaire dispensée au compte-gouttes ? Si les ressources limitées de la Russie soviétique étaient en cause, cela n'explique toujours pas, par exemple, pourquoi tous les avions destinés à l'Espagne n'y avaient pas été envoyés au même moment pour mener une lutte décisive. L'explication du compte-gouttes n'est pas technique, mais politique. On donnait assez pour empêcher une défaite prématurée des loyalistes et par conséquent l'effondrement du prestige soviétique dans la classe ouvrière internationale. Et ceci rejoignait, au fond, la politique anglo-

française, qui ne voulait pas d'une victoire immédiate de Franco. Mais on ne donnait pas assez pour faciliter une issue victorieuse, qui aurait pu donner le jour - une fois disparu le spectre de Franco - à une Espagne soviétique.

Tel était le programme du « gouvernement révolutionnaire provisoire » de Caballero. L'entrée de ministres de la C.N.T. dans ce gouvernement, le 4 novembre 1936, n'y ajouta ou n'y retrancha rien. Les « grandes démocraties » avaient eu le loisir de se rassurer sur la « responsabilité des anarchistes » en observant la C.N.T. dans le gouvernement de Catalogne formé le 26 septembre. Il existait un problème gênant - celui du Conseil de défense de l'Aragon, dominé par les anarchistes, qui contrôlait le territoire arraché aux fascistes sur le front de l'Aragon par les milices catalanes et qui jouissait d'une réputation effrayante de corps ultra-révolutionnaire. On eut quelques garanties sur l'Aragon en donnant quatre sièges au cabinet de la C.N.T. En conséquence, le 31 octobre, le Conseil de l'Aragon rencontra Caballero.

« L'objet de notre visite, déclara le président du Conseil, Joaquin Ascaso, est d'offrir nos respects au chef du gouvernement et de l'assurer de notre attachement au gouvernement du peuple. Nous sommes prêts à toutes ses lois, et nous demandons en retour au ministre toute l'aide dont nous avons besoin. Le Conseil de l'Aragon est formé de membres du Front populaire, de telle sorte que toutes les forces qui soutiennent le gouvernement y soient représentées. » « Les entrevues avec le président Azaña, le président Companys, et Largo Caballero, ajoutait une déclaration de la Generalidad le 4 novembre, ont détruit tous les soupçons sur le caractère extrémiste, isolé par rapport aux autres organes gouvernementaux de la République et opposé au gouvernement de Catalogne, du gouvernement constitué (en Aragon). »

Ce jour-là, les anarchistes entrèrent dans le cabinet de Caballero.

VII

Le programme du gouvernement de coalition catalan

Le 7 septembre 1936, dans un discours critiquant la coalition de Madrid avec la bourgeoisie, Nin avait lancé le mot d'ordre « A bas les ministres bourgeois », et la foule avait hurlé d'enthousiasme. Mais dès le 18 septembre, une résolution du Comité central du P.O.U.M. acceptant la coalition, paraissait dans *la Batalla* :

« Aujourd'hui comme toujours, le Comité central croit que ce gouvernement doit être exclusivement composé de représentants de partis ouvriers et d'organisations syndicales. Mais puisque les autres organisations ouvrières ne partagent pas ce point de vue, nous voulons laisser la question ouverte, d'autant que le mouvement républicain de gauche (catalan) est d'une nature profondément populaire (ce qui le distingue radicalement du mouvement républicain de gauche espagnol) et que les masses ouvrières et les sections ouvrières qui en forment la base se meuvent irréversiblement vers la révolution, influencées par les organisations et les partis prolétariens. L'important, c'est le programme et l'assurance de l'hégémonie du prolétariat. Il faut être clair sur un point : le nouveau gouvernement doit faire une nouvelle déclaration de principes inattaquable, affirmant son intention de transformer l'impulsion des masses en légalité révolutionnaire, de la diriger vers la révolution socialiste. Quant à l'hégémonie prolétarienne, la majorité absolue de représentants ouvriers la rendra tout à fait réelle. »

Le P.O.U.M. transformait ainsi en une nuit la direction de l'Esquerra, composée de politiciens bourgeois endurcis par vingt à trente années de luttes contre le prolétariat, en « mouvement d'une nature profondément populaire ». Et le P.O.U.M. ajoutait à ce tour de passe-passe le principe stratégique jusqu'alors inconnu selon lequel le moyen de gagner les ouvriers et les paysans de l'Esquerra qui évoluaient vers la gauche, c'était de collaborer au gouvernement avec leurs dirigeants bourgeois !

« *La classe ouvrière ne peut pas tout simplement s'emparer de la vieille machine d'Etat et la faire tourner à son profit* », avait dit Marx. C'était la grande leçon de la Commune de Paris : « Non pas, comme par le passé, transférer la machine bureaucratique et militaire d'une main à l'autre, mais *la briser*. C'est la condition préalable à toute véritable révolution populaire sur le continent. Et c'est ce que nos héroïques camarades de Paris ont tenté. » Qu'est-ce qui remplacera la machine d'Etat brisée ? Sur ce point, celui fondamental de la révolution, Lénine et Trotsky ont pleinement développé la maigre expérience de la Commune. Il faut détruire le parlementarisme. Des comités ouvriers dans les usines, paysans sur la terre, de soldats à l'armée surgissent à sa place, se centralisent en soviets locaux, régionaux et enfin nationaux. Le nouvel Etat, un Etat ouvrier, est ainsi fondé sur la représentation des travailleurs industriels, ce. qui prive automatiquement la bourgeoisie du droit de vote, sauf si, une fois le pouvoir ouvrier consolidé, les bourgeois entrent individuellement dans la production et sont autorisés à participer à l'élection des soviets. Entre l'ancien Etat bourgeois et le nouvel Etat ouvrier, il existe un abîme que la bourgeoisie ne peut franchir pour reprendre le pouvoir qu'en renversant l'Etat ouvrier. Tel était le principe fondamental, l'essence de l'expérience accumulée d'un demi-siècle de lutte révolutionnaire que le P.O.U.M. violait en entrant dans la Generalidad ¹³. Le président Companys lui remit les ministères qui lui revenaient. Le nouveau cabinet ne fit que poursuivre le travail de l'ancien, et il pourrait comme lui être révoqué et remplacé par un autre cabinet plus réactionnaire. Sous la couverture du cabinet P.O.U.M.-C.N.T.-P.S.U.C.-Esquerra, la bourgeoisie pourrait démanteler l'offensive révolutionnaire, rassembler ses forces éparpillées et reprendre, le moment venu, tout le pouvoir avec l'aide des réformistes. Pour cela il n'était même pas nécessaire que la bourgeoisie participe au cabinet. Il y avait eu en Allemagne, en Autriche, en Angleterre des cabinets « entièrement ouvriers » qui avaient, de ce fait même, permis à la bourgeoisie de se tirer de situations critiques, puis de chasser les ministres ouvriers.

L'Etat ouvrier, la dictature du prolétariat, ne peut exister tant que le vieil Etat bourgeois n'est pas détruit. Seule l'intervention *politique* directe des masses, par le biais des conseils d'usines et de villages (soviets), quand le ou les partis ouvriers déterminés à renverser l'Etat bourgeois y détiennent la majorité lui permet d'exister. Telle est la contribution théorique fondamentale de Lénine. Néanmoins, c'est précisément cette conception que le P.O.U.M. révisa. Dans le discours même où Nin avait appelé à la démission des ministres bourgeois, il développait une conception qui ne pouvait conduire qu'à la préservation de l'Etat bourgeois :

« Dictature du prolétariat ! Une autre conception qui nous distingue des anarchistes. La dictature du prolétariat, c'est l'autorité exercée par la classe ouvrière. En Catalogne, nous pouvons affirmer que la dictature du prolétariat existe déjà (applaudissements)... La F.A.I. a récemment lancé un manifeste proclamant qu'elle s'opposerait à toute dictature, quel que soit le parti qui l'exerce. Nous sommes d'accord. La dictature du prolétariat ne peut être imposée par un seul secteur de la classe ouvrière, mais par la classe tout entière, absolument toute entière. Aucun parti ouvrier, aucun syndicat n'a le droit d'exercer une dictature. Sachez que si la C.N.T. ou le P.C. ou le P.S. voulaient imposer la dictature d'un parti, ils nous affronteraient. La dictature du prolétariat doit être le fait de tous. » (La Batalla, 8 septembre 1936.)

Car Nin substituait ici à la dictature du prolétariat, forme d'Etat reposant sur les vastes fondations du réseau des conseils ouvriers, paysans et soldats dans l'industrie, à la campagne et dans l'armée une conception entièrement différente : celle d'un accord au sommet entre les directions des organisations

ouvrières pour assumer ensemble les responsabilités gouvernementales. C'est faux, et cela n'a rien à voir avec la conception marxiste de la dictature du prolétariat ! Comment la dictature du prolétariat pourrait-elle être exercée avec les démocrates staliniens et les sociaux-démocrates partisans de la démocratie bourgeoise ? Comment les accords de partis pourraient-ils se substituer au vaste réseau indispensable des conseils ouvriers ?

Le 19 juillet avait confirmé la prédiction léniniste selon laquelle toute véritable révolution donne le jour à des organes de double pouvoir : les comités des milices, les comités d'approvisionnement, les détachements ouvriers, etc. La stratégie léniniste veut que ces organes de double pouvoir soient centralisés nationalement, en un centre qui s'emparerait du pouvoir d'Etat. Lénine avait appelé la dissolution des organes de double pouvoir, en Allemagne en 1919 par exemple, « la liquidation de la révolution ».

Ce souvenir désagréable conduisit les leaders du P.O.U.M. à déclarer en annonçant leur entrée à la Generalidad .

« Nous sommes dans une phase de transition pendant laquelle le cours forcé des événements nous a contraint à collaborer directement au conseil de la Generalidad aux côtés d'autres organisations ouvrières. [...] La représentation directe du nouveau pouvoir prolétarien surgira des comités ouvriers, paysans et soldats dont nous appuyons la formation. »

Mais c'était le chant du cygne des comités de double pouvoir. Car l'une des premières mesures du nouveau cabinet de la Generalidad fut *de dissoudre tous les comités révolutionnaires issus du 19 juillet*.

Le Comité central des milices fut dissout, et ses pouvoirs retournèrent aux ministres de la Défense et de l'intérieur. Les milices locales et les comités antifascistes, constitués presque invariablement d'ouvriers, qui avaient dirigé villes et villages furent dissouts et remplacés par des administrations municipales composées selon les mêmes proportions que le cabinet (trois membres de l'Esquerra, trois de la C.N.T., deux du P.S.U.C., et un pour le syndicat paysan, le P.O.U.M., et Accio catala, l'organisation de l'aile droite de la bourgeoisie). Puis, pour s'assurer qu'aucun organe révolutionnaire n'avait été oublié, on publia un décret additionnel qui mérite d'être cité intégralement :

« Article 1 : Tous les comités locaux sont dissouts dans toute la Catalogne, quel que soit le titre ou le nom qu'ils se donnent, de même que tous les organismes locaux qui auraient pu surgir pour renverser le mouvement subversif dans des buts culturels, économiques ou autres.

Article 2 : La résistance à la dissolution sera considérée comme un acte fasciste, et ses instigateurs seront livrés aux tribunaux de la justice populaire. » (Décrété le 9 octobre 1936.)

La dissolution des comités fut le premier pas important de la contre-révolution. Elle fit disparaître le danger naissant des soviets, et permit à l'Etat bourgeois de commencer à retrouver, à tous les niveaux, le pouvoir échappé de ses mains le 19 juillet. Complètement désorienté, le P.O.U.M. ne tenta même pas d'harmoniser son appel antérieur à la constitution de comités avec l'admission de leur dissolution, deux semaines plus tard. D'autre part le parlement, outil traditionnel de la bourgeoisie, resta entre ses mains. Car le P.O.U.M. n'avait même pas obtenu en échange de sa participation au gouvernement, un décret dissolvant le parlement. Au contraire, les décrets financiers du nouveau cabinet comportaient l'article habituel de vérification par le parlement catalan. Le parlement est mort, assurait le P.O.U.M. aux travailleurs. Mais le gouvernement dans lequel il siégeait n'en disait pas autant. A vrai dire, à l'inverse de Caballero, Companys n'osa pas convoquer le parlement pendant de nombreux mois - néanmoins cet instrument légal de la domination bourgeoise restait intact. Le 9 avril 1937, après la réunion de la députation parlementaire pendant la crise ministérielle, la C.N.T., apeurée, retourna au gouvernement. Et Companys ayant défait les ouvriers après les journées de mai, réunit ce même parlement dont le P.O.U.M. avait certifié la mort.

Le 27 octobre 1936, un autre pas important dans la consolidation de l'Etat bourgeois fut franchi sous la forme d'un décret désarmant les travailleurs.

« Article 1 : Toutes les armes longues (fusils, mitrailleuses, etc.) qui se trouvent entre les mains des citoyens seront remises aux municipalités ou récupérées par elles dans les huit jours qui suivront la publication de ce décret. Ces armes seront déposées au quartier général de l'artillerie et au ministère de la Défense de Barcelone pour les besoins du front.

Article 2 : A la fin de la période définie ci-dessus, ceux qui garderont de telles armes seront considérés comme fascistes et jugés avec la rigueur que leur comportement implique. » (La Batalla, 28 octobre 1936.)

Le P.O.U.M. et la C.N.T. publièrent ce décret sans un mot d'explication pour leurs partisans !

Ainsi, l'Etat bourgeois était entièrement sauvé. Le P.O.U.M., utilisé pendant les mois critiques, fut chassé du gouvernement le 12 décembre 1936, lors d'une réorganisation du cabinet. La C.N.T., compte tenu du grand nombre de ses partisans, servit plus longtemps, surtout parce qu'elle s'était de plus en plus adaptée à la domination de la bourgeoisie, ce qui lui valut de n'être chassée qu'en juillet de l'année suivante. Mais le pouvoir que le P.O.U.M. et la C.N.T. avaient permis au gouvernement de s'arroger restait entre ses mains.

Le programme économique de la coalition

Le P.O.U.M. avait justifié son entrée au gouvernement non seulement par la « majorité ouvrière » de celui-ci, mais par « l'orientation socialiste » de son programme économique. C'était là un critère absolument erroné, car le marxisme constituait le préalable nécessaire de l'économie socialiste.

En 1917, les bolcheviks étaient même prêts à tolérer pendant un temps, sur la base de l'Etat ouvrier, l'existence de l'industrie privée dans certains domaines, mais modifiée par le contrôle ouvrier sur la production. Toutefois, la coalition catalane ne prit aucune mesure dans les domaines économiques où les bolcheviks étaient intervenus en premier lieu, la nationalisation des banques et de la terre.

Dans l'Espagne arriérée comme ailleurs, le capital financier domine toutes les autres formes de capital. Cependant, tout ce que la coalition accorda, au point 8 de son programme économique, ce fut

« le contrôle ouvrier sur les établissements bancaires, jusqu'à leur nationalisation ». Ce contrôle ouvrier revenait simplement, en pratique, à empêcher la distribution de fonds aux sympathisants fascistes et aux personnes non autorisées. Le « jusqu'à » repoussait indéfiniment la nationalisation des banques, - qui d'ailleurs ne fut jamais réalisée. Cette importante restriction signifiait, comme les mois qui suivirent le prouvèrent, que l'industrie collectivisée était à la merci de ceux qui pouvaient refuser les crédits. C'est précisément par ce biais là que l'Etat bourgeois allait, mois après mois, rogner le pouvoir économique de la classe ouvrière.

Les bolcheviks avaient *nationalisé* la terre, et en avaient donné le contrôle aux soviets locaux : c'était *la fin de la propriété privée de la terre*. Le paysan n'était pas obligé d'entrer dans les collectivités, mais il ne lui était plus possible d'acheter et de vendre la terre, et aucun créancier n'avait le droit de la saisir ¹⁴.

Le programme catalan « radical », « collectivisation des grandes propriétés rurales et respect des petites propriétés agricoles », cachait en fait une orientation réactionnaire la terre pouvait toujours être achetée ou vendue. Plus encore en vertu du statut d'autonomie de la Catalogne, le gouvernement central avait le dernier mot sur les problèmes économiques de toute l'Espagne, et il n'autorisait que la saisie des *propriétés fascistes*. La coalition « ignore » la contradiction entre les deux décrets. Le P.O.U.M. n'eut

pas le bon sens suffisant, pour la mettre en évidence et contraindre le gouvernement central à reconnaître formellement le décret catalan, ou faire que la Generalidad proclame sa pleine autonomie en matière économique. Ce qui signifiait : une fois que la bourgeoisie aura retrouvé sa force le décret de Madrid prévaudra.

Un décret long et compliqué fut promulgué le 24 octobre, concrétisant la conception gouvernementale de la « collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports ». Avant d'entrer au gouvernement, le P.O.U.M. avait critiqué la « collectivisation » de l'industrie, en faisant ressortir que les syndicats, et même les travailleurs dans les usines prises isolément, considéraient celles-ci comme leur propriété propre. Le « capitalisme syndicaliste » faisait seulement des usines une forme de coopérative des producteurs, dont les travailleurs se partageaient les profits.

Mais l'industrie ne pouvait tourner efficacement qu'en tant qu'entité nationale, de pair avec toutes les facilités bancaires et le monopole du commerce extérieur. Le P.O.U.M. acceptait maintenant cette

« collectivisation », qui n'était rien d'autre que la mise en place de coopératives de producteurs, et en dépit du fait que toute réelle planification fut impossible sans le monopole sur les banques et sur le commerce, le contrôle du commerce extérieur », promis, ne fut jamais réalisé. La proposition du P.O.U.M. d'inclure dans le décret la création d'une « banque industrielle et de crédit de la Catalogne », pour pourvoir aux besoins et aux exigences de l'industrie « collectivisée », fut rejetée. Ainsi, on avait jeté les bases du démantèlement des industries saisies par les travailleurs.

L'arrangement pour dédommager les anciens propriétaires porta un autre coup mortel aux entreprises « collectivisées ». Contrairement à l'opinion courante, les marxistes-révolutionnaires n'excluent pas d'avance le problème de l'indemnisation. Si la bourgeoisie ne devait pas résister, Lénine lui offrait une compensation partielle. Le P.O.U.M. avait correctement estimé que la bourgeoisie espagnole, si elle n'était pas déjà tournée vers Franco, n'avait - dans la sphère loyaliste - pas d'autre solution que d'accepter la possibilité de travailler, ou, si elle en était incapable, d'être assistée socialement dans les mêmes conditions que les autres travailleurs (le problème du dédommagement des capitalistes étrangers ne fut pas posé, puisque tout le monde admit à juste titre qu'il devait être reconnu, mais sous couvert de cette formule abstraite correcte, le gouvernement était prêt à « indemniser » les étrangers - en leur rendant leurs usines !). Le reste de la coalition, anarchistes compris, rejeta la proposition du P.O.U.M. ; des normes d'indemnisation définies ne furent pas davantage fixées. Les indemnisations - comme c'était le cas pour le capital étranger - ne reposaient pas non plus sur le gouvernement. Au lieu de cela, le bilan positif inventorié de chaque firme serait « mis au crédit du bénéficiaire » (l'ancien propriétaire) à titre de « compensation sociale », et « l'indemnisation des propriétaires espagnols serait repoussée à une détermination ultérieure ». En bon français, ceci signifiait que les indemnisations seraient à la charge des entreprises collectivisées, c'est-à-dire des travailleurs, et que leur montant serait fixé plus tard ; une fois son pouvoir rétabli, la bourgeoisie pourrait faire payer à leurs anciens propriétaires les entreprises appartenant aux travailleurs en vertu d'un seul critère : le point qu'elle serait capable d'imposer aux ouvriers de payer les intérêts du capital total. Si le gouvernement se renforçait suffisamment, les anciens propriétaires pourraient continuer tout comme avant à toucher leurs coupons et à percevoir leurs dividendes. Le P.O.U.M. avait considéré à juste titre que ce problème était fondamental mais il restait toutefois dans le gouvernement de coalition.

Le décret prévoyait l'intervention dans chaque usine d'un agent du gouvernement en tant que membre du conseil de l'usine. Dans toutes les entreprises de plus de 500 ouvriers, le directeur devait être approuvé par le gouvernement. Une fois élu par les ouvriers dans l'usine, le conseil ouvrier restait en fonction pendant deux ans, sauf au cas où il négligerait complètement ses tâches, ce qui « gelait » la composition politique des conseils, et rendait impossible à un parti révolutionnaire de prendre le contrôle des usines. Les conseils généraux englobant toute une branche d'industrie étaient encore moins souples, 8 de leurs 12 membres étaient désignés par des dirigeants de l'U.G.T. et de la C.N.T., et

ils étaient présidés par des représentants du Gouvernement. Ces mesures, qui prévenaient toute « révolte de la base », furent approuvées par tous, y compris par le P.O.U.M.

N'est-il pas évident que le programme économique de la Generalidad ne faisait que reprendre quelques-uns des acquis des travailleurs eux-mêmes, en les combinant avec toute une série de mesures politiques et économiques qui éventuellement les balayerait ? C'est cependant pour cela, et pour un siège au cabinet, que le P.O.U.M. vendit sa chance de diriger la révolution espagnole. En acceptant globalement le programme du gouvernement, la C.N.T. révéla la banqueroute complète de l'anarchisme comme voie vers la révolution sociale ¹⁵.

La politique internationale de la coalition

Comme leurs semblables à Madrid, l'Esquerra et le P.S.U.C. cherchèrent de l'aide du côté de la Société des nations et des « grandes démocraties ». La C.N.T. ne fit guère mieux. Après la chute du gouvernement Caballero, Juan Peiro déclara naïvement que la C.N.T. avait obtenu l'assurance que le programme modéré du gouvernement n'était destiné qu'à l'usage de l'étrangers. Ceci explique sans doute pourquoi la C.N.T. n'envoya pas de délégations organisées à l'étranger pour faire campagne auprès des travailleurs.

Le P.O.U.M. fut également victime de cette politique opportuniste. Bien qu'il ait abstraitement compris de façon correcte le rôle international réactionnaire de la bureaucratie soviétique et critiqué le refus de Staline d'envoyer des armes à l'Espagne pendant les trois premiers mois cruciaux, le P.O.U.M. ne sut pas comprendre que la note soviétique du 7 octobre 1936 (*« si la violation n'est pas immédiatement arrêtée, elle se considérera libre de toute obligation résultant de l'accord »*) ne signifiait pas que l'U.R.S.S. quitterait le comité de non-intervention, et ne garantissait en rien l'envoi de stocks d'armes suffisants pour renverser le courant.

« Il ne fait pas de doute que l'initiative récente du gouvernement soviétique, en brisant le pacte de non-intervention, aura des conséquences politiques extraordinaires. C'est probablement l'événement politique le plus important depuis le début de la guerre civile », déclara La Batalla.

Pis encore, la perspective du P.O.U.M. était que l'impérialisme français enverrait des armes :

« Comment le gouvernement français répliquera-t-il à cette nouvelle situation ? Gardera-t-il son attitude de neutralité ? Cela signifierait une impopularité et un discrédit complets. Blum s'effondrerait au milieu de la réprobation générale... Nous ne croyons pas que Blum commettrait une erreur aussi colossale. Puisque le seul obstacle à la rectification de sa politique était l'attitude du gouvernement soviétique, le changement de ce dernier devrait entraîner la modification complète de la politique de Blum. » (La Batalla, 11 octobre 1936.)

Sur ce point comme sur les autres, le P.O.U.M. avait perdu le nord. Ce n'est pas fortuitement qu'il n'envoya aucune délégation faire campagne à l'étranger auprès des travailleurs avancés pendant les mois où il siégea au ministère.

VII

Résurrection de l'État bourgeois

La contre-révolution économique

Les huit mois qui suivirent l'entrée de représentants ouvriers dans les cabinets de Madrid et de Barcelone virent s'amenuiser lentement les conquêtes ouvrières dans le domaine économique. Contrôlant le Trésor et les banques, le gouvernement pouvait imposer sa volonté aux travailleurs en les menaçant de couper les crédits.

Bien qu'un peu plus lent en Catalogne, principal centre industriel, le processus y fut identique. En janvier, quelque 58 décrets financiers de la Generalidad restreignirent nettement le champ d'activité des entreprises collectivisées. Le 3 février, pour la première fois, la Generalidad osa décréter illégale la collectivisation d'une industrie - celle des produits laitiers. Pendant la crise ministérielle d'avril, elle annula le contrôle ouvrier sur les douanes, en refusant de certifier que du matériel exporté, arrêté par la justice étrangère à la requête de certains propriétaires, appartenait aux travailleurs. Dès lors, les usines et les collectivités agricoles qui exportaient des marchandises furent à la merci du gouvernement.

Comorera, dirigeant du P.S.U.C., avait repris le ministère de l'Approvisionnement le 15 décembre, lorsque le P.O.U.M. fut chassé du cabinet. Le 7 janvier, il décréta la dissolution des comités ouvriers d'approvisionnement qui achetaient la nourriture chez les paysans. Les spéculateurs et les commerçants et industriels du G.E.P.C.I. (Corporation et unité de petits commerçants et industriels) - syndiqués à

l'U.G.T. - s'engouffrèrent dans cette brèche, et en conséquence de la thésaurisation et de la hausse des prix qui s'ensuivirent, la malnutrition se répandit. Chaque famille recevait des cartes de rationnement, mais les marchandises n'étaient pas rationnées en fonction du nombre de personnes servies dans chaque dépôt. Dans les faubourgs ouvriers de Barcelone, de longues queues s'étendaient tout le jour, et tandis que les marchandises étaient souvent épuisées avant la fin de la queue, l'abondance régnait dans les quartiers bourgeois. Les restaurants privés disposaient d'amples provisions pour ceux qui pouvaient payer. Il n'y avait pas de lait pour les enfants d'ouvriers, mais on pouvait en trouver dans les restaurants. Bien que l'on ne puisse pas toujours trouver du pain (à prix fixe), on trouvait toujours des gâteaux (dont le prix n'était pas contrôlé). Lors du sixième anniversaire de la République (le 14 avril, boycotté par la F.A.I., la C.N.T. et le P.O.U.M.), des manifestations de femmes contre la hausse des prix assombrèrent les manifestations de l'Esquerra et des stalinien. Cependant, ces derniers utilisèrent politiquement leurs crimes mêmes. On donna à entendre aux masses que les membres du P.S.U.C. et de l'U.G.T. pourraient obtenir de meilleures rations. Des affiches anonymes accusèrent les fermes et les transports collectivisés d'avoir provoqué la hausse des prix.

Vicente Uribe, ministre stalinien de l'Agriculture, joua le même rôle qu'un ministre stalinien de l'Agriculture du régime de Wang Çhing-wei en 1927 à Wuhan, en combattant les paysans. Le département d'Uribe démantela les collectivités, organisa les anciens propriétaires fonciers auxquels leurs terres furent rendues en « co-administrateurs de l'Etat », et empêcha les collectivités de vendre leurs produits sans intermédiaires.

Une campagne nationale pour « le contrôle étatique » et la « municipalisation » de l'industrie servit de base à la suppression de tout contrôle par les comités d'usines.

Toutefois, la contre-révolution économique procéda relativement lentement. Le bloc stalinien bourgeois, comprit en effet, à l'inverse des anarchistes, que l'écrasement des milices et de la police ouvrières, le désarmement des travailleurs de l'arrière constituaient la condition préalable à la destruction des conquêtes économiques de la classe ouvrière. Mais la force seule n'y suffirait pas il faudrait la combiner avec la propagande.

La censure

Pour faciliter le succès de sa propre propagande, le bloc bourgeois-réformiste recourut, par le biais du gouvernement, à la censure systématique de la presse et de la radio C.N.T.-F.A.I.-P.O.U.M.

Le P.O.U.M. en fut la principale victime. Alors qu'il faisait encore partie de la Generalidad, le journal catalan *Hoja Oficial* boycotta toute mention des réunions ou émissions de radio du P.O.U.M. Le 26 février, la Generalidad interdit un meeting de masse C.N.T.-P.O.U.M. à Tarragone ; le 5 mars, La *Batalla* eut 5 000 pesetas d'amende et on lui refusa toute explication autre que l'accusation générale de désobéissance à la censure militaire. Le 14 mars, elle fut suspendue pour 4 jours cette fois, le motif étant explicitement un éditorial politique. Au même moment, la Generalidad refusa au P.O.U.M. d'utiliser la station de radio officielle pour ses émissions. Les quotidiens du P.O.U.M. à Lerida, Derone, etc., furent constamment harcelés.

Toutefois, pendant cette période, ce n'est pas en Catalogne que les coups les plus durs furent portés au P.O.U.M. La Junte de défense de Madrid, contrôlée par les stalinien, suspendit définitivement l'hebdomadaire P.O.U.M. La même autorité suspendit *El Combatiente rojo*, quotidien de la milice du P.O.U.M., et confisqua ses presses le 10 février. Peu après, elle suspendit la station de radio du P.O.U.M., qui fut définitivement fermée en avril. La Junte refusa aussi l'autorisation de publier *La Antorcha* à l'organisation de jeunesse du P.O.U.M. (Jeunesse communiste ibérique), l'interdiction officielle déclarant cyniquement « la J.C.I. n'a pas besoin de presse ». *Juventud roja*, journal de la jeunesse du P.O.U.M. à Valencia, fut soumis en mars à une sévère censure politique. Le seul organe du P.O.U.M. auquel on ne toucha pas fut *El communiste* de Valence, hebdomadaire de son aile droite, semi-stalinienne et farouchement anti-trotskyiste.

Le P.O.U.M. perdit un autre terrain important de travail de masse quand son Aide rouge fut exclue du comité permanent d'aide de Madrid à la demande du P.S.U.C. Au nom de l'unité, la C.N.T. approuva cet acte criminel qui s'étendit de Madrid à l'échelle nationale quand l'Aide rouge du P.O.U.M. fut exclue de la participation à la semaine de Madrid.

Cette rapide description de la mise hors la loi par le gouvernement des activités du P.O.U.M. *avant mai* réfute de manière définitive la thèse stalinienne selon laquelle le P.O.U.M. fut persécuté pour sa participation aux événements de Mai.

Ce sont les cabinets où siégeaient les ministres de la C.N.T. qui exercèrent la censure contre le P.O.U.M. Seule la Jeunesse anarchiste, *Juventud libertaria*, protesta publiquement. Mais la presse de la C.N.T. fut également harcelée systématiquement. Y a-t-il dans l'histoire un autre exemple de ministres d'un cabinet livrant leur propre presse à la répression ?

Nosotros, le quotidien de la F.A.I. de Valence, fut suspendu indéfiniment le 27 février, pour avoir attaqué dans un article la politique de guerre de Caballero. Le 26 mars, le gouvernement basque suspendit *C.N.T. del Norte*, arrêta le comité de rédaction et le comité régional de la C.N.T. et donna ses presses au Parti communiste basque. A Madrid, plusieurs numéros de *C.N.T.* et de *Castilla libre* furent interdits du 11 au 18 avril. Le 16 avril, *Nosotros* fut à nouveau suspendu.

La censure et la suspension étaient des mesures officielles. Les mesures « non officielles » en vertu desquelles les paquets de journaux de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. ne « pouvaient pas » parvenir au front (ou avec des semaines de retard) étaient au moins aussi efficaces. Cependant que d'énormes numéros de la presse stalinienne et bourgeoise, que les censeurs n'avaient pas touchés et qui étaient toujours livrés, étaient distribués gratuitement aux milices de la C.N.T., de l'U.G.T. et du P.O.U.M. Les stations de radio gouvernementales étaient toujours au service des Nelkens et des Pasionarias. Presque tous les soi-disant commissaires politiques au front étaient des stalinien et des bourgeois. La duperie

suppléa ainsi à la force nue.

La police

Dans les premiers mois qui suivirent le 19 juillet, les tâches de police étaient presque entièrement assumées par les patrouilles ouvrières en Catalogne, et les « milices de l'arrière » à Madrid et à Valence. Mais on laissa échapper l'occasion de dissoudre définitivement la police bourgeoise.

Sous Caballero, la Garde civile fut rebaptisée Garde nationale républicaine. Ce qu'il en restait et les Gardes d'assaut furent progressivement retirés du front. Ceux qui s'étaient ralliés à Franco furent largement remplacés par des hommes nouveaux. Le pas le plus extraordinaire dans la résurrection de la police bourgeoise fut franchi sous le ministère de Negrin : les carabiniers, forces douanières jusqu'alors faibles, se multiplièrent comme des champignons, pour former une garde prétorienne de 40 000 hommes fortement armés ¹⁷.

Le 28 février, interdiction leur fut faite d'appartenir à un parti politique ou à un syndicat, et d'assister à leurs meetings de masse. Le même décret fut étendu par la suite aux gardes civils et d'assaut. C'était mettre la police en quarantaine de la classe ouvrière. Les ministres anarchistes désespérément désorientés votèrent cette mesure, parce qu'elle arrêterait le prosélytisme stalinien ! En avril, les milices furent définitivement écartées des tâches de police à Madrid et à Valence.

Dans le fief prolétarien de la Catalogne, ce processus se heurta à l'opposition déterminée des masses de la C.N.T. Il survint aussi un « incident malheureux » qui ralentit le projet bourgeois. Le chef principal de la police de Catalogne - André Riberter - désigné par le cabinet, fut reconnu comme l'un des principaux instigateurs d'un complot destiné à assassiner les dirigeants de la C.N.T., établir une Catalogne indépendante et faire une paix séparée avec Franco ¹⁸. L'avoir démasqué renforça la position des patrouilles ouvrières, principalement composées de membres de la C.N.T.

Mais les patrouilles furent alors attaquées de l'intérieur. Le P.S.U.C. ordonna à ses membres de les quitter (nombre d'entre eux ne le firent pas, et furent exclus du P.S.U.C.). L'Esquerra aussi se retira. Puis on dirigea contre les patrouilles toutes les méthodes staliniennes habituelles de diffamation, surtout lorsqu'elles arrêtaient des affairistes du P.S.U.C. ou du G.E.P.C.I. qui thésaurisaient et spéculaient sur la nourriture.

Le 1er mars, un décret de la Generalidad unifia toute la police en un seul corps contrôlé par l'Etat, dont les membres choisis à l'ancienneté n'avaient pas le droit d'appartenir à un syndicat ou à un parti. C'était l'abolition des patrouilles ouvrières et l'exclusion de leurs membres de la police unifiée. Les ministres C.N.T. votèrent apparemment ce décret. Mais les protestations véhémentes des masses les conduisirent à se joindre au P.O.U.M. pour déclarer qu'ils refusaient de s'y soumettre. Le 15 mars cependant, le ministre de l'ordre public Jaime Ayguade tenta sans succès de supprimer par la force les patrouilles ouvrières des districts entourant Barcelone. Ce fut l'une des questions qui conduisirent à la dissolution du cabinet catalan le 27 mars. Mais la réunion du nouveau cabinet auquel participaient à nouveau des ministres de la C.N.T. le 16 avril n'apporta aucun changement. Ayguade continua ses tentatives de désarmer les patrouilles, tandis que les ministres de la C.N.T. siégeaient au gouvernement, leurs journaux se contentant de mettre les travailleurs en garde contre les provocations.

La liquidation des milices

Bien entendu, on ne pouvait espérer faire renaître un régime bourgeois stable tant que l'organisation et la responsabilité administrative des forces armées étaient entre les mains des partis et syndicats ouvriers, qui présentaient des fiches de paie, des réquisitions, etc., aux gouvernements de Madrid et de Catalogne et faisaient l'intermédiaire entre les milices et le gouvernement.

Les staliniens tentèrent de donner « l'exemple » très tôt, en plaçant leurs milices sous contrôle gouvernemental, en aidant à instituer le salut, la suprématie des officiers derrière les lignes, etc. « Ni discussion ni politique à l'armée », s'écriait la presse stalinienne - c'est-à-dire bien entendu ni discussion ni politique ouvrière.

L'exemple n'eut pas d'impact sur la base de la C.N.T. Un tiers au moins des forces armées appartenait à la C.N.T. et se méfiait des officiers envoyés par le gouvernement, les reléguant au rang de « techniciens », et les empêchant d'intervenir dans la vie sociale et politique des milices. Le P.O.U.M. avait 10 000 miliciens dans le même cas. Il réimprima et distribua dans les milices *le Manuel de l'Armée rouge* de Trotsky qui prévoyait un régime interne démocratique et une vie politique dans l'armée. La campagne stalinienne pour évacuer la vie démocratique interne des milices au nom du « commandement unifié » trouva sur son chemin la question simple à laquelle elle ne pouvait pas répondre : en quoi un commandement unifié rend-il nécessaire le rétablissement de l'ancien régime des casernes, ainsi que la suprématie d'une caste bourgeoise d'officiers ?

Mais, en fin de compte, le gouvernement l'emporta. Les décrets de militarisation de septembre et d'octobre, adoptés avec le consentement du P.O.U.M. et de la C.N.T., permirent la conscription de régiments réguliers, dirigés par l'ancien code militaire. La sélection systématique des candidats aux écoles d'officiers donna la prépondérance aux bourgeois et aux staliniens, qui prirent la tête des nouveaux régiments.

Quand les premiers contingents de la nouvelle armée furent prêts et envoyés au front, le gouvernement les opposa aux milices, demandant la réorganisation de celles-ci sur le même modèle. Dès mars, le gouvernement avait largement réussi sur le front de Madrid, contrôlé par les staliniens. Sur les fronts de l'Aragon et du Levant tenus principalement par les milices de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M., il prépara la liquidation des milices par une politique brutale et systématique de refus d'armes. On informa les milices qu'on ne leur donnerait les armes adéquates pour mener l'offensive sur ces fronts qu'après leur réorganisation. La base de la milice de la C.N.T. dans sa totalité empêcha cependant le gouvernement d'atteindre ses objectifs jusqu'au lendemain des journées de Mai, quand l'ex-ministre de la Guerre d'Azaña, le général Pozas, prit le front de l'Aragon en charge.

Toutefois, en dernière analyse, le succès final du gouvernement vint moins de ses propres efforts que de la revendication politiquement fausse d'un « commandement unifié sous le contrôle des organisations ouvrières » de la C.N.T. et du P.O.U.M.

Les staliniens et leurs publicistes « sans parti » de la bande des Louis Fisher et Ralph Bates ont falsifié délibérément les termes de la controverse entre le P.O.U.M.-C.N.T. et le gouvernement sur la réorganisation de l'armée. Les staliniens firent croire que le P.O.U.M.-C.N.T. voulait conserver les milices organisées de façon assez lâche et les opposer à une armée centralisée efficacement. C'est un mensonge forcé de toutes pièces, comme peut le démontrer un millier d'articles de la presse P.O.U.M.-C.N.T. du moment, qui réclamaient une armée disciplinée sous commandement unifié. Le vrai problème était le suivant : qui contrôlera l'armée ? la bourgeoisie ou la classe ouvrière ? La C.N.T. et le P.O.U.M. ne furent pas les seuls à poser la question. S'opposant au schéma original de Giral d'une armée spéciale, le journal de l'U.G.T., *Claridad* avait déclaré : « *Nous devons veiller à ce que les masses et la direction des forces armées, qui devraient être surtout le peuple en armes, n'échappent à nos mains* » (20 août 1936).

Tel était le véritable problème. La bourgeoisie l'emporta parce que l'U.G.T., le P.O.U.M., la C.N.T.-

F.A.I. commirent l'erreur irrémédiable de vouloir constituer une armée contrôlée par la classe ouvrière à l'intérieur d'un Etat bourgeois. Ils étaient tellement favorables à la centralisation et à un commandement unifié qu'ils votèrent des décrets gouvernementaux qui servirent dans les mois suivants à annihiler le contrôle ouvrier sur l'armée. L'accord de l'U.G.T., du P.O.U.M. et de la C.N.T. avec ces décrets ne fut pas le moindre de leurs crimes contre la classe ouvrière.

Leur mot d'ordre de commandement unifié sous contrôle des organisations ouvrières était faux parce qu'il n'indiquait aucune méthode pour atteindre ce but. La revendication qu'il aurait fallu avancer dès le premier jour de la guerre était celle de l'amalgame des milices et des quelques régiments existants en une seule force, avec élection démocratique de comités de soldats pour chaque unité, centralisés par l'élection nationale de délégués des soldats en un conseil national. Lorsque de nouveaux régiments auraient été constitués, leurs comités de soldats seraient alors entrés dans les conseils locaux et nationaux. C'est ainsi, en faisant entrer les masses armées dans la vie quotidienne, que le contrôle bourgeois des forces armées aurait pu être effectivement mis en échec.

Le P.O.U.M. avait eu une occasion magnifique de démontrer l'efficacité de cette méthode. Sur le front de l'Aragon, il contrôla directement pendant huit mois quelque 9 000 miliciens. C'était là une occasion incomparable de les éduquer politiquement, d'élire en leur sein des comités de soldats, à titre d'exemple pour le reste des milices, puis de demander une fusion dans laquelle ses troupes entraînées auraient constitué un levain puissant. Rien ne fut fait. La presse du P.O.U.M. rapportait les histoires des représentants du front de l'Aragon en congrès. Ces rencontres ne faisaient que rassembler des gens désignés par l'office national. En fait, le P.O.U.M. interdit l'élection de comités de soldats. Pourquoi ? entre autres choses, parce que l'opposition à la politique opportuniste du P.O.U.M. était grande à la base, et que la direction bureaucratique craignait que la création de comités ne fournisse le terrain sur lequel l'opposition de gauche pourrait l'emporter.

Le mot d'ordre simple et concret de comités de soldats élus était la seule voie vers le contrôle ouvrier de l'armée. Toutefois, ce mot d'ordre ne pouvait constituer qu'une *étape transitoire* - car une armée contrôlée par le prolétariat ne pouvait coexister indéfiniment avec l'Etat bourgeois. Si l'Etat bourgeois se perpétuait, il détruirait inévitablement le contrôle ouvrier sur l'armée. Les partisans du contrôle ouvrier du P.O.U.M., de la C.N.T. et de l'U.G.T. n'avancèrent pas ce slogan concret, pas plus qu'ils n'eurent de programme pour renverser l'Etat bourgeois. Leur orientation fondamentale stérilisa ainsi leur opposition à la domination bourgeoise de l'armée.

Le désarmement des travailleurs de l'arrière

Pendant les journées révolutionnaires qui suivirent le 19 juillet, les gouvernements de Madrid et de Catalogne avaient été contraints de reconnaître l'armement des ouvriers, qui avaient déjà créé le fait accompli. Les organisations ouvrières reçurent le pouvoir de délivrer des ports d'armes à leurs membres. Pour les travailleurs, il ne s'agissait pas seulement de se préserver des tentatives contre-révolutionnaires du gouvernement, mais de protéger quotidiennement les comités paysans contre les réactionnaires, de garder les usines, les voies ferrées, les ponts, etc., contre les bandes fascistes, de protéger la côte contre les raids, de découvrir les nids fascistes cachés.

Le premier décret de désarmement contraignant à la reddition de tous les fusils et de toutes les mitrailleuses au gouvernement survint en octobre. Dans la pratique, il fut interprété de telle façon qu'il autorisait les organisations ouvrières à continuer à délivrer des permis de port d'armes longues aux gardes de l'industrie et aux comités paysans. Mais ce fut un précédent fatal.

Le 15 février, le gouvernement central ordonna la saisie de *toutes* les armes, longues ou courtes,

détenues sans autorisation. Le 12 mars, le cabinet ordonna aux organisations ouvrières de rassembler les armes longues et courtes de leurs membres et de les rendre dans les 48 heures. Le 17 avril, cet ordre fut appliqué directement à la Catalogne. La Garde nationale républicaine commença officiellement à désarmer les travailleurs sur place dans les rues de Barcelone. 300 ouvriers - membres de la C.N.T. munis de ports d'armes de leur organisation furent ainsi désarmés par la police pendant la dernière semaine d'avril.

C'était un mensonge éhonté que de prétendre que les armes étaient nécessaires pour le front, ce dont tout travailleur pouvait juger de ses propres yeux. Car, tandis que l'on privait les ouvriers de leurs fusils ou de leurs revolvers, que la C.N.T. possédait parfois depuis le temps de la monarchie, les villes se remplissaient des forces de police reconstruites, armées jusqu'aux dents de nouveaux fusils russes, de mitrailleuses, d'artillerie et de voitures blindées.

Les méthodes extra-légales de répression

La G.P.U. Espagnole

Le 17 décembre 1936, la Pravda, organe personnel de Staline, déclarait : « Pour ce qui est de la Catalogne, l'épuration des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a commencé. Elle sera menée avec la même énergie qu'en U.R.S.S. »

Toutefois, les « méthodes légales » étaient trop lentes. On y suppléa à l'aide de bandes terroristes organisées, équipées de prisons privées et de chambres de torture, nommées « préventoriums ». Les éminents personnages recrutés pour ce travail défient toute description : ex-membres de la C.E.D.A. fasciste, gangsters cubains, proxénètes, faussaires, sadiques¹⁹. Nées de la composition sociale petite-bourgeoise du P.C." nourries de son programme contre-révolutionnaire, ces bandes organisées de la G.P.U. espagnole montrèrent envers les ouvriers la même férocité que les bandes sanguinaires de Hitler, entraînées comme elles à exterminer la révolution.

Rodriguez, membre de la C.N.T. et commissaire spécial aux prisons, accusa formellement en avril José Cazorla, membre du comité central stalinien et chef de la police sous la junte de Madrid, et Santiago Carillo, autre membre du C.C., de détenir illégalement les ouvriers arrêtés par Cazorla mais acquittés par les tribunaux populaires, et de « conduire lesdites parties acquittées dans des prisons secrètes, ou de les envoyer dans les bataillons de la milice communiste pour servir de « fortifications » dans les positions avancées. La C.N.T. réclama en vain une enquête approfondie concernant ses accusations. Ce fut seulement lorsqu'on établit que le gang de Cazorla, à titre d'occupation parallèle, travaillait avec des racketteurs qui faisaient sortir des fascistes importants de prison sans aucune sanction officielle, que celui-ci fut démis. Il fut simplement remplacé par Carillo autre stalinien, et la G.P.U. extra-légale comme les prisons privées continuèrent comme avant.

« Il devient clair que les organisations tchékistes récemment découvertes à Madrid²⁰[...] sont directement reliées à des centres similaires opérant sous une direction Unifiée et selon un plan préconçu d'ampleur nationale », écrivait Solidaridad obrera, le 25 avril 1937. Le 8 avril, la C.N.T., preuves en main, avait finalement imposé l'arrestation d'un gang stalinien à Murcia, et le renvoi du gouverneur civil pour avoir maintenu des prisons privées et des chambres de torture. Le 15 mars, 16 membres de la C.N.T. avaient été assassinés par les staliniens à Villanueva de Alcarcete, dans la province de Tolède. La demande de châtiment de la C.N.T. fut contrée par la défense des meurtriers, transformés en héros antifascistes par Mundo obrero. L'enquête judiciaire qui suivit établit qu'un gang intégralement stalinien, incluant les maires communistes de Villanueva et Villamayor, opérant en « comité de défense », avait assassiné des ennemis politiques, pillé, levé des impôts, et violé des femmes autochtones sans

défense. Cinq des staliniens furent condamnés à mort, trois autres à la prison.

Le gangstérisme organisé de la G.P.U. espagnole a été établi par la propre cour de justice du gouvernement espagnol. Nous nous en tiendrons ici aux exemples juridiquement établis. Mais la presse de la C.N.T. est pleine de centaines d'exemples de la façon dont la « contre-révolution légale » fut complétée par la G.P.U. en Espagne.

IX

La contre-révolution et les masses

Ce serait calomnie que de penser que le progrès de la contre-révolution n'alarma pas les masses dirigées par les socialistes et les anarchistes. Toutefois le mécontentement ne suffit pas. Il faut aussi savoir comment s'en sortir. Sans une stratégie ferme et bien conduite pour repousser la contre-révolution et diriger les masses vers le pouvoir d'Etat, le mécontentement peut s'accumuler indéfiniment, et ne trouver d'issue que dans des mouvements sporadiques et désespérés, voués à l'échec. En d'autres termes, les masses ont besoin d'une direction révolutionnaire.

Le mécontentement était énorme, dans les rangs de la C.N.T. et de la F.A.I. en particulier. Il suintait au travers de centaines d'articles et de lettres dans la presse anarchiste. Bien que les ministres anarchistes de Valence ou de la Generalidad aient voté les décrets gouvernementaux ou s'y soient soumis sans protester publiquement, leur presse n'osait pas défendre directement la politique gouvernementale. La pression des travailleurs de la C.N.T. sur leur direction s'accrut en même temps que la répression gouvernementale.

Le 27 mars, les ministres de la C.N.T. sortirent du gouvernement de la Catalogne. La crise ministérielle qui s'ensuivit dura trois semaines entières. « Nous ne pouvons pas sacrifier la révolution à l'unité », déclara la presse de la C.N.T. « *Pas d'autres concessions au réformisme. L'unité a été maintenue jusqu'ici sur la base de nos concessions. Nous ne pouvons pas reculer davantage.* »

Ce que la direction de la C.N.T. proposait précisément alors demeurerait toutefois un mystère. Companys discrédita définitivement leur attitude dans un sommaire du cours ministériel depuis décembre, en montrant que les ministres de la C.N.T. avaient tout voté, le désarmement des travailleurs, les décrets de mobilisation et de réorganisation de l'armée, la dissolution des patrouilles ouvrières, etc....

« Arrêtez cette plaisanterie et revenez travailler », disait Companys. Et de fait, à la fin de la première semaine, les ministres de la C.N.T. étaient prêts à revenir. Toutefois, les staliniens exigèrent alors une capitulation de plus : les organisations qui fournissaient des ministres devaient signer une déclaration commune s'engageant à réaliser une série de tâches définies. Les ministres de la C.N.T. protestèrent, disant que la déclaration ministérielle d'usage après la constitution du nouveau cabinet suffirait. La proposition stalinienne aurait laissé les ministres de la C.N.T. absolument démunis à l'égard des masses. Ainsi, la crise ministérielle se poursuivit durant deux semaines.

Un petit aparté s'ensuivit, qui ne conduisit à rien de plus qu'à une division ministérielle du travail qui liait plus fortement que jamais les dirigeants de la C.N.T. à la Generalidad. Companys assura la C.N.T. qu'il était d'accord avec elle, non avec les staliniens, et il offrit ses services afin de les « contraindre » à renoncer à leur requête.

Au même moment, le premier ministre Taradellas, lieutenant de Companys, défendit l'administration de la guerre (dirigée par la C.N.T.) contre une attaque de *Treball*, l'organe du P.S.U.C., qu'il qualifia « de calomnies totalement arbitraires ». Pour ces petits services, la C.N.T. accorda à Companys son soutien politique inconditionnel d'une façon abjecte :

« Nous déclarons publiquement que la C.N.T. est au côté de Luis Companys, président de la Generalidad, auquel nous avons accordé tout ce qui était nécessaire pour faciliter la solution de la crise politique. Nous sommes - sans servilité aucune - procédé incompatible avec la morale de notre mouvement révolutionnaire, au côté du président qui sait qu'il peut compter sur notre respect le plus profond et sur notre soutien sincère. » (Solidaridad obrera, le 15 avril 1937.)

Companys, bien entendu, persuada habilement les staliniens de renoncer à leur demande de pacte, et le 16 avril, la crise ministérielle était « résolue ». Comme son prédécesseur, le nouveau cabinet donna la majorité à la bourgeoisie et aux staliniens, et ne différa en rien, naturellement, du précédent.

Les masses de la C.N.T. ne pouvaient pas être aussi « flexibles ». Elles avaient une tradition héroïque de lutte à mort contre le capitalisme. La reconstruction de l'Etat bourgeois se faisait sur leur dos, de façon de plus en plus insistante. L'inflation et la manipulation incontrôlées des prix par les hommes d'affaires « intermédiaires » entre la paysannerie et les masses urbaines provoquaient maintenant une hausse des prix vertigineuse. Dans cette période, la hausse des prix servait de « leitmotiv » à toute activité. La presse était pleine de cette question. La condition des masses devenait plus intolérable de jour en jour, et les dirigeants de la C.N.T. ne leur indiquaient aucun moyen de s'en sortir.

Plusieurs voix s'élevaient maintenant pour un retour à l'apolitisme traditionnel de la C.N.T. :

« Plus de gouvernements ! » Les journaux locaux de la C.N.T. brisèrent la discipline et reprirent ce refrain. Ceci était l'expression d'un désespoir irréflecti.

L'apparition des « Amis de Durruti » fut bien plus significative. Au nom du dirigeant martyr, un mouvement surgit, qui avait compris la nécessité de la vie politique, mais rejetait la collaboration avec la bourgeoisie et les réformistes. Les Amis de Durruti s'étaient organisés pour arracher la direction à la bureaucratie de la C.N.T. Dans les derniers jours d'avril, ils recouvrirent Barcelone de leurs slogans, en rupture ouverte avec la direction de la C.N.T. Ces mots d'ordre comprenaient les points essentiels d'un programme révolutionnaire : tout le pouvoir à la classe ouvrière, et des organismes démocratiques d'ouvriers, de paysans et des combattants en tant qu'expression du pouvoir ouvrier.

Les Amis de Durruti constituèrent un ferment profond dans le mouvement libertaire. Le premier avril, un manifeste de la Jeunesse libertaire de Catalogne (*Ruta*, 1^{er} avril 1937) avait dénoncé « la Jeunesse socialiste unifiée (stalinienne) qui fut la première à aider à faire remonter la cote d'Azafia tombée si bas dans les premiers jours de la révolution, quand il avait tenté de fuir le pays - et fait appel à la Jeunesse catholique unifiée et même à des sympathisants fascistes. Le manifeste stigmatisait le bloc bourgeois stalinien qui « soutenait ouvertement toutes les intentions d'encerclement de la révolution espagnole des gouvernements anglais et français ». Il dénonçait avec véhémence les attaques de la contre-révolution contre les maisons d'édition et la station de radio du P.O.U.M. à Madrid. 11 notait :

« On refuse des armes au front de l'Aragon parce qu'il est vraiment révolutionnaire, de manière à pouvoir ensuite traîner dans la boue les colonnes qui opèrent sur ce front ; le gouvernement central boycotte l'économie catalane pour nous contraindre à renoncer à nos conquêtes révolutionnaires. On envoie les fils du peuple au front, mais on garde les forces en uniforme à l'arrière, à des fins contre-révolutionnaires ; ils ont gagné du terrain pour une dictature - non pas prolétarienne - mais bourgeoise. »

Différenciant clairement la Jeunesse anarchiste des ministres de la C.N.T., le manifeste concluait :

« Nous sommes fermement décidés à ne pas porter la responsabilité des crimes et des trahisons dont la

classe ouvrière devient la victime. [...] Nous sommes prêts, s'il le faut, à revenir à la lutte clandestine contre les traîtres, contre les tyrans et contre les misérables marchands de la politique. »

Un éditorial du même numéro de *Ruta* déclarait

« Que certains camarades ne viennent pas vers nous avec des mots d'apaisement. Nous ne renoncerons pas à notre lutte. Les automobiles officielles et la vie sédentaire de la bureaucratie ne nous éblouissent pas. »

Ceci venait de l'organisation officielle de la jeunesse anarchiste !

Un regroupement ne se fait ni en un jour ni en un mois. La C.N.T. avait une longue tradition, et le mécontentement de sa base n'évoluerait que lentement vers une lutte organisée pour une nouvelle direction et un nouveau programme. C'était d'autant plus vrai qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire pour encourager un tel processus.

La réponse du P.O.U.M. à la contre-révolution

Un abîme béait entre les dirigeants et la base dans le mouvement de la C.N.T. Le P.O.U.M. s'engouffrerait-il dans la brèche pour se mettre à la tête des masses militantes ?

La prédominance dans les rangs de la C.N.T. d'une large tendance favorable au retour à l'apolitisme traditionnel constituait un obstacle incontournable au P.O.U.M. qui n'avait rien fait pour gagner ces travailleurs à la vie politique révolutionnaire. Aussi, sans aucune aide de la direction du P.O.U.M., un courant authentiquement révolutionnaire se cristallisait-il autour des Amis de Durruti et de la Jeunesse libertaire. Si jamais le P.O.U.M. devait frapper indépendamment de la direction de la C.N.T., c'était le moment !

Le P.O.U.M. n'en fit rien. Au contraire, il montra dans la crise ministérielle des 26 mars - 16 avril qu'il n'avait rien appris de sa participation antérieure à la Generalidad. Le comité central du P.O.U.M. adopta une résolution qui déclarait :

« Il faut un gouvernement qui puisse canaliser les aspirations des masses en donnant une solution radicale et concrète à tous les problèmes par le biais de la création d'un ordre nouveau, qui serait garant de la révolution et de la victoire sur le front. Ce ne peut être qu'un gouvernement formé de représentants de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, qui proposerait comme tâche immédiate la réalisation du programme suivant. » (La Batalla, 30 mars.)

Le programme en quinze points proposé n'est pas mauvais - pour un gouvernement révolutionnaire. Mais son dernier point - la convocation d'un congrès de délégués des syndicats, des paysans et des combattants qui élirait à son tour un gouvernement ouvrier et paysan permanent - montre immédiatement l'absurdité de proposer un tel programme à un gouvernement incluant par définition les staliniens et le Syndicat de Rabassaires (paysans indépendants) contrôlé par l'Esquerra.

Depuis six mois, le P.O.U.M. disait que les staliniens organisaient la contre-révolution. Comment pouvait-il alors proposer de collaborer avec eux au gouvernement et de convoquer un congrès avec eux ? Les travailleurs concluraient seulement de cette proposition que la caractérisation des staliniens par le P.O.U.M. n'était que phraséologie partisane, et ils ne prendraient plus désormais au sérieux les accusations qu'il portait contre eux.

Et Companys, et son Esquerra ? Un nouveau cabinet devait recevoir un mandat de Companys, et le P.O.U.M. ne proposait pas de rompre avec cette loi. Pouvait-on concevoir qu'un gouvernement qui convoquerait un tel congrès recevrait l'agrément de Companys ? Là encore, les masses ne pourraient

que conclure des déclarations du P.O.U.M. sur le rôle nécessairement contre-révolutionnaire de l'Esquerra de Companys qu'elles n'étaient pas sérieuses.

De fait, les travailleurs ne pouvaient pas sentir que le P.O.U.M. attachait une importance fondamentale au congrès. L'entrée du P.O.U.M. dans la Generalidad leur semblait beaucoup plus importante. *La Batalla* du 30 mars publia côte à côte deux colonnes sous le titre : « Bilan de deux périodes de gouvernement. » Dans l'une, « le gouvernement auquel le P.O.U.M. a participé » ; dans l'autre, « le gouvernement auquel le P.O.U.M. n'a pas participé ». Le gouvernement du 26 septembre - 12 décembre est lyriquement décrit comme une période de construction révolutionnaire. Ainsi le P.O.U.M. refusait toujours de comprendre comment le gouvernement auquel il avait participé avait fait les premiers pas de géant dans la reconstruction de l'Etat bourgeois. La seule conclusion logique de ces tableaux que l'ouvrier puisse tirer, c'était qu'il fallait que le P.O.U.M. soit admis à nouveau dans le gouvernement.

En fait, la proposition du P.O.U.M. n'était rien d'autre que la revendication honteuse d'un retour au gouvernement du 26 septembre. Le numéro du 13 avril du journal du P.O.U.M. de Lerida *Adelante* le confirme, en décrivant plus explicitement un gouvernement pour lequel les organisations ouvrières auront la première place, et les organisations bourgeoises la, seconde. Huit mois d'enseignements avaient été perdus pour la direction du P.O.U.M.

Examinons de plus près ce congrès de délégués des syndicats, paysans et combattants proposé par le P.O.U.M. Cela sonne «presque» comme soviétique, et de fait on proposait ce congrès pour tromper l'infatigable aile gauche du P.O.U.M.

Mais il n'avait rien à voir avec la conception léniniste des soviets.

Il ne faut pas oublier - ce que les staliniens ont complètement enterré - que les soviets *ne commencent pas* par être des organes du pouvoir d'Etat. En 1905, en 1917, en 1918 en Allemagne et en Autriche, ils ont plutôt surgi comme de puissants comités de grève représentant les masses afin de s'occuper des problèmes concrets immédiats et traiter avec le gouvernement. Bien avant d'être en mesure de prendre le pouvoir, les soviets se développent en tant qu'organes de défense des intérêts quotidiens des travailleurs. Bien avant que les députés ouvriers, paysans et soldats ne se réunissent en congrès national, il faut créer des soviets dans les villes, les villages, les régiments, qui s'uniront plus tard en organisation nationale. Pour en arriver à un tel congrès, il faut commencer par élire des comités d'usines, de paysans et de soldats partout où l'on pense que les travailleurs pourront organiser leur vie par le biais de leurs propres comités. L'exemple de quelques comités dans quelques usines et dans quelques régiments gagnera les masses à ce type d'organisation, la méthode de représentation la plus démocratique que l'humanité ait connue. C'est alors seulement qu'il est possible d'organiser un congrès national pour s'efforcer de prendre le pouvoir.

Surtout, à ce moment-là le congrès reflétera inévitablement le niveau politique des masses, bien que de façon plus radicale que les autres organes ouvriers. Si les staliniens, les anarchistes et les autres organisations réformistes sont toujours puissants, alors le congrès reflétera leur ligne politique. En un mot, il n'y a rien de magique dans le soviétique : c'est simplement la forme de représentation politique des masses la plus exacte, la plus spontanément fidèle et sensible aux changements.

La simple convocation du congrès ne résoudrait pas la tâche politique fondamentale du P.O.U.M. : *arracher la direction politique de la majorité de la classe ouvrière aux staliniens et aux anarchistes*. Le congrès concentrerait les pensées et les élans politiques des masses comme aucun autre organe. Il serait l'arène dans laquelle le parti révolutionnaire pourra gagner le soutien de la classe ouvrière - mais ce, seulement par la lutte la plus vive contre les lignes politiques fausses des réformistes de tout poil.

Si la direction du P.O.U.M. avait proposé sérieusement le congrès, elle n'aurait pas demandé au gouvernement de le convoquer, elle aurait au contraire immédiatement tenté de faire élire des comités partout où c'était possible. Mais le P.O.U.M. n'élut même pas de tels comités dans les usines et les

milices qu'il contrôlait. Ses 10 000 miliciens étaient bureaucratiquement contrôlés par des officiels nommés par le comité central du parti, l'élection de comités de soldats étant expressément interdite. Plus la vie interne du parti devenait intense, les ouvriers de l'aile gauche demandant un cours nouveau, et plus le contrôle de la direction sur les usines et les milices se faisait bureaucratique. Ce n'était là guère un exemple qui pousserait les travailleurs à créer ailleurs des comités élus !

La forme soviétique prend directement ses racines dans les usines, par la représentation directe de chaque usine dans les soviets locaux. Ceci permet un contact immédiat avec les usines, en raison de la possibilité de renouvellement qui réduit au minimum le retard de représentation de l'évolution politique par les révocations et les réélections.

Cette caractéristique des soviets permet aussi aux révolutionnaires d'être en contact direct avec les usines, sans l'intervention des bureaucrates syndicaux. Néanmoins, c'est précisément sur ce point fondamental que le congrès proposé par le P.O.U.M. différait du soviet : Le P.O.U.M. propose la représentation des *syndicats*. Ce n'était qu'une concession de plus aux préjugés de la direction de la C.N.T., qui conçoit les syndicats, et non les soviets ouvriers, paysans et soldats bien plus larges, comme la forme de gouvernement de l'industrie dans une société socialiste, syndicats qui, entre autres, s'opposent à ce que les révolutionnaires touchent les ouvriers dans les usines.

Ainsi, le projet utopique du P.O.U.M. était une fraude, une contrefaçon, voué à n'exister que sur le papier - une concession vide à l'aile gauche. On cherche en vain, dans les documents du P.O.U.M., une défense systématique de son cours opportuniste. On trouve seulement un paragraphe ici ou là, que l'on présume pouvoir être le germe d'une nouvelle théorie. Par exemple, Nin semble penser que la seule forme authentique de dictature du prolétariat doit être fondée sur la direction de plusieurs ouvriers :

« La dictature du prolétariat, ce n'est pas celle de la Russie, qui est la dictature d'un parti. Les partis ouvriers réformistes dans les soviets travaillèrent pour la lutte armée contre les bolcheviks, ce qui créa les circonstances de la prise du pouvoir par le parti bolchevik. En Espagne, nul ne peut songer à la dictature d'un parti, mais à un gouvernement de démocratie ouvrière totale. » (La Batalla, 23 mars 1937.)

Nin balaie ainsi la démocratie soviétique des premières années qui suivirent la révolution d'octobre, ainsi que l'histoire du processus de réaction qui résulta de l'isolement de la révolution par rapport à l'Europe, et qui finit par conduire la Russie non vers la dictature d'un parti, mais vers la dictature de la bureaucratie. S'il faut prendre ses paroles au sérieux, l'Espagne ne connaîtra pas de dictature du prolétariat, quelle que soit l'influence gagnée par le P.O.U.M., tandis que les autres organisations (F.A.I. et C.N.T.) ne seront pas d'accord pour cela. Sinon, l'Espagne est vouée à la domination capitaliste ! C'est ainsi que Nin théorise son refus de quitter les basques des dirigeants de la C.N.T.

Le noeud du problème, c'est que Nin avait abandonné la conception léniniste du soviet. Il le fit explicitement :

« Il n'existait pas de traditions démocratiques en Russie. Il n'existait pas de traditions de lutte et d'organisation dans la classe ouvrière. Nous avons tout ceci. Nous avons des syndicats, des partis, des publications. Un système de démocratie ouvrière.

On comprend par là même que les soviets aient pris une telle importance en Russie. Ils étaient une création spontanée qui prit un caractère entièrement politique en 1905 et 1917.

Toutefois, notre prolétariat a ses syndicats, ses partis, ses propres organisations. C'est pour cette raison que des soviets n'ont pas surgi parmi nous. » (« Le problème fondamental du pouvoir », la Batalla du 27 avril 1937.)

Une fois engagés dans un cours erroné, opportuniste, les révolutionnaires dégénèrent politiquement à une vitesse effrayante. Qui aurait cru, quelques années auparavant, que Nin pourrait écrire ces lignes ?

la gigantesque « tradition d'organisation et de lutte » accumulée par le prolétariat russe pendant la révolution de 1905, dont l'étude et l'analyse fournit les cadres de la révolution d'octobre, lui « échappe ». Qu'y avait-il de spécifiquement russe dans la forme soviétique ? Des soviets avaient surgi en 1918 dans des pays dont la tradition prolétarienne était beaucoup plus riche que celle de l'Espagne - l'Allemagne et l'Autriche. En fait, qu'était-ce donc que les comités d'usines, de milices, de villages, que les comités d'approvisionnement ouvriers, les patrouilles ouvrières, les comités d'enquête, etc., qui surgirent en Espagne en 1936, sinon les fondements du pouvoir soviétique ! Il suffirait d'une politisation et d'une coordination plus profondes de ces comités, d'une représentation directe des masses - et non des organisations - pour former ce pouvoir. La théorisation de Nin est pitoyable. Elle ne tient pas debout. Il s'était rallié aux staliniens et à la bourgeoisie en septembre dans le but explicite d'abolir le double pouvoir des soviets comme « une duplication inutile » - ainsi pouvait-il raconter neuf mois plus tard :

« Les soviets n'ont pas surgi parmi nous. »

Ainsi, la direction du P.O.U.M. restait à la traîne de la C.N.T. Au lieu d'assimiler les leçons du léninisme, elle le dénonça comme... du trotskysme. Pourquoi les staliniens nous appellent-ils trotskystes ? - telle est la plainte perpétuelle de la direction du P.O.U.M. L'extrait suivant d'un article de Gorkin est typique :

« En tout cas, Trotsky n'a fourni aucun argument pour qu'on nous traite de trotskystes. Il a publié deux articles en 1931 sur le Bloc ouvrier-paysan d'alors et son chef Maurin. Pour lui [Trotsky], notre ligne politique constituait un mélange de préjugés petits-bourgeois, d'ignorance, de

« science " provinciale, et de fourberie politique.

Avec la guerre civile espagnole, nous avons vu le sectarisme de Trotsky se manifester une fois de plus [...] Le représentant actuel de la IVe Internationale en Espagne, deux heures après son arrivée et après avoir parlé un quart d'heure avec nous, sortit de sa poche un programme préparé a priori, nous donnant des conseils sur la tactique que nous devons appliquer. Nous lui avons courtoisement conseillé de se promener dans Barcelone et d'étudier un peu mieux la situation. Ce citoyen [...] est le symbole parfait du trotskysme : doctrinaire sectaire, plein d'une grande suffisance, certain de posséder la pierre philosophale révolutionnaire. » (La Batalla, 24 avril 1937.)

Cette fatuité provinciale, héritage de Maurin, n'avait pas été l'objet des critiques du seul Trotsky. Nin lui-même, en août 1931, avait déclaré que le plus grand danger pour le Bloc ouvrier et paysan, c'était le mépris de Maurin à l'égard des leçons de la révolution russe. Toutefois Nin, en héritant du manteau de Maurin, avait repris sa tradition d'aveuglement provincial.

Tous ceux qui étaient d'accord avec Nin en 1931 ne le suivirent pas dans sa renonciation au léninisme. Supportant l'essentiel du poids de la répression bourgeoise-stalinienne, la section de Madrid du P.O.U.M. donna une majorité écrasante au programme de l'opposition fondé sur le cours léniniste. La principale section du parti, celle de Barcelone, vota en avril 1937 pour l'organisation immédiate de soviets. Nin et Gorkin recoururent à des mesures bureaucratiques pour empêcher l'accroissement de l'aile gauche. On ramena les dissidents du front sous bonne garde, et on les chassa. L'organisation de tendances fut interdite. La répression gouvernementale était plus importante encore que celle de la direction, car elle s'abattait plus lourdement, bien entendu, sur les travailleurs qui émergeaient des rangs et dans les usines. Les travailleurs de l'aile gauche du P.O.U.M. (les exclus formèrent eux-mêmes le groupe des bolcheviks-léninistes espagnols, partisans de la IVe Internationale) nouèrent des contacts étroits avec les travailleurs anarchistes, en particulier avec les Amis de Durruti. Mais le regroupement se mit en place trop lentement. Avant que les forces révolutionnaires aient pu se rassembler et gagner la confiance des masses, transformer leur mécontentement en lutte constructive pour le pouvoir, substituer la stratégie objective de la direction au désespoir subjectif des masses, l'amertume des travailleurs sans direction avait été déjà abordée : le 3 mai, les barricades surgirent...

Les journées de Mai barricades à Barcelone

La Catalogne était, plus encore qu'avant la guerre civile, le centre économique principal de l'Espagne. Et cette puissance économique était maintenant entre les mains des ouvriers et des paysans (du moins le pensaient-ils). L'industrie textile espagnole dans sa totalité était concentrée. Ses ouvriers produisaient maintenant des vêtements et des couvertures pour l'armée et la population civile, et des marchandises d'une nécessité vitale pour l'exportation. Comme le fer et les aciéries de Bilbao étaient virtuellement coupés du reste de l'Espagne, les travailleurs de la métallurgie et de l'industrie chimique de Catalogne avaient créé avec la rapidité la plus héroïque une vaste industrie de guerre pour équiper les armées antifascistes. Les collectivités agricoles, qui avaient réalisé les plus grandes récoltes de toute l'histoire espagnole, nourrissaient l'armée et les villes et fournissaient des agrumes pour l'exportation. Les marins de la C.N.T. transportaient les produits exportés qui procuraient à l'Espagne des crédits étrangers, et ramenaient de précieuses cargaisons pour la lutte contre Franco. Les masses de la C.N.T. tenaient les fronts de l'Aragon et de Teruel ; elles avaient envoyé Durruti et leurs meilleures milices sauver Madrid juste à temps. En un mot, le prolétariat catalan constituait la colonne vertébrale des forces antifascistes, et le savait.

Qui plus est, après le 19 juillet, son pouvoir avait été reconnu par Companys lui-même. Le président catalan, s'adressant pendant les journées de juillet à la C.N.T.-F.A.I., avait dit :

« Vous avez toujours été sévèrement persécutés, et moi-même, avec beaucoup de peine mais contraint par les réalités politiques, moi-même, jadis à vos côtés, je me suis vu plus tard obligé de m'opposer à vous et de vous poursuivre. Aujourd'hui vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne, parce vous seuls avez vaincu les soldats fascistes. J'espère que vous ne trouverez pas déplacé que je puisse vous rappeler maintenant que l'aide des hommes de mon parti et de la Garde, plus ou moins nombreux, ne vous a pas manqué [...] Vous avez vaincu, et tout est en votre pouvoir. Si vous n'éprouvez pas le besoin ou le désir que je sois président, dites-le maintenant, et je deviendrai un soldat de plus dans la lutte antifasciste. Si, au contraire, vous me croyez quand je dis que je n'abandonnerai ce poste au fascisme victorieux que transformé en, cadavre, je pourrai peut-être, de mon nom et de mon prestige, vous servir avec mes camarades du parti.

La crainte et la rage des masses catalanes devant les empiétements de la contre-révolution étaient par conséquent des sentiments d'hommes libérés et maîtres de leur destin en danger de redevenir esclaves. Il était hors de question de se soumettre sans combattre !

Le 17 avril - au lendemain du ralliement des ministres de la C.N.T. à la Generalidad - un régiment de carabiniers arriva à Puigcerda et demanda aux patrouilles ouvrières de la C.N.T. de rendre le contrôle des douanes. Tandis que les dirigeants les plus en vue de la C.N.T. se hâtaient vers Puigcerda pour négocier une solution pacifique - c'est-à-dire pour persuader les travailleurs de céder le contrôle de la frontière - on envoyait les Gardes civiles et d'assaut à Figueras et dans d'autres villes de province pour arracher le contrôle policier aux organisations ouvrières. En même temps, à Barcelone, les gardes d'assaut procédaient au désarmement à vue des travailleurs dans les rues. Durant les dernières semaines d'avril, ils rapportèrent qu'ils en avaient désarmé trois cents de cette manière. La nuit, des

heurts se produisaient entre ouvriers et Gardes. Des camions de gardes désarmaient les travailleurs isolés. Les travailleurs usaient de représailles. Ceux qui refusaient de se soumettre étaient fusillés. En retour, des gardes étaient abattus.

Le 25 avril, Roldan Cortada, dirigeant du syndicat du P.S.U.C., fut assassiné à Molins de Llobregat. On ne sait toujours pas qui l'a tué. La C.N.T. dénonça ce meurtre et demanda une enquête. Le P.O.U.M. fit remarquer avec bon sens que Cortada avait soutenu Caballero avant la fusion et qu'il était connu pour désapprouver l'esprit de pogrom engendré par les staliniens. Mais le P.S.U.C. profita de cette occasion pour dénoncer les « agents fascistes cachés », « incontrôlables », etc. Le 27 avril, des représentants de la C.N.T. et du P.O.U.M. parurent aux funérailles de Cortada, ils y trouvèrent une manifestation des forces de la contre-révolution. Pendant trois heures et demie, « l'enterrement » - les soldats et la police du P.S.U.C. et du gouvernement, rameutés de partout et armés jusqu'aux dents - défila dans les quartiers ouvriers de Barcelone. C'était un défi, et les masses de la C.N.T. le prirent comme tel. Le jour suivant, le gouvernement envoya une expédition punitive à Molins de Llobregat qui interpella les dirigeants anarchistes locaux et les ramena menottes aux mains à Barcelone. Cette nuit-là et les suivantes, les groupes de la C.N.T. et des gardes d'assaut du P.S.U.C. se désarmèrent mutuellement dans les rues. Les premières barricades surgirent dans les quartiers ouvriers.

Les carabiniers, renforcés et rejoints par les forces locales du P.S.U.C., attaquèrent les patrouilles ouvrières à Puigcerda. Antonio Martin, maire et dirigeant de la C.N.T., populaire dans toute la Catalogne, fut tué par balles par les staliniens.

Le 1^{er} mai, la plus ancienne et la plus chère des journées ouvrières, le gouvernement interdit tout meeting et manifestation dans toute l'Espagne.

Pendant ces dernières journées d'avril, les travailleurs de Barcelone apprirent pour la première fois, dans les pages de *Solidaridad obrera*, ce qu'il était advenu de leurs camarades de Madrid et de Murcia aux mains de la G.P.U. stalinienne.

La Telefonica, principal centre téléphonique de Barcelone qui dominait sa place publique la plus affairée, avait été occupée par les troupes fascistes le 19 juillet, les gardes d'assaut envoyés par le gouvernement la leur ayant rendue. Les travailleurs de la C.N.T. avaient perdu beaucoup des leurs pour le reconquérir. Ils ne tenaient que plus à le conserver.

Depuis le 19 juillet, le centre téléphonique avait été dirigé par un comité U.G.T.-C.N.T., avec une délégation gouvernementale installée dans l'immeuble. L'équipe de travailleurs appartenait presque intégralement à la C.N.T., de même que les gardes armés qui défendaient le bâtiment contre les incursions fascistes.

Le contrôle de la Telefonica était une instance concrète de double pouvoir. La C.N.T. était en mesure d'écouter les appels gouvernementaux. Tant qu'il serait possible aux travailleurs de contrôler les contacts téléphoniques des forces gouvernementales, le bloc bourgeois-stalinien ne serait jamais maître de la Catalogne.

Le lundi 3 mai, à 3 heures de l'après-midi, trois camions de gardes d'assaut sous le commandement personnel de Salas, commissaire à l'ordre public du P.S.U.C., arrivèrent à la Telefonica ²¹. Surpris, les gardes des étages inférieurs furent désarmés. Mais une mitrailleuse empêcha les gardes d'assaut d'occuper les étages supérieurs. Salas appela des gardes en renfort. Les dirigeants anarchistes lui demandèrent de quitter l'immeuble. Il refusa. La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre aux usines et aux faubourgs ouvriers.

Deux heures après, à 17 heures, les travailleurs se précipitaient dans les centres locaux de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M., s'armaient et dressaient des barricades. Depuis les cachots de la dictature de Rivera jusqu'à aujourd'hui, la C.N.T.-F.A.I. avait toujours organisé des comités de défense locaux, avec

une tradition d'initiative locale. Ces comités de défense assurèrent la direction dans la semaine qui s'ouvrait, pour autant qu'il y en ait eu une. On ne tira presque pas la première nuit, car les travailleurs étaient incomparablement plus forts que les forces gouvernementales. Dans les faubourgs ouvriers, beaucoup de membres de la police gouvernementale, qui n'avaient pas assez d'estomac pour lutter, rendirent pacifiquement leurs armes. Loïs Orr, témoin, écrivit

« Le matin suivant (mardi 4 mai), les travailleurs armés contrôlaient la plus grande partie de Barcelone. Les anarchistes tenaient le port tout entier, et avec lui la forteresse de Montjuich, qui domine la ville et le port de ses canons; tous les faubourgs de la ville étaient entre leurs mains. Et les forces gouvernementales, à l'exception de quelques barricades isolées, étaient complètement débordées par le nombre et concentrées au centre de la ville, dans le quartier bourgeois, où elles pouvaient facilement être encerclées de tous côtés comme les rebelles le furent au 19 juillet 1936. »

Les récits de la C.N.T., du P.O.U.M. et d'autres confirment cela.

A Lerida, les gardes civils rendirent leurs armes aux travailleurs la nuit du lundi, de même qu'à Hostafranchs. Les militants du P.O.U.M. et de la C.N.T. s'emparèrent des quartiers généraux du P.S.U.C. et de l'Etat Catala à Tarragone et à Gerone en tant que « mesure préventive ». Ces premiers pas manifestes n'étaient qu'un début, car les masses catalanes s'étaient rangées, à une écrasante majorité, derrière les bannières de la C.N.T. La prise officielle de Barcelone, la constitution d'un gouvernement révolutionnaire auraient conduit, dans la nuit, au pouvoir ouvrier. Ni les dirigeants de la C.N.T. ni le P.O.U.M. ne contestent sérieusement que telle en aurait été l'issue ²².

C'est pourquoi l'aile gauche de la C.N.T. et du P.O.U.M., des sections de la Jeunesse libertaire, les Amis de Durruti et les bolcheviks-léninistes appelèrent à la prise du pouvoir par les travailleurs au travers du développement d'organes démocratiques de défense (soviets). Le 4 mai, les bolcheviks-léninistes publièrent le tract suivant, distribué sur les barricades :

« VIVE L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE!

Aucun compromis ! Désarmement de la Garde nationale républicaine et des gardes d'assaut réactionnaires. C'est le moment décisif. Plus tard il sera trop tard. Grève générale dans toutes les usines, sauf celles qui sont liées à la poursuite de la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir ouvrier peut assurer la victoire.

Armement total de la classe ouvrière

Vive l'unité d'action C.N.T.-F.A.I.-P.O.U.M. ! Vive le front révolutionnaire du prolétariat ! Comités de défense révolutionnaires dans les ateliers, les usines et les districts ! Section bolchevik--léniniste d'Espagne (pour la IVe Internationale). »

Les tracts des Amis de Durruti, qui appelaient à une « Junte révolutionnaire », au complet désarmement des gardes d'assaut et de la Garde nationale républicaine, qui saluaient le P.O.U.M. pour avoir rejoint les travailleurs sur les barricades apprécièrent la situation de la même manière que les bolcheviks-léninistes. En adhérant toutefois à la discipline de leurs organisations, et sans publier de propagande autonome, la gauche du P.O.U.M. et de la C.N.T., la Jeunesse libertaire avaient la même perspective que les bolcheviks-léninistes.

Ils avaient sans aucun doute raison. Aucun apologiste de la direction du P.O.U.M. et de la C.N.T. n'a avancé contre la prise du pouvoir un quelconque argument qui résiste à l'analyse. Aucun d'eux n'ose nier que les travailleurs auraient pu aisément prendre le pouvoir en Catalogne. Ils apportent trois arguments principaux pour défendre la capitulation : La révolution aurait été isolée, limitée à la Catalogne, et défaite de l'extérieur ; les fascistes auraient pu, dans cette conjoncture, faire irruption et vaincre ; l'Angleterre et la France auraient écrasé la révolution par une intervention directe. Examinons successivement ces trois arguments .

1) *L'isolement de la révolution* . la forme la plus plausible. la plus radicale donnée à cet argument, est fondée sur une analogie avec la « manifestation armée » de juillet 1917 à Pétrograd. « *En juillet 1917, même les bolcheviks ne décidèrent pas de prendre le pouvoir, et se limitèrent à la défensive, dirigeant les masses hors de la ligne de feu avec le moins de victimes possible.* » Curieusement, le P.O.U.M., l'I.L.P., les pivertistes ²³ et autres apologistes qui utilisent cet argument sont précisément ceux qui ont toujours rappelé aux « trotskystes sectaires » que « l'Espagne n'était pas la Russie », et que, par là même, la politique bolchevique n'était pas applicable.

L'analyse trotskyste, c'est-à-dire bolchevique, de la révolution espagnole s'est toujours fondée sur la situation concrète en Espagne. En 1931, nous avons averti que le rythme rapide des événements russes de 1917 ne se répéterait pas en Espagne. Au contraire, nous faisons alors l'analogie avec la grande Révolution française, qui, commencée en 1789, franchit une série d'étapes avant d'atteindre son point culminant en 1793. Justement parce que nous, trotskystes, ne schématisons pas les événements historiques, nous ne pouvons prendre au sérieux l'analogie avec juillet 1917 ²⁴.

A Petrograd, la manifestation armée éclata quatre mois seulement après la révolution de Février, trois mois après que les thèses d'Avril de Lénine aient fixé une perspective révolutionnaire au parti bolchevique. « *La masse écrasante de la population de ce pays gigantesque commençait tout juste à émerger des illusions de Février. Il y avait au front une armée de douze millions d'hommes qui venaient à peine d'être touchés par les premières rumeurs concernant les bolcheviks. Dans ces conditions, l'insurrection isolée du prolétariat de Petrograd aurait été inévitablement écrasée. Il fallait gagner du temps. Telles furent les circonstances qui déterminèrent la tactique des bolcheviks.* »

Par contre, en Espagne, mai 1937 survenait après six années de révolution pendant lesquelles les masses avaient acquis une expérience gigantesque dans tout le pays. Les illusions démocratiques de 1931 avaient été détruites. Nous pouvons citer le témoignage des dirigeants de la C.N.T., du P.O.U.M., de socialistes, selon lesquels les illusions démocratiques redorées du Front populaire n'eurent aucune influence sur les masses. En février 1936, elles ne votèrent pas pour le Front populaire, mais contre Gil Robles, et pour la libération des prisonniers politiques. Les masses avaient montré maintes et maintes fois qu'elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout : les nombreuses luttes armées dirigées par les anarchistes, les prises de terres pendant six ans, la révolte d'octobre 1934, la Commune des Asturies, la prise des usines et de la terre après le 19 juillet ! L'analogie avec juillet 1917 est infantile.

En 1917, douze millions de soldats russes à peine touchés par la propagande bolchevique pouvaient être envoyés contre Pétersbourg. Mais en Espagne la C.N.T. dirigeait plus d'un tiers des forces armées, un autre tiers ou presque était dirigé par l'U.G.T. dont la plupart des membres étaient socialistes de gauche ou sous leur influence. Même si l'on accorde que la révolution n'aurait pas gagné immédiatement Madrid ou Valence. Cela ne revient aucunement à affirmer que le gouvernement de Valence aurait trouvé des troupes pour écraser la république ouvrière de Catalogne ! Tout de suite après les événements de mai, les masses de l'U.G.T. firent la preuve de leur hostilité déterminée à l'égard de mesures répressives contre le prolétariat catalan. C'est une des raisons pour lesquelles Caballero dut quitter le gouvernement. Elles auraient encore moins pu être utilisées contre une république ouvrière victorieuse. Même les rangs staliniens n'auraient pas fourni une telle armée massive : c'est une chose que d'amener les travailleurs et les paysans arriérés à limiter leur lutte à un combat pour une république démocratique ; c'en est une autre entièrement différente que de les amener à écraser une république ouvrière. Toute tentative du bloc bourgeois-stalinien de rassembler des forces prolétariennes n'aurait pu que précipiter l'extension de l'Etat ouvrier à toute l'Espagne loyaliste.

Nous pouvons dire plus : l'exemple de la Catalogne aurait été suivi immédiatement ailleurs. La preuve ? Le bloc stalinien-bourgeois, alors qu'il cherchait à consolider la république bourgeoise, était toutefois poussé par l'atmosphère révolutionnaire à avancer le mot d'ordre : « *Finissons-en d'abord avec Franco, nous ferons la révolution après.* » C'était un mot d'ordre habile, bien propre à faire

attendre les masses. Mais le fait même que la contre-révolution ait eu besoin de ce mot d'ordre démontre qu'elle fondait ses espoirs de victoire sur la révolution, non sur l'accord des masses, mais sur leur tolérance impatiente. Grinçant des dents, les masses disaient : « *Nous devons attendre d'en finir avec Franco, puis nous en finirons avec la bourgeoisie et ses laquais.* » Ce sentiment sans aucun doute, rarement répandu se serait évanoui devant l'exemple de la révolution catalane, celle-ci aurait mis un terme à ce : « *Nous devons attendre.* »

L'exemple de la Catalogne n'aurait pas touché la seule Espagne loyaliste. Car une Espagne ouvrière se serait lancée dans une guerre révolutionnaire contre le fascisme qui aurait désintégré les rangs franquistes, par les armes politiques plus que par les armes militaires. Toutes les armes politiques contre le fascisme dont le Front populaire n'avait pas autorisé l'utilisation, et dont seule une république ouvrière pouvait user, auraient été désormais dirigées contre Franco. Peu après le 19 juillet, Trotsky écrivait :

« Comme chacun sait, une guerre civile ne se mène pas seulement avec des armes militaires, mais aussi avec des armes politiques. D'un point de vue strictement militaire, la révolution espagnole est beaucoup plus faible que son ennemi. Sa force réside dans sa capacité à jeter les larges masses dans l'action. Elle peut même arracher l'armée [de Franco] à ses officiers réactionnaires. Pour ce faire, le programme de la révolution socialiste.

Il faut proclamer qu'à partir de maintenant, la terre, les usines, les ateliers passeront des capitalistes aux mains du peuple. Il faut se diriger immédiatement vers la réalisation de ce programme dans les provinces où les travailleurs sont au pouvoir. L'armée fasciste ne pourrait pas résister à l'influence d'un tel programme. Les soldats lieraient les pieds et les mains de leurs officiers et les livreraient aux quartiers généraux des milices ouvrières. les plus proches. Mais les ministres bourgeois ne peuvent accepter un tel programme. En freinant la révolution sociale, ils poussent les ouvriers et les paysans à répandre dix fois plus de leur propre sang qu'il n'en faut dans la guerre civile. »

La thèse de Trotsky ne s'est avérée que trop vraie. Craignant la révolution plus que Franco, le gouvernement de Front populaire ne fit aucune propagande en direction des paysans des forces franquistes, et derrière leurs lignes. Le gouvernement refusa absolument de promettre la terre à ces paysans, et cette promesse n'aurait eu aucun impact tant que le gouvernement n'aurait pas décrété effectivement la remise des terres aux comités paysans dans ses propres zones, à partir desquelles les nouvelles se seraient répandues, par des milliers de canaux, jusqu'aux paysans du reste de l'Espagne. Craignant la révolution plus que Franco, le gouvernement avait rejeté tout projet (y compris celui d'Abd El Krim et d'autres Maures) de provoquer la révolution au Maroc par une déclaration d'indépendance. Craignant la révolution plus que Franco, le gouvernement appela le prolétariat international à pousser

« ses » Gouvernements à aider l'Espagne - mais il ne fit jamais directement appel au prolétariat international en dépit et contre ses gouvernements.

Nous ne sommes pas des doctrinaires. Nous ne proclamons pas la révolution tous les ' jours. Nous jugeons à partir de notre analyse concrète de la situation espagnole en mai 1937 : si la république ouvrière avait été instaurée en Catalogne, elle n'aurait pas été isolée ou écrasée. Elle se serait rapidement étendue au reste de l'Espagne.

2. Les fascistes seraient immédiatement intervenus. La deuxième justification de l'inopportunité de la prise du pouvoir en Catalogne recoupe la première, dans la mesure où elle nie implicitement l'impact de la prise du pouvoir sur les forces franquistes ²⁵.

Admettant qu'une révolution prolétarienne en mai se soit étendue dans toute l'Espagne loyaliste, les dirigeants de la C.N.T. expliquent :

« Il est évident que, si nous l'avions voulu, le mouvement de défense se serait transformé en un

mouvement purement libertaire. C'est très bien, mais... les fascistes auraient sans aucun doute profité des circonstances pour briser toutes les lignes de résistance . » (Garcia Olivier²⁶).

Bien qu'il traite ostensiblement de la situation spécifique de la Catalogne en mai, ce raisonnement est, en fait, beaucoup plus fondamental : « *C'est un argument contre la prise du pouvoir par la classe ouvrière au cours de la guerre civile.* » C'était également la ligne du P.O.U.M. Son comité central soutint que, dans le cas où le gouvernement refuserait de signer son propre arrêt de mort en convoquant une assemblée constituante (congrès de délégués des soldats, des paysans et des délégués syndicaux), ce serait une erreur que de lui arracher le pouvoir par la force :

« Il [le P.O.U.M.] croyait que les ouvriers protesteraient à temps contre la contre-révolution à laquelle le gouvernement procédait, et que la revendication d'une telle assemblée constituante deviendrait si forte que le gouvernement serait obligé de se soumettre. Il soutenait qu'une insurrection serait erronée et peu opportune tant que les fascistes ne seraient pas défaits, et même sur la question de déclencher ou non l'insurrection à ce moment là, les opinions divergeaient en son sein ²⁷. »

En d'autres termes, la C.N.T. et le P.O.U.M. appelaient au socialisme par le biais du gouvernement. Mais si le gouvernement ne donnait pas son accord, alors il fallait attendre au moins jusqu'à la fin de la guerre. Cela revenait en pratique à s'adapter de façon camouflée au mot d'ordre bourgeois-stalinien : « Finissons-en avec Franco, nous ferons la révolution après. »

La tactique du P.O.U.M. et de la C.N.T. - attendre d'en avoir fini avec Franco - signifiait concrètement la condamnation de la révolution. Car, comme nous l'avons déjà fait remarquer, le mot d'ordre bourgeois-stalinien d'« attente » était destiné à neutraliser les masses jusqu'à ce que l'Etat bourgeois soit rétabli. Pour cette raison précise, le bloc bourgeois stalinien et ses alliés anglo-français n'avaient pas l'intention d'en finir avec Franco, ou (plus vraisemblablement) de faire la paix avec lui, tant que la contre-révolution n'avait pas consolidé son pouvoir en Espagne loyaliste.

Nous avons commenté l'incapacité du Front populaire et de son Gouvernement à faire de la propagande révolutionnaire pour désintégrer les forces franquistes. Mais le gouvernement ne réussit pas plus à combattre Franco avec succès sur le plan militaire. Plus précisément, dans la guerre civile, il n'y a pas de séparation entre tâches politiques et tâches militaires. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement concentrait d'énormes forces de soldats d'élite et de police dans les villes, détournant par là même des hommes et des armes nécessaires au front. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement poursuivait une stratégie de guerre dilatoire, qui ne pouvait donner aucun résultat décisif, tant qu'il procédait à la contre-révolution. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement était en train de subordonner les travailleurs basques et asturiens au commandement de la bourgeoisie basque traître qui allait bientôt capituler sur le front Nord. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le Gouvernement était en train de saboter directement les fronts de l'Aragon et du Levant tenus par la C.N.T. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement donnait aux agents fascistes (Asensio, Villalba, etc.) la possibilité de livrer des forteresses loyalistes à Franco (Badajoz, Irun, Malaga ²⁸).

La contre-révolution portait des coups terribles au moral des troupes antifascistes. « Pourquoi mourrions-nous en combattant Franco quand nos camarades sont fusillés par le gouvernement ? » Cet état d'esprit si dommageable à la lutte contre le fascisme prédominait après la journée de mai et était très difficile à combattre.

De ce fait, par tous ces moyens, la politique gouvernementale facilitait les incursions militaires de Franco. L'instauration d'une république ouvrière aurait mis fin à la tromperie, au sabotage, à la démoralisation. Dotée de l'instrument de la planification étatique, la république ouvrière aurait pu utiliser comme aucun régime capitaliste l'intégralité des ressources matérielles et morales de l'Espagne loyaliste.

Loin de permettre aux troupes fascistes de percer, seul le pouvoir ouvrier pouvait conduire à la victoire sur Franco.

3. *La menace d'intervention* : La C.N.T. se réfère confusément aux navires de guerre anglais et français apparus dans le port le 3 mai, et à des plans de débarquement de troupes anglo-françaises. « Dans l'éventualité d'un triomphe du communisme libertaire, il aurait été écrasé un peu plus tard par l'intervention des puissances capitalistes et démocratiques. » (Garcia Oliver.)

Les références de la C.N.T. à des navires de guerre précis, à un complot précis, obscurcit délibérément le caractère fondamental du problème. *Toute révolution sociale doit affronter le danger de l'intervention capitaliste.* La révolution russe dut survivre tant à la guerre civile financée par les capitalistes qu'à l'intervention impérialiste directe. La révolution hongroise fut écrasée par l'intervention aussi bien que par ses propres erreurs. Néanmoins, quand les sociaux-démocrates allemands et autrichiens justifiaient la stabilisation de leurs républiques bourgeoises par le fait que les puissances alliées pourraient intervenir contre les Etats socialistes, les socialistes révolutionnaires et les communistes du monde entier - comme les anarchistes - dénoncèrent les Kautsky et les Bauer comme des traîtres, et ils eurent raison.

Le prolétariat autrichien et allemand, disaient alors les révolutionnaires, doit compter avec la possibilité d'une défaite due à l'intervention anglo-française, parce que les révolutions courent toujours ce danger, mais attendre le moment hypothétique où les Alliés seraient trop préoccupés pour intervenir, c'était manquer la conjoncture favorable à la révolution. Mais les sociaux-démocrates l'emportèrent... et finirent dans les camps de concentration de Hitler et Schuschnigg.

Ni les cercles de la C.N.T. ni ceux du P.O.U.M. n'osèrent avancer qu'il existait une quelconque situation conjoncturelle spécifique qui rendait en mai 1937 l'intervention capitaliste plus menaçante qu'à un autre moment. Les défenseurs de cette thèse se réfèrent simplement au danger d'intervention, sans y ajouter d'analyse spécifique. Nous posons la question l'intervention était-elle plus dangereuse en mai 1937 qu'au moment de la révolution d'avril 1931 par exemple ? En mai 1937, les travailleurs avaient tous les avantages. En 1931, le prolétariat européen était prostré au fond du puits de la crise mondiale. Les travailleurs allemands n'avaient pas encore été livrés à Hitler par leurs dirigeants - sans combat - mais le prolétariat français était aussi assoupi que s'il était accablé par un dictateur. La situation en France, pays limitrophe, est décisive pour l'Espagne. Et, en mai 1937, le prolétariat français entamait la deuxième année du soulèvement ouvert par les grèves révolutionnaires de juin 1936. Il est inconcevable que les millions de travailleurs socialistes et communistes de France, déjà irrités par la neutralité, et maintenus dans cette ligne avec les plus grandes difficultés, par leurs dirigeants, aient permis l'intervention capitaliste en Espagne, qu'elle soit le fait de la bourgeoisie française ou d'une autre. La transformation de la lutte en Espagne, de combat pour la sauvegarde d'une république bourgeoise, en combat pour la révolution socialiste, aurait enflammé les prolétariats français, belge et anglais, bien plus que ne le fit la révolution russe, car cette fois la révolution aurait été à leur porte.

Face à un prolétariat vigilant, qu'aurait pu faire la bourgeoisie ? La bourgeoisie française aurait ouvert ses frontières à l'Espagne, non pour l'intervention mais pour le commerce, permettant au nouveau régime de s'assurer des marchandises - ou bien elle aurait eu à affronter immédiatement la révolution chez elle. La république ouvrière espagnole n'aurait pas, comme le firent Caballero et Negrin, aidé et encouragé la « non-intervention ». L'Angleterre, indissolublement liée au sort de la France, n'aurait pas pu intervenir, non seulement à cause du poids de la France, mais aussi à cause du poids de sa propre classe ouvrière, pour laquelle la révolution ibérique aurait ouvert une nouvelle époque. Le Portugal aurait dû immédiatement faire face à la révolution. L'Allemagne et l'Italie auraient, bien entendu, cherché à augmenter leur aide à Franco. Mais la politique anglo-française aurait toujours été : ni une Espagne socialiste, ni une Espagne tenue par Hitler ou Mussolini. En voulant jouer indistinctement sur les deux tableaux, l'impérialisme anglo-français aurait été contraint de restreindre l'intervention italo-

allemande dans les limites qui puissent empêcher l'axe Rome-Berlin de dominer la Méditerranée.

Moins que tout autre, nous avons à apprendre que toutes les puissances capitalistes ont comme commun intérêt, et cherchent toutes la destruction de toute menace de révolution sociale. Il est néanmoins clair que les deux facteurs qui sauvèrent la révolution russe de l'anéantissement par l'intervention auraient joué en mai 1937 : en 1917, le prolétariat mondial, inspiré par la révolution, imposa l'arrêt de l'intervention, tandis que les impérialistes ne pouvaient pas oublier suffisamment leurs divergences pour ne pas s'unir autour d'un plan unique d'anéantissement de la république ouvrière. Le prolétariat européen étant à nouveau mobilisé, c'est à leurs risques et périls que les impérialistes auraient cherché à éteindre l'incendie espagnol.

Oui nous invoquons par-dessus tout l'aide du prolétariat mondial Vous, les staliniens pour qui les masses ne sont désormais rien d'autre que des carcasses que vous offrez en sacrifice sur l'autel de l'alliance avec les impérialistes démocratiques; vous les bureaucrates dont le mépris des masses, sur le dos desquelles vous vous dressez, vous fait oublier que ces mêmes masses, qui vous servent encore de capital moral et matériel, et qui s'amenuise sous votre gestion incompétente, ont conduit victorieusement la révolution d'Octobre et la guerre civile! Nous savons que vous n'aimez pas que l'on vous rappelle qu'en 1919-1922, le prolétariat mondial a sauvé l'Union soviétique des impérialistes. Les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière sont une chose que vous en êtes venus à haïr et à craindre, car ils menacent vos privilèges.

Ce sont les staliniens qui croient à la possibilité d'une coexistence pacifique des Etats capitalistes et ouvriers, pas nous. Il est certain que l'Europe capitaliste ne supporterait pas indéfiniment l'existence d'une Espagne socialiste. Mais la conjoncture spécifique de mai 1937 était assez favorable pour permettre à une Espagne ouvrière d'installer son régime intérieur et de *se préparer à résister à l'impérialisme en étendant la révolution à la France et à la Belgique, puis de mener une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne et l'Italie, dans des conditions qui auraient précipité la révolution dans les pays fascistes*. C'est la seule perspective révolutionnaire en Europe, dans cette période qui précède la prochaine guerre, que la révolution commence en France ou en Espagne. Qui ne l'accepte pas rejette la révolution socialiste.

Les risques ? « *Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire si l'on ne devait engager la lutte qu'avec « des chances infailliblement favorables* » écrivait Marx pendant que la Commune vivait encore. Clairvoyant, il voyait :

« le " hasard " malheureux et décisif (. . .) dans la présence des Prussiens en France et dans leurs positions si près de Paris.

Les travailleurs parisiens devant l'alternative ou de relever le défi ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière serait un malheur bien plus grand que la perte d'un nombre quelconque de " chefs ". Grâce au combat livré à Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et l'Etat capitaliste est entrée dans une nouvelle phase.

Quelle qu'en soit l'issue, nous avons obtenu un nouveau point de départ d'une importance historique universelle. »(Lettre à Kugelman, du 17 avril 1871, éd. Anthropos.)

Berneri avait raison. Ecrasée entre les Prussiens-franquistes et Versailles-Valence, la Commune de Catalogne aurait pu faire jaillir une flamme embrasant le monde. Et dans des conditions incomparablement plus favorables que celles de la Commune !

Nous avons tenté d'analyser le plus sérieusement possible les raisons que la direction centriste a données pour ne pas engager une lutte pour le pouvoir contre la contre-révolution. Comme ils ne sont pas des réformistes invétérés, mais des centristes, ils sont tentés de justifier leur capitulation en faisant référence à la situation « spéciale », « spécifique », de l'Espagne de mai 1937, mais sans donner de

détails précis. A l'examen, nous avons trouvé que, comme toujours dans le cas d'alibis de ce type, les références à la situation spécifique sont dénuées de sens et cachent un retrait fondamental par rapport à la voie révolutionnaire. Ce ne sont pas des erreurs de fait, mais des divergences de principe qui, d'un point de vue mondial et de classe, séparent les révolutionnaires tant des dirigeants réformistes que des centristes.

Le mardi 4 mai au matin, les travailleurs armés des barricades qui recouvraient Barcelone se sentirent à nouveau, comme le 19 juillet, les maîtres de leur monde. Comme le 19 juillet, les éléments bourgeois et petits-bourgeois terrifiés se cachaient dans leurs maisons. Les syndicalistes dirigés par le P.S.U.C. restaient passifs. Seule, une fraction de la police, les gardes armés du P.S.U.C. et les voyous armés d'Estat Catala se tenaient sur les barricades gouvernementales qui se limitaient au centre de la ville, entourées par les travailleurs en armes. Le premier discours radiodiffusé de Companys, une déclaration selon laquelle la Generalidad n'était pas responsable de la provocation de la Telefonica, indique l'état de la situation. Chaque faubourg de la ville, sous la direction des comités de défense locaux aidés par les groupes du P.O.U.M., de la F.A.I. et de la Jeunesse libertaire, était fermement contrôlé par les travailleurs. Il n'y eut pour ainsi dire aucun coup de feu lundi soir tant la domination ouvrière était totale. Tout ce qui manquait aux travailleurs pour instaurer leur pouvoir, c'était la coordination et l'action commune sous la direction du centre... Au centre, la Casa C.N.T., les dirigeants interdirent toute action et ordonnèrent aux travailleurs de quitter les barricades 29.

Les dirigeants de la C.N.T. ne s'intéressaient pas à l'organisation des masses armées. Ils étaient occupés par une négociation interminable avec le gouvernement. C'était un jeu qui convenait parfaitement à ce dernier : retenir les masses sans direction derrière les barricades, en les berçant de l'espoir que l'on trouverait une solution décente. La réunion au palais de la Generalidad traîna jusqu'à 6 heures du matin. Ainsi, les forces gouvernementales gagnèrent assez d'espace vital pour fortifier les bâtiments gouvernementaux, et, à l'instar des fascistes en juillet, elles occupèrent les tours de la cathédrale.

Le mardi matin à 11 heures, les dirigeants se rencontrèrent, non pour organiser la défense, mais pour élire un nouveau comité pour négocier avec le gouvernement. Alors Companys trouva un nouveau truc : Bien sur, nous pouvons en arriver à un accord à l'amiable, nous sommes tous des antifascistes, etc., etc., disaient Companys et le Premier ministre Taradellas. - Mais nous ne pouvons pas engager de négociations tant que les rues ne sont pas désertées par les hommes armés. Sur quoi le comité régional de la C.N.T. passa le mardi avec un micro, appelant les travailleurs à quitter les barricades. *« Nous vous appelons à baisser vos armes. Pensez à notre grand but, commun à tous... L'unité avant tout. Déposez vos armes. Un seul mot d'ordre : Nous devons travailler à abattre le fascisme ! »* Solidaridad obrera eut l'audace de paraître, avec, en page 8, la relation de l'attaque du lundi contre la Telefonica, sans mentionner l'édification des barricades, ne donnant d'autres directives que « restez calmes » afin de ne pas alarmer les miliciens du front auxquels parvenaient des centaines de milliers d'exemplaires du journal. A 5 heures, des délégations du Comité national de l'U.G.T. et de la C.N.T. arrivèrent de Valence et publièrent en commun un appel au « peuple » pour qu'il dépose les armes. Vasquez, secrétaire national de la C.N.T., se joignit à Companys dans l'appel radiodiffusé. On passa la nuit en nouvelles négociations (le Gouvernement était toujours prêt à passer un accord incluant l'abandon des barricades par les travailleurs !) dont sortit un accord pour un cabinet provisoire de quatre membres, appartenant à la C.N.T., au P.S.U.C., à l'Union paysanne et à l'Esquerra. Les négociations furent ponctuées d'appels aux dirigeants de la C.N.T. qui avaient de l'autorité, les invitant à se rendre sur les points où les travailleurs menaient l'offensive. C'est ainsi qu'à Coll Blanch, il fallait persuader ceux-ci de ne pas occuper les casernes. Tandis que d'autres appels arrivaient - des quartiers généraux des ouvriers du cuir, de l'Union médicale, du centre local de la Jeunesse libertaire, qui demandait du renfort au Comité régional, parce que la police attaquait...

Mercredi : Ni les nombreux appels à la radio, ni l'appel commun de l'U.G.T.-C.N.T., ni l'établissement d'un nouveau cabinet n'avaient arraché les travailleurs aux barricades. Sur les barricades, les travailleurs anarchistes déchiraient *Solidaridad obrera* et brandissaient les poings et les fusils vers les radios quand Montseny - rappelée de toute urgence de Valence après l'échec de Vasquez et de Garcia Oliver - les exhortait à la dispersion. Les comités de défense locaux transmirent à la Casa C.N.T. que les travailleurs ne se rendraient pas sans conditions. Très bien, donnons-leur des conditions. La C.N.T. fit parvenir par radio les propositions qu'elle faisait au Gouvernement : que les hostilités cessent, que chaque parti reste sur ses positions, que la police et les civils qui combattaient aux côtés de la C.N.T. (sans en être membres) s'en retirent complètement, que les comités responsables soient avertis dès que le pacte est rompu quelque part, que l'on ne réponde pas aux coups de feu isolés, que les défenseurs des locaux syndicaux restent passifs et attendent d'autres informations. Le gouvernement annonça bientôt son accord avec la C.N.T. Et comment pourrait-il en être autrement? Le seul objectif du gouvernement était de mettre fin au combat des masses, pour mieux briser leur résistance, définitivement. De surcroît, « l'accord » n'engageait en rien le gouvernement. Le contrôle de la Telefonica, le désarmement des masses n'étaient pas mentionnés - et ce, non par hasard. L'accord fut suivi dans la nuit d'ordres de reprise du travail venant des centres locaux de la C.N.T. et de l'U.G.T. (cette dernière, il faut s'en souvenir, étant contrôlée par les staliniens). « Les organisations et les partis antifascistes réunis en session au palais de la Generalidad ont résolu le conflit qui a créé cette situation anormale », déclarait le manifeste commun. « *Ces événements nous ont appris que nous devons désormais établir des relations de cordialité et de camaraderie, dont nous avons beaucoup regretté l'absence ces derniers jours.* » Cependant, comme l'admettait Souchy, les barricades restèrent toutes en place dans la nuit de mercredi. Mais le jeudi matin, le P.O.U.M. ordonna à ses membres de quitter les barricades qui, pour la plupart, étaient encore sous le feu. Le mardi, le manifeste des Amis de Durruti, jusqu'alors assez froid avec le P.O.U.M., avait salué sa présence sur les barricades, présence qui démontrait qu'il s'agissait là d'une « force révolutionnaire », *La Batalla* du mardi était restée dans les limites de la théorie selon laquelle il ne devait pas y avoir de renversement insurrectionnel du gouvernement pendant la guerre civile, mais elle avait appelé à la défense des barricades, à la démission de Salas et Ayguadé, à l'abrogation des décrets de dissolution des patrouilles ouvrières. Si limité que fut ce programme, il contrastait tellement avec l'appel du Comité régional de la C.N.T. à désertir les barricades que le prestige du P.O.U.M. s'accrut très fort dans les masses anarchistes. Le P.O.U.M. avait là une occasion sans précédent de prendre la tête du mouvement.

Au lieu de cela, la direction du P.O.U.M. s'en remit une fois de plus à celle de la C.N.T. : elle ne fit pas de propositions publiques d'action commune avec la C.N.T., propositions qui auraient doté la rébellion embryonnaire d'un ensemble de revendications auxquelles devait accéder sa directive en toute une année, le P.O.U.M., d'une déférence servile à l'égard des dirigeants de la C.N.T., n'avait pas fait une seule proposition présentant un net caractère de front uni. Mais elle proposa une conférence en coulisses avec le Comité régional de la C.N.T. Quelles que fussent les propositions du P.O.U.M., elles étaient rejetées - Vous n'êtes pas d'accord ? alors n'en parlons plus Et le matin suivant (5 mai) *la Batalla* n'eut pas un mot à dire sur les propositions que le P.O.U.M. fit à la C.N.T., sur le comportement timoré des dirigeants de la C.N.T., de leur refus d'organiser la défense, etc.³⁰. Au lieu de cela : « le prolétariat de Barcelone a remporté une victoire partielle sur la contre-révolution ». Et 24 heures plus tard, « la provocation contre-révolutionnaire ayant été repoussée, il faut quitter la rue. Travailleurs, retournez aux usines » (*la Batalla*, 6 mai). Les masses avaient réclamé la victoire sur la contre-révolution. Les bureaucrates de la C.N.T. avaient refusé le combat. Les centristes du P.O.U.M. avaient ainsi lancé un pont sur le gouffre qui séparait les masses des bureaucrates, en assurant celles-ci que la victoire était d'ores et déjà acquise.

Le mercredi, les Amis de Durruti avaient couru au front, appelant les travailleurs de la C.N.T. à ne pas tenir compte des ordres de désertion de la Casa C.N.T. et à continuer la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Ils avaient chaleureusement accueilli la collaboration du P.O.U.M. Les masses restaient sur les barricades. Le P.O.U.M., qui comptait au moins 30 000 travailleurs en Catalogne, pouvait faire pencher la balance dans n'importe quel sens. Sa direction la poussa vers la capitulation.

Coup plus terrible encore contre les travailleurs en lutte le Comité régional de la C.N.T. dénonça à toute la presse y compris la presse stalinienne et bourgeoise - les Amis de Durruti comme des « agents provocateurs » (en français dans le texte) ; ce qui, naturellement, fut publié partout en première page le jeudi matin. La presse du P.O.U.M. ne défendit pas les anarchistes de l'aile gauche contre cette calomnie répugnante.

Le jeudi fut rempli d'exemples de « victoires » au nom desquelles le P.O.U.M. appela les travailleurs à quitter les barricades.

Au matin, on trouva le corps brisé de Camillo Berneri là où les gardes du P.S.U.C., qui avaient enlevé cet homme fragile chez lui, la nuit précédente, l'avaient abandonné. Berneri, chef spirituel de l'anarchisme italien depuis la mort de Malatesta, chef de la révolte d'Ancône en 1914, échappé des griffes de Mussolini, avait combattu les réformistes (les dirigeants de la C.N.T. compris) dans *Guerra di Classe*, son journal très influent. Il avait caractérisé la politique stalinienne en trois mots « cela pue Noske ». Il avait défié Moscou par des mots retentissants : « *Ecrasée entre les Prussiens et Versailles, la Commune de Paris avait allumé un incendie qui enflamma le monde. Que le général Gode de Moscou s'en souvienne.* » Il avait déclaré aux masses de la C.N.T. : « *Le dilemme : guerre ou révolution n'a plus aucune signification. Le seul dilemme, c'est : la victoire sur Franco, grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.* » Son identification des staliniens à Noske était terriblement juste. Les staliniens-démocrates ont assassiné Camillo Berneri comme Noske, le social-démocrate, avait enlevé et assassiné Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Honneur à notre camarade Camillo Berneri. Souvenons nous de lui avec l'amour que nous portons à Karl et à Rosa. En écrivant, camarades, je ne peux m'empêcher de pleurer, de pleurer Camillo Berneri. La liste de nos martyrs est aussi longue que la vie de la classe ouvrière. Heureux ceux qui tombent en combattant l'ennemi de classe, qui tombent en pleine lutte au milieu de leurs camarades. Il est bien plus terrible de mourir seul du poignard de ceux qui se disent socialistes ou communistes, comme Karl et Rosa, comme nos camarades qui meurent dans les chambres d'exécution de l'exil sibérien. Le supplice de Camillo Berneri fut spécial. Il mourut entre les mains de « marxistes-léninistes staliniens », tandis que ses amis les plus proches, Montseny, Garcia Oliver, Peiro, Vasquez, abandonnaient le prolétariat de Barcelone à ses bourreaux. *Le jeudi 6 mai 1937.* Gardons ce jour en mémoire.

Les dirigeants anarchistes et gouvernementaux étaient allés à Lerida le mercredi pour arrêter une force spéciale de 500 membres du P.O.U.M. et de la C.N.T. qui se hâtaient depuis Huesca, pourvus d'artillerie légère. Les représentants de Valence et de la Generalidad avaient promis que si les troupes ouvrières n'avançaient pas, le gouvernement ne tenterait pas d'envoyer des troupes supplémentaires à Barcelone. Les troupes ouvrières s'étaient arrêtées, grâce à cette promesse et aux exhortations des dirigeants anarchistes. Cependant, le jeudi, on reçut des appels téléphoniques de militants de la C.N.T. des villes qui sont sur la route de Valence à Barcelone : « *5 000 gardes d'assaut sont en route. Devons-nous les arrêter ?* » demandèrent les travailleurs de la C.N.T. Leurs Dirigeants leur ordonnèrent de laisser passer les gardes, ne dirent rien aux troupes ouvrières qui attendaient à Lerida, et turent la nouvelle de la venue des gardes.

Le jeudi à 3 heures, la Casa C.N.T. ordonna à ses gardes d'évacuer la Telefonica. Le gouvernement et la C.N.T. avaient passé un accord : chaque partie devait retirer ses forces armées. Dès que les gardes de la C.N.T. furent partis, la police occupa le bâtiment tout entier, et fit entrer des partisans du gouvernement pour accomplir le travail technique exécuté auparavant par des travailleurs de la C.N.T. La C.N.T. s'en plaignit au gouvernement qui n'avait pas tenu sa promesse. La Generalidad répondit : On ne peut

pas revenir sur le « fait accompli » (en français dans le texte). Souchy, le porte-parole de la C.N.T., admit que « *si les travailleurs des districts extérieurs avaient été immédiatement informés du cours des événements, ils auraient certainement insisté pour que des mesures plus fermes soient prises, et seraient retournés à l'attaque* ». Ainsi, les dirigeants anarchistes ultra-démocratiques avaient tout simplement censuré les nouvelles !

Sous les ordres de la Casa C.N.T., les employés du téléphone avaient transmis tous les appels pendant les combats révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Alors que, dès que le gouvernement eut pris la place, les locaux de la C.N.T. et de la F.A.I. furent coupés du centre.

Dans les rues que les travailleurs devaient emprunter pour retourner au travail, la police et les gardes du P.S.U.C. fouillaient les passants, déchiraient les cartes de la C.N.T. et arrêtaient ses militants.

A 4 heures, la gare principale de Barcelone, qui était aux mains de la C.N.T. depuis le 19 juillet, fut attaquée par le P.S.U.C. et les gardes d'assaut, avec des mitrailleuses et des grenades. Les faibles forces de la C.N.T. qui la gardaient tentèrent de téléphoner pour obtenir du renfort... A 4 heures, le général Pozas se présenta lui-même au ministère de la Défense de la Catalogne (dont le ministre appartenait à la C.N.T.) et informa poliment les camarades ministres que le poste du ministère catalan de la Défense n'existait plus, et que les armées catalanes constituaient désormais la IV^e brigade de l'armée espagnole dont Pozas était le chef. Le cabinet de Valence avait pris cette décision sous l'autorité de décrets militaires demandant un commandement unifié, signés par les ministres de la C.N.T. Bien entendu, la C.N.T. remit le contrôle à Pozas.

Des nouvelles terribles arrivaient de Tarragone. Une imposante force de police était arrivée le mercredi matin et avait occupé le central téléphonique. Ce sur quoi, la C.N.T. avait appelé à l'inévitable conférence. Tandis que les négociations se déroulaient, les républicains et les staliniens s'armaient. Le jour suivant, ils prirent d'assaut le quartier général de la Jeunesse libertaire. Là-dessus, la C.N.T. demanda une nouvelle conférence, où on l'informa que la Generalidad avait envoyé des instructions explicites pour détruire les organisations anarchistes si elles refusaient de rendre les armes. (Il faut se rappeler que ces instructions provenaient d'un gouvernement qui comptait des ministres anarchistes.) Les représentants de la C.N.T. consentirent à rendre leurs armes, si le gouvernement libérait tous ceux qui avaient été arrêtés, remplaçait la police et les gardes du P.S.U.C. par l'armée régulière, et garantissait l'immunité pour les membres et les locaux de la C.N.T.

Bien entendu, le capitaine Barbeta, délégué du gouvernement, accepta. La C.N.T. déposa les armes et, pendant la nuit, les gardes d'assaut occupèrent ses locaux et tuèrent nombre d'anarchistes, dont Pedro Rua, l'écrivain uruguayen, venu combattre le fascisme, et qui était devenu commandant des milices. La Casa C.N.T. remarqua que c'était « renier la parole d'honneur donnée la soirée précédente par les autorités ». Pas un mot de tout cela ne fut rapporté aux masses de Barcelone, bien que la Casa C.N.T.-F.A.I. ait été très tôt au courant des événements ³¹.

Jeudi, à 18 heures, la nouvelle parvint à la Casa C.N.T. les premiers détachements de Valence, 1 500 gardes d'assaut, étaient arrivés à Tortosa, en route pour Barcelone. La Casa C.N.T. avait dit de ne pas s'y opposer, tout était arrangé, etc. Les gardes d'assaut occupèrent tous les locaux de la C.N.T.-F.A.I. et de la Jeunesse libertaire de Tortosa, arrêtaient tous ceux qu'ils trouvèrent, et en conduisirent certains, menottes aux mains, vers les prisons de Barcelone.

Les masses ne savaient rien des événements de Tarragone, de, Tortosa, de la Telefonica, de Pozas, de l'arrivée des gardes de Valence. Mais les attaques de travailleurs dans les rues, à la gare, le renouveau des combats sur les barricades, y rappelèrent beaucoup de ceux qui les avaient quittées.

Pour répondre aux événements catastrophiques du jeudi, la Casa C.N.T. « envoya une nouvelle délégation au gouvernement pour savoir ce que celui-ci avait l'intention de faire (Souchy), mais sans

attendre de le savoir, elle publia un nouveau manifeste d'apaisement : tandis que les barricades retentissaient toujours, la Casa C.N.T. déclara :

« Maintenant que nous sommes revenus à la normale, que les responsables de la révolte ont été démis de leurs responsabilités publiques, que tous les ouvriers ont repris le travail, et que Barcelone est à nouveau calme [...] la C.N.T. et la F.A.I. continuent à collaborer loyalement comme par le passé avec toutes les organisations politiques et syndicales du front antifasciste. La meilleure preuve en est que la C.N.T. continue à participer au gouvernement central, au gouvernement de la Generalidad et à toutes les municipalités. La presse de la C.N.T. a appelé au calme et a appelé la population à retourner au travail. Les nouvelles transmises par radio aux syndicats et aux comités de défense n'étaient que des appels au calme.

Une preuve supplémentaire que la C.N.T. ne voulait pas briser et n'a pas brisé le front antifasciste, c'est que lorsque le nouveau gouvernement de la Generalidad a été formé, le 5 mai, les représentants de la C.N.T. de Catalogne ont tout fait pour que sa tâche lui soit facilitée, et que le secrétaire de la C.N.T. en fasse partie. »

Les membres de la C.N.T. qui contrôlaient le conseil de Défense (ministère) de la Generalidad ordonnèrent à toutes leurs forces de n'intervenir dans le conflit ni d'un côté ni de l'autre. Et ils veillèrent à ce que leurs ordres soient exécutés.

Le comité de Défense de la C.N.T. ordonna également à chaque district de Barcelone de ne pas venir au centre répondre aux provocations. Ces ordres aussi furent suivis, puisque, effectivement, personne n'y vint.

« Jusqu'à la fin, nombreux furent ces pièges tendus à la C.N.T., mais elle resta fermement sur ses positions et ne répondit pas à la provocation.

Jeudi soir : les gardes d'assaut et du P.S.U.C. continuent leurs raids, leurs arrestations, leurs fusillades. Et [...] la Casa C.N.T.-F.A.I. envoie une nouvelle délégation au gouvernement avec de nouvelles propositions pour cesser les hostilités : tous les groupes doivent se contraindre à retirer leurs gardes armés et leurs patrouilles des barricades; relâcher tous les prisonniers; éviter les représailles. »

Des nouvelles arrivèrent de Tarragone et Reus, « où les membres du P.S.U.C. et d'Estat Catala, profitant (!) de la présence de quelques gardes d'assaut qui passaient en allant vers Barcelone, utilisèrent leur avantage passager fourni par cette occasion pour désarmer et tuer les ouvriers » (Souchy).

« La C.N.T. tenta d'obtenir du gouvernement de Barcelone et de Valence la promesse que les gardes d'assaut n'entrent pas immédiatement (!) dans la ville, mais restent hors de ses limites jusqu'à ce que la situation se soit éclaircie... Il y eut quelques sceptiques quant à l'assurance que les troupes qui arrivaient seraient loyales envers les travailleurs. » Mais ce scepticisme (quand surgit-il ?) n'avait pas été partagé par les ministres de la C.N.T. des cabinets de Catalogne et de Valence qui avaient voté pour que le gouvernement central reprenne le contrôle de l'ordre public en Catalogne. Le ministère de l'Ordre public de Catalogne avait cessé d'exister depuis le 5 mai.

Dans la nuit du 6 au 7 mai : « Les anarchistes ont proposé maintes et maintes fois de négocier, impatients de terminer le conflit. » Naturellement, le gouvernement était toujours prêt à négocier, pendant que ses forces brisaient les reins de la classe ouvrière sous le couvert de la Casa C.N.T. Les travailleurs proches des anarchistes s'étaient rassemblés pour défendre Tortosa et Tarragone. A 4 heures, le Comité provincial - la direction de la C.N.T. catalane hors de Barcelone - informa la Casa C.N.T.-F.A.I. qu'il était prêt à retenir les gardes de Valence. Non, il ne faut pas, répondit la Casa C.N.T. A 5 h 15, le gouvernement et la Casa C.N.T. passèrent un autre accord : armistice, évacuation des barricades, libération des prisonniers de part et d'autre, reprise de leurs fonctions par les patrouilles

ouvrières. Le comité régional transmet à nouveau par radio aux travailleurs : « Comme nous sommes parvenus à un accord [...] nous voulons vous informer [...] du rétablissement complet de la paix et du calme Gardez ce calme et voire présence d'esprit. »

Vendredi : Selon les ordres de la Casa C.N.T.-F.A.I., quelques travailleurs commencèrent à démolir les barricades. Mais celles des gardes d'assaut, de l'Estat Catala et du P.S.U.C. restaient intactes. Les gardes d'assaut désarmèrent systématiquement les travailleurs. Voyant que les forces gouvernementales continuaient l'offensive, les travailleurs retournèrent sur les barricades, contre la volonté de la C.N.T. comme du P.O.U.M. Mais la désillusion et le découragement gagnaient : beaucoup de travailleurs anarchistes avaient fait confiance jusqu'au bout à la C.N.T.-F.A.I., d'autres l'ayant perdue, s'étaient retournés vers la direction des travailleurs du P.O.U.M. jusqu'à ce qu'on leur ordonne de quitter les barricades. Les Amis de Durruti et les bolcheviks-léninistes furent capables de ramener les travailleurs sur les barricades les nuits de jeudi et de vendredi, mais ils n'étaient pas assez forts, pas assez implantés dans les masses pour les organiser pour une lutte de longue haleine.

Dans la nuit du vendredi, les gardes de Valence arrivèrent. Ils s'emparèrent immédiatement de la presse et de la direction des Amis de Durruti. Des groupes de gardes patrouillaient dans les rues pour intimider les travailleurs. « Le gouvernement de la Generalidad a réprimé l'insurrection avec ses propres forces », déclara Companys. Voyons, s'écrièrent les dirigeants de la C.N.T., vous savez que ça n'était pas une insurrection, vous l'avez dit. « Nous devons déraciner les incontrôlables », répondit Companys.

La promesse de libérer les prisonniers ne fut pas tenue. Au contraire, les arrestations de masse commencèrent. On avait également promis qu'il n'y aurait pas de représailles ; mais les semaines suivantes, il y en eut de brutales contre les villes et les quartiers qui avaient osé résister. Le gouvernement, naturellement, garda le contrôle de la Telefonica - ce pour quoi il s'était lancé dans la lutte. Valence détenait maintenant le contrôle de la police, qui allait vite revenir aux staliniens. Valence s'était approprié le ministère de la Défense et l'armée de Catalogne, qui allaient rapidement tomber sous le contrôle de Prieto. Les patrouilles ouvrières seraient dissoutes sans retard, avec l'application du décret de Ayguade sur l'ordre public. L'autonomie catalane avait cessé d'exister avec l'arrivée des forces armées de Valence. Ayguade, « démissionné » d'après la C.N.T., allait dans une semaine siéger à Valence en tant que représentant de la Generalidad au gouvernement central... auquel la C.N.T. participait toujours.

Après l'entrée des gardes d'assaut à Barcelone, la Batalla se plaignit : « C'est une provocation. Ils tentent de changer notre victoire en défaite par une démonstration de force. » Et de pleurnicher : « C'est le P.O.U.M. qui a conseillé d'arrêter la lutte, d'abandonner les rues, de retourner au travail. Nul ne peut douter qu'il lut de ceux qui contribuèrent le plus au retour à la normale. » La pusillanimité de l'agneau poumiste ne l'avait donc pas sauvé de la gueule du loup. Pauvres politiciens en vérité, qui ne savent pas distinguer la victoire de la défaite !

Le mardi, un membre de l'exécutif central du P.O.U.M. avait dit à Charles Orr « nous ne nous sentons pas assez forts spirituellement ou physiquement pour prendre la tête de l'organisation des masses pour la résistance ». Ainsi... ils avaient théorisé leur impuissance en « victoire », pour justifier l'arrêt de la lutte.

Supposons que le P.O.U.M. se soit mis en avant et, en dépit de la C.N.T., ait essayé de diriger les travailleurs au moins vers un réel armistice, c'est-à-dire, ait maintenu les travailleurs en armes et les entreprises prêtes à résister à une offensive ultérieure. Supposons même que cela ait échoué, et que le P.O.U.M. et les travailleurs aient été battus par la pure force des armes. « Dans le pire des cas, fit remarquer l'opposition au sein du P.O.U.M., on aurait pu organiser un comité central de défense, fondé sur la représentation des barricades. Pour cela, il aurait suffi de tenir d'abord un meeting des délégués

de chacune des barricades du P.O.U.M. et de quelques barricades de la C.N.T., et de nommer un comité central provisoire. C'est ce à quoi travaillait le comité local du P.O.U.M., le mardi après-midi. Mais il ne rencontra aucune volonté d'exécution de la part de la direction centrale. » A tout le moins, un tel organe central directement enraciné dans les masses aurait pu organiser la résistance aux raids, aux arrestations, à l'interdiction de la presse, à la mise hors la loi des Amis de Durruti et du P.O.U.M. qui suivirent.

Il est certain que l'organisation de la résistance n'aurait pas fait plus de victimes que la capitulation : 500 morts et 1 500 blessés, surtout le mardi après midi, lorsque la C.N.T. commença à se retirer ; des centaines d'autres morts ou blessés dans les « rafles » des semaines suivantes ; « l'épuration » des troupes du P.O.U.M. ou anarchistes envoyées les semaines suivantes sur la ligne de feu sans protection de l'aviation ou de l'artillerie ; l'assassinat de Nin et Mena, et d'autres dirigeants du P.O.U.M., des milliers et des dizaines de milliers de prisonniers dans la période qui suivit. La capitulation fit au moins autant de victimes que n'en auraient fait la lutte et la défaite.

L'opposition du P.O.U.M. - et elle n'était pas trotskyste n'avait que trop raison lorsqu'elle déclarait dans son bulletin du 29 mai :

« Cette retraite, ordonnée sans conditions, sans avoir obtenu le contrôle de l'ordre public, sans la garantie des patrouilles ouvrières, sans organes concrets du front uni des travailleurs, sans explications satisfaisantes à la classe ouvrière, mettant tous les éléments en lutte (révolutionnaires ou contre-révolutionnaires) dans le même sac, constitue l'une des plus grandes capitulation et trahison du mouvement ouvrier. »

La logique de fer de la politique est inexorable. Un cours erroné entraîne ses partisans dans des gouffres insoupçonnables. La direction anarchiste, déterminée à poursuivre sa politique de collaboration avec l'Etat bourgeois - il semble pourtant que ces hommes défiaient hier encore la monarchie au risque de leur vie - sacrifiait la vie et l'avenir de ses partisans de la manière la plus lâche. S'agrippant aux basques de la C.N.T., les dirigeants du P.O.U.M. chassaient les travailleurs des barricades en plein combat. Moins que tout autre, ils se seraient cru capables de tomber aussi bas une année auparavant. Des dirigeants qui ont trahi les travailleurs de telle façon sont irrévocablement perdus pour le mouvement révolutionnaire. Ils ne peuvent pas revenir en arrière, admettre leur terrible complicité. Ils sont également pitoyables, car, au lendemain de leur trahison, la bourgeoisie renforcée se dispensera de leurs services.

Rappelons aux partisans du P.O.U.M. un autre point sur lequel leur comparaison avec Pétersbourg en juillet, 1917 ne tient pas. L'échec de la « manifestation armée » fut suivi d'une chasse sauvage aux bolcheviks. Trotsky fut emprisonné, Lénine et Zinoviev durent se cacher, les journaux bolcheviques furent interdits. On cria « *les bolcheviks sont des agents de l'Allemagne* ». Toutefois, en quatre mois, les bolcheviks en arrivèrent à la révolution d'Octobre. J'écris six mois après les journées de mai, et le P.O.U.M. est toujours écrasé, mort. L'analogie ne tient pas sur ce point parce que telle est la différence : les bolcheviks s'étaient mis courageusement à la tête du mouvement de Juillet, et ils étaient devenus de ce fait la chair et le sang des masses, tandis que le P.O.U.M. leur tourna le dos, et, en retour, elles ne virent pas l'urgence de le sauver.

Le limogeage de Largo Caballero

La défaite du prolétariat catalan marqua une nouvelle étape dans le progrès de la contre-révolution. Jusqu'alors, elle s'était, développée sous le couvert de la collaboration avec les dirigeants de la C.N.T. et de l'U.G.T., et même, de septembre à décembre dans la Generalidad, avec ceux du P.O.U.M. En cela, les centristes³² avaient masqué le gouffre qui existait entre le programme ouvertement bourgeois du bloc bourgeois-stalinien et les aspirations révolutionnaires des masses. L'heure était maintenant venue pour le bloc bourgeois-stalinien de se débarrasser des centristes.

Ce processus est courant dans l'histoire récente. Quand les coups portés à la gauche ont suffisamment renforcé la droite, celle-ci peut alors se retourner contre les centristes, dont les services lui avaient été jusque-là indispensables pour écraser la gauche. La conséquence de l'écrasement des ouvriers révolutionnaires, c'est un gouvernement beaucoup plus réactionnaire que celui qui les a liquidés. Tel fut le résultat de la répression sanglante des spartakistes par Noske et Scheideman en 1919. Telles furent les suites de la « stabilisation » de l'Autriche par Renner et Bauer. C'était maintenant aux centristes espagnols de payer la note pour s'être faits les complices de l'écrasement du prolétariat catalan.

Le premier point du décret présenté par les staliniens au cabinet de Valence fut la liquidation complète du P.O.U.M. Pourquoi le P.O.U.M.? Comme tous les renégats, les staliniens comprennent mieux la dynamique du processus révolutionnaire que leurs alliés qui ont toujours été réformistes. En dépit de sa politique oscillante, le P.O.U.M. comptait dans ses rangs de nombreux révolutionnaires qui combattaient pour les intérêts du prolétariat. Même les dirigeants du P.O.U.M., s'ils n'étaient pas prêts pour la révolution, auraient été amenés à résister à la contre-révolution ouverte. Staline a compris que même ceux qui ont capitulé, les Zinoviev et Kamenev, seront dangereux le jour où les masses se rebelleront. La formule de Staline est la suivante - balayer tout foyer possible, toute figure éminente auxquels les masses puissent se rallier. Cette formule sanglante, déjà mise à exécution lors des procès d'août et de janvier à Moscou, était maintenant appliquée à l'Espagne et au P.O.U.M.

Les socialistes de gauche s'effarouchèrent. L'un de leurs journaux, *Adelante*, de Valence, disait dans son éditorial du 11 mai :

« Si le gouvernement Caballero devait appliquer les mesures de répression auxquelles la section espagnole du Komintern tente de l'inciter, il se rapprocherait d'un gouvernement type Gil Robles ou Lerroux. Cela détruirait l'unité de la classe ouvrière, et nous exposerait au danger de perdre la guerre et de briser la révolution [...] Un gouvernement composé dans sa majorité de membres du mouvement ouvrier ne peut pas utiliser les méthodes réservées aux gouvernements réactionnaires de type fasciste. »

Le cabinet se réunit le 15 mai, et Uribe, le ministre stalinien de l'Agriculture, posa brutalement la question à Caballero : était-il prêt à accepter la dissolution du P.O.U.M., la confiscation de ses stations de radio, de sa presse, de ses locaux, de ses biens, etc., et l'emprisonnement de son comité central et des comités locaux qui avaient soutenu le soulèvement de Barcelone ? Federica Montseny se réveilla suffisamment en cette occasion pour présenter un dossier qui prouvait qu'un plan avait été préparé en Espagne et à l'étranger pour étrangler la guerre et la révolution. Elle accusa Lluhi y Vallesca, Gassol (Esquerra), et Comorera (P.S.U.C.) d'avoir participé, avec un représentant basque, à une réunion à Bruxelles où il fut convenu d'éliminer les organisations révolutionnaires (P.O.U.M. et C.N.T.-F.A.T.) de manière à se préparer à mettre un terme à la guerre civile par l'intervention de « puissances amies » (France et Angleterre).

Caballero déclara qu'il ne pouvait pas présider à la répression d'autres groupes révolutionnaires, et qu'il

fallait en finir avec la fausse théorie qui voulait qu'il y ait eu en Catalogne un mouvement contre le gouvernement, et de surcroît contre-révolutionnaire ³³.

Comme les staliniens continuaient à faire pression pour imposer leurs exigences, Montseny fit apporter un paquet contenant des centaines d'écharpes ornées de l'écusson de la monarchie. Des milliers de ces écharpes avaient été trouvées entre les mains de provocateurs du P.S.U.C. et de membres de l'Estat Catala, qui devaient les déposer dans les locaux du P.O.U.M. et de la C.N.T. Les deux ministres staliniens quittèrent la réunion, la crise ministérielle avait commencé.

Caballero se tourna vers ceux qui restaient. Il voulait qu'ils définissent leurs positions. Les ministres bourgeois et ceux du groupe de Prieto se solidarisèrent avec les staliniens et sortirent. Ainsi s'acheva la dernière réunion du cabinet Caballero.

La mise hors la loi du P.O.U.M. était la première exigence de la contre-révolution, mais les staliniens la firent suivre d'autres revendications de fond, dont Caballero et les socialistes de gauche refusèrent de prendre la responsabilité.

Les frictions entre staliniens et socialistes de gauche s'étaient en effet accentuées depuis quelques mois. Une campagne insidieuse contre Caballero lui-même, avait été engagée dans la presse stalinienne depuis mars, où le flot de télégrammes adulateurs adressés au « dirigeant du peuple espagnol », par les « travailleurs de Magnitogorsk » fut fermé comme un robinet. La campagne stalinienne avait fait l'objet de commentaires dans les organes de la C.N.T. et du P.O.U.M., et de polémiques vindicatives dans la presse socialiste de gauche. Les anarchistes bafoués virent dans la campagne des staliniens la marque du péché originel de la politique : tel était la manière dont les partis politiques agissaient les uns envers les autres. Le P.O.U.M. pensa marquer des points parmi les ouvriers socialistes en accusant les staliniens de s'efforcer d'absorber les socialistes. Juan Andrade, porte-parole du P.O.U.M., fut plus clairvoyant quand il constata que Caballero résistait aux dernières implications des directives franco-anglaises. Mais la ligne principale du P.O.U.M., qui était de crier à « l'absorption: », fit perdre à celui-ci une occasion d'exploiter les conflits réels qui existaient entre Caballero et le bloc bourgeois-stalinien. Car il existait bien de réels conflits. Pas aussi fondamentaux, certes, que le conflit entre réforme et révolution, mais assez fortement importants cependant pour qu'une politique révolutionnaire intrépide puisse créer une fissure entre la masse des partisans des staliniens et ceux de Caballero, et faire prendre conscience aux travailleurs de l'U.G.T. de la signification du cours suivi par ce dernier depuis huit mois.

Les ponctions stalinienne dans les rangs des partisans de Caballero étaient un fait. C'est un phénomène assez courant dans le mouvement ouvrier que, lorsque deux organisations suivent la même politique, celle dont l'appareil est le plus fort finisse par absorber l'autre. En soutenant des vues identiques à celles des staliniens sur le Front Populaire, en voulant gagner la guerre avant de faire la révolution, en se conciliant l'opinion étrangère, en construisant une armée régulière bourgeoise, Caballero avait cessé de différer du stalinisme aux yeux des masses. L'extraordinaire renforcement de l'appareil stalinien national par les fonctionnaires et les fonds du Komintern - les Brigades internationales arrivaient avec des centaines de ces fonctionnaires qui leur étaient attachés - mettait les staliniens en position de recruter aux dépens de Caballero.

C'était tout particulièrement vrai dans la jeunesse. La Jeunesse socialiste avait été le meilleur soutien de Caballero, mais elle était sortie perdante de sa fusion avec la jeunesse stalinienne, bien que celle-ci n'ait pas compté un dixième des membres de la première. Les méthodes stalinienne habituelles de corruption - voyages à Moscou, relations d'adulation avec les organisations de jeunesse russe et française, offres de postes dans le comité central du parti, etc., avaient porté leurs fruits. Peu après la fusion, la direction de la Jeunesse socialiste était entrée au Parti communiste, et l'organisation de jeunesse « unifiée » tomba sous un contrôle rigoureusement stalinien. Les branches dissidentes furent

réorganisées, et l'aile gauche expulsée comme « trotskyste ». Caballero, qui s'était lui-même fait complice de la méthode bureaucratique de fusion, sans convocation d'un congrès de la Jeunesse socialiste sur la question, était mal placé pour protester contre ce résultat. Sous le mot d'ordre « unification de la jeune génération tout entière », la direction stalinienne se renforça en recrutant sans discrimination tous ceux qu'elle pouvait persuader de prendre une carte. Santiago Carrillo, au plenum du Comité central du Parti communiste, plaida sans aucune honte pour le recrutement de « sympathisants fascistes » dans la jeunesse. En s'appuyant sur des éléments arriérés, incluant de nombreux catholiques, les staliniens furent capables de museler pour un temps les milliers de militants de l'aile gauche qui se trouvaient encore dans l'organisation de jeunesse.

Les pertes de Caballero au profit des staliniens ne le conduisirent pourtant pas à rompre avec eux. L'absorption de ses partisans ne fit qu'augmenter son isolement et le pousser à de nouvelles concessions.

C'est seulement lorsque Caballero découvrit que les ponctions stalinienne étaient moins sérieuses qu'il ne l'avait supposé, et qu'il allait plus vraisemblablement perdre ses partisans au profit de la gauche, qu'il entra sérieusement en conflit avec les staliniens. Les deux plus grosses sections de la Jeunesse socialiste, les organisations des Asturies et de Valence, dénoncèrent la direction stalinienne centrale et refusèrent de siéger au Comité central « unifié ». Lors de la réunion des délégués de l'U.G.T. à Madrid, la liste de Caballero remporta les huit sièges alloués à l'organisation au conseil municipal, contre la liste stalinienne. Au congrès de l'U.G.T. des Asturies, le groupe Caballero obtint 8 700 voix contre 12 000 pour les staliniens. Ces indices, peu avant la crise gouvernementale, montraient que Caballero pouvait avoir la majorité dans l'U.G.T., et que dans la période à venir, il devrait plutôt satisfaire ses partisans que les staliniens.

Surtout, il y avait un pas que Caballero ne pouvait prendre la responsabilité de franchir : les dernières manoeuvres de liquidation du contrôle ouvrier dans les usines. Quoi qu'il puisse encore arriver, les masses de l'U.G.T. étaient fermement décidées ; elles n'abandonneraient jamais les usines. Le journal de l'U.G.T. de Madrid répétait : « La fin de la guerre doit être aussi celle du capitalisme. »

« Il a suffi que le peuple prenne les armes dans la lutte pour l'indépendance nationale pour que les exploiters cessent d'être les maîtres de l'ensemble des moyens de production. Des grands établissements financiers aux plus petites boutiques, tout est, en fait, entre les mains et sous la direction de la classe ouvrière [...] Quels vestiges reste-t-il de l'ancien système économique ? la révolution a éliminé tous les privilèges de la bourgeoisie et de l'aristocratie. », (Claridad, 12 mai 1937.)

De fait, *Claridad* parsemait continuellement ses pages de citations de Lénine³⁴. Il n'est guère besoin d'exemples pour montrer que ces citations servaient assez souvent de commentaires condamnant les conceptions politiques de Caballero. Alors qu'il renforçait et reconstruisait l'appareil d'Etat bourgeois, qui tenterait inévitablement d'arracher les usines aux ouvriers, on voyait apparaître des citations de *l'Etat et la révolution*. Mais, à moins d'être prêt à perdre le soutien des masses de l'U.G.T., Caballero ne pouvait pas participer lui-même à la reprise des usines aux ouvriers. Il était juste assez politicien « ouvrier » pour reconnaître que l'Etat qu'il avait lui-même reconstruit était étranger aux travailleurs, et que le mot d'ordre bourgeois stalinien « contrôle de l'Etat sur les usines » signifiait l'écrasement du pouvoir des comités.

Nous pouvons résumer ainsi les divergences fondamentales qui existaient entre Caballero, c'est-à-dire la bureaucratie de l'U.G.T., et le bloc bourgeois stalinien, Caballero voulait une république démocratique bourgeoise (avec une certaine forme de contrôle ouvrier sur la production coexistant avec la propriété privée) victorieuse sur Franco ; le bloc bourgeois-stalinien était lui prêt à accepter tout ce que l'impérialisme anglo-français proposait, c'est-à-dire, lors du renversement de Caballero, un régime bourgeois stabilisé, fondé sur une participation au régime des capitalistes et des propriétaires fonciers

ralliés à Franco, régime de forme parlementaire, mais bonapartiste de fait, car inacceptable par les masses.

Il n'existait pas de divergence trop fondamentale entre la perspective de Caballero et celle du bloc bourgeois-stalinien pour qu'ils ne puissent parcourir ensemble une distance considérable. Ils avaient marché ensemble pendant huit mois. Le 15 mai était-il le bon moment pour que les droitiens rompent avec Caballero ? Le bloc bourgeois stalinien n'aurait-il pas dû attendre quelques mois de plus, pendant lesquels l'armée et la police se seraient encore plus renforcées en tant qu'institutions bourgeoises ? N'auraient-ils pas dû laisser les ministres de la C.N.T. s'embourber de plus en plus profondément ? En chassant du cabinet les deux organisations ouvrières de masse, ne risquait-il pas de provoquer un regroupement de forces ? Les staliniens ne révélaient-ils pas trop crûment leur rôle réactionnaire en devenant le seul groupe ouvrier qui, mis à part le groupe Prieto, haï de longue date, participa au gouvernement ?

Les staliniens surestimèrent probablement leur capacité à s'assurer qu'un nombre suffisant de syndicats U.G.T. soutiendraient le nouveau cabinet afin d'occulter le fait que les syndicats dans leur ensemble étaient opposés au nouveau gouvernement. Même dans l'U.G.T. de Catalogne, bureaucratiquement contrôlée, les staliniens s'avérèrent incapables d'empêcher la plupart des syndicats les plus importants d'apporter leur soutien à Caballero. Ailleurs, ils ne gagnèrent qu'une poignée de syndicats pour sanctionner son limogeage.

Toutefois, si les staliniens avaient mal évalué leur capacité à fournir un « front » des travailleurs à Negrin, le reste de leurs calculs était indubitablement correct. Pour eux, les événements de Barcelone avaient révélé que les ministres de la C.N.T. n'étaient plus en mesure de faire régner la discipline parmi les masses qu'ils organisaient. Les combats du 3 au 8 mai avaient révélé le trou béant qui existait entre les dirigeants et la base de la C.N.T. La participation ultérieure de celle-ci au gouvernement ne représenterait qu'un faible frein à la résistance des masses, et d'autre part, elle ne pourrait qu'accélérer la rupture entre ses dirigeants et leur base. A l'avenir, les Oliver et les Montseny seraient plus utiles dans une opposition

« loyale » extérieure au gouvernement. En tant que membres de l'opposition, ils pourraient reprendre le contrôle de leurs partisans, et leur opposition serait cependant telle qu'elle ne gênerait pas excessivement le gouvernement Negrin.

Quant à l'opposition de Caballero, son caractère et sa qualité avaient déjà été testés en février-juillet 1936, du temps de son attitude « critique révolutionnaire » à l'égard du gouvernement de Front populaire, et de ses déclarations plus radicales encore du 19 juillet au 4 septembre 1936, au moment du premier cabinet de guerre. Durant ces périodes, Caballero avait canalisé le mécontentement, puis il avait lui-même rejoint le gouvernement. Si des obstacles imprévisibles surgissaient, qui mettent en danger le gouvernement, le bloc bourgeois-stalinien pourrait toujours en revenir à la position du 15 mai, les centristes ne demandaient rien de plus : « Il est impossible de gouverner sans l'U.G.T. et la C.N.T. », tel était le mot d'ordre de Caballero et des dirigeants de la C.N.T. En attendant, on pouvait prédire à coup sûr que l'opposition de Caballero ne prendrait pas la forme de la renaissance du réseau des comités ouvriers et de leur coordination en soviets, et c'est de cela seulement que le bloc bourgeois-stalinien aurait eu quelque chose de sérieux à craindre.

S'il était sans danger de laisser tomber l'U.G.T. et la C.N.T., cela offrait au bloc bourgeois-stalinien des avantages immédiats et à long terme. Ses exigences immédiates étaient les suivantes :

1) *Le contrôle total de l'armée.* Les décrets de mobilisation et de réorganisation de l'armée avaient été largement mis en pratique par Caballero, ministre de la Guerre. Les régiments formés de soldats du contingent avaient été construits entièrement sur le modèle de l'ancienne armée bourgeoise, et des officiers de l'ancienne armée, ou des diplômés triés sur le volet des écoles contrôlées par le gouvernement,

les commandaient pour la plupart. Toute tentative d'élection d'officiers par les conscrits et de formation de comités de soldats avait été anéantie. Mais les milices ouvrières qui avaient supporté le poids de la lutte pendant les six premiers mois n'avaient pas encore été toutes réorganisées. Leurs membres résistaient fièrement à tout remplacement systématique de leurs officiers, dont la plupart étaient issus de leurs propres rangs. Même sur le front de Madrid, les milices de l'U.G.T. et de la C.N.T. malgré une réorganisation partielle conservaient la plupart de leurs officiers antérieurs, et continuaient à imprimer leurs propres journaux politiques au front. Sur les fronts catalans, les milices anarchistes refusaient d'obéir aux décrets que les ministres de la C.N.T. avaient signés. Il est tout aussi important de noter que Caballero fut suffisamment alarmé après la perte de Malaga pour arrêter le général Asensio et le commandant de Malaga Villalba pour trahison, et pour épurer l'état-major de beaucoup de bourgeois amis de Prieto et des stalinien. La circonspection dont Caballero fit preuve par la suite dans la réorganisation de l'armée faisait sérieusement obstacle à leurs vues. Pour transformer brutalement les milices en régiments bourgeois commandés par des fonctionnaires bourgeois selon l'ancien code militaire, et pour éliminer de l'armée les dirigeants radicaux surgis des journées de juillet, il fallait arracher complètement celle-ci des mains de Caballero.

2) Le ministère de la Guerre fournit le meilleur prétexte pour commencer à arracher aux ouvriers le contrôle des usines.

Au nom des exigences de la guerre, il pouvait intervenir et briser le contrôle des travailleurs dans les industries les plus stratégiques : les chemins de fer et autres moyens de transport, les mines, la métallurgie, le textile, le charbon et le pétrole. En avril, les stalinien avaient déjà commencé à s'y préparer par un tir de barrage contre les industries de guerre. Malheureusement pour eux, ils avaient organisé cette campagne à un moment où l'atmosphère n'était pas encore favorable au pogrom - c'est là une faiblesse constante des campagnes menées sous les ordres des représentants du Komintern de Moscou. Dans les usines catalanes concernées, des déclarations communes de l'U.G.T. et de la C.N.T. refusèrent leurs accusations, qui furent même désavouées, nous l'avons vu, par le président Taradellas, qui, ministre des Finances, déboursa pour les usines les fonds qu'il avait reçus du Trésor de Valence. Il était clair, dès lors, que cette campagne ne pourrait pas être menée à bien de l'extérieur, et que le bloc bourgeois-stalinien avait besoin du ministère de la Guerre pour continuer à diminuer le contrôle ouvrier dans les usines.

3) Dans le cabinet Caballero, Angel Galarza, membre de son groupe, présidait le ministère de l'intérieur qui contrôlait les deux principaux corps de police (la Garde républicaine nationale et la Garde d'assaut) ainsi que la presse. Les ouvriers révolutionnaires avaient suffisamment de griefs pour dénoncer sa politique. Principalement Caballero et Galarza avaient approuvé le décret qui interdisait aux policiers de rejoindre les organisations politiques et syndicales, et cette mise en quarantaine de la police par rapport au mouvement ouvrier ne pouvait signifier, à coup sûr, que l'intention de la lancer contre lui.

Le groupe Caballero reconnaissait cependant que la répression de la C.N.T. porterait un coup fatal à sa propre base, l'U.G.T., et Caballero avait besoin de la C.N.T. pour faire contrepoids au bloc bourgeois-stalinien. Galarza avait envoyé 5000 policiers à Barcelone, mais il avait refusé d'exécuter les propositions de liquidation complète du P.O.U.M. et de représailles contre la C.N.T.-F.A.I. faites par Prieto et les stalinien. Là encore, le groupe Caballero avait forgé l'instrument qui ouvrirait les hostilités avec les travailleurs, mais il reculait au moment d'en appliquer les dernières conséquences. Une fois que Caballero et Galarza eurent poussé la Generalidad à étendre à la Catalogne le contrôle de l'ordre public par le gouvernement central pendant les combats de Barcelone, le moment fut venu de chasser Galarza, afin que les stalinien puissent s'assurer le contrôle de la police et de la presse en Catalogne et ailleurs.

4) Caballero avait résisté au programme de conciliation avec l'Eglise catholique - à mi-chemin de la

conciliation avec Franco - de Prieto et des staliniens. Colonne vertébrale de la monarchie et du Bienio Negro - les deux années noires de Lerroux-Gil Robles - les églises avaient servi de forteresses au soulèvement fasciste. Faire partie d'une organisation ouvrière en Espagne avait toujours impliqué de s'opposer à l'Eglise, le catéchisme officiel n'avait-il pas déclaré que « voter libéral » constituait un péché mortel. En juillet, les masses avaient spontanément forcé les portes de toutes les églises catholiques. On ne pouvait guère proposer mesure plus impopulaire que donner l'autorisation à l'organisation ecclésiastique d'officier librement à nouveau - au beau milieu de la guerre civile ! Qui plus est, c'était effectivement dangereux pour le mouvement antifasciste. Car avec le Vatican rallié au régime franquiste, l'Eglise servirait inévitablement d'aide à Franco. Telle était pourtant la proposition du gouvernement basque et de ses alliés, Prieto et les staliniens. Caballero avait beaucoup fait pour gagner la faveur des impérialistes anglo-français, mais c'en était trop pour lui que de permettre à l'organisation ecclésiastique d'officier librement en pleine guerre civile.

Ces causes de conflit entre Caballero et le bloc réactionnaire apparaissent clairement dans les revendications exprimées par les différents partis le 16 mai lors des visites habituelles de chaque groupe au président Azaña, pour lui exposer leurs positions sur la crise ministérielle.

Manuel Cordero, porte-parole des socialistes de Prieto, déclara pieusement que son organisation était favorable à un gouvernement incluant tous les partis, mais : « *J'ai insisté tout particulièrement sur la nécessité d'un changement absolu de politique du ministère de l'intérieur.* »,

Pedro Corminas, pour l'Esquerra Catalana, déclara « *Quelle que soit la solution que l'on adopte, il faudra le renforcer (le gouvernement) et en finir avec les difficultés d'origine personnelle, par des contacts plus importants et plus fréquents avec les Cortès de la République.* », En d'autres termes, la politique du gouvernement devrait être dictée par les résidus des Cortès élus en février 1936 sous un régime électoral qui donnait l'écrasante majorité aux partis bourgeois !

Au nom des capitalistes basques, Manuel Irujo déclara sans ambages :

« J'ai conseillé à Son Excellence un gouvernement de regroupement national, présidé par un ministre socialiste doté de la confiance des républicains (bourgeois). Puisque Caballero [...] a perdu la confiance des groupes politiques qui constituent le Front populaire, on devrait envisager de former un gouvernement qui comprendrait, à notre avis, Negrin, Prieto ou Besteiro, et auquel coopéreraient toutes les organisations politiques et syndicales qui accepteraient les principes proposés.

Pour l'instant, je me sens obligé de formuler deux revendications précises. La première concerne la nécessité de procéder au rétablissement du régime constitutionnel de liberté de conscience et de religion, avec les garanties et les restrictions que la guerre et l'ordre public requièrent. La deuxième revendication concerne la Catalogne. Les républicains catalans auraient préféré que le gouvernement de la République intervienne plus tôt et plus efficacement, pour assumer le contrôle de l'ordre public afin de soutenir la Generalidad. De surcroît, en accomplissant aujourd'hui ces tâches, je sens qu'il est du devoir inévitable du gouvernement de liquider à fond le problème qui trouble la vie catalane, en en finissant fermement avec les causes du désordre et de l'insurrection, qu'elles soient conjoncturelles ou endémiques. »

Le bloc Prieto-staliniens allait bientôt faire de ce même Irujo... le ministre de la Justice !

Salvador Quemades exigea au nom des Républicains de gauche - le propre parti d'Azaña - que le prochain cabinet « mène une politique décidée en matière d'ordre public et de reconstruction économique, et que la direction de la guerre, de la marine et des forces aériennes soit concentrée dans la même main ». Prieto était déjà ministre de la Marine et de l'Air. Cela signifiait adjoindre à ce poste le contrôle de l'armée - ce qui fut fait.

Les staliniens réclamèrent :

- a) que le président du conseil s'occupe lui-même des affaires de la Présidence exclusivement. Que le ministère de la Guerre soit dirigé séparément par un autre ministre.
- b) b) que Galarza soit éliminé du nouveau cabinet, à cause de son « indulgence dans les questions de l'ordre public ». c) que les ministres de la Guerre et de l'Intérieur soient « des gens qui jouissent du soutien de tous les partis et de toutes les organisations qui forment le gouvernement ». Ce qui signifiait que ces postes clefs, essentiels pour les plans ultérieurs du bloc Basques-Prieto-staliniens, devaient leur revenir.

La C.N.T. déclara qu'elle ne soutiendrait aucun gouvernement qui ne serait pas présidé par Caballero, également ministre de la Guerre. L'U.G.T. produisit une déclaration similaire. Le président Azaña, sachant que les cartes étaient déjà jouées, délégua Caballero pour former un gouvernement avec tous les groupes représentés. En centriste authentique, celui-ci commença par se couper lui-même l'herbe sous les pieds. Il avait déjà affaibli la C.N.T., sa principale alliée, par sa conduite lors des événements de Barcelone. Il offrait maintenant de réduire sa représentation de quatre ministères à deux, ceux de la Justice et de la Santé. Il offrit deux ministères au groupe de Prieto, mais ils devaient combiner les Finances et l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce. Pour les staliniens, les deux ministères de l'Education et du Travail. La bourgeoisie, qui n'avait obtenu aucun poste dans le précédent ministère, si ce n'est des ministères sans portefeuille, aurait ceux des Travaux publics et de la Propagande (pour les Républicains de gauche) et ceux des Communications et de la Marine marchande (pour l'Union républicaine). L'Esquerra et les nationalistes basques auraient des ministères sans portefeuille. Le gouvernement proposé par Caballero était donc clairement à droite du précédent. L'attitude conciliatrice de Caballero à l'égard de la droite ne pouvait, d'une part, que convaincre les masses de ce que l'intransigeance de cette dernière dénotait une force supérieure et, d'autre part, que lui frayer la voie vers l'assomption du pouvoir en toute impunité.

Les staliniens rejetèrent le compromis de Caballero, et refusèrent de participer à son gouvernement, si ce n'est dans les termes qu'ils avaient établis. Le groupe de Prieto s'empessa de déclarer qu'il n'y participerait pas si les staliniens s'abstenaient. Les partis bourgeois suivirent. Dès lors Caballero pouvait soit former un gouvernement U.G.T.-C.N.T., soit abandonner le pouvoir au bloc bourgeois-stalinien.

Pendant la crise ministérielle, Caballero se conduisit selon les règles traditionnelles de la politique bourgeoise, c'est-à-dire qu'il laissa les masses complètement à l'écart de cette affaire et ne fit aucune tentative pour rallier les travailleurs contre la droite ; de même la C.N.T. On sut plus tard que, le jour où le cabinet s'était effondré, il avait assuré à la C.N.T. qu'il était prêt, si nécessaire, à laisser la C.N.T. et l'U.G.T. assumer le pouvoir. Toutefois, il changea d'avis en quelques heures, du fait de l'opposition au sein de l'U.G.T.

« Pendant la crise ministérielle, l'U.G.T. joua un double jeu, déclara plus tard un manifeste de la F.A.I., les influences bourgeoise et communiste étaient si fortes au sein de cette organisation que sa fraction révolutionnaire, c'est-à-dire celle qui est disposée à travailler avec nous, fut paralysée »

[...] C'était une victoire non seulement pour le bloc bourgeois-communiste, mais aussi pour la France, l'Angleterre et la Russie qui avaient obtenu ce qu'elles voulaient. »

En d'autres termes, les anarchistes s'appuyèrent sur Caballero, qui se tourna vers l'opposition et, dans la paralysie générale des masses provoquées par leurs dirigeants, le gouvernement de droite vint au pouvoir.

A vrai dire, Caballero avait peut-être abordé la question d'un gouvernement U.G.T.-C.N.T. lors de ses nombreuses rencontres avec Azaña pendant la crise - et cela avait été refusé. Car Azaña avait le pouvoir, constitutionnellement, de rejeter les cabinets qui ne lui convenaient pas. La constitution de 1931 accorde au président des pouvoirs véritablement bonapartistes. Azaña lui-même en avait fait

l'expérience en tant que premier ministre, lorsque son cabinet fut révoqué en 1933 par le président Zamora pour faire place au gouvernement semi-fasciste de Lerroux alors qu'il détenait encore la majorité dans les Cortès. Ces pouvoirs bonapartistes n'avaient pas été supprimés le 19 juillet. Azaña s'était tranquillement retiré à la campagne en Catalogne, et n'avait pas bougé pendant la majeure partie du temps où Caballero détenait le pouvoir. Lorsqu'on avait reproché à des membres du groupe Caballero de n'avoir pas aboli la présidence au cours de ces mois, ils avaient expliqué avec condescendance que désormais la Constitution et la présidence n'existaient plus, que c'était pur formalisme que prétendre le contraire, et que, d'un autre côté, il était très utile, pour s'assurer l'aide de l'étranger, de se réclamer de la Constitution... Et on se trouvait maintenant avec le très vivant président Azaña, qui recevait avec condescendance les porte-parole des différents partis et les rapports de Caballero sur sa progression dans la constitution d'un cabinet, tandis que les républicains de gauche, parti d'Azaña, appartenaient au bloc bourgeois-stalinien... De toute manière, Caballero évita à ce bloc une controverse publique déplaisante sur les prérogatives présidentielles. Il informa Azaña qu'il n'avait pas réussi à former un cabinet, ce dernier désigna alors promptement Negrin, pour constituer un cabinet avec la bourgeoisie, Prieto et les staliniens.

XII

El gobierno de la victoria

La Pasionaria baptisa le nouveau gouvernement « Gouvernement de la victoire ». « Nous sommes décidés, dit-elle, à gagner la guerre rapidement, bien que cette victoire nous vaille une controverse avec nos camarades les plus chers. » Les staliniens lancèrent une campagne mondiale pour prouver que Caballero avait freiné la victoire, qui surviendrait maintenant.

Les annales du gouvernement Negrin prouvent toutefois que celui-ci ne détint pas le record des victoires militaires, ni même celui de tentatives sérieuses de victoires militaires, mais celui de la répression brutale des ouvriers et des paysans. Ce cours réactionnaire était dicté au gouvernement par les dirigeants anglo-français auprès desquels il cherchait du secours. *Le Temps*, porte-parole du Quai d'Orsay, indiqua la réelle signification de la crise ministérielle

« Le gouvernement de Valence a atteint le point où il doit prendre une décision. Il ne peut demeurer plus longtemps dans l'ambiguïté dans laquelle il s'est tenu jusqu'ici. Il doit choisir entre la démocratie et la dictature du prolétariat, entre l'ordre et l'anarchie », (17 mai).

Le cabinet Negrin était formé le jour suivant. *Le Temps* approuva, mais montra péremptoirement la voie que le nouveau régime devait suivre résolument :

« Il serait prématuré de conclure que Valence se dirige vers un gouvernement plus modéré, déterminé à se libérer en fin de compte du contrôle des anarcho-syndicalistes. Mais il faudra bien finir par tenter ce changement, quelle que puisse être la résistance des extrémistes. »

Des directives claires, en vérité ! Un ardent sympathisant du cours réactionnaire, le correspondant du *New York Times* Matthews, écrivait :

« Le gouvernement a l'intention de maintenir l'ordre intérieur d'une main de fer [...] Ce faisant, il espère gagner la sympathie de deux démocraties d'une grande importance pour l'Espagne, la Grande-Bretagne

et la France, et conserver le soutien de la nation qui l'a le plus aidé, la Russie. Le principal problème du gouvernement aujourd'hui est de pacifier ou d'écraser l'opposition anarchiste » (19 mai 1937).

« En un mot, le gouvernement suit en place une machinerie complètement répressive, sans tenir compte le moins du monde de l'état de la guerre, ou de la nécessité de maintenir le moral du temps de guerre », comme le disait une déclaration de la F.A.I. du 6 juillet. Le stalinien Louis Fischer écrivait dans La Nation du 17 juillet : « Les anarchistes en tant qu'éléments influents sont en voie d'élimination. Les socialistes de Caballero, s'ils persistent dans leur présente tactique, pourraient être réduits à l'illégalité d'ici trois mois. »

Dans le cabinet Caballero, Garcia Oliver, « l'anarchiste 100/100 », avait beaucoup travaillé à mettre en place des tribunaux démocratiques et à élaborer des décrets judiciaires, tandis que la contre-révolution avançait derrière lui. La Generalidad s'était servie de Nin dans le même but pendant les premiers mois de la révolution. Aujourd'hui, le gouvernement avait nommé Manuel Irujo, capitaliste basque, catholique fervent, ministre de la Justice. Qu'un tel homme ait pu obtenir ce poste signifiait que le temps des faux-semblants était révolu. En 1931, Irujo avait voté contre l'adoption de la constitution républicaine, ce document radical et athée. N'était-il donc pas précisément l'homme qu'il fallait au ministère de la Justice ?

Le premier acte d'Irujo fut de démanteler les tribunaux populaires, composés chacun d'un juge président et de quinze membres désignés par les différentes organisations antifascistes, qui avaient été mis en place après le 19 juillet 1936. Selon un décret qui stipulait que seules les organisations légales au 16 février 1936 pouvaient y participer, les membres de la F.A.I. étaient maintenant exclus des tribunaux. La F.A.I., bien entendu, avait été mise hors la loi par le *Bienio Negro*. La plupart des juges présidents avaient été des avocats de l'aile gauche. Roca, précédent sous-secrétaire du ministère, a raconté depuis comment, en septembre 1936, le ministère de la Justice avait convoqué une réunion des anciens juges et magistrats et fait appel à des volontaires pour aller établir des tribunaux dans les provinces. Personne n'avait voulu se porter volontaire. C'est qu'il aurait fallu condamner des fascistes. Les tribunaux étaient maintenant épurés des avocats de l'aile gauche, remplacés par les juges autrefois réticents qui n'auraient plus désormais à pourchasser les fascistes mais les travailleurs. Le ministère Irujo publia des bulletins *quotidiens* contenant la liste des fascistes et des réactionnaires remis en liberté.

Pendant des mois, on ignore absolument toutes réclamations à ce sujet. Finalement, après que son parti ait trahi Bilbao et Santander, *Frente Roja* du 30 août dénonça Irujo, « qui protégeait les fascistes ». « *Au moment même où les fascistes conquièrent Santander, il est d'un ridicule intolérable que l'on puisse distribuer à Valence des listes honteuses de fascistes et de réactionnaires remis en liberté et absous.* » Mais ce n'était que pour mémoire. Les ministres staliniens continuèrent à siéger avec cet homme au cabinet.

Le 23 juin, le gouvernement créa par décret des tribunaux spéciaux pour traiter des affaires de sédition. Faisaient partie des actes séditieux « la transmission d'informations militaires, diplomatiques, sanitaires, économiques, industrielles et commerciales à un Etat étranger, une organisation armée ou des individus privés », et toutes les offenses « tendant à porter atteinte au moral du public ou à la discipline militaire ». Les juges seraient nommés par le ministère de la Justice et de la Défense, ils auraient pouvoir de siéger à huis clos et d'exclure toute tierce partie. Le décret se terminait ainsi :

« Les tentatives, même avortées, de délits, de conspirations et de plans, de même que la complicité dans la protection de personnes tombant sous le coup de ce décret, seront punies comme si ces délits avaient été effectivement commis. Quiconque, coupable de tels agissements, les dénoncera aux autorités, échappera à tout châtiment. La peine de mort pourra être infligée sans que le cabinet en prenne formellement connaissance. »

La clause des aveux, la répression d'actes jamais commis, les huis-clos étaient la transcription directe

des lois staliniennes. La définition très large de la sédition faisait de toute opinion orale, écrite ou suggérée par des preuves conjoncturelles et qui pouvait être interprétée comme une critique du gouvernement, une trahison. Applicable à tout travailleur qui luttait pour de meilleures conditions de vie, aux grévistes, à n'importe quelle critique du gouvernement dans un journal, à la plupart des jugements, actes ou attitudes autres que l'adoration du régime, ce décret n'était pas seulement sans précédent dans une démocratie, mais il était plus impudent encore que la procédure juridique des Hitler et des Mussolini.'

Le 29 juillet, le ministère de la Justice annonça que l'on préparait des procès contre dix membres du Comité exécutif du P.O.U.M. en vertu de ce décret. Ces hommes avaient été arrêtés les 16 et 17 juin, avant sa publication. Ce qui signifiait que ce décret, pour couronner le tout, était une *loi rétroactive*, punissant des crimes commis avant qu'elle n'ait été élaborée. Le principe juridique le moins contesté de l'époque moderne était ainsi expressément renié.

Irujo parraina un autre décret, adopté et publié par le gouvernement le 12 août, et qui déclarait :

« Quiconque censure comme fascistes, traîtres, contre-révolutionnaires un individu donné ou un groupe d'individus sans raisons ou fondements suffisants, ou sans que l'autorité judiciaire ait prononcé sa sentence par rapport à l'accusé [...]

Quiconque dénonce un citoyen parce qu'il est prêtre ou parce qu'il administre les sacrements [...] provoque des perturbations graves et inutiles dans l'ordre public, quand il ne commet pas un acte irréparable digne d'un châtement pénal. »

Ce décret rendait non seulement illégale toute critique idéologique aiguë d'un membre quelconque du bloc gouvernemental, mais mettait également fin à la chasse aux fascistes menée par les ouvriers. Il mettait fin aussi à toute forme de surveillance de la prêtrise catholique, juste après que le Vatican ait ouvertement apporté son soutien à Franco. Les dénonciations « sans que l'autorité judiciaire ait prononcé sa sentence » ne concernaient, en fait, que les critiques de la gauche. Naturellement, les staliniens continuèrent à dénoncer le P.O.U.M. comme fasciste, bien qu'aucune sentence n'ait été rendue.

La censure de la presse se faisait selon un système qui, non seulement interdisait la libre critique, mais qui impliquait également que la censure elle-même ne soit pas connue du *peuple*. *Solidaridad obrera*, fut ainsi suspendue pendant cinq jours, le 17 août, pour avoir désobéi aux ordres des censeurs. Selon Gomez, délégué général de l'ordre public à Barcelone, « ils ne devaient pas publier de blancs » - tel était précisément l'acte de désobéissance. C'est-à-dire que les coupures du censeur qui travaillait dans l'atelier typographique même, devaient être cachées aux masses par l'insertion d'un autre matériel. Pour protester silencieusement, la presse de la C.N.T. avait laissé les places censurées en blanc.

Le 14 août, le gouvernement publia un décret qui rendait illégale toute critique du gouvernement soviétique dans la presse :

« Avec des répétitions qui laissent deviner un plan d'outrages délibérés, envers une nation exceptionnellement amie, divers journaux ont consacré à l'U.R.S.S. des articles déplacés, créant de ce fait des difficultés au gouvernement [...] Cette licence absolument condamnable ne devrait pas être autorisée par le conseil des censeurs [...] Les journaux passant outre seront suspendus pour un temps indéfini, même s'ils ont pu tromper la censure. Dans ce cas, le censeur qui lit les épreuves sera traduit devant le tribunal spécial chargé de s'occuper des crimes de sabotage. »

Les décrets de censure ne parlaient plus de la radio, car, depuis le 18 juin, des détachements de police avaient fait leur apparition dans toutes les stations de radio appartenant aux syndicats ou aux partis politiques et les avaient formées. Dorénavant, le gouvernement monopolisait les émissions de radio.

L'une des utilisations les plus extraordinaires de la censure eut lieu le 1er octobre, lorsque le bloc staliniens-Prieto fit éclater l'U.G.T. par la réunion croupion de quelques syndicats qui déclarèrent le Comité exécutif de Caballero déposé. Tandis que le nouvel Exécutif publiait librement un flot de déclarations excessives, les déclarations de celui de Caballero étaient mises en pièces, ainsi que les gros titres de la presse de la C.N.T. qui se référaient à lui comme à l'Exécutif légal. Les protestations formelles de la presse de la C.N.T. contre le gouvernement qui prenait parti ainsi dans la lutte intersyndicale restèrent sans effet.

En dépit d'exemples graves de ralliement de gardes civils et de gardes d'assaut aux fascistes pendant le siège de presque toutes les villes qu'ils avaient prises, le ministère de l'Intérieur entreprit d'épurer la police non de ses anciens éléments, mais des travailleurs que leurs organisations y avaient envoyé après le 19 juillet. On décréta des examens pour tous ceux qui étaient entrés dans le service pendant l'année. Les conseils de sécurité formés par les antifascistes dans la police pour l'épurer des éléments fascistes furent dissous. Pis, le directeur général de la police, le stalinien Gabriel Moron, ordonna à ses hommes de ne pas dénoncer les suspects fascistes qui s'y trouvaient, sous peine de révocation. (C.N.T., 1er septembre).

Tant que les conditions politiques préalables ne furent pas pleinement remplies, on avait maintenu la contre-révolution économique dans un rythme lent ; on l'accélérait maintenant. Dans l'agriculture, la marche à suivre avait été tracée par le tout premier décret, le 7 octobre 1936, qui ne faisait que confisquer les propriétés des fascistes, sans toucher le système de propriété privée de la terre, y compris le droit de posséder de vastes propriétés et d'exploiter le travail salarié.

En dépit du décret, l'agriculture collectivisée prit toutefois une grande extension dans les premiers mois de la révolution. L'U.G.T., défavorable dans un premier temps à la collectivisation, ne changea d'attitude qu'après que le mouvement se soit profondément enraciné dans ses propres rangs. Plusieurs facteurs expliquent le développement rapide de l'agriculture collectivisée. A l'inverse des moujiks russes, les paysans et les ouvriers agricoles espagnols avaient construit des syndicats depuis des dizaines d'années, et fourni des sections considérables à la C.N.T. et à la F.A.I., à l'U.G.T., au P.O.U.M. et au Parti socialiste. Ce phénomène politique se fondait en partie sur le fait économique qui rendait la division de la terre plus inégale encore en Espagne qu'en Russie, et qui mettait la paysannerie espagnole en quasi-totalité dans l'obligation du travail salarié partiel ou total sur les grandes propriétés. Dès lors, même ceux qui possédaient un lopin de terre n'étaient que faiblement concernés par la préoccupation traditionnelle des paysans concernant leurs propres parcelles de terre. Le travail collectif tirait également sa force de la nécessité quasi absolue de travailler en commun à l'irrigation des terres sèches. A ceci s'ajoutèrent l'aide enthousiaste apportée aux collectivités par de nombreuses usines, qui leur fournissaient équipements et fonds, l'achat équitable de leurs produits par les comités ouvriers d'approvisionnement, et les marchés coopératifs, la collaboration amicale des chemins de fer et des camions collectivisés pour les acheminer vers les villes. Autre facteur important. le paysan comprenait qu'il n'était plus isolé désormais. *« Si, dans quelque localité, la récolte est perdue ou fortement réduite à la suite d'une longue sécheresse, écrivait la direction de la Fédération agraire de la C.N.T. de la Castille, qui parlait au nom de 230 collectivités, nos paysans n'ont pas à s'inquiéter, et ne doivent pas craindre la faim, car les collectivités des autres villages ou régions considèrent de leur devoir de les aider à s'en sortir. »* De multiples éléments s'additionnaient ainsi pour encourager un développement

rapide de l'agriculture collectivisée.

Mais lorsque le stalinien Uribe arriva au ministère de l'Agriculture, dans le cabinet Caballero d'abord, dans celui de Negrin ensuite, on fit peser tout le poids du gouvernement contre les collectivités. *« Nos collectivités ne reçurent aucune aide officielle. Au contraire, si elles reçurent quelque chose, ce ne furent que l'obstruction et les calomnies du ministère de l'Agriculture et de la majorité des institutions qui en dépendaient »*, rapporta la Fédération agraire de la C.N.T. de la Castille (*Tierra y libertad*, 17 juillet). Ricardo Zabalza, dirigeant national de la Fédération des paysans et ouvriers agricoles de l'U.G.T., déclara :

« Le gouvernement accorde toute sorte d'assistance aux réactionnaires d'hier, aux anciens agents des propriétaires fonciers, tandis que nous sommes privés du strict minimum, voire chassés de nos petites parcelles (...) Ils veulent tirer profit du fait que nos meilleurs camarades combattent actuellement sur le front. Ces camarades pleureront de rage quand, au retour du front, ils découvriront que leurs efforts et leurs sacrifices ont été vains, qu'ils n'ont fait que conduire à la victoire leurs anciens ennemis, qui se pavanent aujourd'hui avec en poche la carte d'une organisation prolétarienne » (le Parti communiste).

Ces agents des grands propriétaires fonciers, les *caciques* haïs, inspecteurs et patrons de villages, avaient constitué la colonne vertébrale de la machine politique de Gil Robles et des propriétaires fonciers. On les trouvait maintenant dans les rangs du Parti communiste. Même un dirigeant de l'appareil de Gil Robles aussi en vue que le secrétaire de la C.E.D.A., à Valence, avait survécu à la révolution... et rejoint le Parti communiste.

Uribe justifiait l'assaut contre les collectivités en proclamant que l'on avait contraint les paysans récalcitrants à rejoindre ces dernières. L'ironie qui voulait qu'un stalinien se plaigne de la collectivisation forcée après les massacres systématiques et les déportations de la « liquidation des koulaks russes se passe de commentaires ! S'il avait pu en trouver, Uribe aurait sans doute apporté des preuves à ses dires, mais il ne s'en présentait aucune. Ensemble, les gros paysans et les fédérations d'ouvriers agricoles, les affiliés de la C.N.T. et de l'U.G.T. s'étaient opposés à la collectivisation forcée, avaient favorisé les collectivités volontaires, et dénoncé les staliniens qui soutenaient les *caciques* et les paysans riches réactionnaires. Le journal socialiste Adelante envoya en juin un questionnaire aux différentes sections provinciales de l'organisation paysanne de l'U.G.T. Celles-ci défendirent à la quasi-unanimité les collectivités, et rapportèrent unanimement que la principale opposition venait du Parti communiste qui recrutait les « caciques » et utilisait les institutions gouvernementales à cet effet. Elles déclarèrent toutes que le décret du 7 octobre instituait une nouvelle bourgeoisie. Dans une lettre de protestation adressée à Uribe, Ricardo Zabalza décrivit le système simple mais efficace des staliniens dans leur attaque contre les collectivités : ils recrutaient et organisaient les anciens « caciques », koulaks et propriétaires fonciers, et ils demandaient sur cette base la dissolution de la collectivité locale, réclamaient ses terres, son équipement et ses stocks de grains. Toute controverse de cette espèce entraînait, à sa suite la « médiation » des représentants d'Uribe, qui tranchaient invariablement en faveur des réactionnaires, imposant des « règlements » en fonction desquels les collectivités se voyaient privées peu à peu de leur équipement et de leur terre.

Quand on leur demandait des explications sur leur étrange conduite, les agents du gouvernement déclaraient qu'ils agissaient sous les ordres spécifiques de leur supérieur, Uribe ajouta Zabalza. Il n'était donc pas surprenant que la fédération paysanne de l'U.G.T. de la province du Levant ait dénoncé en Uribe « l'ennemi public numéro un », Les gardes d'Irujo, récemment libérés, devenaient de ce fait susceptibles de demander la restitution de leurs terres. Quand l'un d'eux revenait en tant que propriétaire terrien, les paysans lui résistaient féroceement et on envoyait contre eux la Garde d'assaut.

Le gouvernement se mit à éliminer également tous les éléments de socialisation dans les villes et les agglomérations industrielles. *« Il est hors de doute que si les travailleurs n'avaient pas pris le contrôle*

de l'industrie au lendemain de l'insurrection, l'économie aurait été complètement paralysée », écrivait le stalinien Joseph Lash. *« Mais les plans perfectionnés de mise en place du contrôle ouvrier sur l'industrie n'ont pas très bien fonctionné »* (New Masses du 19 octobre). C'était là une demi-vérité, mais la vérité tout entière n'inclinait pas à retourner en arrière, vers les anciens propriétaires, mais à aller de l'avant, vers l'Etat ouvrier. Par le biais des seuls usines et appareils syndicaux, une planification à l'échelle nationale est de toute évidence impossible. Il faut pour cela un appareil centralisé, c'est-à-dire un appareil d'Etat. Si la C.N.T. l'avait compris, et avait organisé des élections de comités dans la milice, la paysannerie et les usines, rassemblés en un conseil national qui aurait constitué le gouvernement, un *Etat ouvrier* aurait été constitué, qui aurait laissé les coudées franches aux comités ouvriers et cependant mis en place la nécessaire centralisation.

Au lieu de cela, les dirigeants anarchistes menèrent un combat voué à l'échec en se disputant pour savoir quelle serait au juste l'autorité de l'Etat. Par exemple Peiro, ex-ministre de l'industrie, déclara :

« J'étais prêt à nationaliser l'industrie électrique de la seule manière compatible avec mes principes : en laissant son administration et sa direction entre les mains des syndicats, et non de l'Etat. L'Etat n'a le droit d'intervenir qu'en comptable et en inspecteur. »,

C'était formellement correct : Lénine avait dit que le socialisme consistait simplement dans la tenue des livres. Mais seul un Etat ouvrier accepterait loyalement les fonctions de comptable et d'inspecteur, tandis que l'Etat espagnol effectif, un Etat bourgeois, ne pouvait que combattre la socialisation. Une fois de plus les anarchistes, en ne faisant toujours aucune distinction entre un Etat ouvrier et un Etat bourgeois, reconnaissaient le second au lieu de combattre pour le premier.

Par l'intermédiaire du ministère de la Défense, les usines étaient prises les unes après les autres. Le 28 août, un décret donna le droit au gouvernement d'intervenir dans les installations minières et métallurgiques ou de les reprendre. Le gouvernement déclara très explicitement que le contrôle ouvrier devait se limiter à la protection des conditions de travail et à la stimulation de la production. Les usines qui résistaient furent privées de crédits, ou, si elles avaient fait des livraisons au gouvernement, ne furent pas payées tant qu'elles ne se plieraient pas à sa volonté. Dans la plupart des entreprises dont les patrons étaient étrangers, les travailleurs avaient déjà été dépourvus de toute forme d'autorité. Le département des achats du ministère de la Défense annonça qu'à une date donnée on ne passerait de contrats qu'avec les entreprises qui fonctionneraient *« sur la base de leurs anciens propriétaires »*, ou *« sous l'intervention correspondante, contrôlée par le ministère des Finances et de l'Economie »* (Solidaridad obrera du 7 octobre).

La militarisation de toutes les industries nécessaires à la guerre (transports, mines, métallurgie, munitions, etc.), pour laquelle les staliniens avaient fait campagne pendant des mois, constituait l'étape suivante. Ce régime d'encastrement rappelle celui de Gil Robles, sous lequel les travailleurs des usines de munitions furent également militarisés, les grèves et les syndicats étant interdits. Le décret de militarisation fut présenté sous le titre de « décret de militarisation et de nationalisation ». Mais la militarisation des entreprises qui se trouvaient déjà entre les mains des ouvriers, ajoutée à la reconnaissance par le gouvernement d'une indemnisation totale de leurs anciens propriétaires, marquait la fin du contrôle ouvrier et préparait la reddition des usines à leurs précédents propriétaires.

Longtemps différée, la session des Cortès s'ouvrit le 1^{er} octobre, symbolisant parfaitement le nouveau gouvernement. Negrin y fit un discours gris et terne où l'on put toutefois relever un passage qui déclarait que *« l'on devait se préparer à la paix au milieu de la guerre »*. (La presse censurée de la C.N.T. ne fut pas autorisée à analyser la signification de cette mention de la paix.) Caballero n'y apparut pas, ses préoccupations au sujet de la crise interne de l'U.G.T. servant de raison officielle. Ses partisans ne dirent mot quand Gonzales Pefia, au nom de la délégation socialiste, apporta son soutien inconditionnel au gouvernement, à l'instar des staliniens, naturellement. Angel Pestaña, ancien dirigeant de

la C.N.T., qui venait juste d'être réadmis dans l'organisation, s'engagea à soutenir inconditionnellement le gouvernement au nom de son organisation syndicale. Il fut cependant réduit péremptoirement au silence par deux fois au cours de son discours, par Barrio qui présidait. La première fois lorsqu'il tenta de se plaindre de l'utilisation par les staliniens de l'intimidation dans leur campagne de prosélytisme au sein de l'armée, la deuxième fois lorsqu'il critiqua l'absence d'épuration de l'arrière des éléments fascistes et des espions. Ainsi, aucune allusion à l'état d'esprit des masses ne pénétra la Chambre.

Par-dessus tout, le gouvernement était représenté par de nouveaux amis - les députés réactionnaires - qui faisaient leur première apparition depuis juillet 1936 en Espagne.

Miguel Maura était présent ! Chef des Républicains d'extrême-droite, ministre de l'intérieur dans le premier gouvernement républicain, ennemi implacable des syndicats, premier ministre de la République à restaurer la redoutable « loi de fuite » qui permettait de fusiller les prisonniers politiques. Maura s'était enfui en juillet. Son frère Honorio, monarchiste, avait été fusillé par les ouvriers. Le reste de la famille s'était rallié à Franco. En exil, Maura n'avait pris aucun contact avec les ambassades espagnoles.

Portela Vallarades était présent ! Gouverneur général de la Catalogne sous Lerroux après l'écrasement de l'autonomie catalane en octobre 1934, il avait été le dernier président du conseil du *Bienio Negro*, juste avant les élections de février 1936. Il avait quitté l'Espagne en juillet. On ne sait pas ce qu'il fit dans l'interim. Maintenant, il se levait aux Cortes pour dire :

« Ce parlement est la raison d'être [en français dans le texte] de la République ; il en est le titre de vie. Mon premier devoir devant vous, devant l'Espagne, devant le monde, est d'assurer la légitimité de votre pouvoir [...] Cette journée est pour moi un jour de grande et intime satisfaction, puisque j'ai contribué avec vous à voir la transition de notre Espagne vers une reconstruction sérieuse et profonde. »

A la fin de la session, Negrin et lui s'embrassèrent. Valladares loua pour la presse « *l'atmosphère confiante qu'il avait observée en Espagne* ». Il revint à Paris, tandis que la presse stalinienne prouvait statistiquement que la présence de Valladares et de Maura, qui signifiait le soutien du centre pour le régime, donnait la majorité de l'électorat au gouvernement ³⁵.

L'ardeur de la presse stalinienne fut arrêtée net par la reproduction dans le journal fasciste *Diario Vasco* du 8 octobre d'une lettre de Valladares à Franco, datée du 8 octobre 1936, où il offrait ses services à la « cause nationale ».

La bienvenue stalinienne à Valladares et Maura fut « compensée » par une référence rapide de la Pasionaria à la présence indésirable dans les Cortes d'un autre réactionnaire, de médiocre envergure, membre du parti dirigeant de Lerroux pendant le *Bienio Negro*. Le député, Guerra del Rio, eut la possibilité de répondre que si le gouvernement reposait sur les Cortès, il y resterait. La Pasionaria se tut. Les attaques de la C.N.T. contre Valladares et Maura furent censurées.

Etait-ce pour cela que les masses avaient versé leur sang ?

Mais il nous faut encore raconter l'histoire de la conquête de la Catalogne et de l'Aragon par le gouvernement.

XIII

La conquête de la Catalogne

Le 5 mai, l'autonomie catalane avait cessé d'exister. Le gouvernement central s'était emparé des

ministères catalans de l'Ordre public et de la Défense. Le délégué de Caballero à Barcelone avait dit à la radio « *A partir de maintenant, toutes les forces sont aux ordres du gouvernement central [...] Elles ne considèrent pas les syndicats ou les organisations antifascistes comme l'ennemi. Il n'y a pas d'autre ennemi que les fascistes.* Mais une semaine plus tard, les délégués de Caballero rendirent les ministères de la Défense et de l'Ordre public aux représentants de Negrin-Staline, et le pogrom commença réellement. Le P.O.U.M. tomba sans souffler mot ou presque. Le P.S.U.C. lança une campagne monstrueuse contre lui, dans des termes et avec des mots d'ordre identiques à ceux de la chasse aux sorcières de la bureaucratie soviétique avant les procès de Moscou. « *Les trotskystes du P.O.U.M. ont organisé la dernière insurrection sur les ordres de la police secrète allemande et italienne.* » Le P.O.U.M. répondit au P.S.U.C., en intentant un procès en diffamation contre les éditeurs staliniens dans une cour remplie de juges et d'officiels staliniens ou bourgeois !

Le 28 mai, la *Batalla* fut définitivement interdite et la radio du P.O.U.M. saisie. Le quartier général des Amis de Durutti fut occupé et l'organisation dissoute. En même temps, la presse anarchiste officielle fut soumise à une censure politique draconienne. Cependant, le P.O.U.M. et la C.N.T. ne réalisèrent pas une union pour une protestation de masse. « *Nous ne protestons pas, nous ne faisons que publier les faits* », écrivait *Solidaridad obrera* le 29 mai. *Juventud comunista*, l'organe de la jeunesse du P.O.U.M., remarqua le 3 juin avec noblesse : « *Ce sont des cris de panique et d'impuissance contre un parti fermement révolutionnaire.* » Et encore : « *Le procès [en diffamation] se poursuit. Le Journal du P.S.U.C. doit comparaître devant les tribunaux populaires, et il sera démasqué devant le mouvement ouvrier national et international pour ce qu'il est : un vulgaire calomniateur.* Bien entendu, le procès stagna rapidement pour raison de procédure.

Dans la nuit du 3 juin, les gardes d'assaut tentèrent de désarmer une des patrouilles ouvrières qui restaient. On échangea des coups de feu. Il y eut des morts et des blessés des deux côtés. Ceci servit de prétexte au gouvernement pour en finir avec les patrouilles. Mais c'était aussi l'occasion pour le P.O.U.M. de contraindre les dirigeants de la C.N.T. à défendre les droits élémentaires des travailleurs en demandant un front unique sur des propositions concrètes, simples - défense de la liberté de réunion, de la presse, des patrouilles, défense commune des quartiers ouvriers contre les voyous staliniens, libération des prisonniers politiques, etc. Les dirigeants anarchistes auraient difficilement pu rejeter ces propositions sans se compromettre irrémédiablement devant leur base. Même contre la volonté des dirigeants de la C.N.T., des comités de front unique auraient pu être créés dans les localités pour lutter pour ces revendications simples et concrètes.

Toutefois, pour les dirigeants du P.O.U.M., mettre en avant de telles revendications simples signifiait : nous nous sommes trompés quand nous avons estimé que les journées de mai étaient une défaite de la contre-révolution. Ce fut une défaite des travailleurs, et il nous faut maintenant combattre pour les droits démocratiques les plus élémentaires. Cela signifiait en second lieu : nous nous sommes trompés en nous appuyant sur les dirigeants de la C.N.T., en nous limitant à la proposition abstraite et générale d'un front révolutionnaire avec laquelle nous pouvions avoir une plate-forme commune sur des points politiques fondamentaux ³⁶. Nous devons dire ouvertement qu'un front uni sur les droits les plus élémentaires des travailleurs est le maximum que l'on puisse attendre de la direction anarchiste, si tant est que l'on puisse l'obtenir.

Le P.O.U.M. *n'avait pas appelé une fois* dans l'année au front unique avec la C.N.T. sur des objectifs concrets de lutte. Toute la politique de la direction du P.O.U.M. avait consisté essentiellement en tentatives de recueillir les faveurs de la direction de la C.N.T. Elle ne dénonça *pas une seule fois* la politique capitularde des dirigeants de la C.N.T., même lorsque ceux-ci chassèrent les Amis de Durutti et les laissèrent à la merci des gardes d'assaut !

Le P.O.U.M. vivait ses heures les plus sombres dans un isolement total. Le 16 juin, Nin fut arrêté à son bureau. La même nuit, des raids de grande ampleur s'emparèrent de la plupart des quarante membres du Comité exécutif. Les quelques rescapés durent se rendre, leurs femmes ayant été prises en otages. Le matin suivant, le P.O.U.M. fut mis hors la loi.

Le comité régional de la C.N.T. ne prit pas la défense du P.O.U.M.. La Noche (C.N.T.) du 22 juin osa publier : « A propos du réseau d'espionnage découvert ces derniers jours. Les principaux individus impliqués appartenaient aux sphères dirigeantes du P.O.U.M. Andrés Nin et d'autres individus connus sont arrêtés. » Suivaient quelques considérations générales sur la diffamation, avec force références à Shakespeare, Gorki, Dostoïevski et Freud... S'il fallait en rendre la censure responsable, où étaient donc les feuilles illégales de la C.N.T. ? A Madrid, la C.N.T. prit effectivement la défense du P.O.U.M., suivie par Castilla libre et Frente libertario, journaux de la milice. Le 28 juin, le Comité national de la C.N.T. adressa une lettre aux ministres et à leurs organisations, leur rappelant que Nin, Andrade, David Rey, Gorkin... avaient gagné leur prestige devant les masses par de longues années de sacrifices [...] Qu'ils résolvent leur problème en U.R.S.S. comme ils l'entendent ou comme les circonstances le leur indiquent. Il n'est pas possible de transporter cette lutte, conduite dans le sang et dans le feu, par le biais de la presse à l'échelle internationale et par l'utilisation de la loi comme d'une arme, ici en Espagne. » La lettre montrait une incompréhension totale de la signification des persécutions : « Il nous importe avant tout de déclarer que la C.N.T., grâce à sa puissance intacte, aujourd'hui parfaitement organisée Et disciplinée, ne craint pas le moins du monde que cette forme d'élimination puisse l'atteindre demain. Placés au-dessus de cette lutte semi-interne, etc. » Cette autosatisfaction pompeuse signifiait que les dirigeants de la C.N.T. ne feraient pas prendre conscience à leur base de la portée contre-révolutionnaire de ces persécutions.

Surtout, les larges masses n'avaient pas été préparées à comprendre le système stalinien de diffamation et de coups montés. Voulant gagner les faveurs de Staline, les dirigeants anarchistes s'étaient rendus coupables de déclarations, telle celle de Montseny : « *Le véritable constructeur de la Russie ne fut pas Lénine, niais plutôt Staline et son réalisme pratique.* » La presse anarchiste avait observé un silence de mort sur les purges et les procès de Moscou, ne publiant que les rapports officiels. Les dirigeants de la C.N.T. avaient même cessé de défendre leurs camarades anarchistes en Russie. Lorsque l'anarchiste Erich Muesham fut assassiné par Hitler, sa femme ne se réfugia en Union soviétique que pour être emprisonnée peu après son arrivée, et la direction de la C.N.T. étouffa le mouvement de protestation de sa propre base. Même lorsque les généraux rouges furent fusillés, les journaux de la C.N.T. ne publièrent que les communiqués officiels.

A la mi-juillet, les dirigeants et les cadres actifs du P.O.U.M. étaient déjà tous en prison. Le drapeau violet, jaune et rouge de la bourgeoisie flottait sur ses locaux. La caserne Lénine était occupée par « l'armée du peuple » républicaine, les presses du P.O.U.M. avaient été détruites ou données au P.S.U.C. Sur le tableau d'affichage de *la Batalla*, on trouvait une copie de *Julia*, le journal de la Jeunesse du P.S.U.C. qui titrait : « Le trotskysme est synonyme de contre-révolution. » L'ex-hôtel Falcon, dortoir du P.O.U.M., était devenu sa prison, et le quartier-général de la G.P.U. espagnole. Ses membres furent dispersés, désorientés, vivant dans la crainte perpétuelle de raids nocturnes des gardes d'assaut. « *De petits groupes travaillent pour leur propre compte* », écrivait au début juillet un témoin oculaire digne de foi. « *Ceci rappelle beaucoup l'écroulement du Parti communiste allemand en janvier 1933. La classe ouvrière reste passive et permet à n'importe quoi d'arriver. La presse de la C.N.T. n'imprime que les communiqués officiels. Aucune protestation! pas un mot de protestation nulle part, le P.O.U.M. a été balayé comme un grain de poussière.* » « Comme sous Hitler », disaient les camarades allemands. Les bolcheviks-léninistes russes auraient ajouté « presque comme sous Staline ».

En juillet, les comités locaux de la F.A.I. commencèrent à faire de la propagande illégale. Malheureusement, elle ne se centrait pas sur le ralliement des ouvriers aux tâches concrètes de

libération des prisonniers politiques. Une feuille typique rappelait la propagande social-démocrate allemande à la veille de l'avènement de Hitler, demandant l'aide de l'Etat - *Staat greif zu !* - contre ses propres bandes. Combien de temps faudra-t-il attendre ? C'est au conseil du gouvernement à parler, ou à défaut, au délégué général de l'Ordre public et au chef de la police », disait une de ces feuilles pathétiques, pour protester contre les assauts staliniens contre des locaux de la Jeunesse anarchiste.

Les feuilles illégales du P.O.U.M., qui commençaient maintenant à paraître, n'étaient pas meilleures. Le P.O.U.M., qui avait toujours reproché aux bolcheviks-léninistes de ne voir l'ennemi qu'en Staline, devenait lui-même anti-stalinien et rien de plus. Une feuille typique, par exemple, s'adressait à tout le monde, de gauche ou de droite : aux anarchistes aussi bien qu'aux « jeunes séparatistes » de l'Etat Catala. « *Les hommes de gauche ne peuvent pas trahir leurs principes ! les séparatistes ne peuvent pas vendre la Catalogne par leur silence !* » Et le mot d'ordre final ! « *Empêchez l'instauration de la dictature d'un parti derrière les lignes.* » Qu'en était-il de l'Etat Catala et l'Esquerra, de Pricto et d'Azafia, complices des staliniens et, en vérité, les principaux bénéficiaires de leurs actes ?

Des lianes politiques erronées facilitaient ainsi la progression mortelle de la contre-révolution. Seules les faibles forces des bolcheviks-léninistes, exclus du P.O.U.M. comme trotskystes », et qui avaient construit leur organisation au printemps 1937 - seul ce petit groupe, qui travaillait dans l'illégalité par rapport à l'Etat, aux staliniens, et à la direction de la C.N.T. et du P.O.U.M., montraient clairement la voie aux travailleurs. Non seulement la voie finale vers l'Etat ouvrier, mais les tâches lumineuses de défense des droits démocratiques des travailleurs. La protection qu'elle accordait à la distribution des feuilles illégales des bolcheviks-léninistes montrait que la bise de la C.N.T. pouvait être réveillée. Des camions de gardes d'assaut surgirent lors d'un meeting, (du syndicat des travailleurs du bois) et tentèrent d'arrêter les distributeurs. Le meeting déclara qu'ils étaient sous sa protection et qu'il repousserait par les armes toute tentative d'intervention. La police fut forcée de repartir sans nos camarades.

Un tract bolchevique-léniniste du 19 juillet montrait la voie : le front unique de lutte entre la C.N.T.-F.A.I., le P.O.U.M., les bolcheviks-léninistes et les anarchistes dissidents :

« Travailleurs, exigez de vos organisations et de vos directions un pacte de front unique qui comprenne :

- 1) la lutte pour la liberté de la presse ouvrière ! A bas la censure politique !
- 2) la libération de tous les révolutionnaires emprisonnés. Pour la libération du camarade Nin, transporté à Valence
- 3) la protection commune de tous les centres et entreprises que nos organisations possèdent.
- 4) la reconstitution de patrouilles ouvrières renforcées; l'arrêt du désarmement de la classe ouvrière.
- 5) même solde pour les officiers et les soldats. Retour au front de toutes les forces armées envoyées de Valence. Offensive générale sur tous les fronts.
- 6) le contrôle des prix et la distribution par des comités de travailleurs et de travailleuses.
- 7) l'arrestation des provocateurs du 3 mai, Rodriguez Salas, Ayguade et autres.

Dans ce but, front unique de tous les travailleurs ! Organisons des comités d'ouvriers, de paysans et de combattants dans toutes les usines, casernes, et quartiers, à la campagne et au front ! »

Mais une nouvelle organisation ne gagne pas la direction des masses en un mois ou en un jour. La route est longue et dure. C'est cependant la seule voie.

Dès juillet, selon les déclarations officielles de la C.N.T., huit cents de ses membres avaient été emprisonnés dans la seule ville de Barcelone, et soixante avaient « disparu euphémisme pour camoufler leur assassinat. La presse socialiste de gauche publia le nombre de ses militants les plus connus arrêtés et emprisonnés partout.

L'une des phases les plus répugnantes de la contre-révolution fut la persécution sans merci des révolutionnaires étrangers venus combattre en Espagne dans les rangs de la milice.

D'après un seul rapport fait le 24 juillet à la C.N.T., on décompta cent cinquante révolutionnaires étrangers à la prison de Valence, arrêtés sous l'inculpation « d'entrée illégale en Espagne ». On en expulsa des centaines du pays, et la C.N.T. câbla aux organisations ouvrières de Paris pour les appeler à empêcher que les exilés allemands, italiens ou polonais ne soient remis aux mains de leurs consulats.

Mais les étrangers arrêtés et expulsés ne connurent pas le pire des sorts. Certains d'entre eux furent choisis pour compléter l'amalgame fait entre le P.O.U.M. et les fascistes. Maurin était en danger de mort entre les mains des fascistes. Nin, Andrade, Gorkin étaient trop connus des masses espagnoles. Trop de milliers des meilleurs hommes du P.O.U.M. étaient au front. Beaucoup trop de ses dirigeants étaient morts en combattant le fascisme : Germinal Vidal, secrétaire de la Jeunesse, à la prise des casernes de Atarasanas le 19 juillet ; son successeur Miguel Pedrola, commandant du front de Huesca ; Etchebehere, commandant à Siguenza, Cahué et Adriano Nathan, commandants sur le front de l'Aragon ; Jesus Blanco, commandant sur le front de Pozuelo... Parmi les figures militaires du P.O.U.M., on trouvait des hommes comme Rovira et José Alcantarilla, célèbres dans toute l'Espagne. Quelques étrangers inconnus, oui combattaient dans les bataillons du P.O.U.M., accroîtraient ainsi la crédibilité de ces accusations fantastiques.

George Kopp, ancien officier belge, qui servait dans la division Lénine du P.O.U.M., revenait tout juste à Barcelone depuis Valence où il avait obtenu le grade de commandant le plus haut grade attribué aux étrangers - quand les staliniens l'arrêtèrent. La machine stalinienne de propagande se mit alors en branle. Robert Minor, dirigeant stalinien américain, annonça que la pénurie d'armes sur le front de l'Aragon - c'était la première fois que les staliniens admettaient cette accusation de la C.N.T. - s'expliquait maintenant : « *Le général trotskyste Kopp avait transporté d'énormes cargaisons d'armes et de munitions à travers le no man's land vers les fascistes* » (*Daily Worker*, 31 août, 5 octobre).

Le choix de Kopp était cependant, pour la G.P.U., un coup un peu trop gros, comparable à la prétendre rencontre de Rome et de Trotsky à Paris, ou à l'histoire de la fuite de Piatakov en Norvège. Car Georges Kopp, âgé de quarante-cinq ans, était un militant de longue date du mouvement révolutionnaire belge. Quand la guerre d'Espagne avait éclaté, il était ingénieur en chef dans une grande entreprise en Belgique. Il avait l'habitude de faire des expériences la nuit. Il avait répandu le bruit qu'il essayait une nouvelle machine, qui perfectionnerait le processus de fabrication. Ce qu'il fabriquait en réalité, c'était des ingrédients pour des millions de cartouches. Les socialistes organisaient leur acheminement vers Barcelone. Lorsque Kopp s'aperçut qu'on le soupçonnait, il quitta ses quatre enfants et se dirigea vers la frontière. Le jour même de sa fuite, la police fit un raid dans son laboratoire. Il fut condamné *in absentia* à quinze ans de travaux forcés par la justice belge : cinq pour avoir fabriqué des explosifs pour une puissance étrangère, cinq pour avoir quitté le pays sans autorisation alors qu'il était officier de réserve de l'armée belge, et cinq pour avoir rejoint une armée étrangère. Deux fois blessé sur le front de l'Aragon, il gagna vite le grade de commandant³⁷.

Kopp ne put pas répondre aux calomnies des staliniens car ils l'avaient tué. Il était en prison à Barcelone avec notre camarade américain Harry Milton. Au milieu de la nuit, Kopp fut traîné dehors. C'était en juillet, ce fut la dernière fois qu'on le vit.

Le 17 juillet, on relâcha un groupe de membres du P.O.U.M. de la prison de Valence. Il est notoire que la plupart d'entre eux appartenaient à son aile la plus droitière, comme Luis Portela, qui éditait *El*

Communistas. Jorge Arquer... Leur témoignage ultérieur est par conséquent extrêmement significatif. Après avoir été relâchés, ils allèrent voir Zugaza Goitia, ministre de l'intérieur, qui leur dit que Nin avait été emmené de Barcelone vers l'une des prisons privées des staliniens à Madrid. Là-dessus, Arquer demanda un sauf-conduit pour aller à la recherche de Nin. Le ministre, un homme de Prieto, lui dit : « *Je ne vous garantis rien; qui plus est, je ne vous recommande pas d'aller à Madrid, car, avec ou sans mon sauf-conduit, votre vie serait en danger. Ces communistes ne me respectent pas et agissent comme bon leur semble. Et il n'y aurait rien d'étonnant à ce que vous soyez arrêté et fusillé immédiatement par eux.* » Cependant, publiquement, Zugaza Goitia prétendait toujours que Nin était dans une prison gouvernementale. Le 19 juillet, toutefois, Montseny pour la C.N.T., dénonça publiquement l'assassinat de Nin. Embarrassé par de nombreuses requêtes de l'étranger au sujet de prisonniers éminents desquels il ne pouvait répondre pour la simple raison que la plupart d'entre eux se trouvaient dans les « preventorios » privés staliniens, le gouvernement arrangea leur transfert des prisons staliniennes de Madrid ou de Valence à la garde toute formelle du ministère de la Justice. Nin n'était pas parmi eux. Irujo déclara qu'il « manquait ». Enfui vers les lignes fascistes, disaient les staliniens. Mais la vérité finit par être dévoilée. Le 8 août, le *New York Times* rapporta que « *près d'un mois auparavant, une bande d'hommes armés avaient " kidnappé " Nin dans une prison madrilène. En dépit de tous les efforts pour étouffer l'affaire, tout le monde sait aujourd'hui qu'il fut trouvé mort dans la banlieue de Madrid, victime d'un meurtre.* Ami personnel de Nin et de Andrade, le grand romancier italien Ignazio Silone avait essayé de les sauver., « *Mais, prévint-il, les staliniens sont capables de tous les crimes, à moins que le prolétariat des autres pays ne reste vigilant.* ;c » Alvarez de Vayo, ministre des Affaires étrangères dans le dernier cabinet Caballero, et agent notoire de Staline dans le groupe Caballero, eut l'impudence de raconter à la femme de Andrade que Nin avait été assassiné par ses propres camarades. (Il n'est que justice d'ajouter que Del Vayo a été exclu depuis par l'organisation socialiste de Madrid dirigée par Caballero.) Le premier ministre Prieto déchargea son âme de ce crime et autres en démettant le chef de la police Ortega... et en le remplaçant par le stalinien Moron.

Couvrir la répression des révolutionnaires par la calomnie n'est pas une trouvaille récente. A Paris, quand l'insurrection de juin 48 fut noyée dans le sang, le démocrate de gauche Flaucon assura l'Assemblée nationale que les insurgés avaient été payés par les monarchistes et les gouvernements étrangers. Quand les spartakistes furent fusillés, Ludendorff les accusa et aussi, à vrai dire, les sociaux-démocrates qui les fusillèrent d'être des agents de l'Angleterre. Après les journées de juillet, lorsque la contre-révolution triompha à Petrograd, Lénine et Trotsky furent dénoncés comme des agents du Kaiser, Staline poursuit aujourd'hui l'extermination de la génération de 1917 en l'accusant de s'être vendue à la Gestapo.

Le, parallèle va plus loin. Quand Kérensky hurlait que Lénine et Trotsky étaient des agents allemands, Tseretelli et Lieber, dans les soviets, se désolidarisaient de cette accusation quand on les interrogeait, se limitant à demander la mise hors la loi des bolcheviks, parce qu'ils préparaient l'insurrection. Mais, profitant de l'accusation de Kérensky, les mencheviks n'allèrent pas crier sur les toits l'innocence des bolcheviks.

Il en fut de même en Espagne. Les staliniens ne réussirent pas aussi bien que Kérensky. L'accusation portée contre les dirigeants du P.O.U.M. ne faisait pas mention d'une collaboration avec Franco et la Gestapo. Elle était fondée sur les journées de mai et d'autres actes subversifs et oppositionnels du même type. Prieto et les autres collaborateurs des staliniens dirent à la délégation de l'I.L.P. qu'ils ne croyaient pas au lien établi par les staliniens entre le P.O.U.M. et les fascistes. Tout simplement », ils ne prirent pas la défense du P.O.U.M. Non seulement Companys ne démentit pas ces accusations, mais il rendit le fait public. Il s'établissait ainsi une division du travail - Si vous ne croyez pas aux calomnies, alors vous devez croire que le P.O.U.M. organisait une insurrection, c'est-à-dire qu'ils

étaient soit des contre-révolutionnaires, soit des révolutionnaires, comme vous préférez. Une division du travail plus étroite existait entre d'une part la presse stalinienne mondiale qui répétait les calomnies sur les « trotskystes fascistes » et d'autre part la propagande anti-P.O.U.M.-C.N.T. de Louis Fisher, Ralph Bates, Ernest Hemingway, Herbert Matthews, etc., qui ne faisaient « que » répéter des mythes comme celui des milices du P.O.U.M. jouant au football avec les fascistes dans le no man's land.

Dès la fin juin, l'autonomie catalane, pourtant garantie par son statut, était complètement supprimée. Les autorités se méfiaient de quiconque avait des liens avec les masses catalanes, si ténus fussent-ils. A l'exception du secteur le plus réactionnaire, la vieille garde civile, toute la police de Catalogne fut transférée dans d'autres parties du pays. Même les pompiers furent transférés à Madrid. Les défilés étaient interdits, et les meetings syndicaux ne pouvaient se tenir qu'avec l'autorisation du délégué de l'Ordre public, après un préavis de trois jours - comme sous la monarchie !

Les patrouilles ouvrières avaient été éliminées, leurs membres les plus actifs emprisonnés, et leurs chefs avaient « disparu »

Ayant accompli tout cela grâce à l'écran fourni par les ministres de la C.N.T. qui siégeaient toujours à la Generalidad, le bloc bourgeois stalinien pouvait maintenant se passer de leurs services.

Le 7 juin, un bulletin de la F.A.I. publiait un communiqué des staliniens qu'elle avait intercepté et qui disait :

« Notre parti demandera la présidence, sur la base de la composition provisoire du gouvernement. Le nouveau gouvernement aura les mêmes caractéristiques que celui de Valence; un gouvernement fort de Front populaire, dont la tâche principale sera de calmer les esprits et d'exiger le châtimement des auteurs du dernier mouvement contre-révolutionnaire. On offrira des postes aux anarchistes dans ce gouvernement, mais de telle sorte qu'ils soient obligés de refuser la collaboration, et nous pourrons de cette façon nous présenter au public comme les seuls qui souhaitent collaborer avec toutes les parties. »

Les anarchistes défièrent le P.S.U.C. de nier l'authenticité de ce document, mais nul ne releva le défi.

La crise ministérielle surgit fin juin. La C.N.T. céda à toutes les exigences, et l'on forma le nouveau ministère. Le 29 juin, la publication de la liste ministérielle révéla cependant à la C.N.T. que l'on avait ajouté, à son insu, un ministère sans portefeuille, attribué à un « indépendant », le Dr Pedro Gimpera, réactionnaire et classeur d'anarchistes notoire. Companys refusa suavement de le retirer. La C.N.T. finalement se retira, laissant le gouvernement aux staliniens et à la bourgeoisie.

La seule différence entre le schéma du bulletin publié par la F.A.I. et le cours réel de la crise ministérielle, c'était que les staliniens n'avaient pas exigé la présidence. Mais six semaines après, sans que rien ne l'ait laissé prévoir, les staliniens s'attaquèrent au président Companys.

En novembre 1936, quand le service de renseignements de la C.N.T. s'était emparé de Reberter, chef de la police, et l'avait jugé et fusillé pour avoir organisé un « coup d'Etat » (en français dans le texte), l'enquête avait impliqué Casanovas, président du parlement catalan. Mais les staliniens avaient aidé Companys à persuader la C.N.T. de laisser Casanovas quitter le pays, et celui-ci s'était enfui à Paris. Il était revenu à Barcelone en toute impunité après les journées de mai. Il avait passé les trois derniers mois à se réintroduire paisiblement dans la vie politique. Pendant ces neuf mois, les staliniens n'avaient pas prononcé un mot de condamnation à son égard (Staline a utilisé systématiquement cette méthode en Russie : un bureaucrate est impliqué dans un crime ; on le laisse aller, car savoir son crime découvert ne le rendra que plus servile, et puis - quelques années plus tard - Staline a besoin d'un bouc émissaire et le

malheureux est cloué au pilori). Le 18 août, la session du parlement catalan s'ouvrit. Sans un mot pour prévenir leurs alliés - ce point aurait pu de toute évidence être réglé à huis clos - la délégation du P.S.U.C. dénonça publiquement Casanovas comme traître. L'Esquerra dupée était mise en position de devoir refuser l'offre de démission de Casanovas. Munis de cet excellent petit fouet, les staliniens commencèrent à mener l'Esquerra à leur guise, pour finir par annoncer la démission prochaine de Companys de la présidence, après qu'ils eurent boycotté la session du 1^{er} octobre du parlement catalan.

Pourquoi les staliniens avaient-ils rompu avec Companys? Il avait tellement fait leurs quatre volontés ! Pourquoi le poussait-on donc à s'en aller 38

Il n'avait commis qu'une seule rupture impardonnable avec les staliniens. Companys avait déclaré publiquement qu'il n'avait rien su des plans de mise hors la loi du P.O.U.M.; il avait protesté contre le transfert des prisonniers de Barcelone. Il avait envoyé Jaine Miravittles, le chef du bureau de presse catalan à Madrid, voir Ortega, le chef stalinien de la police, au sujet de Nin. Lorsque Ortega lui avait montré les 4 preuves accablantes » - un document « trouvé D dans un centre fasciste, reliant un « N » à un réseau d'espionnage, Miravittles - à ce qu'il rapporte - avait éclaté de rire, et déclaré que le document était si ostensiblement un faux que nul ne pourrait rêver qu'il soit sérieux. Companys avait alors écrit au gouvernement de Valence que l'opinion publique catalane ne pouvait croire que Nin fut un espion fasciste.

Cela ne signifie pas que Companys était prêt à se battre pour les prisonniers du P.O.U.M. Ayant sauvé sa conscience et marqué le coup en cas de futur retournement - il redevint silencieux. Que ce silence ne l'ait pas empêché d'être attaqué indiquait que les staliniens ne pouvaient pardonner à aucun allié de dévoiler leurs coups montés : tant il est vrai que la machination est la pierre d'angle du stalinisme aujourd'hui.

Mais la rupture avec l'Esquerra comportait une raison plus profonde. L'incident Nin montrait simplement que Companys n'était pas assez endurci pour les projets futurs des staliniens. C'était après tout un nationaliste qui voulait le retour à l'autonomie catalane. Et pour le stalinisme, l'Espagne et la Catalogne n'étaient que des pions qu'ils étaient prêts à sacrifier, dont ils feraient tout ce que l'impérialisme anglo-français leur dicterait, en échange d'une alliance avec Staline dans la guerre à venir. C'est pourquoi il fallait faire une sélection, même entre les socialistes de Prieto et les républicains d'Azaña : seuls les plus déçus, les plus corrompus, les plus cyniques pouvaient tenir aux orages futurs organisés par les staliniens, et continuer à collaborer avec eux.

La contre-révolution économique contre les collectivités gagna du terrain en Catalogne. Il est tout à l'honneur des sections locales du mouvement libertaire d'être restées sur leurs terres. Par exemple le puissant mouvement anarchiste de Bajo Llobregat (coeur des luttes armées contre la monarchie et la république) déclara dans son hebdomadaire *Idéas* du 20 mai :

« Travailleurs, voici ce que nous devons faire ! Vous avez la possibilité d'être libres. Pour la première fois de notre histoire sociale, les armes sont entre nos mains ; ne les lâchez pas ! Travailleurs et paysans ! Quand vous entendez le gouvernement ou n'importe qui d'autre vous dire que les armes devraient être sur le front, répondez-leur que c'est certainement vrai, que les milliers de fusils, de mitrailleuses, de mortiers, etc., que l'on conserve dans les casernes, à l'usage des carabiniers, des gardes civils et d'assaut devraient être envoyés au front, parce que nul ne peut mieux que vous défendre vos champs et vos usines.

Souvenez-vous toujours que le front doit être vite pourvu d'avions, de canons et de tanks pour écraser le fascisme [... 1 Que ce que veulent les politiciens, c'est désarmer les ouvriers, les avoir à leur merci, et leur arracher ce qui a coûté tant de sang et de vies prolétariens. Ne laissez personne désarmer personne; ne laissez aucun village permettre qu'un autre soit désarmé; désarmons ceux qui veulent nous prendre les armes. Tel devrait être, doit être, le mot d'ordre révolutionnaire de l'heure. »

Le fossé entre la pusillanimité des organes centraux de la C.N.T. et l'esprit combattant des journaux locaux, proches des masses, était aussi large que celui qui sépare les pires des lâches des travailleurs révolutionnaires.

Mais des dizaines de milliers de gardes d'assaut, concentrés derrière les lignes, détruisaient systématiquement les collectivités. Faute d'une direction centralisée, les villages étaient pris les uns après les autres. *Libertad*, l'un des journaux anarchistes illégaux de Barcelone (incidemment, il présentait ses respects méprisants à *Solidaridad Obrera*, qui avait dénoncé les journaux illégaux), décrivait dans son numéro du 1^{er} août la situation dans les campagnes :

« Il est inutile que la censure, aux mains d'un seul parti, interdise qu'il soit fait mention des milliers de coups infligés aux organisations ouvrières et aux collectivités paysannes. C'est en vain qu'elle interdit que l'on prononce ce mot terrible " contre-révolution ". Les masses travailleuses savent parfaitement que la chose existe, que la contre-révolution progresse sous la protection du gouvernement et que les monstres de la réaction, les fascistes déguisés, les anciens " caciques ", redressent à nouveau la tête. Et comment ne le sauraient-elles pas, puisqu'il n'est pas de village en Catalogne qui n'ait reçu les expéditions punitives des gardes d'assaut, où ils n'aient pas attaqué les ouvriers de la C.N.T., détruisant leurs organisations de branche, ou, pire, ces produits prodigieux de la révolution, les collectivités paysannes, afin de rendre la terre à ses anciens propriétaires, dont la plupart sont toujours reconnus comme fascistes, ex " caciques " de l'époque noire de Gil Robles, Lerroux ou Primo de Rivera? Les paysans ont pris les biens des patrons - qui légalement ne leur appartenaient pas - pour les mettre au service du travail collectif, en autorisant les anciens patrons à retrouver, s'ils le désiraient, leur dignité dans le travail. Les paysans croyaient qu'une si noble tâche était garantie par sa propre efficacité, si le fascisme ne triomphait pas et il ne pouvait pas triompher. Ils ne pouvaient guère soupçonner qu'au coeur de la guerre contre le terrible ennemi, sous un gouvernement d'hommes de gauche, les forces publiques (police) viendraient détruire ce qu'ils avaient créé au milieu de tant de fatigue et d'enthousiasme. Pour qu'une chose aussi inconcevable arrive, il a fallu que les prétendus communistes viennent au pouvoir, par de sales combines. Et les travailleurs, toujours prêts aux plus grands sacrifices pour défaire le fascisme, n'arrivaient pas à comprendre que l'on puisse les attaquer par derrière, qu'on les ait humiliés et trahis, alors qu'il y avait tant à faire encore pour battre l'ennemi commun [...]

« La technique de la répression est toujours la même. Des camions de gardes d'assaut qui pénètrent en conquérants dans les villages, des mises en fiche sinistres dans les organisations de branche de la C.N.T., l'annulation des conseils municipaux où la C.N.T. était représentée, des recherches et des arrestations écrasantes; la saisie des vivres des collectivités; le retour de la terre à ses anciens propriétaires. »

Cette description simple et émouvante était suivie d'une longue liste de villages, avec les dates auxquelles ils furent attaqués, les noms de ceux qui furent emprisonnés ou tués, et, dans les mois suivants, la liste ne fit que s'allonger.

Les bases juridiques des installations collectivisées reposaient, dans l'industrie et le commerce, sur le fondement incertain du décret de collectivisation du 24 octobre 1936. Mais la Generalidad avait aboli ce décret immédiatement après les journées de mai. On prit prétexte de l'effort de la C.N.T. pour libérer les usines de l'étranglement des fonctionnaires des douanes, qui délivraient des certificats de propriété sans lesquels les marchandises exportées étaient séquestrées dès leur arrivée à l'étranger, à la

demande de leurs anciens propriétaires émigrés. Le Conseil de l'économie (du ministère de l'industrie), dirigé par les anarchistes, adopta le 15 mai une proposition de décret selon lequel les entreprises collectivisées seraient enregistrées en tant que propriétaires officiels sur le Registre du commerce. Mais la majorité bourgeoise-stalinienne de la Generalidad rejeta cette proposition en se fondant sur le fait que le décret de collectivisation du 24 octobre « avait été dicté sans compétence par la Generalidad » parce qu'« il n'y avait pas, et il n'y a toujours pas, de législation de l'Etat (espagnol) à appliquer », et que « l'article 44 de la Constitution (espagnole) déclare que les expropriations et les nationalisations sont des fonctions de l'Etat (espagnol) », c'est-à-dire que le statut d'autonomie de la Catalogne avait été outrepassé. La Generalidad devrait maintenant attendre les ordres de Valence. Mais Companys avait signé le décret d'octobre ! C'était pendant la révolution...

L'agence principale de la contre-révolution économique était le G.E.P.C.I. (Corporations et syndicats de petits commerçants et industriels), organisation d'hommes d'affaires établis depuis longtemps, incorporée dans la section catalane de l'U.G.T. par les staliniens, mais rejetée par l'U.G.T. à l'échelon national. La carte du syndicat en poche, ces hommes faisaient en toute impunité ce qu'ils n'auraient jamais osé faire avant le 19 juillet contre les travailleurs organisés. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas de petits patrons, mais de grands chefs d'entreprise. On leur accordait préférentiellement des crédits financiers, des matières premières, des services d'exportation, etc., au détriment des usines collectivisées. Un petit détail allait détruire le mythe stalinien selon lequel il s'agissait de petits commerçants ou artisans. En juin 1937, les travailleurs du vêtement de l'U.G.T. élaborèrent un projet de hiérarchie des salaires identique à celui des usines de vêtements collectivisées et voulurent négocier avec les entreprises de vêtements capitalistes. Les employeurs rejetèrent leurs revendications. Mais qui étaient ces derniers ? Tous, sans exception, des membres du G.E.P.C.I., c'est-à-dire des membres de l'U.G.T. de Catalogne, comme les employés auxquels ils refusaient des augmentations de salaire ! (*Solidaridad obrera*, du 10 juin). Le plus réactionnaire des bureaucrates syndicaux, comme Bill Green ou Ernest Bevin, aurait-il proposé que patrons et ouvriers appartiennent au même syndicat ? Non, seuls les staliniens pouvaient franchir cet énorme pas en arrière, singeant l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie.

En juin, sous le mot d'ordre de « municipalisation », le P.S.U.C. lança une campagne pour arracher les transports, le gaz, l'électricité et d'autres secteurs clefs de l'industrie au contrôle ouvrier. Le 3 juin, la délégation du P.S.U.C. proposait formellement au Conseil municipal de Barcelone de « municipaliser » les services publics. Naturellement, les conseillers de la C.N.T. seraient chassés le lendemain, et les staliniens auraient entre leurs mains les services publics pour la prochaine étape : le retour à leurs anciens propriétaires. Mais cette fois, ils n'affrontaient pas seulement les dirigeants de la C.N.T. qui temporisaient, en disant que la « municipalisation » était prématurée en ce domaine, qu'il fallait commencer par le logement, mais la riposte massive des travailleurs concernés. Le Syndicat des travailleurs des transports placarda sur tous les immeubles de la ville d'immenses affiches :

« Les conquêtes révolutionnaires appartiennent aux travailleurs. Les collectivités ouvrières sont le fruit de ces conquêtes [...] Nous devons les défendre [...] Municipaliser les services publics urbains oui, mais seulement quand les municipalités appartiendront aux travailleurs, et non aux politiciens. »

Les affiches démontraient que, depuis que le contrôle ouvrier existait, il y avait eu une hausse de 30 % des avantages accordés aux entreprises, une baisse des prix, une augmentation de l'emploi, d'importantes donations aux collectivités agricoles, des subventions pour les travailleurs des ports, la sécurité sociale pour les familles de travailleurs décédés ou blessés, etc. Pour l'instant, la progression des staliniens était stoppée sur ce terrain.

Mais les staliniens ne renoncèrent pas à leur projet de détruire le contrôle ouvrier sur les usines. La Generalidad catalane fixa au 15 septembre la date limite pour prouver la légalité de la collectivisation des usines. Puisque la majeure partie de la collectivisation avait été faite du jour au lendemain pour

accélérer la guerre civile contre le fascisme, peu d'entreprises avaient accompli une quelconque procédure juridique. En vérité, quelles étaient les formalités d'expropriation ? Nous avons traité du décret originel du 24 octobre 1936 dans le chapitre sur le premier cabinet de la Generalidad. Il avait été élaboré très précisément dans le but de fournir des coins à enfoncer dans l'avenir. Et maintenant, la Generalidad l'avait dénoncé ! Elle pourrait désormais examiner la légalité de la révolution sociale à loisir et selon sa volonté, et y trouver sans aucun doute des tas d'imperfections. Quelle affaire absurde mais tragique !

Les staliniens avaient établi leur emprise d'abord dans l'industrie alimentaire. ses réseaux de distribution, marchés, etc., en détenant depuis décembre le ministère de l'Approvisionnement de la Generalidad. A cette date, ils avaient promptement dissous les comités ouvriers à l'approvisionnement qui approvisionnaient alors les villes à des prix contrôlés. Malgré la temporisation de la presse de la C.N.T. et l'écran de la censure, les rapports reflétaient ce qui était en train de se passer

« Les collectivités, les entreprises socialisées et les coopératives, qui comprennent des membres de l'U.G.T. comme de la C.N.T., sont devenues la cible de ceux qui se sont cachés en désertant le 19 juillet [] Les laitiers des deux syndicats sont arrêtés à droite et à gauche. Les vaches et les laiteries, organisées légalement en coopératives, sont confisquées, bien que le statut ait été approuvé officiellement par la Generalidad il y a plusieurs mois. Ces vaches et ces laiteries sont rendues à leurs anciens propriétaires [] La même chose se produit bien qu'à une moindre échelle, dans l'industrie du pain [] Nos marchés, le marché central du poisson, etc., souffrent aussi de ces attaques vicieuses de l'ancienne bourgeoisie, bien qu'ils aient été collectivisés légalement. Elles sont encouragées par les campagnes empoisonnées dirigées quotidiennement dans la presse du parti qui s'est fait le champion de la défense du G.E.P.C.I. Il ne s'agit plus simplement d'une offensive contre les collectivités C.N.T., mais contre toutes les conquêtes révolutionnaires de l'U.G.T.-C.N.T. [].

« Levons le poing contre les fascistes et les contre-révolutionnaires qui se cachent derrière une carte syndicale ! » (Solidaridad obrera, 29 juin.)

« Le ministère de l'Approvisionnement est-il au service du peuple, ou s'est-il transformé en grand commerçant ? demandait la presse de la C.N.T. Les articles de base de la nourriture sont : le riz, les haricots, le sucre, le lait, etc. Pourquoi ne sont-ils pas inclus dans ce que le Comité de distribution, formé récemment par l'U.G.T.-C.N.T., répartit également entre les magasins de Barcelone, sans tenir compte de l'organisation à laquelle ils appartiennent. ,

Au lieu de cela, ces articles restent sans contrôle, à la merci du G.E.P.C.I. Répondant à l'amertume des masses, la *Noche* du 26 juin titrait : « *La peine de mort pour les voleurs ! Abus scandaleux des marchands aux dépens du peuple.* » Et, après avoir montré d'après les statistiques officielles la hausse précipitée des prix entre juin 1936 et février 1937, elle disait :

« Cela n'aurait pas été si mauvais si les prix étaient restés à ce niveau ! On peut parler aux ménagères de la hausse du coût de la vie depuis février. Elle atteint des sommets exorbitants [...] Il nous faut créer une forme quelconque de protection des intérêts du peuple contre l'égoïsme des marchands qui opèrent impunément. »

Oui, c'était bien au niveau de l'approvisionnement que les staliniens avaient établi leur emprise la plus totale. Résultat la famine, oui une véritable famine écrasait la Catalogne. L'amertume des masses se lisait dans *Solidaridad obrera* du 19 septembre :

« Les mères ouvrières dont les fils sont au front souffrent stoïquement ici de la faim, avec leurs petits enfants innocents [...] Nous disons que ces sacrifices devraient être supportés par tous, et qu'il est inconcevable qu'il existe de fait des endroits où, en y mettant un prix inaccessible à n'importe quel travailleur, on puisse trouver de tout. Les restaurants de luxe sont une véritable provocation et devraient disparaître, comme devraient disparaître tous les privilèges dans quelque secteur que ce soit.

L'inégalité flagrante, les privilèges sont, dans une telle situation, un terrible dissolvant de la cohésion des masses. On doit les éliminer à tout prix [...] Protégée [...] une caste répugnante de spéculateurs et de profiteurs est entrée en action et trafique avec la faim du peuple.

Nous répétons que notre peuple ne craint pas les sacrifices, mais ne tolère pas d'inégalités monstrueuses Respectons le prolétariat qui lutte et souffre ! »

Non, les masses ne craignent pas les sacrifices. Les travailleurs de Petrograd ont souffert des privations les plus extrêmes - il n'y avait même pas d'eau courante dans la ville pendant la guerre civile. Mais tout le monde partageait éalement ce qu'il y avait. Ce ne sont pas les affres nues de la faim qui tordent le visage des travailleurs de Barcelone, de leurs femmes et de leurs enfants. C'est que, tandis qu'ils ont faim, la bourgeoisie s'empiffre - et en pleine guerre civile contre le fascisme ! Mais c'est la conséquence inévitable de la perpétuation de la « démocratie » bourgeoise.

A ceux qui ont été impressionnés par le « bon sens » stalinien, consistant à combattre modestement pour la démocratie, nous disons : Commencez-vous à comprendre ce que cela signifie concrètement pour le peuple espagnol ?

XIV

La conquête de l'Aragon

La province fertile de l'Aragon était l'incarnation vivante de la lutte victorieuse contre le fascisme. Ce fut la seule province effectivement investie par les fascistes, puis reconquise sur eux par la force des armes. Les masses catalanes, qui avaient sauvé l'Aragon, en tiraient une fierté toute particulière. Trois jours après la victoire à Barcelone, les milices de la C.N.T. et du P.O.U.M. étaient parties pour l'Aragon. Le P.S.U.C. y était faible et n'y fit que peu de choses ou rien. Ici, des batailles mémorables - Monte Aragon, Estrecho Quinto, etc. - n'étaient associées qu'aux héros de la C.N.T. et du P.O.U.M., qui les avaient gagnées. Ce fut dans la conquête victorieuse de l'Aragon que Durruti acquit sa gloire légendaire de chef militaire, et les forces qu'il conduisit en novembre à la défense de Madrid étaient les troupes éprouvées dont le moral victorieux s'était forgé au cours des victoires de l'Aragon.

Le fait que les milices, sous la direction de Durruti, se soient comportées en armée de libération sociale n'était pas la moindre des raisons des succès de l'Aragon. Chaque village arraché aux fascistes était transformé en forteresse de la révolution. Les milices organisèrent des comités de villages auxquels on remit les grandes propriétés et leur équipement. On fit des feux de joie avec les titres de propriété et les hypothèques. Les colonnes de la C.N.T. et du P.O.U.M. pouvaient aller de l'avant, sûres que chaque village ainsi transformé qu'elles laissaient derrière elles combattrait jusqu'à la mort pour la terre qui désormais lui appartenait.

Forts de leur succès dans la libération de l'Aragon, les anarchistes ne rencontrèrent qu'une faible résistance du bloc bourgeois stalinien dans les premiers mois. Les conseils municipaux de l'Aragon étaient directement élus par les communautés. Le Conseil de l'Aragon fut d'abord à dominance anarchiste. Lorsque le cabinet Caballero fut formé, les anarchistes accordèrent un représentant aux autres groupes antifascistes dans le Conseil. Mais, jusque dans les derniers jours de son existence, les masses

de l'Aragon se regroupèrent autour des organisations libertaires. Les staliniens ne formaient qu'un petit groupe sans influence.

Les trois quarts des terres au moins étaient collectivisées. Sur 400 collectivités, 10 seulement adhèrent à l'U.G.T. Les paysans qui voulaient travailler la terre individuellement le pouvaient, pour autant qu'ils n'emploient pas de travailleurs salariés. On possédait individuellement du bétail pour la consommation familiale. La communauté subventionnait les écoles. Le résultat du travail collectif fut que la production agricole s'accrut de 30 à 50 pour 100 par rapport à l'année précédente. On céda volontairement et gratuitement d'énormes surplus au gouvernement, pour le front.

On tenta d'appliquer les principes libertaires dans le domaine de la monnaie et des salaires. Les salaires furent payés par un système de coupons échangeables contre des marchandises dans les coopératives. Mais ce ne fut qu'une pieuse gémissement devant la tradition anarchiste, car les comités, qui vendaient et achetaient des produits dans le reste de l'Espagne utilisaient forcément la monnaie dans toutes leurs transactions ; les coupons ne furent ainsi qu'un simple système interne de comptes, basé sur la monnaie détenue par les comités. Les salaires étaient répartis selon l'unité familiale. Un producteur seul recevait l'équivalent de 25 pesetas. Un couple marié dont l'un des membres seulement travaillait en recevait 35, à quoi s'ajoutait 4 pesetas supplémentaires par enfant. Ce système souffrait d'une grande faiblesse, d'autant plus que dans le reste de l'Espagne régnait un système de grande disparité des salaires entre les travailleurs manuels et intellectuels, et rapidement ceci entraîna le départ des techniciens de l'Aragon. Mais pour le moment toutefois, la conviction idéologique qui inspirait la majorité des techniciens et ouvriers qualifiés des organisations libertaires fit plus que compenser cette carence. Admettons qu'avec la stabilisation de la révolution, une période transitoire de meilleurs salaires pour les travailleurs spécialisés et qualifiés aurait nécessairement été instituée. Mais les staliniens qui avaient l'impudence d'opposer la situation de l'Aragon aux monstrueuses disparités de salaires de l'Union soviétique semblaient avoir complètement oublié que le salaire familial - l'essence du -c à chacun selon ses besoins » de Marx - était un but à atteindre, dont l'Union soviétique était infiniment plus éloignée sous Staline que sous Lénine et Trotsky.

La majorité anarchiste au Conseil de l'Aragon en vint à abandonner dans la pratique la théorie anarchiste de l'administration économique autonome. Le Conseil se comportait en instance centralisatrice. L'opposition était si désespérément minoritaire en Aragon, et les masses tellement acquises à l'ordre nouveau que l'on ne se souvient pas d'une seule réunion stalinienne de masse directement opposée au Conseil dans cette province. Plusieurs meetings communs eurent lieu avec une participation stalinienne jusqu'au 7 juillet 1937 inclus. Ni dans ces meetings, ni ailleurs *en Aragon*, les staliniens ne répétèrent les calomnies que leur presse répandait partout ailleurs, de manière à préparer le terrain à l'invasion.

Plusieurs dirigeants ouvriers étrangers visitèrent l'Aragon et en firent l'éloge. Parmi eux Carlo Rosselli, dirigeant antifasciste italien, qui servait comme commandant sur le front de l'Aragon (avant d'être assassiné par les fascistes avec son frère lors d'une permission à Paris). Juin, socialiste français éminent, loua l'Aragon dans *le Peuple*. *Giustizia e libertà*, organe dirigeant de l'antifascisme italien, disait des collectivités de l'Aragon - « *Les bénéfices manifestes du nouveau système social ont renforcé l'esprit de solidarité parmi les paysans, en les poussant à une activité et à des efforts accrus.* »

Les bénéfices manifestes de la révolution sociale ne faisaient cependant pas le poids dans la balance, face aux sinistres nécessités du programme bourgeois stalinien de stabilisation d'un régime bourgeois, dans le but de se gagner les faveurs de l'impérialisme franco-anglais. En préalable à l'obtention de ces faveurs, il y avait la destruction de tout vestige de révolution sociale. Mais les masses de l'Aragon étaient unies. La destruction devrait dès lors venir de l'extérieur. Lorsque le gouvernement Negrin

parvint au pouvoir, la presse bourgeoise et stalinienne mit en place un terrible système de propagande contre l'Aragon. Et, après trois mois de préparation, l'invasion fut déclenchée.

Le 11 août, le gouvernement décréta la dissolution du Conseil de l'Aragon. On nomma à sa place un gouverneur général, nanti des pouvoirs que la législation en cours accorde aux gouverneurs civils ». Cette législation datait du temps de la réaction. Montecon, le gouverneur général, ne fut toutefois qu'une potiche. Le véritable travail fut exécuté par les forces militaires sous la direction du stalinien Enrique Lister.

Lister, un des héros fabriqués par les staliniens (C.N.T. publia sa photo sous le titre « Héros de plusieurs batailles. Nous le savons parce que le Parti communiste nous l'a dit » l'ironie étant le seul moyen de franchir la censure) conduisit ses troupes à l'arrière de l'Aragon. Les conseils municipaux élus directement par la population furent dissous par la force. Les collectivités furent anéanties et leurs dirigeants emprisonnés. Comme dans le cas des prisonniers du P.O.U.M. en Catalogne, le gouverneur général lui-même ignorait où se trouvaient les membres du Comité régional de la C.N.T. arrêtés par les bandes de Lister. Ils possédaient bien entendu des sauf-conduits du gouverneur général, mais cela ne servit pas à les sauver. Joaquín Ascaso, président du Conseil de l'Aragon, fut emprisonné sous l'inculpation de... vol de bijoux ! La censure gouvernementale interdit à la presse de la C.N.T. de publier la nouvelle de l'emprisonnement d'Ascaso et de divulguer son lieu d'incarcération, et, de son point de vue intégralement réactionnaire elle avait raison, car Ascaso représentait, comme avant lui le défunt Durruti, la chair et le sang des masses. Elles auraient alors démoli sa prison de leurs mains nues.

Qu'il suffise de dire que la presse officielle de la C.N.T. peu soucieuse de réveiller les masses - compara l'assaut contre l'Aragon à l'assujettissement des Asturies par López Ochoa en octobre 1934.

La presse stalinienne publia des fables fantastiques pour justifier le viol de l'Aragon. *Frente Rojo* écrivit :

« Sous le régime du Conseil de l'Aragon défunt, les citoyens et la propriété ne jouissaient d'aucune garantie [...] Le gouvernement trouvera en Aragon des arsenaux gigantesques, des milliers de bombes, des centaines de mitrailleuses du dernier modèle, des canons et des tanks stockés là, non pour combattre le fascisme sur les champs de bataille, mais appartenant à ceux qui voulaient faire de la province un bastion à partir duquel ils combattraient le gouvernement de la République [...] Pas un paysan qui n'ait été contraint d'entrer dans les collectivités. Celui qui résistait subissait, sur son corps et sa petite propriété, les sanctions de la terreur. Des milliers de paysans ont quitté la région, préférant quitter la terre que de supporter les innombrables méthodes de torture du Conseil [...] la terre fut confisquée, ainsi que les anneaux, les médaillons et même les pots de terre. Les animaux, le grain, et même la nourriture cuite et le vin de la consommation familiale furent confisqués [...] On installa dans les conseils municipaux des fascistes connus et des chefs phalangistes.

Munis des cartes du syndicat, ils faisaient office de maires et de conseillers, d'agents de l'ordre public en Aragon, eux qui, bandits de profession à l'origine, établirent un régime gouvernemental de banditisme. »

S'attendait-on sérieusement à ce que quelqu'un croie à ces absurdités ? L'alibi selon lequel une insurrection se préparait, manifestait à l'évidence la mentalité policière des staliniens. C'était malheureusement faux. Les armes ? Le 6 mai, le front de l'Aragon était tombé sous le contrôle total du gouvernement, le général Pozas, membre du parti stalinien, détenant le commandement suprême. Avant cela, et depuis octobre 1936, la presse de la C.N.T., du P.O.U.M. et de la F.A.I., avait longuement déploré précisément la pénurie d'armes sur le front de l'Aragon. Elle avait dénoncé aussi le fait que la garde armée des collectivités en soit dangereusement dépourvue, alors qu'elle faisait véritablement partie de la défense de première ligne, compte tenu de l'irrégularité et de la mouvance du front. La presse, les tribunes, les radios reprirent pendant huit mois ces accusations, et l'on accusait de

surcroît les staliniens de limiter la distribution des armes de l'aide russe. Ils avaient accueilli ces accusations précises par un silence de mort. Et maintenant, dans l'atmosphère de pogrom d'août 1937, ils déclaraient qu'il y avait trop d'armes ! Nul ne croyait, nul ne pouvait croire ces absurdités, pas même les membres du parti.

Mais ces accusations se passent de réfutation car, le 18 septembre, en effet, l'homme dénoncé comme le principal coupable, celui qui aurait fait régner la terreur, installé les fascistes, etc., Joaquín Ascaso, fut libéré. S'ils avaient été capables de prouver leurs accusations contre lui dans leurs cours corrompues, pourquoi les staliniens ne le firent-ils pas ? la réponse, c'est qu'il ne s'agissait que de balivernes. Ce qui, cependant, était terriblement réel, c'était la destruction des collectivités d'Aragon.

Lorsque le bloc bourgeois-stalinien eut conquis l'Aragon, et que l'histoire de leur invasion commença à transpirer dans le mouvement ouvrier mondial, où les staliniens n'osèrent pas répéter leurs accusations fantasmagoriques, ils adoptèrent une ligne nouvelle, affirmant que la dissolution du Conseil était nécessaire à la réorganisation du front. Ainsi, Ralph Bates écrivit :

« On a porté des accusations exagérées contre le Conseil de l'Aragon, mais je pense que ce qui suit peut être étayé par des preuves détaillées : l'application de mesures extrêmes à la campagne et la réforme sociale ont sensé la confusion et même l'opposition parmi la paysannerie et les travailleurs non anarchistes. Le contrôle anarchiste des comités militaires de villages a sans aucun doute entravé une conduite efficace des opérations [...] Dès lors, le problème était de mettre l'Aragon sous le contrôle du gouvernement de Valence, dans le cadre de la campagne de réorganisation de ses forces militaires » (New Republic, 27 octobre 1937).

Ce dernier alibi remplissait deux fonctions : tout d'abord écarter les motifs ridicules selon lesquels la dissolution avait d'abord été justifiée ; deuxièmement camoufler le fait que, bien que le gouvernement ait contrôlé complètement le front de l'Aragon depuis mai, ses prétendues offensives aient été des fiascos. L'extrême infamie de tout ceci apparaîtra si nous nous tournons maintenant vers la question militaire elle-même, et si nous étudions le front de l'Aragon dans le cadre du programme global de stratégie militaire.

xv

La lutte militaire sous Giral et Caballero

L'art de la guerre n'est que la continuation de la politique par le moyen de la force³⁹. Une proclamation reprenant les aspirations des paysans sans terre lancée derrière les lignes ennemies, est aussi une machine de guerre. Une révolte suscitée avec succès derrière les lignes ennemies peut être infiniment plus efficace qu'une attaque frontale. Il est aussi important de maintenir le moral des troupes que de les équiper. Se garder contre les officiers traîtres est aussi important que d'entraîner des officiers efficaces. En somme, la création d'un gouvernement ouvrier et paysan pour lequel les masses travailleront et mourront héroïquement est le meilleur complément politique de la lutte militaire contre l'ennemi fasciste dans la guerre civile.

Grâce à cette méthode, les ouvriers et les paysans russes vainquirent l'intervention impérialiste et les

armées blanches sur vingt-deux fronts, en dépit du blocus économique le plus rigoureux qui ait été imposé à une nation. Dans ces conditions défavorables, Trotsky sembla faire des miracles dans l'organisation et la direction de l'Armée rouge, mais ces miracles étaient faits de politique révolutionnaire, et des capacités de sacrifice, de travail et d'héroïsme d'une classe qui défendait sa libération toute nouvelle.

On peut démontrer qu'une politique réactionnaire détermina la politique militaire erronée du gouvernement « loyaliste » en examinant le développement de la lutte sur le plan militaire.

Le cabinet de Front populaire de Giral tint la barre du 19 juillet au 4 septembre 1936 - sept semaines décisives avec le soutien politique inconditionnel des staliniens et des socialistes de Prieto (en vérité, Prieto ne faisait pas partie officiellement du ministère ; il ne s'était assuré un poste dans le gouvernement que depuis le 20 juillet).

Le gouvernement Giral disposait environ de six cent millions de dollars en or. Souvenez-vous que le véritable embargo sur la livraison d'armes à l'Espagne ne fut pas établi avant le 19 août, date à laquelle le ministère du Commerce britannique annula toutes les autorisations d'exportations d'armes et d'avions vers l'Espagne. Le gouvernement Giral disposa ainsi de près d'un mois pour acheter des stocks d'armes, mais, fait accablant, il n'acheta presque rien ! On a déjà raconté l'histoire de la tentative traître d'Azaña-Giral de passer un compromis avec les fascistes. Un fait supplémentaire : Franco et ses amis attendirent six jours pour former leur propre gouvernement. Gil Robles révéla plus tard qu'ils attendaient un arrangement satisfaisant avec le gouvernement de Madrid. Pendant ce temps, les milices avaient fait leur apparition parmi les travailleurs, et Giral n'avait plus la possibilité d'agréer les exigences de Franco.

Les acquis les plus importants de ces sept premières semaines furent la marche victorieuse des milices catalanes sur l'Aragon, qui utilisaient la socialisation du soi au même titre que leurs fusils, et l'attaque des navires loyalistes contre les transports de troupes de Franco depuis le Maroc.

« La loyauté d'une grande partie de la marine empêcha de façon décisive Franco de transporter nombre de troupes marocaines en métropole, dans les deux premières semaines de la guerre. Dans le Sud, les patrouilles navales rendaient le transport par mer extrêmement hasardeux. Franco fut contraint de recourir à un pont aérien, mais cela était lent. Dans ce contexte, le gouvernement eut une chance supplémentaire d'organiser la défense et de prendre des stocks », écrivaient à l'époque deux staliniens ⁴⁰. Ce qu'ils oublièrent d'ajouter, c'est que les navires de guerre étaient commandés par des comités de marins élus qui, comme les milices, ne faisaient aucune confiance au gouvernement Giral et conduisaient les opérations en dépit de la passivité du gouvernement. Ceci prendra toute sa signification quand nous en viendrons à la politique navale du cabinet Caballero-staliniens-Prieto.

Les terribles défaites de Badaroz et Iran jetèrent bas le cabinet Giral. Pierre Van Paasen raconte dans un message émouvant pourquoi Irun fut prise .

« Ils combattirent jusqu'à la dernière cartouche, les hommes d'Irun. Quand ils n'eurent plus de munitions, ils lancèrent des bâtons de dynamite. Quand la dynamite fut épuisée, ils se précipitèrent en avant les mains nues, et empoignèrent chacun leur homme, tandis que l'ennemi, soixante fois plus fort, les étripait à la bayonnette. Une fille barra la route à deux voitures blindées pendant une demi-heure, en lançant des bombes à la glycérine. Puis les Marocains foncèrent sur la barricade dont elle était l'ultime défenseur vivant, et la réduisirent en charpie. Les hommes de fort Martial tinrent 300 légionnaires étrangers à distance pendant une demi-journée en roulant des rochers du haut de la colline où est perché le vieux fort. »

Irun tomba parce que le gouvernement Giral n'avait fait aucune tentative de fournir des munitions à ses défenseurs. Le Comité central des milices antifascistes de Catalogne, ayant déjà transformé les entreprises disponibles en usines de munitions, avait envoyé plusieurs wagons de celles-ci à Irun par le

chemin de fer régulier. Mais cette voie ferrée traverse en partie le territoire français. Et le gouvernement du camarade » Blum, l'allié de Staline, avait retenu les wagons à Behobia, tout près de la frontière, pendant des journées entières... ils passèrent le pont en direction d'Irun après la victoire des fascistes.

Le cabinet Giral céda la place au gouvernement de Front populaire « véritable et intégral » de Caballero-Prieto-Staline. Il avait sans aucun doute la confiance d'une grande partie des masses. Les milices et les comités de marins obéirent à ses ordres dès le début.

Le nouveau gouvernement devait entreprendre trois campagnes militaires majeures. Il avait certes d'autres tâches, mais c'était là les plus importantes, les plus pressantes, et les plus simples, fondamentalement.

Le Maroc et Algesiras

Pendant les six premiers mois, le Maroc espagnol fut la base militaire de Franco. Il devait en ramener ses Maures, ses légionnaires et ses fournitures militaires. Les premiers succès du harcèlement des lignes de communications de Franco avec le Maroc par la marine loyaliste, sous les ordres de comités de marins se poursuivirent. Le 4 août, le croiseur loyaliste *Libertad* bombarda efficacement la forteresse fasciste de Tarrifa au Maroc. Ce fut un coup terrible porté contre Franco. Si terrible que la première intervention ouverte des Italiens y fit réponse : un avion italien lâcha des bombes sur le *Libertad*. Lorsque les navires de guerre loyalistes se mirent en position pour un bombardement de grande ampleur sur Ceuta, au Maroc, pendant le chargement des transports fascistes, le vaisseau de guerre allemand *Deutschland* fit impudemment le va-et-vient entre la flotte loyaliste et Ceuta pour empêcher ce bombardement. Une semaine plus tard, un croiseur espagnol arraisonna le cargo allemand *Kamerun*, qu'il trouva chargé jusqu'au pont d'armes destinées à Franco, et l'empêcha d'accoster à Cadix. Sur ces entrefaites, le Portugal appuya ouvertement les fascistes, en autorisant le *Kamerun* à accoster dans un port portugais, et en transmettant les munitions à Franco par la voie ferrée. Les commandants de la marine allemande reçurent l'ordre d'ouvrir le feu sur les navires espagnols qui tenteraient de stopper les convois de munitions allemands. Si les opérations navales des loyalistes s'étaient poursuivies, elles auraient été fatales à Franco, et ses alliés auraient dû se démasquer complètement pour le sauver.

Le cabinet Caballero fut formé à cette époque, et Prieto, qui collaborait maintenant étroitement avec les staliniens, et qui était toujours « l'homme de la France », prit la tête du ministère de la Marine. Il mit fin aux opérations navales au large du Maroc et dans le détroit de Gibraltar, et rappela les forces loyalistes qui tenaient Majorque.

La tâche de l'heure était d'empêcher les Maures et les légionnaires de prendre pied à Algesiras et de constituer cette armée qui allait bientôt entreprendre une marche effrayante, tout droit, de Badaroz à Tolède, et, par Tolède et Talavera de la Reina, jusqu'aux portes de Madrid. La Marine devait être aux premières lignes dans cette tâche. Mais on ne l'utilisa pas à cet effet.

Au contraire, à la mi-septembre, la quasi-totalité de la flotte - y compris le cuirassé *Jaime I*, les croiseurs *Cervantes* et *Libertad*, et trois destroyers - reçurent l'ordre de quitter Malaga pour se diriger vers la côte de Biscaye en contournant toute la péninsule ! Ils laissèrent derrière eux le destroyer *Ferrandix* et le croiseur *Gravina*. Le 29 septembre, deux croiseurs fascistes coulèrent le *Ferrandix*, après avoir bombardé et mis en fuite le *Gravina*. En vertu de quelles considérations les forces navales furent-elles envoyées vers les côtes de Biscaye, alors que les nouveaux messages rapportaient - pour ne prendre qu'un exemple - que « un chalutier armé transportant des troupes marocaines de Ceuta et

escorté par le Canarias, le Cervera, un destroyer et un torpilleur a passé le détroit ce soir. Le convoi a débarqué les troupes à Algesiras sans obstacle. Il ramenait du Maroc des fusils de guerre et d'autres fusils, ainsi que d'abondantes munitions ». (New York Times du 29 septembre.) Quelles considérations ? Sans doute pas militaires, car les forces envoyées en Biscaye étaient plus que suffisantes pour affronter le convoi armé fasciste. Et couper les communications avec le Maroc constituait certainement la tâche principale de la marine.

L'expert militaire américain Hanson W. Baldwin écrivait dans le *New York Times* du 21 novembre, à propos de la question navale en Espagne :

« La Marine espagnole a été dans une large mesure négligée, surtout pendant les récentes années troublées de l'histoire de la République, et elle n'a jamais été sérieusement dirigée ou équipée en hommes. Mais avec des équipages efficaces et bien entraînés, la poignée de croiseurs et de destroyers espagnols aurait pu constituer une force avec laquelle il aurait fallu compter, surtout dans l'étroit bassin méditerranéen où des navires bien commandés auraient pu depuis longtemps couper la voie de communication entre le général Franco et son réservoir de main-d'oeuvre en Afrique [...]

« Si l'on en juge d'après les rapports quelque peu obscurs, la plupart des navires - en dépit des efforts de leurs officiers - continuaient à arborer les couleurs rouge, jaune et mauve de l'Espagne loyaliste, ou hissaient des drapeaux rouges à leurs mâts [...]

« Mais dans l'ensemble le rôle de la marine dans la guerre civile a été mineur jusqu'ici. Les engagements occasionnels auxquels les navires ont participé ont tenu la plupart du temps de l'opéra bouffe (en français dans le texte), et ont attesté du peu d'adresse et de qualification marine des équipages. »

Les opérations loyalistes du 27 septembre à Zumaga, près de Bilbao, firent cependant la preuve d'un tir précis. Toutefois, le vrai problème est qu'il aurait été facile de doter les vaisseaux de guerre loyalistes d'équipages capables. Toulon, Brest et Marseille regorgeaient de milliers de marins socialistes ou communistes, vétérans de la marine, parmi lesquels on comptait des canonnières et des officiers éprouvés. Ils auraient largement pu diriger la flotte, ainsi que d'autres navires que l'on aurait pu construire sur les principaux chantiers navals, à Carthagène, par exemple, qui était aux mains des loyalistes.

De retour finalement de la côte Nord, la flotte jeta l'ancre loin du détroit, à Carthagène, et y resta, sauf pour quelques voyages sans but le long de la côte. On apprit qu'elle existait, le 22 novembre, lorsque des sous-marins étrangers pénétrèrent dans le port de Carthagène et lâchèrent des torpilles dont l'une endommagea le *Cervantes*. Le même jour, le ministre de la Marine annonça la réorganisation de la flotte pour combattre les tentatives de blocus... et l'on n'entendit plus parler de ce projet. Franco transportait à sa guise des milliers d'hommes de troupe et les armes dont il avait besoin de Ceuta à Algesiras.

Camillo Berneri disait de la marine, dans une lettre à Montseny réclamant que les ministres anarchistes combattent publiquement la politique erronée du gouvernement :

« La concentration des forces venues du Maroc, la piraterie aux Canaries et aux Baléares, la prise de Malaga sont les conséquences de cette inactivité. Si Prieto est incapable et inactif, pourquoi le tolérer ? S'il est empêtré dans une politique qui paralyse la flotte, pourquoi ne pas la dénoncer. »

Pourquoi Prieto et le bloc gouvernemental suivaient-ils cette politique suicidaire ? C'était simplement l'un des aspects de la politique d'ensemble qui consistait à se ménager la bienveillance de l'Angleterre et de la France. Ce qu'ils recherchaient est clair : une politique navale loyaliste offensive, comme les incidents d'août au large du Maroc l'avaient montré, aurait précipité la guerre civile dans une phase décisive. Elle aurait menacé d'écraser Franco immédiatement. L'Allemagne et l'Italie, dont le prestige

était impliqué dans le soutien à Franco, auraient peut-être été amenées à franchir quelques pas désespérés pour le défendre - tel que le recours ouvert aux marines italienne et allemande pour nettoyer les détroits de la flotte loyaliste. Mais l'Angleterre et la France n'auraient pas pu tolérer le contrôle des détroits par l'Italie et l'Allemagne (qui auraient pu les garder). Il n'est évidemment pas certain qu'une guerre ouverte eût commencé ainsi. L'Allemagne et l'Italie auraient peut-être hésité avant de précipiter la guerre, surtout avant qu'ils reconnaissent officiellement le gouvernement de Burgos, ce qui eut lieu le 9 novembre 1936. Si les révolutionnaires avaient pris l'initiative et lancé en août et septembre une campagne navale systématique et audacieuse, et réussi à couper le Maroc de l'Espagne, il est probable que l'Allemagne et l'Italie auraient battu en retraite aussi élégamment que possible. L'impérialisme anglo-français, toutefois, n'avait aucun intérêt dans une victoire loyaliste, mais voulait étouffer un conflit armé tout en résistant à tout empiétement sur leurs intérêts impérialistes en Méditerranée. Et il y réussit grâce à l'orientation anglo-française du gouvernement loyaliste. Par la suite, chaque mois qui passait, impliquant de plus en plus profondément l'Allemagne et l'Italie, rendit de plus en plus vraisemblable qu'une remise en activité de la marine loyaliste provoquerait une explosion internationale. Elle cessa tout simplement d'exister en tant qu'arme loyaliste.

Tel est le premier exemple dramatique de la façon dont la politique contre-révolutionnaire contrecarra la lutte militaire.

La même orientation anglo-française explique qu'Algesiras, le port espagnol de débarquement des troupes fascistes, ne fut pas attaqué par la terre. La situation stratégique de Malaga en faisait la base d'appui d'une telle entreprise. Au lieu de cela, Malaga elle-même fut laissée sans défense. Tenue principalement par les forces de la C.N.T., qui réclamèrent en vain d'août à février l'équipement nécessaire, la ville fut envahie par un débarquement des forces italiennes, tandis que la flotte qui aurait pu arrêter ces dernières était ancrée à Carthagène. Malaga tomba le 8 février. Depuis deux jours, les milices n'avaient reçu aucune instruction du quartier général. Elles découvrirent la veille de la chute de la ville, que celle-ci avait déjà été abandonnée, sans un mot pour les milices de défense. Il ne s'agit pas d'une défaite militaire, mais d'une trahison. Et la trahison fondamentale n'était pas la désertion de dernière minute de l'état-major, mais la ligne politique qui avait dicté l'inactivité de la marine et la non-utilisation de Malaga comme base contre Algesiras ⁴¹.

Si ce n'était ni par terre ni par mer, il y avait encore un autre moyen de frapper la base marocaine de Franco. Citons Camillo Berneri:

« La base d'opération de l'armée fasciste se trouve au Maroc. Nous devrions intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine dans tous les secteurs d'influence panislamique. Madrid devrait faire des déclarations sans équivoque, annonçant l'abandon du Maroc et la protection de son autonomie. La France craint la possibilité de répercussions et d'insurrections en Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre craint le renforcement de l'agitation en faveur de l'autonomie de l'Egypte, de même que celle des Arabes en Palestine. Il faut utiliser ces craintes au maximum en adoptant une politique qui menace de semer la révolte dans le monde islamique.

Pour une telle politique, il faut de l'argent, et envoyer rapidement des agitateurs et des organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontalières du Maroc français.

» (Gueirra di classe du 24 octobre 1936.)

Mais le gouvernement loyaliste, loin de susciter la peur en France et en Angleterre en favorisant l'insurrection au Maroc espagnol, se mit à leur offrir des concessions dans ce pays ! Del Vayo, ministre des Affaires étrangères, leur envoya une note dont le texte exact ne fut jamais révélé, mais dont on déclara plus tard, sans démenti du cabinet, qu'elle comprenait les points suivants :

« 1) Dans le but de fonder sa politique européenne sur une collaboration active avec la Grande-Bretagne et la France, le gouvernement espagnol propose la modification de la situation africaine.

2) Dans le désir de terminer rapidement la guerre civile, susceptible aujourd'hui d'être prolongée par l'aide allemande et italienne, le gouvernement est disposé à faire certains sacrifices dans la zone espagnole du Maroc, si les gouvernements anglais et français pouvaient prendre des mesures pour empêcher l'ingérence italo-allemande dans les affaires espagnoles. »

L'existence de cette note honteuse fut évoquée pour la première fois un mois après son envoi, lorsque Eden y fit référence en passant, dans la presse anglaise et française le 19 mars. Les ministres de la C.N.T. jurèrent qu'ils n'avaient pas été consultés lors de son expédition. Berneri s'adressa durement à eux :

« Vous faites partie d'un gouvernement qui a offert des avantages au Maroc, à la France et à l'Angleterre, alors qu'il aurait été de votre devoir, depuis juillet 1936, de proclamer officiellement l'autonomie politique du Maroc. L'heure est venue de faire savoir que vous, Montseny, et les autres ministres anarchistes, n'êtes pas d'accord avec la nature et la teneur de telles propositions. [...] Il va sans dire que l'on ne peut pas en même temps garantir les intérêts anglais et français au Maroc et y faire de la propagande pour l'insurrection. Mais cette politique doit changer, et pour cela, nous devons affirmer clairement et fermement nos propres intentions parce qu'à Valence, certains milieux travaillent à faire la paix avec Franco. » (Guerra di classe du 14 avril 1937.)

Mais les dirigeants anarchistes se tinrent coi, et le Maroc resta tranquillement sous la coupe de Franco

42.

L'offensive de l'Aragon, contre Saragosse-Huesca

Feuilletons la presse espagnole, française ou américaine d'août-novembre 1936, et notons le contraste aigu entre les défaites loyalistes sur les fronts central et occidental et les victoires sur le front de l'Aragon. Les troupes C.N.T., F.A.I., P.O.U.M. étaient prédominantes sur ces derniers. Elles obéissaient aux ordres des officiers bourgeois envoyés par le gouvernement, mais en les gardant sous surveillance. A la fin octobre, ayant pris les hauteurs environnantes de Monte Aragon et Estrecho Quinto, les milices de l'Aragon se trouvaient en position de prendre Huesca, la porte de Saragosse.

Un regard sur la carte permet de comprendre aisément l'importance de la prise de Saragosse. Elle est située en travers de la route de la Catalogne et de l'Aragon vers la Navarre, coeur du mouvement fasciste. Saragosse prise, l'arrière de l'armée fasciste qui faisait face au pays basque se trouverait en danger, de même que l'arrière des forces qui convergeaient vers Madrid depuis le Nord. Par là même, une offensive sur ce front aurait permis aux loyalistes de prendre l'initiative de la lutte. De surcroît, Saragosse avait été l'un des principaux fiefs de la C.N.T. et n'était tombée aux mains des fascistes qu'en raison de la trahison complète du gouverneur civil, membre du parti d'Azafia, et nommé par celui-ci.

A la fin septembre encore, une grève générale des travailleurs se poursuivait à Saragosse, bien que ses dirigeants moururent lentement sous la torture, en refusant d'y mettre fin. Une vaste attaque contre Saragosse aurait été accompagnée d'un soulèvement populaire, comme les anarchistes s'y engageaient.

Toutefois, il aurait fallu des avions et de l'artillerie lourde pour prendre les villes très fortifiées de Huesca et Saragosse.

Mais à partir de septembre, un boycott systématique dirigé par le gouvernement contre le front de l'Aragon fut entrepris. L'artillerie et les avions qui arrivèrent de l'étranger début octobre ne furent envoyés que dans les centres contrôlés par les staliniens. On imposa même le boycott des fusils, des mitrailleuses et des munitions. On força les usines catalanes de munitions, subventionnées par le

gouvernement central, à ne céder leurs produits qu'à ceux auxquels celui-ci les destinait. La presse de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. accusa les staliniens d'imposer cette discrimination éhontée contre le front de l'Aragon, avec le soutien des représentants soviétiques. Ce qu'admettent aujourd'hui les amis de Caballero. Les plans de liquidation des milices du gouvernement, dans le but de créer une armée bourgeoise, ne pouvaient être réalisés tant que les milices de la C.N.T. jouissaient du prestige d'une série de victoires à leur actif. Le front de l'Aragon devait donc être repris en main. Cette situation, entre autres, avait porté les dirigeants de la C.N.T. au gouvernement central. Les deux figures principales de l'anarchisme espagnol, Garcia Oliver et Buenaventura Durruti, transférèrent leurs activités à Madrid, le dernier entraînant avec lui les meilleures troupes du front de l'Aragon. Mais le boycott de ce front se poursuivit en dépit des concessions anarchistes. Car il était fondamental pour la stratégie du bloc bourgeois-stalinien de briser à tout prix le prestige et le pouvoir de la C.N.T. Six mois de plaintes et de réclamations dans la presse anarchiste et dans celle du P.O.U.M. pour une offensive sur le front de l'Aragon se heurtèrent au silence de mort de la presse stalinienne. Puis les staliniens se mirent à calomnier l'inaction des miliciens de la C.N.T. sur ce front, avançant ce fait comme une preuve de la nécessité d'une armée bourgeoise. La contre-proposition C.N.T. - P.O.U.M. d'un commandement unifié et d'une armée disciplinée sous contrôle ouvrier fut repoussée.

Les staliniens nièrent pendant plusieurs mois à la face du monde leur sabotage du front de l'Aragon. Mais, quand le fait fut partout connu, ils produisirent un alibi : des tas d'armes avaient été envoyés sur le front de l'Aragon, mais les « trotskystes » les avaient détournés vers les fascistes à travers le no man's land (*Daily Worker* du 5 octobre 1937). Comme toutes les affabulations stalinienne, celle-ci affichait clairement la marque de son évidente fausseté. Le P.O.U.M. - les prétendus trotskystes - avait tout au plus 10 000 hommes sur ce front. La force dominante était la C.N.T. Etait-elle stupide au point de ne pas voir ce que faisait le P.O.U.M., avec sa presse qui réclamait des armes à grands cris ? Ou bien cette histoire ne faisait-elle que préparer le jour où les staliniens accuseraient la C.N.T. de complicité avec le P.O.U.M. dans le détournement des armes au profit des fascistes ?

L'armement pitoyable du front de l'Aragon a été décrit par l'écrivain anglais George Orwell, qui y combattit dans le bataillon de l'I.L.P.

« L'infanterie était armée de bien pire façon qu'une école anglaise d'entraînement du corps des officiers. Il y avait des fusils Mauser hors d'usage qui, d'ordinaire, se bloquaient après 5 coups ; une mitrailleuse pour cinquante hommes à peu près ; un pistolet ou un revolver pour trente hommes environ. Ces armes, si nécessaires dans la guerre de tranchées, n'étaient pas livrées par le gouvernement, et on ne les trouvait qu'illégalement et avec les plus grandes difficultés. »

« Un gouvernement qui envoie des garçons de quinze ans au front avec des fusils vieux de quarante ans et qui garde ses meilleurs hommes et ses armes les plus modernes pour l'arrière, concluait Orwell, craint manifestement plus la révolution que les fascistes. D'où la faiblesse de la politique de guerre de ces six derniers mois, et le compromis par lequel la guerre se terminera presque certainement.

» (Controversy, août 1937.)

Le gouvernement abandonna ainsi l'occasion fournie en Aragon de prendre l'initiative et de porter la guerre en territoire fasciste.

Le front du Nord

Bilbao, les villes industrielles et les mines de fer et de charbon qui l'entouraient constituaient une région industrielle concentrée à laquelle seule la Catalogne était comparable. Dans le cadre de la guerre, elle

lui était même supérieure, car la région catalane dut construire ses industries métallurgiques à partir de rien quand commença la guerre civile. Bilbao aurait dû devenir le centre du plus grand réservoir de munitions espagnol. A partir de cette base matérielle, les armées du Nord auraient dû se diriger rapidement au sud vers Burgos et à l'est vers la Navarre, afin d'opérer la jonction avec les troupes du front de l'Aragon. La stratégie qui s'imposait était des plus élémentaires.

Les capitalistes basques étaient toutefois les maîtres de la région de Biscaye en tant que zone d'influence de l'Angleterre depuis des siècles, elle ne montrait aucun enthousiasme à rejoindre Franco et ses alliés italo-allemands. Mais la bourgeoisie basque n'avait pas non plus l'intention de le combattre à mort. Grâce au soutien du Parti socialiste et du Parti communiste, les capitalistes basques n'avaient pas été dépossédés de leurs usines par les ouvriers après le 19 juillet. Mais ils n'avaient aucune garantie qu'une victoire loyaliste sur Franco ne serait pas suivie alors par l'expropriation de leurs entreprises.

La question de la propriété déterminait la conduite militaire du gouvernement régional basque. On s'en aperçut dès la mi-septembre 1936, quand les fascistes s'avancèrent sur San Sebastian. La ville se rendit avant que l'attaque n'ait été véritablement lancée. Avant de battre en retraite, la bourgeoisie basque chassa de la ville les miliciens de la C.N.T. qui voulaient détruire l'équipement industriel et d'autres matériels utiles afin qu'ils ne tombent pas entre les mains des fascistes. En guise d'ultime précaution, cinquante gardes armés basques furent laissés à l'arrière, pour protéger les immeubles. La ville fut ainsi remise intacte à Franco. Ainsi la bourgeoisie raisonnait : la propriété détruite a disparu pour toujours, mais dans l'éventualité d'un pacte avec Franco, il nous rendra peut-être nos biens...

Lorsque ceci arriva, j'écrivais le 22 septembre 1936 : « *Le front du Nord a été trahi.* » Les ministres C.N.T. ont révélé depuis que c'était l'opinion du cabinet Caballero. Ce fut la stupidité des officiers de Franco qui prirent San Sebastian qui repoussa de six mois l'achèvement total de la trahison. Les cinquante gardes armés laissés en arrière pour protéger les immeubles furent fusillés ; les propriétaires bourgeois qui étaient restés pour faire la paix avec Franco furent mis en prison, et quelques-uns exécutés. Les habitants furent terrorisés. Pour un temps au moins le front basque se durcit.

En décembre, cependant, le gouvernement basque recherchait à nouveau un armistice. A une époque où Madrid repoussait encore toutes négociations concernant l'échange de prisonniers, les Basques négocièrent l'accord suivant :

« On sut hier seulement que le groupe basque négociait à San Sebastian. L'auteur a appris, toutefois, que la délégation avait quitté Bilbao plus d'une semaine auparavant... pour Barcelone, mais là, sa mission s'était terminée de façon insatisfaisante. Les délégués basques exprimèrent leur déception quant à l'état des affaires dans la capitale catalane [... 1 et l'on pense qu'ils furent également offensés par l'attitude des catalans envers l'Eglise. « En tout cas, il en résulta qu'ils décidèrent de sonder les dirigeants de San Sebastian dans l'espoir d'arranger une sorte de compromis, voire en fin de compte une trêve. « On sait que pendant les deux derniers mois, le front Nord a été calme, avec beaucoup de fraternisation entre les deux lignes de front adverses. (Edition de la frontière de Hendaye du New York Times du 17 décembre 1937.)

Tout doute sur la substance de ce rapport fut éliminé le même jour par *Augur*, la voix « officielle » du Foreign Office britannique.

« Les britanniques ont travaillé à promouvoir des armistices locaux entre les rebelles et les loyalistes. L'offre du gouvernement régional basque de Bilbao de conclure une trêve de Noël était due directement à l'intervention discrète des agents britanniques, qui espéraient par ce biais aller vers une suspension complète des hostilités. Les Français, ajoutait *Augur*, exerçaient une influence du même ordre à Barcelone, avec un moindre succès car le désir du président Companys d'arrêter l'effusion de sang a été contrecarré par les communistes et les anarchistes. » (New York Times du 17 décembre 1936.)

Naturellement, rien de tout ceci n'apparut dans la presse loyaliste que la censure passait maintenant

totallement au crible. Des rapports aussi détaillés, en particulier ceux signés « Augur », qui paraissaient dans des journaux de l'importance du *New York Times* et du *Times* de Londres requéraient au moins un démenti formel.. si cela avait été possible. Ni le gouvernement, ni la presse stalinienne n'osèrent toutefois nier les faits, car ils étaient vrais.

La bourgeoisie basque n'avait simplement aucun intérêt fondamental à combattre le fascisme. Si la lutte impliquait de sérieux sacrifices, elle était prête à l'abandonner. Toutefois, l'un des facteurs qui la fit hésiter fut le développement du mouvement C.N.T. dans les régions basques. Les staliniens et les socialistes de l'aile droite, qui siégeaient ici avec la bourgeoisie au gouvernement régional (la C.N.T. avait été mise à l'écart du gouvernement quand la junte de Défense lui céda la place), facilitèrent la trahison. Sous le prétexte le plus délirant que l'on puisse imaginer, - le gouvernement basque invita les miliciens de la C.N.T. à participer à la célébration de la Semaine Sainte. Le comité régional et la presse de la C.N.T. dénoncèrent alors avec indignation les cérémonies religieuses - le comité régional tout entier et le comité de rédaction de *C.N.T. del Norte* furent emprisonnés le 26 mars, et leur imprimerie donnée aux staliniens ! Par la suite, la persécution systématique de la C.N.T. pava la route qui conduisait à Franco.

Le gouvernement loyaliste était conscient du danger, conscient de l'échec de Bilbao à transformer ses industries en fabriques de munitions, conscient de l'inactivité criminelle du front basque, qui permit à Mola de déplacer ses troupes vers le Sud et de se joindre à l'encerclement de Madrid. Pourquoi ne fit-il rien ? Certes, le cabinet envoya de nombreux émissaires à Bilbao, flatta les Basques, se mit en quatre pour leur complaire, envoya des généraux pour collaborer avec les dirigeants basques Llano de Encomienda - tout juste acquitté par la cour martiale de Barcelone de l'accusation de complicité dans le soulèvement, devint le commandant en chef du Nord ! - mais ces mesures ne donnèrent naturellement aucun fruit. Il n'y avait qu'une manière de sauver le front du Nord : confronter la bourgeoisie basque avec un puissant front uni des forces prolétariennes de la région, prêt à prendre le pouvoir si elle commettait une faute, et s'y préparer par la critique idéologique des capitalistes basques. Cette voie était toutefois étrangère à un Gouvernement qui craignait par-dessus tout de réveiller l'initiative politique des masses.

Mais il existait un secteur actif dans le front Nord, celui des Asturies. Nous avons vu comment, dans les quarante-huit heures qui suivirent l'annonce du soulèvement, 5 000 mineurs asturiens étaient arrivés à Madrid. Ils avaient dispersé les fascistes en quelques semaines, sauf dans la ville bien fortifiée d'Oviedo, qui était le siège d'une forte garnison prétorienne depuis l'écrasement de la Commune des Asturies en 1934. Chaque mineur des Asturies aurait donné sa vie pour prendre Oviedo. Sans autres armes, ou presque, que des fusils et des bombes rudimentaires de dynamite, les mineurs asturiens assiégèrent Oviedo dont ils eurent vite pris les faubourgs. La chute d'Oviedo leur aurait ouvert la voie pour une offensive contre la vieille Castille. Leurs porte-parole réclamèrent en suppliant à Valence quelques avions et l'artillerie nécessaires pour abattre les défenses d'Oviedo. Ils furent renvoyés les mains vides. Quel était leur crime ? Les travailleurs des Asturies avaient aboli la propriété privée de la terre et collectivisé les logements et l'industrie. Le puissant mouvement de la C.N.T., main dans la main avec l'U.G.T. - ici de tendance révolutionnaire, comme l'indiquait son journal *Avance*, sous la direction de Javier Bueno - contrôlait toute la production et la consommation. On savait qu'ils avaient l'intention, lorsqu'ils auraient pris Oviedo, d'y proclamer à nouveau, comme en 1934, la Commune des Asturies... Le gouvernement les invite à verser leur sang! n'importe où, sauf pour la Commune. Des dizaines de milliers d'entre eux, à défaut d'un autre but, rejoignirent les loyalistes sur tous les fronts. Leurs prouesses au combat devinrent légendaires. Mais il en resta suffisamment devant Oviedo, pour encercler la garnison jusqu'à l'extrême fin.

Pourquoi Madrid devint le front clef

Le Maroc et ses lignes de communications avec la métropole étaient intacts, le front Nord calme grâce à la passivité des Basques ; le gouvernement avait saboté le front de l'Aragon. Franco était donc en mesure de dicter le cours de la guerre, et de choisir à sa guise les points d'offensive. Il ne laissa pas une fois l'initiative aux loyalistes, qui durent accepter le combat quand et où l'ennemi le voulait.

Franco put ainsi lancer le gros de ses forces sur Madrid. En octobre, l'encerclement de la ville était en bonne voie. Franco voulait la reddition de la capitale du pays afin de fournir à ses alliés allemands et italiens une base crédible pour reconnaître son régime. Et, en effet, d'après toutes les informations, l'Allemagne et l'Italie le reconnurent le 9 novembre 1936, croyant Madrid prête à tomber, et fournirent par cette reconnaissance un stimulant supplémentaire pour hâter sa chute. D'après toutes les informations également, Franco commit ici sa principale bourde stratégique, en tentant, dans sa hâte, de prendre Madrid par une attaque frontale, au lieu de compléter son encerclement en coupant la route de Valence. Les fascistes s'accrochèrent obstinément à cette stratégie pendant des mois, donnant la possibilité aux loyalistes de fortifier suffisamment la place pour soutenir les attaques de flanc, quand elles survinrent en février et mars.

Le fait significatif qu'il convient de noter dans la défense de Madrid, ce fut *l'emploi de méthodes politiques révolutionnaires*. Si Madrid tombait, c'en était fini des staliniens. Leur prestige en Espagne reposait sur le 5^e régiment de Madrid en réalité une armée de plus de 100 000 hommes - et sur la junte de Défense contrôlée par eux, responsable depuis le 11 octobre de la défense de Madrid. Sur le plan international, le prestige du Komintern et de l'Union soviétique se serait irrémédiablement effondré avec la chute de la ville. La retraite sur Valence et sur la Catalogne aurait créé un nouveau rapport de forces, dans lequel les staliniens seraient passés à l'arrière-plan. Une guerre révolutionnaire contre les fascistes aurait pu être l'issue de cette nouvelle situation, et mettre fin à tous les plans d'Antony Eden, Yvon Delbos ⁴⁴ et Staline. Il fallait absolument tenir Madrid. Prisonniers de cette nécessité vitale, les staliniens abandonnèrent leurs méthodes purement bourgeoises, mais pour un temps seulement, et dans les seules limites de Madrid.

Le 7 novembre, quand les fascistes atteignirent les faubourgs de la ville, les staliniens eux-mêmes y cautionnèrent des méthodes de défense qui, dans d'autres villes, étaient dénoncées comme aventuristes et aliénant la sympathie bourgeoise libérale quand elles étaient proposées par les organisations locales du P.O.U.M., de la C.N.T. et de la F.A.I. Un tract de la C.N.T. en 1938 mérite d'être cité :

« Hier nous avons averti la population de Madrid que l'ennemi était aux portes de la ville, et nous lui avons recommandé de remplir des bouteilles d'essence, d'y attacher des mèches pour les allumer, et de les jeter contre les tanks rebelles lorsqu'ils entreraient dans la ville.

« Aujourd'hui nous suggérons d'autres précautions. Chaque maison, chaque appartement du district connu pour être occupé par des sympathisants fascistes devraient être fouillés complètement pour rechercher des armes. Il faudrait construire des chicanes et des barricades dans toutes les rues qui conduisent au centre de la ville.

« Chaque maison de Madrid habitée par des antifascistes doit se transformer en forteresse, et l'on devrait dresser tous les obstacles possibles aux envahisseurs quand ils tenteront de passer par les rues de la capitale. Leur tirer dessus depuis les étages supérieurs des immeubles, ce contre quoi le feu de leurs mitrailleuses sera inefficace.

Par-dessus tout, nous devons purger Madrid de la cinquième colonne de fascistes camouflés. »

L'une des fanfaronnades de Mola - quatre colonnes convergeaient vers Madrid, tandis qu'une cinquième se formait secrètement à l'intérieur de la ville - avait fourni aux travailleurs ce magnifique mot d'ordre - Ecrasons la cinquième colonne. » Les restrictions des staliniens et du gouvernement contre les «

recherches illégales », « les arrestations et saisies sans autorisation », etc., avaient maintenant disparu. Plus de 500 gardes d'assaut suspects de fascisme furent arrêtés et emprisonnés ces jours-là - c'était la première et la dernière fois que les staliniens cautionnaient ainsi une purge d'éléments bourgeois. Les staliniens gardaient à l'esprit le mot d'ordre « Tout le pouvoir au Front populaire », et ils étaient par là même hostiles aux comités de travailleurs dans les usines et dans les quartiers. Mais pour une fois, le désespoir leur fit abandonner cette attitude. Le 5^e régiment contrôlé par les staliniens publia un manifeste qui appelait les masses, entre autres, à élire des comités de vigilance de rues ou d'immeubles contre la cinquième colonne à l'intérieur de la ville ⁴³. Des comités ouvriers descendirent dans la rue, obligeant tous les hommes valides à construire des barricades et des tranchées. La junta de Défense organisa des conseils séparés pour la nourriture, les munitions, etc., qui, jour après jour, se transformaient en organisations de masse. Les comités de femmes organisèrent des cantines et des laveries pour les miliciens. On trouva les moyens, dans cette ville dépourvue d'industries, de commencer - là encore à l'initiative de la base - à fabriquer des munitions. Les staliniens n'en oublièrent pas de continuer leur persécution du P.O.U.M., mais même celle-ci se ralentit, et les militants du P.O.U.M. eurent la possibilité de travailler à la défense de la ville. Novembre, décembre, janvier furent des mois glorieux, bien qu'accablés de morts. De quoi s'agissait-il ? Du peuple en armes ».

Les staliniens en étaient réduits à un tel désespoir qu'ils firent très bon accueil à l'entrée triomphale à Madrid des troupes sélectionnées des colonnes de la C.N.T. du front de l'Aragon, dont la conduite héroïque avait détruit le mythe infamant que les staliniens avaient fait courir auparavant sur les milices de l'Aragon. Cependant, la plus grande figure militaire que cette guerre ait produite, l'anarchiste Durruti, fut tué peu après avoir ramené ces troupes, et le projecteur se tourna vers Miaja.

Mais sur les fronts Nord, Sud, sur le front de l'Aragon, les méthodes politiques en usage restaient les mêmes. On ignora la campagne incessante de la C.N.T., du P.O.U.M. et de sections de l'U.G.T. pour mener une offensive sur tous les fronts ; la meilleure manière d'aider Madrid, et de lever le siège de la ville.

Les défenseurs de Madrid ne demeurèrent pas davantage « le peuple en armes ». En janvier, le danger immédiat fut écarté, et le bloc bourgeois stalinien opéra un retour à la « normale ». On découragea, puis on supprima les recherches par les comités ouvriers d'armes et de fascistes maison par maison. Les soldats remplacèrent les travailleurs sur les barricades, l'armée reprit le travail des comités de femmes. On cessa de faire appel à l'initiative des masses. Le courant suivait maintenant une autre voie, bien que le siège de Madrid n'eût pas été levé. L'hebdomadaire du P.O.U.M. fut suspendu définitivement en janvier. En février, la junta saisit la radio du P.O.U.M. et les presses de *El Combatiente Rojo*. Le stalinien José Cazorla, commissaire à la police de la junta, organisa la répression, tant légale qu'illégale. Si les tribunaux populaires ne cautionnaient pas ses arrestations d'ouvriers, il traînait les parties acquittées dans des prisons secrètes, ou les envoyait dans les bataillons de la milice communiste pour servir de « fortifications » sur des positions avancées. Simultanément, on tourna la barre à droite, et Cazorla relâcha de nombreux fascistes et réactionnaires. Ces accusations furent portées par Rodriguez, commissaire spécial aux prisons (*Solidaridad obrera*, 20 avril 1937), et l'on refusa d'accéder à la demande d'enquête de la C.N.T. La dissolution de la junta acheva le glissement vers les méthodes bourgeoises bureaucratiques de la défense de Madrid.

La seule victoire militaire du cabinet Caballero fut la défaite des divisions italiennes en mars à Guadalajara, victoire inattendue comme l'indique le manque de préparation de réserves et de matériel pour parachever la déroute des Italiens. L'absence de coordination du combat à Madrid avec les offensives sur les autres fronts, pour les raisons politiques que nous avons soulignées, firent ainsi de Madrid le front clef par défaut, tout en rendant impossible en même temps d'en lever le siège.

La lutte militaire sous Negrin-Prieto

Le jour même de sa constitution, il apparut que le « gouvernement de la victoire » poursuivrait immanquablement la politique militaire désastreuse de son prédécesseur. Prieto continuerait sa politique navale inactive, ainsi que la discrimination politique dans la répartition de l'aviation sur les différents fronts. A présent ce dernier assumait également la direction de l'armée, ayant réuni tous les services dans un même ministère de la Défense, mais le Conseil suprême de la Guerre, établi en décembre, était déjà dominé par le bloc bourgeois-stalinien qui détenait la majorité dans les ministères. (L'« exigence » stalinienne de fonctionnement normal du Conseil du 16 mai ne faisait que renforcer le mythe qui allait faire de Caballero le bouc émissaire de la conduite de la guerre.) Le cours politique qui avait dicté la précédente stratégie militaire - refus d'allumer la flamme de la révolte en Afrique du Nord, soutien à la bourgeoisie basque contre les ouvriers, persécution de la Catalogne et de l'Aragon - se poursuivit et s'intensifia.

Le cabinet Negrin ajouta de nouveaux obstacles à la poursuite de la guerre.

Sur la question nationale - les relations avec les minorités - le régime Negrin ne se situa pas seulement à droite de Caballero, mais à droite de la République de 1931-1933. La centralisation bureaucratique que préconisaient les monarchistes et les fascistes avait été une des raisons majeures qui leur avait aliéné les peuples de Catalogne, d'Euskadi (Pays basque) et de Galice. Lorsque la guerre civile avait commencé, l'autonomie limitée des Catalans et des Basques s'était élargie de fait. Une déclaration d'autonomie de la Galice aurait facilité incommensurablement la guerre de guérilla dans cette région. On ne la fit pas, parce qu'on aurait créé un précédent dont la Catalogne aurait pu s'inspirer. Comme nous l'avons vu, le régime de Negrin entreprit de réduire à néant l'autonomie catalane. Alors que les bolcheviks avaient gagné des forces pour poursuivre la guerre civile dans la loyauté accrue des minorités nationales autonomes à leur égard, le gouvernement loyaliste, lui, éteignit le feu des aspirations nationales.

On réduisit la paie des miliciens de 10 pesetas à 7 par jour, tandis que la hiérarchie des salaires des officiers était la suivante : 25 pesetas pour un sous-lieutenant, 39 pour un lieutenant, 50 pour un capitaine et 100 pour un lieutenant-colonel. Ces discriminations économiques renforcèrent ainsi largement les règlements militaires. Il est inutile d'insister quant à l'effet désastreux de tout ceci sur le moral des troupes, et quant à leur subordination croissante envers les officiers.

Le front Nord tout entier allait bientôt être trahi par la bourgeoisie et les officiels basques, et par la « cinquième colonne » des sympathisants fascistes infiltrés parmi les gardes civils et d'assaut et la population civile. La lutte contre la cinquième colonne faisait indissolublement partie de la lutte militaire. Mais, comme Camillo Berneri l'avait écrit avant même l'intensification de la répression sous Negrin :

« Il va de soi que, pendant les mois où l'on tente d'anéantir les "incontrôlables" du P.O.U.M. et de la C.N.T., on ne peut résoudre le problème de l'élimination de la cinquième colonne. La suppression de la cinquième colonne sera principalement menée à terme par une activité d'enquête et de répression que seuls des révolutionnaires expérimentés peuvent accomplir. Une politique interne de collaboration de classes et de ménagement envers les classes moyennes ne peut que conduire à la tolérance d'éléments politiquement douteux. La cinquième colonne n'est pas seulement constituée d'éléments fascistes, mais aussi de tous les mécontents qui espèrent une république modérée. »

Tandis que l'on abandonnait le front Nord à la bourgeoisie basque, le front de l'Aragon fut soumis à une purge terrifiante. En juin, le général Pozas prit l'initiative de ce qui était ostensiblement une offensive générale. Après plusieurs jours de combat aérien et d'artillerie, on donna l'ordre d'avancer à la 291, division (ex-division Lénine du P.O.U.M.) ainsi qu'à d'autres formations. Mais le jour de l'offensive, il ne fut fourni ni artillerie, ni aviation pour les protéger. Pozas proclama plus tard que c'était parce que l'aviation défendait Bilbao. Or, le jour de l'offensive, Franco avait pris la ville depuis trois jours... Les soldats du P.O.U.M. comprirent bien qu'ils avaient été délibérément exposés. Mais refuser d'aller au feu aurait fourni un prétexte aux stalinien contre le front de l'Aragon. Ils y allèrent. L'un des flancs fut ostensiblement confié à une brigade internationale (stalinienne), mais, peu après le début de l'offensive, elle reçut l'ordre de se replier. Le lieutenant-colonel chargé d'une formation de gardes d'assaut sur l'autre flanc félicita plus tard les troupes du P.O.U.M. :

« A Sarinena, on m'avait mis en garde contre vous; vous pourriez nous tirer dans le dos. Non seulement ça n'a pas été le cas, mais grâce à votre bravoure et à votre discipline, nous avons évité une catastrophe. Je suis prêt à aller protester à Sarinena contre ceux qui sèment les graines de la démoralisation pour faire triompher leurs objectifs politiques partisans. »

Cahué et Adriano Nathan, commandants du P.O.U.M., furent tués en pleine action pendant l'offensive. Au moment où la police venait arrêter Cahué en tant que « trotsko-fasciste ».

L'attaque finie, on renvoya le 29e à l'arrière. D'ordinaire, cela aurait impliqué l'abandon des fusils - il n'y en avait jamais assez pour alimenter le front et les réserves en même temps. Mais les troupes du P.O.U.M., méfiantes, refusèrent de rendre leurs armes. Elles se déclarèrent prêtes à retourner au front. Peu après, on ordonna à deux bataillons de la division de marcher sur Fiscal (sur le front de Jaca) afin de repousser une attaque fasciste. Non seulement ils écrasèrent les attaquants, mais ils reprirent les positions et le matériel perdus. Puis on les retira pour attendre les ordres, mais sans les renvoyer dans leur division. Pourquoi ? Pour les désarmer. Pozas en avait donné l'ordre. On les concentra dans le village de Rodeano, entourés d'une brigade stalinienne. On les dépouilla de leurs objets de valeur - montres, chaînes, et même sous-vêtements en bon état et chaussures neuves. Leurs dirigeants furent arrêtés, et on permit aux autres de s'en aller, à pied. Rentrant à pied chez eux, beaucoup furent arrêtés dans les villes qu'ils traversaient. On n'employa pas les mêmes méthodes pour le reste de la division, pour la seule raison que la nouvelle s'était rapidement répandue, et que Pozas eut peur que les divisions de la C.N.T. ne prennent la défense de la 29e. Mais, quelques semaines plus tard, elle fut officiellement dissoute, les hommes qui restaient furent éparpillés en petits groupes ⁴⁵.

La division Ascazo (C.N.T.) fut également démantelée. *Acrària*, journal de la C.N.T. de Lerida, écrivait :

« Maintenant, nous savons exactement pourquoi Huesca ne fut pas prise. La dernière opération de Santa Quiteria en fournit une bonne preuve. Huesca était encerclée de toutes parts, et seule la trahison des forces aériennes (contrôlées par le P.S.U.C.) fut responsable du désastre qui marqua la fin de cette opération. Nos miliciens ne furent pas soutenus par les forces aériennes, et on les laissa ainsi sans défense face au feu nourri des mitrailleuses de l'aviation fasciste. Ce n'est qu'une des multiples opérations parmi d'autres qui se terminèrent de cette manière en raison de trahisons semblables de l'aviation. »

Une session plénière du Comité central du P.S.U.C. se tint peu après à Barcelone. Parmi ses éminents participants se trouvaient les « camarades » Pozas, général, chef du front de l'Aragon, Virgilio Llanos, commissaire politique au front et le lieutenant-colonel Gordon, chef d'état-major...

On fit valoir aux troupes de front de l'Aragon que la soumission au contrôle gouvernemental marquerait la fin de leurs malheurs. Mais ce contrôle ne servit qu'à les briser davantage. Le correspondant au front du journal anarchiste *Libertaire* (de Paris) écrivait le 29 juillet :

« Depuis que le gouvernement central a pris le contrôle, le boycott financier s'est accentué. La plupart des miliciens n'ont pas été payés depuis longtemps. A Buralajoz, où se trouve l'état-major de la colonne Durruti, officiers et soldats n'ont pas touché un centime ces trois derniers mois. Ils ne peuvent pas laver leurs vêtements faute de savon. Dans beaucoup d'endroits que j'ai visités après plusieurs mois d'absence, j'ai retrouvé des camarades que je connaissais bien, ils étaient maintenant pâles, maigres et visiblement affaiblis. L'état physique des troupes est tel qu'elles ne peuvent parcourir plus de 15 kilomètres par jour. Dans la région de Farlete, les troupes vivent de chasse, sinon ils mourraient de faim. »

La persécution systématique des principales forces du front de l'Aragon ne pouvait guère permettre d'aller à la victoire, bien que la 250^{ème} division (C.N.T.) ait fait bonne figure à Belchite et à Quinot. Mais les prétendus succès de l'offensive de juillet sur le front de l'Aragon n'étaient que bavardages de journalistes. « Les résultats ? écrivait le journal anarchiste illégal *Libertad* le 1^{er} août, deux villages perdus dans les Pyrénées et 3 000 hommes perdus. Voici ce qu'ils appellent un succès. Quel succès désastreux, malheureux, honteux ! »

Après la chute de Santander, le 26 août, la persécution des troupes de la C.N.T. s'apaisa quelque peu. Mais les conséquences de la création de forces contre-révolutionnaires de répression, telle que la division Karl Marx contrôlée par les staliniens, constituèrent alors une leçon édifiante. Au beau milieu d'une offensive dans le secteur de Zuera, « cinquante officiers de cette division et six cents soldats passèrent aux fascistes. En résultat de cette désertion, un bataillon fut détruit. En dépit de la fougue des forces de la C.N.T., l'opération ne pouvait pas se bien terminer. L'ennemi avait eu le temps nécessaire de se remettre, et il était impossible de poursuivre l'attaque. Après la convocation immédiate d'une cour martiale sommaire, trente officiers de la division Karl Marx furent fusillés. De plus le commissaire politique de la division, Truebla, membre du P.S.U.C., a été révoqué. » (*Arrigo del pueblo*, journal illégal des Amis de Durruti, du 21 septembre.) Inutile de dire qu'interdiction fut faite à la presse de la C.N.T. de publier les faits.

Le front Nord

Le gouvernement Negrin, plus enclin encore que celui de Caballero à verser dans la collaboration de classes, ne fit rien pour lutter contre les sabotages de plus en plus impudents de la bourgeoisie basque. Ce front était resté inactif pendant toute la période de novembre 1936 à mai 1937, alors que les fascistes se rassemblaient pour l'anéantir complètement. Ces six mois n'avaient pas davantage été utilisés pour une préparation économique et militaire. Il faut à nouveau insister sur le fait que l'Euskadi (Pays basque) venait juste après la Catalogne en tant que région industrielle, et lui était supérieure en ce qui concerne l'industrie lourde, avec sa sidérurgie et ses aciéries parmi les mines de fer et de charbon. On ne fit rien pour y développer une grande industrie de guerre. Les staliniens partagent la responsabilité de ce crime, car deux représentants du parti étaient ministres de ce gouvernement autonome. Le coup de mars contre la C.N.T., l'emprisonnement de son comité régional et la confiscation de ses presses, était maintenant suivi d'une répression systématique contre les ouvriers. Les meetings publics étaient interdits. La seule force qui aurait pu empêcher la trahison avait donc été écrasée par le bloc bourgeois-stalinien.

Comme nous l'avons dit, des craintes constantes régnaient dans le cabinet Caballero quant à la loyauté des Basques. Les perpétuelles menaces d'Irujo d'abandonner totalement le combat ne faisaient qu'exprimer l'absence d'intérêt sérieux de la bourgeoisie dans la lutte contre le fascisme, et le fait qu'elle ne combattrait pas si la propriété privée risquait d'être détruite. Par conséquent, lorsque Franco commença de faire mouvement vers le Nord, Caballero planifia une offensive de grande envergure sur le front Sud de Madrid pour détourner le feu des forces fascistes. Selon ses amis, 75 000 hommes de troupe entièrement équipés devaient entrer en action, mais deux ou trois jours avant le début de l'offensive, il fut contraint de démissionner. Le premier acte de

Negrin fut de retirer ces troupes. Quoi qu'il en soit, le fait est qu'il n'y eut pas d'offensive pour soulager Bilbao, ni sur le front de Madrid, ni sur celui de l'Aragon, avant juin - trop tard.

Mais la raison fondamentale de la perte de Bilbao fut la trahison ouverte.

« Même les canons lourds des rebelles n'auraient pas pu détruire certaines de ces fortifications souterraines, avec leurs trois murs de béton armé et les blockhaus espacés de 4 ou 5 km jusqu'à la côte de Biscaye. Les fascistes eux-mêmes disent que " l'anneau de fer " des fortifications n'aurait pas pu être pris si les Basques n'avaient pas été trompés », écrivait le correspondant du New York Times.

« Tromper » n'était cependant qu'un euphémisme fasciste pour trahir. Après la chute de la ville, la délégation basque à Paris reconnut les faits, et accusa un ingénieur responsable de la construction des fortifications qui avait fui chez Franco avec les plans. L'analyse de l'histoire de la délégation révéla que l'ingénieur en question s'était enfui des mois auparavant. Pourquoi la période écoulée n'avait-elle pas été employée à redessiner les fortifications ? Mais cet alibi était de la poudre aux yeux. Car, comme n'importe quel novice en art militaire le sait, la simple possession des plans n'aurait pas pu permettre aux fascistes de briser les fortifications. On les laissa passer à travers l'anneau de fer.

Supposons que nous acceptions l'alibi des Basques. Pourquoi, dans ce cas, Bilbao ne fut-elle pas défendue, en soutenant un siège tel que celui de Madrid - moins bien située ? Un axiome élémentaire de la science militaire veut qu'aucune grande ville ne puisse être prise tant que ses immeubles les plus importants - véritables fortifications - n'ont pas été rasés au point de ne plus pouvoir offrir de protection aux troupes assiégées. Pour raser les bâtiments en les bombardant, il fallait un équipement énorme que les fascistes n'avaient pas - moins d'un huitième de Madrid avait été rasé ainsi, après un an de bombardements.

Mais la bourgeoisie n'attendit pas le bombardement de Bilbao. Le 19 juin, elle rendit la ville, comme elle avait abandonné San Sebastian en septembre de l'année précédente. La politique générale d'abandon de villes intactes par les Basques n'a d'équivalent dans aucune guerre moderne, pour ne pas parler de guerre civile !

Le correspondant proloyaliste du *New York Times* écrivait le 21 juin 1937 :

« Des détails appris aujourd'hui concernant les dernières heures du pouvoir basque à Bilbao montrent que 1 200 miliciens, soldats de l'armée régulière avant la guerre civile, décidèrent, tôt le matin, après que les ponts aient été coupés, que le chaos avait assez duré, et prirent le contrôle de la ville en qualité de police. Les miliciens des Asturies et de Santander furent chassés de la ville. Assisté de quelques gardes civils et de la police régulière, ce bataillon accepta la reddition de leurs camarades miliciens dans la ville, s'emparèrent de leurs armes et ensuite hissèrent un drapeau blanc sur le bâtiment du téléphone. Pendant la nuit ils firent la tournée des maisons pour assurer à la population qu'il n'y avait pas de motif de panique, placèrent des gardes devant les immeubles publics, et formèrent le soir un cordon dans la rue principale, pour empêcher les foules excitées d'approcher de trop près les troupes nationales quand celles-ci traversèrent la ville. »

Leisola, ministre de la Justice du gouvernement basque, resta en arrière pour superviser la trahison. A l'exception de dix-sept personnes (dont nous entendrons bientôt reparler), tous les otages fascistes furent relâchés et renvoyés derrière les lignes fascistes en signe de bonne volonté, avant que les troupes n'aient atteint la ville. En d'autres termes, l'armée basque régulière, dirigée par la bourgeoisie, se joignit à la « police républicaine » pour attaquer les Asturiens et la milice par derrière. Ils les désarmèrent autant qu'ils le purent et démantelèrent les maisons et les barricades que les ouvriers avaient préparées pour le combat de rue. Peu après l'occupation, la même police arbora des bérets carlistes et devint la police régulière de Franco.

Les tentatives de la presse de la C.N.T. et de l'U.G.T. de donner l'alarme après la chute de Bilbao furent

réduites à néant par la censure. On autorisa l'état-major basque à conserver le commandement des troupes en retraite. Quand les fascistes entreprirent une nouvelle offensive peu de semaines après, la ville industrielle de Reinosa, clef de la défense de Santander, s'effondra, et les Basques, une fois de plus, ne firent aucune tentative pour défendre la ville elle-même.

Deux jours avant la chute de Santander, l'état-major basque et les membres qui restaient du gouvernement s'enfuirent en France sur un navire de guerre anglais. L'édition du *New York Times* du 25 août en révéla les conditions :

« Lors de la chute de Bilbao, les Basques libérèrent tous les otages, à l'exception de dix-sept d'entre eux. On considère qu'ils sont maintenant en grand péril, puisque les Basques admettent qu'il n'est plus possible de les protéger des éléments extrémistes de Santander. « Quand l'ambassade britannique accepta d'emmener les otages, elle s'arrangea pour évacuer les Basques qui les avaient gardés, de même que les membres restants du gouvernement basque.

« On espère que l'ensemble de la manoeuvre sera terminé avant que les éléments les plus violents de Santander ne s'aperçoivent de ce qui arrive. »

Le jour suivant (25 août), le navire anglais le *Keith*, arriva à Santander avec à son bord les Basques et les représentants fascistes, et « délivra » les officiels basques et les dix-sept fascistes.

Le président Aguirre n'était pas à Santander. Il banqueta à travers l'Espagne sans rien dire, puis rejoignit ses collègues à Bayonne, en France, d'où ils publièrent la déclaration suivante :

« La délégation du gouvernement basque réfugiée à Bayonne prend la responsabilité de souscrire à ce qui suit : l'offensive de Franco contre Reinosa se termina par de terribles conséquences. Les troupes de Franco avancèrent avec une rapidité incompréhensible sur un terrain de hautes montagnes entrecoupées de gorges profondes. Les techniciens militaires furent abasourdis par la rapidité de cette progression, non seulement de l'infanterie, mais aussi de l'artillerie lourde, et des services encombrants qui appartenaient aux différents régiments et aux différentes armes.

« C'était une entreprise impossible ou très difficile, qui prouve que les accidents de terrain ne furent pas utilisés pour résister à l'armée de Franco. « Face à cette progression, les troupes de l'armée de Santander n'offrirent aucune résistance à l'ennemi. Non seulement elles n'entrèrent pas en contact avec l'ennemi, mais elles ne se préparèrent pas à battre en retraite de manière à pouvoir s'organiser pour la défense. « Depuis le début de l'offensive, l'armée de Santander était défaite. Ni les communications, ni les services sanitaires, ni les moyens d'éviter les attaques surprises ne fonctionnaient. Aucune ligne de résistance ne put être établie, car les bataillons qui ne se rendaient pas au premier choc s'enfuyaient dans la campagne dans le désordre le plus complet.

« Ni l'état-major de Santander, ni celui de l'armée du Nord ne contrôlèrent l'offensive à quelque moment que ce soit. Une fois passée Reinosa, ils ne purent retrouver ni la position ni la situation de leurs troupes, ni la moindre unité sur laquelle compter.

« Reinosa fut rendue à l'ennemi sans que l'on prenne le temps d'évacuer la population. L'usine d'artillerie tomba entre les mains des rebelles, ses entrepôts de construction navale presque intacts, de même que tout le matériel en construction, y compris 38 batteries d'artillerie. « La seule résistance que l'ennemi rencontra dans sa progression fut celle que lui offrirent les bataillons basques qui se ruaient au front. La conduite incompréhensible (des autres) finit par faire prendre conscience au corps de l'armée basque qu'il avait été trahi, et que l'on facilitait l'avance des troupes de Franco de telle sorte que l'armée basque tout entière puisse tomber en son pouvoir. « Les basques, qui avaient résisté près de 90 jours à une offensive brutale (contre Bilbao) incomparablement plus violente que celle de Reinosa, sans avoir à leur disposition les moyens de l'armée de Santander, ne purent donner aucune explication rationnelle à

la perte de 80 km en huit jours sur un pareil terrain. Il faut ajouter à ces faits que l'offensive contre l'Euskadi avait été une surprise, tandis que celle de Reinosa était annoncée et prévue. « Quand on lui confirma la situation réelle, le haut commandement de l'armée basque se préoccupa de sauver ses troupes et d'empêcher ses effectifs de tomber aux mains de l'ennemi. Il consacra tous ses efforts à cette mission, avec l'aide du gouvernement basque qui continua à donner les preuves de sa capacité et de sa sérénité dans ce moment grave et difficile ^{46.} »

Quelqu'un avait trahi, mais pas nous, telle était la substance de ce document stupéfiant, mises à part les calomnies contre les miliciens des Asturies et de Santander, dont 15 000 avaient été exécutés à la mitrailleuse après avoir été encerclés dans Santander.

Une édition de la presse parisienne du 26 août donna le nom de quelques-uns des traîtres, en rapportant que le commandant des gardes d'assaut Pedro Vega, le commandant des troupes basques Angel Botella, et le capitaine Luis Terez se présentèrent à l'avant-poste le plus proche des troupes fascistes en offrant la reddition de Santander, tout en prévenant qu'un bataillon de la milice de la F.A.I. était décidé à lutter à mort.

Qui donc, connaissant un tant soit peu les miliciens de la C.N.T. et des Asturies, pourrait imaginer qu'ils n'étaient pas restés à leur poste, prêts à combattre jusqu'à la mort ? On pourrait rapporter des milliers d'exemples de leur héroïsme suprême. Pourquoi se seraient-ils rendus ou n'auraient-ils pas combattu, surtout les miliciens des Asturies, qui avaient appris en octobre 1934 que les réactionnaires ne respectaient pas les accords sur les représailles. D'un autre côté, les Basques ne pouvaient citer aucune bataille dans laquelle ils auraient tenu jusqu'au bout. Le document alibi de Aguirre était cousu de fils blancs. Il n'y avait pas de différence notable entre le comportement des Basques à Bilbao et les événements de Santander. Au contraire, ils n'avaient fait que suivre le même modèle.

Nous le répétons : la bourgeoisie n'avait aucun intérêt sérieux dans la lutte contre le fascisme. Remettre ses biens intacts à Franco dans la perspective d'une réconciliation éventuelle était infiniment préférable pour elle à leur destruction dans une lutte à mort. Ses liens avec les Britanniques l'avait empêchée de se rallier à Franco dès le départ. Mais, pendant l'offensive contre Bilbao, le problème fut « résolu » Les Anglais avaient conclu un arrangement avec Franco concernant les provinces basques. Comme le révéla Frederick Birchall, qui sait de quoi il parle, dans le *New York Times*, les banques anglaises avaient fourni d'importants crédits à Franco, par l'intermédiaire des Hollandais, qui devaient être garantis par des produits de la région de Bilbao. Puis ce fut la brèche dans « l'anneau de fer » ; mais, même sans l'arrangement final avec les Anglais, ils auraient livré Bilbao et Santander intacts aux fascistes, comme ils leur avaient donné San Sebastian en septembre précédent.

Que d'autres aient trahi aussi, nous le concédons volontiers à Aguirre. Avant que les troupes fascistes n'entrent à Santander, les gardes civils et d'assaut, hier « loyaux », patrouillaient une fois de plus dans les rues, désarmant les miliciens des Asturies et empêchant les combats de rues. Ces policiers dépendaient du ministère de l'intérieur (un homme de Prieto), et directement d'un directeur général de la police stalinien, qui avait dissous les conseils de gardes antifascistes pour avoir épuré la police de ses éléments douteux.

Qu'en était-il de ce Conseil suprême de la Guerre, dont le « fonctionnement réel » avait été l'une des revendications que Caballero n'avait pas satisfaites, ce que seul Negrin pouvait faire ?

Qu'en était-il des deux ministres staliniens du gouvernement basque qui s'étaient enfuis de Bilbao - sûrs qu'ils connaissaient mieux que nous leurs collègues - avant Aguirre lui-même ? Quel témoignage vécu pouvaient-ils apporter ? Il est certain que ce n'est pas par la presse stalinienne qu'on apprendra qu'ils aient jamais existé ^{47.}

Les Basques s'étaient lavés de tout soupçon... par de vagues accusations. ils avaient assuré avec autorité qu'il y avait eu trahison. Mais le fait est que le gouvernement n'ordonna aucune enquête, n'entendit

personne, et ne fit aucune déclaration sur cette question !

Les commentaires de la C.N.T. et de l'U.G.T. sur la perte de Santander furent sabrés par la censure, car ils essayaient de tirer quelques leçons. Néanmoins une vague d'amertume secoua les masses. Était-ce pour cela qu'elles avaient combattu ? On aurait pu faire, au moins, des concessions verbales. Même le journal de Prieto, *El Socialiste* du 31 août avait déclaré : « *Sans révéler aucun secret, nous pouvons affirmer que l'on a trahi à Malaga, à Bilbao, à Santander [...] l'état-major a abandonné Malaga sans combat ; les chefs militaires se sont enfuis en France, lorsque Bilbao a été en danger; d'autres se sont entendus avec l'ennemi pour faciliter son entrée dans Santander.* »

Les staliniens tentèrent de rejeter toute la faute sur la bourgeoisie basque dans une déclaration du bureau politique de la mi-septembre : ses paragraphes critiques corroborent notre analyse :

« On n'utilisa pas la longue inactivité [des fronts de Bilbao et de Santander] pour organiser l'armée ou fortifier sérieusement nos positions. Les cadres soupçonnés de trahison ne furent pas éliminés; on n'encouragea pas la promotion d'éléments nouveaux aux postes de commandement [...]

« Dans les provinces basques, à Santander, on ne suivit pas une politique qui aurait satisfait les désirs des ouvriers et des paysans. Les grands propriétaires fonciers et les propriétaires de grandes entreprises qui gardaient des relations avec les fascistes conservèrent leurs privilèges, ce qui a rafraîchi l'enthousiasme des combattants.

« Un libéralisme Pourri assura l'impunité à la cinquième colonne [...] l'interdiction des réunions publiques isola le gouvernement et même le Front Populaire des couches actives du peuple, et empêcha d'utiliser le courage et l'enthousiasme des citoyens pour la défense des villes. « La conduite contestable et la malhonnêteté des moyens utilisés par certains éléments (entre autres causes que nous ne pouvons examiner maintenant) contribuèrent à miner l'enthousiasme des populations, à affaiblir la force des soldats. » (Reproduit dans le *Daily Worker* du 25 octobre 1937.)

Remarquez que la déclaration ne faisait pas référence et ne pouvait pas le faire - à une agitation antérieure du Parti communiste pour abolir les privilèges de la bourgeoisie, pour la bonne raison que le parti luttait *contre*, au nom précisément de l'unité contre le fascisme. Citons pour mémoire la déclaration de Diaz, dirigeant du parti, à la précédente session première du comité central :

« Si, au début, les diverses tentatives prématurées de « socialisation » et de " collectivisation " qui résultaient d'une compréhension confuse du caractère de la présente lutte pouvaient se justifier par le fait que les grands propriétaires fonciers et les industriels avaient déserté leurs propriétés et leurs usines, alors qu'il fallait à tout prix que la production continue, aujourd'hui au contraire tout ceci ne se justifie plus. A l'heure actuelle, sous un gouvernement de front populaire dans lequel toutes les forces engagées dans la lutte antifasciste sont représentées, de telles choses ne sont pas seulement indésirables, mais absolument inadmissibles. » (L'Internationale communiste, mai 1937.)

Quelle totale hypocrisie que de se plaindre après cela de ce que « les grands propriétaires fonciers et les propriétaires de grandes entreprises qui gardaient des relations avec les fascistes aient conservé leurs privilèges » !

Plus important encore, la déclaration des staliniens se terminait non par la critique de la bourgeoisie, mais par la dénonciation habituelle des trotskystes et l'attribution des revers du Nord « à l'absence d'unité et de fermeté du front antifasciste ». On mettait ainsi une critique pseudo-marxiste au service d'un programme d'intensive collaboration de classes.

La délégation basque, dont la plupart des membres venaient de Paris et devaient y retourner après, se présenta à la première session d'octobre des Cortes. La Pasionaria parla pour les staliniens : pas un mot sur la trahison de la bourgeoisie basque. Au contraire : « *Nous savons que les salaires que gagnent les ouvriers ne leur suffisent pas pour entretenir leurs maisons [...]* A cet égard, nous avons l'exemple de

ce qui peut arriver quand les travailleurs ne sont pas satisfaits : nous avons l'exemple de l'Euzkadi, où les travailleurs gagnaient toujours les mêmes salaires parce que les mêmes entreprises capitalistes se perpétuaient. » Comment caractériser ces mots ignobles ? La seule conclusion que l'on pouvait en tirer, c'est que les ouvriers insatisfaits avaient perdu la guerre. On ne blâmait la bourgeoisie que parce qu'elle n'avait pas donné de meilleurs salaires aux ouvriers. Si la référence pseudo-radicales aux mêmes « entreprises capitalistes » était autre chose que de la démagogie, pourquoi la Pasionaria n'allait-elle pas jusqu'à exiger que les autres entreprises capitalistes qui restaient en Espagne loyaliste soient données aux ouvriers ? A l'inverse, le cabinet reprenait systématiquement, comme nous l'avons vu, la terre aux travailleurs et la rendait à ses anciens propriétaires.

La chute des Asturies

Les miliciens des Asturies et de Santander - qui appartenaient pour la plupart à la C.N.T. ou aux socialistes de gauche - se battirent farouchement pour chaque pouce de terrain. Ici, le terrain était encore plus favorable à la défense que la région montagneuse de Santander. Les dynamiteurs des Asturies s'accrochaient toujours d'une main de fer, sans lâcher prise, aux faubourgs d'Oviedo, où ils immobilisaient la garnison depuis juillet 1936. Les travailleurs détenaient une petite usine d'armes et de munitions à Trubia, et du matériel brut provenant du district des mines, et ceci, joint aux stocks militaires considérables rapportés de Santander, fournissait la base matérielle nécessaire pour tenir le Nord indéfiniment.

Près de 140 000 hommes de troupes armés se trouvaient dans la sphère loyaliste du Nord. Aussi longtemps que le Nord tenait, Franco ne pouvait pas lancer de grande offensive ailleurs. Le contraste éclatant entre la défense mise en place par les Asturiens et les redditions précédentes de Bilbao et Santander se manifestait par le fait qu'aucun village ne fut abandonné avant que les troupes fascistes ne l'aient rasé. Et quand l'encerclement contraignait à la retraite, rien d'utilisable n'était laissé en arrière. « *Les Asturiens en retraite semblent déterminés à ne laisser derrière eux que ruines fumantes et désolation quand ils finissent par être contraints d'abandonner une ville ou un village [...]* Les rebelles les trouvèrent entièrement dynamités, et généralement brûlés jusqu'aux fondations. » (*New York Times* du 19 octobre 1937.)

Chaque pouce de terrain coûta aux fascistes d'immenses dépenses en matériel et en hommes - jusqu'à la chute de Canga de Onis.

Puis il se passa quelque chose. Non dans la région d'Oviedo, où la milice tenait bon. Ni parmi les forces qui, après s'être retirées de Canga de Onis, avaient établi de nouvelles lignes. Mais dans la région côtière de l'est de Gijon, où se trouvaient les troupes basques, et qui était sous le commandement direct de l'état-major stationné à Gijon. Les fascistes de Navarre avancèrent le long de la côte depuis Ridadesella, progressant de 45 km en trois jours à travers villes et villages... Cependant, le gros des troupes rebelles était à 23 km à l'est de Gijon quand la ville se rendit, le 27 octobre.

Pourquoi Gijon ne fut-elle pas défendue ? Il y restait des stocks de fournitures militaires suffisants pour mener la lutte pendant longtemps. Nous devons le répéter une fois encore : une ville faite d'immeubles est une forteresse naturelle qui doit être rasée avant d'être prise. La seule alternative - se retirer autre part - ne se posait pas, car il n'y avait aucun endroit où 140 000 soldats et civils pourraient se réfugier. Il ne faisait aucun doute que Franco exécuterait des milliers et des milliers de gens, tout particulièrement les miliciens des Asturies. Et pourtant, le gouvernement laissa ces hommes à la merci de Franco. Le 16 déjà, l'Associated Press relatait l'arrivée en France du gouverneur des Asturies, et d'autres officiels gouvernementaux qui, comme le rapportèrent les officiers des douanes détenaient des papiers montrant que le gouvernement central avait autorisé leur fuite. (L'édition du jour suivant

rapporte que l'équipage espagnol du vaisseau qui les avait transportés avait refusé de les nourrir !) Le 20, l'United Press rapporta l'arrivée à l'aéroport de Biarritz de « *cinq avions de guerre de l'Espagne loyaliste et d'un avion commercial français, ramenant les officiers fugitifs de Gijon* ». « *Les aviateurs déclarèrent qu'ils avaient quitté Gijon sur l'ordre de leur chef d'escadrille, lorsque les défenseurs de la rue eurent engagé le combat et qu'ils furent coupés de toute communication avec les autres unités militaires... Après avoir été interrogés, les aviateurs furent libérés et retournèrent auprès des autorités consulaires espagnoles de Bayonne.* » De la même source, le même jour : « *Le gouvernement espagnol a renouvelé aujourd'hui ses insistances auprès des Français et des Anglais pour accélérer l'évacuation des civils de Gijon et assurer le transport des officiers de l'armée loyaliste de 140 000 hommes contraints de battre en retraite vers la mer.* » Belarmino Tomas, gouverneur de Gijon, s'enfuit en France le 20. Ainsi, le gouvernement sauva ses fonctionnaires, laissant les masses armées à leur sort.

Les masses n'eurent pas davantage le choix de mourir en combattant au lieu de passer devant le peloton d'exécution. En guise de concession aux travailleurs, Tomas, un socialiste, avait été nommé gouverneur de Gijon. Mais ce n'était qu'une caution de gauche. Pendant les deux mois précédents, aucune mesure n'avait été prise pour épurer le corps des officiers de l'armée basque, les états-majors de Santander ou les autres officiers, ni pour créer les patrouilles ouvrières afin de nettoyer la ville de la cinquième colonne. De la même manière, on n'épura pas le corps des gardes civils et d'assaut. En conséquence, les masses se trouvèrent prises dans un piège mortel.

« La colonne côtière (des fascistes), l'une des quatre qui menaient l'offensive, se trouvait tout près de la ville 22 km par la route - quand Gijon se souleva. Radio Gijon débuta ses émissions à 10 heures du matin en annonçant soudainement : " Nous attendons avec une grande impatience... Vive Franco. « Peu avant 15 h 30, les troupes à bérets rouges entrèrent dans la ville. Pendant ce temps, la radio de Gijon expliquait que, la nuit précédente, tandis que les dirigeants du gouvernement s'enfuyaient, des organisations secrètes de rebelles s'étaient répandues dans les rues, en groupes armés et avaient pris la ville. » (New York Times du octobre 1937.)

Trois jours plus tard, on a découvert quel avait été le rôle de la « police républicaine loyaliste ». « *Les forces de police qui avaient toujours maintenu l'ordre public et réglé la circulation étaient à leur poste aujourd'hui.* » Une fois de plus, les forces prétoriennes du gouvernement et ses alliés bourgeois s'étaient ralliés à Franco. Il était linguistiquement approprié que l'offre formelle de reddition à Franco provienne du colonel Franco, un « républicain loyal ». Rien n'avait été détruit. Les petites usines de munitions, les entreprises, etc. revinrent intactes à Franco. Ceci montrait le niveau des officiers gouvernementaux et des fonctionnaires qui avaient fui. Soit ils avaient directement pris part à la trahison, ce pourquoi la ville était intacte, soit, plus vraisemblablement, ils n'osèrent pas dire aux soldats que la ville ne serait pas défendue, en conséquence de quoi ils s'enfuirent discrètement sans demander aux masses armées d'organiser leur autodéfense...

La Pasionaria avait baptisé le Gouvernement « el gobierno de la victoria ». L'incongruité grotesque de ce nom avait été démontrée en six mois. La seule justification concevable de la répression contre les travailleurs et les paysans aurait été la victoire militaire. Mais la politique militaire désastreuse de ce gouvernement découlait précisément de sa politique réactionnaire. Que l'Espagne demeure sous ce joug terrible et s'enfonce de plus en plus, ou qu'elle se libère des organisateurs de la défaite et avance vers la victoire, quoi qu'il en soit, l'histoire a déjà donné au gouvernement Negrin-Staline son titre véritable « le gouvernement de la défaite ».

XVII

Deux voies seulement

Seize mois de guerre civile ont démontré de façon concluante que le dilemme qui se posait au peuple espagnol se réduisait au choix. entre deux voies seulement : celle que nous mettions en avant, la guerre révolutionnaire contre le fascisme, et celle tracée par l'impérialisme anglo-français, vers laquelle convergeaient tous les autres chemins.

L'impérialisme anglo-français a démontré qu'il n'a pas la moindre intention d'aider les loyalistes à vaincre. La *New Republic* stalinisée elle-même fut à la longue contrainte d'admettre (27 octobre 1937) : « *Il est clair aujourd'hui que pour la France et l'Angleterre, la préoccupation suscitée par une victoire fasciste en Espagne n'est plus qu'une considération parfaitement secondaire, si tant est qu'il n'en était pas ainsi dès le départ.* »

La question espagnole n'est qu'un élément parmi d'autres dans le conflit d'intérêts qui divise les puissances impérialistes, et elle ne sera finalement « résolue » - les impérialistes des deux camps arrivent à leurs fins - que lorsqu'ils parviendront à la résolution générale de tous les problèmes, à savoir la guerre impérialiste.

Parce qu'il a le plus à perdre, le bloc anglo-français se tient à l'écart de la guerre, même s'il lui faut éventuellement combattre pour conserver ses acquis. Il a autorisé l'Union soviétique à accorder une aide au compte-gouttes aux loyalistes parce qu'il ne voulait pas d'une victoire de Franco alors que les alliés italiens et allemands de celui-ci couvriraient son régime. Les capitalistes britanniques ont utilisé ce répit pour s'entendre avec Burgos au sujet de l'exploitation commune de la région de Bilbao qui appartenait aux Anglais. La première semaine de novembre (1937) Chamberlain annonça l'établissement de relations officielles avec Franco (à titre d'aumône au sentiment antifasciste, les officiels diplomatiques et consulaires furent simplement nommés « agents », tandis qu'Eden assura au Parlement qu'une victoire de Franco n'impliquerait pas un régime hostile à la Grande-Bretagne. Les maîtres du bloc anglo-français se préparaient donc à une victoire de Franco.

Quelles qu'aient pu être les craintes du bloc anglo-français devant une telle victoire, il ne voulut jamais d'une victoire loyaliste. Une victoire rapide aurait été suivie d'une révolution sociale. Même aujourd'hui, après six mois de répression de la part du gouvernement Negrin, les dirigeants anglo-français continuent à douter qu'une victoire loyaliste puisse ne pas être suivie d'une révolution sociale. Ils ont raison. Car les millions de travailleurs de la C.N.T. et de l'U.G.T., tenus en laisse pendant la guerre civile, briseraient les carcans bourgeois du Front populaire dès son issue victorieuse. De surcroît, une victoire loyaliste imminente porterait un tel coup au prestige italo-allemand qu'elle provoquerait une invasion de l'Espagne dans le cadre d'une guerre à l'échelle impérialiste et une tentative d'encercler la Méditerranée. Les risques encourus par la « ligne de vie », de l'empire anglo-français mettrait immédiatement la guerre à l'ordre du jour. C'est ainsi que le désir anglo-français de repousser la guerre conduisit directement à s'opposer à une victoire loyaliste.

Le bloc anglo-français n'a pas courtoisé ouvertement Franco pour la seule raison qu'il n'a pas osé abandonner son principal atout dans la guerre à venir : le mythe de la guerre démocratique contre le fascisme par lequel il mobilisa le prolétariat afin que celui-ci soutienne la guerre impérialiste.

Dès le début, la principale préoccupation de l'impérialisme anglo-français a été : comment repousser la guerre, maintenir le mythe démocratique, et commencer cependant à rejeter Hitler et Mussolini hors de l'Espagne ? La solution était évidente : un compromis entre les camps loyaliste et fasciste. Dès le 17 décembre 1936, « Augur » affirmait semi-officiellement que des agents anglais travaillaient à un armistice local dans le Nord, tandis que des agents français agissaient de même en Catalogne. Même le social-patriote Zyromski déclarait dans *le Populaire* du 3 mars 1937 : « *Des mouvements se font jour qui tendent à conclure une paix qui ne signifierait pas seulement la fin de la révolution espagnole, mais aussi la perte intégrale des victoires sociales déjà acquises.* » Luis Araquistain, socialiste partisan

de Caballero, ambassadeur en France de septembre 1936 à mai 1937, déclara après coup :

« Nous avons trop compté, avec illusion et espoir, sur le comité de Londres, c'est-à-dire sur l'aide des démocraties européennes. Nous devons admettre à cette heure que nous ne pouvons rien attendre de décisif de leur part en notre faveur, et que l'une d'entre elles, à tout le moins, fera beaucoup contre nous. » (Adelante, 18 juillet 1937.)

Le gouvernement Negrin s'en remit entièrement au bloc anglo-français. Et les discours de Negrin, en particulier celui du 1^{er} octobre aux Cortès, qui insistait sur la nécessité de préparer la paix, et celui qui suivit la chute de Gijón, révélèrent que son gouvernement était prêt à mettre à exécution les propositions anglo-françaises de compromis.

Negrin se tournait vers Londres et Paris, et non vers les fronts. Le proloyaliste Matthews résuma succinctement l'orientation du gouvernement après la chute de Gijón : « *Dans l'ensemble, le découragement est plus fort ici à propos des discussions de Londres que de ce qui est arrivé dans le Nord* ». Matthews poursuivait :

« Un passage du discours radiodiffusé de Negrin, la nuit dernière, exprime si parfaitement l'opinion du gouvernement qu'il mérite d'être noté : " Une fois de plus nos ennemis étrangers tentent de profiter de la candeur naïve des démocraties européennes par de fines subtilités [...] J'avertis aujourd'hui les nations libres du monde, car notre cause est la leur. L'Espagne acceptera tout moyen d'atténuer les préoccupations de ces pays, mais que les démocraties ne se laissent pas séduire par le machiavélisme de leur pires ennemis, et qu'elles ne soient pas à nouveau les victimes d'une décision sans retour. » (New York Times, 24 octobre 1937.)

Il est vrai que ce passage exprimait parfaitement l'opinion du gouvernement. Si les conséquences de cette politique n'étaient pas si tragiques pour les masses, on pourrait éclater de rire devant l'image de « la candeur naïve » de la perfide Albion et du Quai d'Orsay. Craignant d'être complètement abandonné, Negrin suppliait donc ses mentors impérialistes de se souvenir qu'il « *accepterait tous les moyens d'atténuer les préoccupations de ce pays* ». Ne l'avait-il pas déjà prouvé en réprimant les travailleurs ⁴⁸.

Ce ne sont pas seulement les sources révolutionnaires et bourgeoises autorisées qui attestent que le gouvernement loyaliste avait déjà accepté de passer un compromis avec les fascistes, mais aussi une source stalinienne :

« Un représentant du gouvernement espagnol qui assistait au couronnement du roi Georges VI fit part à Eden, ministre des Affaires étrangères, des plans de Valence pour mettre fin à la guerre civile. On déclarerait une trêve. L'ensemble des troupes et volontaires étrangers qui servaient dans les deux camps seraient immédiatement retirés d'Espagne. Aucune ligne de front ne serait modifiée pendant la trêve. Les non-Espagnols éliminés, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Union soviétique devaient arranger un plan, que le gouvernement espagnol s'engageait d'avance à accepter, et auquel la volonté de la nation espagnole concernant son avenir politique et social serait autoritairement soumise. » (Louis Fischer, la Nation du 4 septembre 1937.)

Un tel arrangement signifierait au mieux un plébiscite sous le contrôle des puissances européennes. Il est aisé d'imaginer l'issue de ce plébiscite, avec Franco qui possède un territoire incluant plus de la moitié du peuple espagnol, et les blocs italo-allemand et anglo-français qui se disputent l'amitié de Franco : l'union des éléments bourgeois des deux camps au sein d'un régime bonapartiste, paré au début de droits démocratiques formels, mais dominant les masses en premier lieu au moyen de la force armée franquiste.

Tel était le terme de la voie indiquée par les impérialistes anglais et français et que le gouvernement

Negrin avait déjà acceptée. Il y avait encore des difficultés objectives sur la route : Franco espérait une victoire totale, et l'Italie et l'Allemagne l'encourageaient à continuer le combat. Mais tout cela était parfaitement clair : A défaut d'une victoire totale de Franco, à laquelle la France et l'Angleterre s'étaient déjà préparées, la meilleure « aide » que l'on pouvait attendre de ces dernières, c'était un régime commun avec les fascistes.

Staline pourrait trouver la pilule amère à avaler. Quelle que soit la façade donnée au compromis passé avec les fascistes, ce serait forcément un coup terrible pour le prestige stalinien dans le monde. Mais, plutôt que de renoncer à l'objectif principal de la politique soviétique se ménager une alliance avec l'impérialisme anglo-français Staline était prêt à se soumettre à la solution qu'il lui dicterait. Il « trouverait une formule ». On justifierait l'acte final de trahison du peuple espagnol par les mêmes arguments que l'on avait utilisés pour justifier l'entrée de l'Union soviétique dans le Comité de non-intervention, quand celle-ci y fut acceptée.

Rappelons ces arguments méprisables. « *L'Union soviétique était catégoriquement défavorable au traité de non-intervention. Avec un appui suffisant des partis socialistes, des mouvements ouvriers antifascistes du monde, outre celui des partis communistes, l'Union soviétique aurait pu stopper net la non-intervention* » Faut-il rappeler à qui que ce soit que Staline n'essaya jamais de rassembler le mouvement ouvrier mondial avant d'adhérer au plan de non-intervention ? Si le régime de Staline était incapable de stopper les bandits, devait-il se joindre à eux ? Les staliniens comprirent très bien le rôle de l'Angleterre : « *Le cabinet Baldwin mesure son intervention internationale afin de se conserver la bienveillance des futurs dictateurs fascistes de l'Espagne [et] d'empêcher une victoire du Front populaire [. . .] On en sait suffisamment [...] pour affirmer avec certitude que l'Angleterre a passé ses propres accords avec le général Franco* ⁴⁹. » Mais qu'importaient le destin de l'Espagne, l'avenir de la révolution européenne ? Dans la balance de Staline, tout ceci ne faisait pas le poids face à l'amitié fragile de la France impérialiste. « *L'Union soviétique ne pouvait pas en arriver à une rupture ouverte avec Blum au sujet du pacte de non-intervention, car cela aurait joué en faveur d'Hitler et de la faction pro-nazie du cabinet tory de Londres, qui essayait justement de provoquer un tel état de fait* ⁴⁹. » Alors ? On argua que le comité de non-intervention était utile : « *plutôt que de permettre à une collusion des nazis et des ministres toriens d'affronter l'Espagne, l'Union soviétique s'efforça de faire tout ce qui lui était possible dans le comité de non-intervention pour arrêter le transport d'armes fascistes en Espagne* ⁴⁹ ! » De la même manière, nous n'en doutons pas, Staline s'efforcera de faire tout ce qu'il pourra dans le comité de compromis pour obtenir un accord équitable qui permette la participation des loyalistes au sein d'un régime commun avec les fascistes.

Précisément ces derniers mois, tandis que le plan anglo-français se parachevait, Staline inventa un nouvel alibi pour compléter ceux fournis par le pacte franco-soviétique et la « sécurité collective », et qui mettrait les loyalistes dans une dépendance encore plus grande à l'égard du bloc anglo-français. Louis Fischer l'exposa dans toute sa nudité.

« La guerre d'Espagne a pris de telles dimensions et dure si longtemps que la Russie seule, surtout si elle doit aussi aider la Chine, ne peut en supporter le poids. Une autre, d'autres nations doivent y contribuer [...] Si l'Angleterre voulait sauver l'Espagne de Franco, la Russie serait peut-être prête à sauver la Chine du Japon. » (La Nation, 16 octobre 1937.)

Ainsi, la Chine servait d'alibi pour ne pas aider l'Espagne de façon décisive, de même que l'Espagne restait un alibi pour ne pas sauver la Chine ! « Si l'Angleterre voulait sauver l'Espagne de Franco... »

L'Internationale communiste, naturellement, ainsi que l'Internationale socialiste, orientaient le peuple espagnol vers la voie de l'impérialisme anglo-français. A l'exception de gestes pieux pour organiser des collectes de fonds, les deux Internationales n'ont appelé les travailleurs qu'à obtenir de « leurs » gouvernements démocratiques une aide pour l'Espagne.

« On fait appel au " prolétariat international " pour pousser à la réalisation de ses principales revendications en faveur du peuple espagnol : le retrait immédiat des forces armées interventionnistes de l'Italie et de l'Allemagne, la levée du blocus, la reconnaissance de tous les droits internationaux du gouvernement espagnol légal, l'application des statuts de la Société des nations contre les agresseurs fascistes. » (Daily Worker, 19 juillet 1937.)

Toutes ces « revendications » sont des appels à *l'action gouvernementale*. Puisque les socialistes français et les travaillistes britanniques savaient qu'une action gouvernementale efficace ne pourrait survenir qu'en cas de guerre, et puisque leurs maîtres capitalistes se plaignaient de n'être pas prêts à la faire, ils s'opposèrent aux coups de coude trop précipités du Komintern. A leur accusation de colporter la guerre, Dimitrov ne pouvait répondre qu'en dénonçant cette spéculation honteuse sur les sentiments anti-guerre des larges masses ! Mais les socialistes et les travaillistes étaient d'accord avec les staliniens pour remettre le sort du peuple espagnol entre les mains de « leurs » gouvernements. Car les uns et les autres s'étaient déjà engagés à soutenir « leurs » capitalistes dans la guerre à venir.

D'où viendrait la direction qui organiserait les masses espagnoles pour une lutte implacable contre la trahison de l'Espagne ?

Cette direction ne pouvait guère venir du groupe dirigeant de la C.N.T., dont le moindre des crimes n'avait pas été l'incapacité de prévenir les travailleurs contre les illusions sur l'aide anglo-française. Le manifeste du 17 juillet lui-même, adressé au prolétariat mondial, et qui déclarait : « *Il n'y a qu'un moyen de salut, votre aide* », lançait un mot d'ordre parfaitement acceptable par le bloc bourgeois-stalinien : « *Faites pression sur vos gouvernements pour qu'ils prennent des décisions en faveur de notre lutte*. La presse de la C.N.T. acclama le discours de Roosevelt à Chicago. Selon *Solidaridad obrera* du 7 octobre, il prouvait que « *l'unité démocratique en Europe ne s'achèverait que par une action énergique contre le fascisme* ».

Les dirigeants de la C.N.T. s'accrochaient à leur ancienne ligne politique, en demandant simplement, pour sauver la face, de remplacer la formule de Front populaire par celle de « Front antifasciste » lors de leur retour au gouvernement. Beaucoup de journaux anarchistes locaux proches des masses manifestèrent leur indignation devant la conduite de la direction. L'un d'eux écrivait :

« La lecture d'une grande partie de la presse de la C.N.T. et de la presse anarchiste en Espagne nous indignent ou nous arrache des larmes de rage. Des centaines de nos camarades ont été massacrés dans les rues de Barcelone pendant les combats de mai, à cause de la trahison de nos alliés dans la lutte antifasciste ; dans la seule Castille, une centaine de camarades au moins a été lâchement assassinée par les communistes ; dans d'autres régions, d'autres camarades ont été assassinés par le même parti ; on orchestre des campagnes de diffamation publiques ou camouflées et des mensonges de toutes sortes contre l'anarchisme et la C.N.T., afin d'empoisonner l'esprit des masses et de le tourner contre notre mouvement. Et notre presse en face de ces crimes, continue à parler d'unité et de décence politique, à faire appel à la loyauté par dessus tout, au calme, à la sérénité, à la sincérité, à l'esprit de sacrifice, et à tous ces sentiments que nous sommes les seuls à ressentir et qui ne servent aux autres partis politiques qu'à camoufler leurs ambitions et leurs trahisons. [...] Ce serait nous trahir, nous-mêmes et le prolétariat, que de ne pas dire la vérité à partir d'aujourd'hui. » (Ideas, Bajo de Llobregat, 30 septembre 1937.)

Mais la direction de la C.N.T. se conduisit de façon encore plus honteuse. La colère des masses, après la chute de Santander, contraignit les staliniens à prononcer quelques paroles apaisantes, appelant à cesser la campagne contre la C.N.T. Là-dessus, même les plus à gauche des grands journaux de la C.N.T. saluèrent immédiatement « *la rectification qui a sans aucun doute commencé à se produire dans la politique du Parti communiste* » (C.N.T., 6 octobre). La chute de Gijón, en isolant encore plus le gouvernement par rapport aux masses, conduisit à des négociations en vue d'obtenir le soutien de la

C.N.T. Tout grief oublié, les dirigeants de la C.N.T. se hâtèrent de se déclarer prêts à entrer au gouvernement !

Il y a encore moins à dire des dirigeants de l'U.G.T. Ils n'avaient pas prononcé un mot pour défendre le P.O.U.M. Caballero ne fit pas un seul discours public en cinq mois, tandis que les staliniens préparaient la scission de l'U.G.T. Le pacte d'unité d'action signé le 9 juillet par la C.N.T. et l'U.G.T. et qui aurait pu organiser la défense des droits élémentaires des travailleurs restait lettre morte. Le groupe de Caballero, bien qu'il représentât de toute évidence la majorité des fédérations provinciales du parti socialiste, ne fit rien de plus que de protester contre les actions du Comité national de Prieto, non représentatif. Plutôt que de les renforcer, les dirigeants de l'U.G.T. ne firent qu'affaiblir davantage les dirigeants déjà impotents de la C.N.T.

On ne pouvait plus parler du P.O.U.M. comme d'une entité. Il était irrémédiablement divisé. La direction avait porté tous les coups contre l'aile gauche, tandis qu'elle courtisait et flattait l'aile droite. *El Comunista* de Valence avait ignoré ouvertement les décisions du parti, suivant ouvertement une ligne de Front populaire, et s'orientant lentement vers le stalinisme. Une semaine avant la dissolution du parti, le comité central fut finalement conduit à publier une résolution (*Juventud Comunista*, 10 juin) qui déclarait : « *Le comité central élargi [...] s'est mis d'accord pour proposer au congrès l'expulsion sommaire du groupe fractionnel qui a travaillé à Valence contre la politique révolutionnaire de notre cher parti.* »

Ce congrès du parti ne se tint jamais. Prévu pour le 19 juin, il fut précédé par les rafles du 16. Comme l'énorme succès des rafles le montre, le P.O.U.M. n'était absolument pas préparé au travail illégal. Si le congrès s'était tenu, les principaux centres du parti, Barcelone et Madrid, s'y seraient rangés avec la gauche contre la direction. L'un des groupes de l'aile gauche appela à condamner le Bureau de Londres et à en créer un nouveau, la Quatrième Internationale. L'autre déclara : « Il est devenu clair qu'il n'existe pas dans notre révolution de véritable parti marxiste d'avant-garde. »

On ne pouvait pas se tourner vers les organisations existantes en tant que telles pour trouver une nouvelle direction qui empêcherait un compromis avec les fascistes. Heureusement, les événements n'avaient fait que dépasser les dirigeants. De nouveaux cadres surgissaient de la base de la C.N.T. et de l'U.G.T. qui cherchaient un moyen. d'en sortir.

Les Amis de Durruti revêtaient une signification toute spéciale, car ils représentaient une rupture consciente avec anti-étatisme de l'anarchisme traditionnel. Ils déclarèrent explicitement qu'il fallait des organes de pouvoir démocratiques, juntas ou soviets, pour renverser le capitalisme, et des mesures étatiques de répression contre la contre-révolution. Dissous le 26 mai, ils avaient vite réorganisé leur presse. *L'Amigo del pueblo* se fit l'écho des aspirations des masses en dépit de la triple mise hors la loi dont il était l'objet de la part du gouvernement, des staliniens et de la direction de la C.N.T. *Libertad*, autre journal anarchiste dissident, était également publié illégalement. De nombreux journaux anarchistes locaux, ainsi que la voix de la Jeunesse libertaire et de plusieurs groupes locaux de la F.A.I., se dressèrent contre la capitulation des dirigeants de la C.N.T. Certains continuaient à prendre la voie sans issue du « plus de gouvernements ». Mais le développement des Amis de Durruti était le symptôme avant-coureur de l'évolution à venir de tous les travailleurs révolutionnaires de la C.N.T. - F.A.I.

La base de l'U.G.T. et des socialistes de gauche avait longtemps montré son impatience devant la pusillanimité de ses directions. Mais le premier signe flagrant de cristallisation révolutionnaire ne survint qu'en octobre, lorsque plus de 500 jeunes sortirent de la Jeunesse unifiée pour reconstruire une organisation socialiste de jeunesse révolutionnaire. En même temps, la scission de l'U.G.T., provoquée par les staliniens, fit prendre effectivement conscience à de nombreux travailleurs de l'aile gauche de la nécessité de sauver leurs syndicats des saboteurs staliniens. Tous les problèmes fondamentaux de la

révolution espagnole, la nature du front uni de lutte de classe, le rôle du parti révolutionnaire parmi les masses se posaient dans cette lutte de façon incontournable, car elle cristalliserait les forces du nouveau parti de la révolution.

Telle était la tâche herculéenne des bolcheviks-léninistes. Il faut que ces partisans de la IVe, Internationale, condamnés à l'illégalité par la direction du P.O.U.M., y compris à l'apogée de la révolution, organisée par les exclus du P.O.U.M. depuis le printemps 1937 seulement, et cherchant la voie vers les masses, contribuent à la fusion de l'aile gauche du P.O.U.M., de la jeunesse socialiste révolutionnaire et des travailleurs de la C.N.T. et de l'U.G.T. politiquement conscients, pour créer les cadres du parti révolutionnaire en Espagne. Ce parti, s'il reposait sur des fondements révolutionnaires, pouvait-il faire autre chose que de s'appuyer sur la plate-forme de la IVe Internationale ?

De fait, où chercherait-il ailleurs fraternité internationale et collaboration ? La IIe et la IIIe Internationales sont les organisations des traîtres du peuple espagnol. Lorsque l'aile gauche du P.O.U.M. appela à la rupture avec le Bureau de Londres, le prétendu « Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire », ce n'était pas davantage un acte arbitraire. Car ce centre auquel le P.O.U.M. avait été affilié avait saboté la lutte contre les machinations de Staline dont le P.O.U.M. lui-même avait été victime.

Tandis que le P.O.U.M. avait dès le départ dénoncé les procès de Moscou et développé une « analyse trotskyste », le Bureau de Londres avait travaillé dans la direction opposée. E avait refusé de collaborer à une commission d'enquête sur les procès de Moscou. Pourquoi ? Brockway - qui lançait alors une campagne unitaire I.L.P.-P.C. - en laissa échapper la raison : « *Cela causerait un préjudice aux cercles soviétiques.* » Brockway proposa en conséquence... une commission d'enquête sur le trotskysme ! Attaqué sur ce plan, il se défendit en contestant la nature de la commission d'enquête dirigée par John Dewey.

Cependant, le Bureau de Londres était en train d'éclater. Le S.A.P. (Parti ouvrier socialiste allemand) attaqua dans un premier temps les procès de Moscou, mais il abandonna rapidement la critique du stalinisme, en signant un accord pour un Front populaire en Allemagne. *Juventud comunista* du 3 juin rapporta la scission du Bureau de Londres de la Jeunesse : « *La Jeunesse du S.A.P. s'était ralliée à une position stalinienne réactionnaire [...] Elle avait signé l'un des documents les plus honteux que l'histoire du mouvement ouvrier allemand ait connu.* » Le 19 juin, le jour même où la direction du P.O.U.M. était arrêtée comme agent de la Gestapo, *Julio*, organe de la jeunesse du P.S.U.C., avait salué la politique des organisations de la Jeunesse de l'I.L.P. et du S.A.P. et fait remarquer fièrement que les affiliés suédois du Bureau de Londres se rapprochaient lentement d'une politique de Front populaire, dans un article dont le titre était « Le trotskysme est synonyme de contre-révolution ».

La position de ces autres « alliés » du P.O.U.M. qu'étaient les groupes Brandler-Lovestone, était encore plus répugnante. Pendant dix ans, ils avaient défendu chaque crime de la bureaucratie stalinienne, sur la base d'une fausse distinction entre la politique de Staline en Union soviétique et le cours erroné de la politique du Komintern ailleurs. Lorsque Zinoviev et Kamenev furent exécutés, ces avocats du stalinisme avaient salué dans cet acte effroyable un haut fait de la justice soviétique. Ils avaient soutenu de la même manière le second procès de Moscou, en février 1937. J'étais moi-même présent lors d'un meeting public dans les locaux de Lovestone lorsque Bertam Wolfe s'excusa parce qu'un représentant du P.O.U.M. avait simplement qualifié les procès de machinations ! Le groupe Lovestone n'avait commencé à renverser son cours - sans explications qu'après l'exécution des généraux rouges. Ils avaient fait de leur mieux pendant dix ans pour aider Staline à épingle l'étiquette de contre-révolutionnaires sur les trotskystes, et même quand ils durent accepter l'analyse trotskyste des purges de Staline, ces têtes de linotte restèrent comme toujours les ennemis implacables d'une résurgence de la révolution en Russie, comme ailleurs, bien entendu. A mesure que la S.A.P., les affiliés suédois, etc., sortaient du Bureau de Londres par une porte, on les remplaçait par le mouvement Brandler-Lovestone.

On ne gagne guère au change !

Comment le Bureau international pour l'unité. socialiste révolutionnaire prépara-t-il la défense du P.O.U.M. ? Deux résolutions furent adoptées lors de sa réunion du 6 juin 1937. La résolution n° 1 déclarait :

« Seul le P.O.U.M. a reconnu et proclamé la nécessité de transformer la lutte antifasciste en lutte contre le capitalisme sous l'hégémonie du prolétariat. C'est la véritable raison des attaques féroces et des calomnies du Parti communiste allié aux forces capitalistes dans le Front populaire contre le P.O.U.M. »

La résolution n° 2 déclarait

« Toute mesure dirigée contre la classe ouvrière révolutionnaire d'Espagne est en même temps une mesure en faveur de l'impérialisme anglais et français et un pas vers le compromis avec les fascistes. « En cette heure dangereuse, nous faisons appel à toutes les organisations ouvrières du monde, et particulièrement à la IIe et à la IIIème Internationale. [...] Que l'on prenne enfin une position commune contre ces manoeuvres traîtresses de la bourgeoisie internationale. » (souligné par l'auteur.)

Une résolution pour la gauche, une pour la droite semi-stalinienne - tel est le Bureau de Londres ⁵⁰.

« Mais les principes que vous proposez pour le regroupement des masses espagnoles ne sont-ils pas des constructions intellectuelles dans lesquelles les masses ne se reconnaîtront pas ? Et n'est-il pas trop tard? »

Non ! Nous, révolutionnaires, sommes les seules personnes pratiques au monde. Car nous ne faisons que coordonner les aspirations fondamentales des masses ; ce qu'elles disent déjà à leur manière. Nous ne faisons que clarifier la nature des instruments dont les masses ont besoin pour parvenir à leurs fins, et surtout la nature du parti révolutionnaire et de l'Etat ouvrier. Il n'est jamais trop tard pour que les masses commencent à se frayer leur propre voie vers la liberté. Le pessimisme et le scepticisme sont des luxes que seul le petit nombre peut se permettre. Les masses n'ont pas d'autre choix que de combattre pour leur vie et l'avenir de leurs enfants.

Si notre analyse n'a pas mis en lumière les forces intérieures de la révolution espagnole, rappelons quelques mots de Durruti sur le plan de l'Aragon, quand il conduisait les milices mal armées vers la seule percée substantielle de toute la guerre civile. Il n'était pas un théoricien, mais un homme d'action, un dirigeant de masse. Ces phrases n'en expriment que de façon plus significative le point de vue révolutionnaire des travailleurs conscients. Les dirigeants de la C.N.T. ont enterré ces paroles plus profondément qu'ils n'ont enterré Durruti ! Rappelons-les :

« La question est pour nous d'écraser le fascisme une bonne fois pour toutes. Oui, et en dépit du gouvernement. « Aucun gouvernement au monde ne combat le fascisme à mort. Quand la bourgeoisie voit que le pouvoir échappe à ses griffes, elle a recours au fascisme pour se maintenir. Le gouvernement libéral de l'Espagne aurait pu réduire les fascistes à l'impuissance depuis longtemps. Au lieu de cela, il a temporisé, fait des compromis et traîné. Aujourd'hui même, il y a dans ce gouvernement des hommes qui veulent traiter avec les rebelles. On ne sait jamais - il rit - le présent gouvernement aura peut-être encore besoin de ces forces rebelles pour écraser le mouvement ouvrier [...] » « Nous savons ce que nous voulons. Pour nous, qu'il existe une Union soviétique quelque part dans le monde pour la paix et la tranquillité de laquelle Staline a sacrifié les travailleurs d'Allemagne et de Chine à la barbarie fasciste ne veut rien dire. Nous voulons la révolution ici en Espagne, maintenant, pas après la prochaine guerre européenne, peut-être. Nous donnons plus de tracas à Hitler et Mussolini aujourd'hui avec notre révolution que toute l'armée rouge de Russie. Nous montrons aux classes ouvrières italienne et allemande comment s'occuper du fascisme. « Je n'attends d'aide pour une révolution libertaire d'aucun mouvement au monde. Il se peut que les intérêts conflictuels des différents

impérialismes auront quelque influence sur notre lutte. C'est parfaitement possible. Franco fait de son mieux pour tirer l'Europe dans le conflit. Il n'hésitera pas à pousser l'Allemagne contre nous. Mais nous n'attendons aucune aide, pas même, en dernière analyse, celle de notre propre gouvernement. » « Vous siégerez au sommet d'un tas de ruines, si vous êtes victorieux », dit Van Paasen.

Durruti répondit :

« Nous avons toujours vécu dans des taudis, dans des trous de murs. Nous saurons comment nous arranger pendant un moment. Car, vous ne devez pas l'oublier, nous pouvons aussi construire. C'est nous qui avons construit ces palais et ces villes, ici en Espagne, en Amérique, et partout ailleurs. Nous, les travailleurs, nous en construirons d'autres pour les remplacer. Et de meilleurs. Nous ne sommes pas le moins du monde effrayés par les ruines. Nous allons hériter de la terre. Il n'y a pas le moindre doute à ce sujet. La bourgeoisie peut détruire et ruiner son propre monde avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons un monde nouveau ici, dans nos coeurs. Ce monde grandit en cette minute même ⁵¹. »

10 novembre 1937

Postface

L'emprisonnement des ouvriers et des paysans et l'ouverture des lignes de front aux fascistes par les officiers « républicains », telle est l'histoire de l'Espagne loyaliste de novembre 1937 à mai 1938. Je n'ai eu le temps et la place que d'ajouter quelques mots à ce livre avant qu'il ne soit mis, avec retard, sous presse.

Le général Sebastian Pozas symbolise cette période de façon adéquate : officier sous la monarchie, officier sous la coalition socialiste républicaine de 1931-1933, officier sous le *bienio negro* de Gil Robles de 1933-1935, ministre de la Guerre avant que l'insurrection fasciste n'éclate. Il remua ciel et terre pour quitter Madrid dans les sombres journées du siège de novembre 1936. Lorsque c'en fut fini de l'autonomie catalane et que les troupes de la C.N.T. furent enfin totalement subordonnées au régime bourgeois, Pozas fut nommé chef de toutes les forces armées de la Catalogne et du front de l'Aragon. Il purgea les armées des « incontrôlables » de la C.N.T. et du P.O.U.M. avec efficacité, en s'arrangeant pour que des divisions entières soient anéanties lorsqu'elles étaient envoyées au feu sans artillerie et sans protection aérienne. Le « camarade » Pozas, qui faisait de la figuration au plenum du comité central du P.S.U.C., était de toute évidence l'homme qu'il fallait pour tenir le front de l'Aragon contre Franco... Il est maintenant en prison à Barcelone, accusé - et l'histoire militaire n'est que trop claire - d'avoir livré le front de l'Aragon à Franco.

Les conséquences de l'alliance avec la bourgeoisie « républicaine », du programme du Front populaire, se font sentir maintenant. Les fascistes ont atteint la Méditerranée. Ils ont coupé en deux ce qui restait des forces antifascistes. Pour le moment, la course entre Franco et le regroupement du prolétariat a été gagnée par le premier. Les staliniens, les socialistes de Prieto et de Caballero, les dirigeants anarchistes, ont érigé des obstacles insurmontables sur la voie du regroupement, facilitant incommensurablement la victoire de Franco.

Ces criminels vont rapidement se déchirer entre eux. Ils tâcheront de se rejeter la faute les uns sur les autres. Dans ce cas, nous en saurons beaucoup plus sur les intrigues par lesquelles ils ont lié les pieds et les mains des travailleurs et des paysans, et rendu impossible une guerre victorieuse contre Franco. Mais nous en savons déjà assez pour dire qu'aucun alibi ne leur permettra de se blanchir. Tous -

staliniens, socialistes et anarchistes - sont également coupables d'avoir trahi leurs partisans. Tous ont trahi les intérêts des ouvriers et des paysans, les intérêts de l'humanité, en faveur du brutal régime fasciste.

Beaucoup échapperont à Franco, comme les fonctionnaires staliniens et social-démocrates à Hitler. Mais les millions d'ouvriers et de paysans ne peuvent pas y échapper. Pour eux, aujourd'hui comme demain et après-demain et tant que la vie continue, la tâche d'écraser le fascisme reste à l'ordre du jour. Combattre ou être écrasés, ils n'ont pas d'autre alternative.

Le prolétariat espagnol, écrasé, comme le dit Berneri entre les stalino-prussiens et les Versaillais franquistes, peut cependant attiser la flamme qui embrasera le monde de nouveau. Traversant les Pyrénées, au-delà desquelles la période de Front populaire s'achève comme en Espagne, cette flamme peut s'unir aux espoirs du prolétariat français, aujourd'hui confronté au choix entre la dictature bourgeoise nue et la voie révolutionnaire.

Mais si la conflagration révolutionnaire ne se produit pas, ou est étouffée, que se passera-t-il ?

Les leçons tragiques de l'Espagne concernent profondément, de toutes manières, la classe ouvrière américaine, et ont un rapport immédiat avec les problèmes « purement américains ». ».

Ici, le problème sera bientôt posé d'une manière aussi inexorable qu'en France ou en Espagne. La simple vérité est que le capitalisme américain est arrivé dans une telle impasse qu'il ne peut plus nourrir ses esclaves plus longtemps. Une armée de chômeurs aussi vaste que celle de 1932 reçoit maintenant de la main de Roosevelt une portion de l'aumône insuffisante, offerte en 1933. L'indice de production tombe à 4, 5, 6 fois au-dessous du niveau de la crise de 1929-1932. Le gouvernement prépare de sang-froid la guerre impérialiste comme une « issue ». Crise, chômage, guerre, telles sont devenues les caractéristiques « normales de l'ordre capitaliste déclinant ». Depuis 1929, l'Amérique s'est « européanisée » ; nous rencontrons ici les problèmes que le prolétariat européen affronte depuis la guerre.

Le pessimisme, le défaitisme, sont les réactions de quelques-uns qui tirent des trahisons réformistes en Europe une justification pour abandonner les masses américaines au même sort. Mais le pessimisme et le défaitisme sont étrangers aux ouvriers et aux masses travailleuses opprimées des villes et des campagnes. Elles *doivent* combattre ou être écrasées, ils n'ont pas d'autre alternative. La profonde, inépuisable vitalité de la classe ouvrière américaine est le capital le plus riche du mouvement ouvrier international. Il n'a pas encore été utilisé, envoyé sur la brèche. Dans les quatre dernières années, le prolétariat américain a donné autant de preuves de ses ressources et de sa puissance que la plupart d'entre nous n'osaient l'espérer en 1933. Il s'est auto-organisé au sein de la citadelle même du capitalisme américain, l'acier, le caoutchouc, l'automobile. Il peut renverser cette citadelle, s'il le veut et s'il a une direction capable de tirer les leçons de ces catastrophes.

Le but de ce livre est de fournir aux travailleurs conscients américains et à leurs alliés du matériel pour comprendre pourquoi le prolétariat espagnol a été défait, et par qui il a été trahi.

L'héroïsme des travailleurs et des paysans espagnols ne doit pas avoir été vain. La bannière de la lutte à mort contre le capitalisme peut être reprise de leurs mains défaillantes par les ouvriers américains. Qu'ils s'y agrippent avec l'aide d'une avant-garde qui a assimilé les formidables leçons de la Russie, de l'Espagne et de la France, avec une force et une assurance telle que le monde n'en a jamais vu, et qu'ils l'entraînent vers la victoire, pas seulement pour eux-mêmes, mais pour toute l'humanité laborieuse !

Minneapolis, 5 mai 1938

Chronologie espagnole

711 : Invasion musulmane de l'Espagne. Ascendant culturel sur le pays. L'expulsion définitive des Maures - 1492 - est suivie de la suppression des municipalités, de l'expulsion des Juifs et de l'installation de l'inquisition. Découverte de l'Amérique. Naissance de l'Espagne impériale. Ouverture des colonies américaines. Emergence des rivaux anglais et allemands. 1714 : la république marchande de Catalogne perd son indépendance.

xixe siècle

1808 : invasion napoléonienne. Emergence de la conscience nationale et des idées des Lumières du XVIII. La constitution libérale du 1812 déclencha un mouvement républicain dont les grands moments furent 1820, 1868, 1873 et introduisit une période de grande instabilité - juntas militaires, pronunciamientos et régionalisme prononcé. Perte des colonies continentales espagnoles en Amérique. Croissance de l'industrie et du prolétariat. Apparition des idées anarchistes. 1875 : restauration des Bourbons. Mouvements de révolte dans les colonies des Caraïbes, guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis : 1878. Perte des dernières colonies. Montée du mouvement socialiste.

XX^e siècle

1909 grande grève ouvrière. Martyre de Francisco Ferrer.

1914 - 1919 Première Guerre mondiale. L'Espagne neutre jouit d'un développement rapide de l'industrie dû à la demande de fer, de munitions, etc.

1916 : grève générale.

1917 : grève générale.

1917-1919 : mouvement catalan pour l'autonomie.

1921

21 juin : les Marocains défont les Espagnols à Anual. 12 000 morts. Création du Parti communiste.

1923

12 septembre mutinerie de la caserne de Barcelone. 23 septembre coup d'Etat du général Primo de Rivera, soutenu par la bourgeoisie industrielle, et qui impose une dictature militaire.

1924

30 juin -. soulèvement du Rif au Maroc.

Novembre . visite du roi à l'Italie fasciste.

1925

Juillet : accord franco-espagnol pour combattre le Rif.

Décembre fin de la dictature officielle. De Rivera premier ministre.

Novembre échec du putsch catalan.

1928

La crise économique atteint l'Espagne.

1929

Janvier : révolte militaire à Ciudad Real

Mars : fermeture des universités afin de réprimer l'opposition étudiante.

1930

Janvier : Rivera démissionne. Le général Berenguer Libérale le régime. Flot montant de l'opposition.

Décembre : mutinerie dans la garnison de Jaca. Loi martiale, abrogée plus tard.

1931

Février : Alfonso XIII restaure la constitution. Berenguer démissionne.

Avril : élections municipales. Victoire écrasante des républicains.

Alfonso quitte l'Espagne. Gouvernement provisoire de Zamora.

Juin élections. Immense majorité républicaine-socialiste.

Août plébiscite favorable à l'autonomie catalane.

Novembre le comité des Cortes déclare Alfonso XIII coupable de trahison.

Expropriation des propriétés royales.

Décembre nouvelle constitution démocratique bourgeoise. Autonomie partielle pour la Catalogne.

Azafia premier ministre, Zamora président.

1932

Août : répression de la révolte du général José Santurjo.

Septembre : la charte de l'autonomie catalane est garantie. Le mouvement s'étend à d'autres régions.

1933

Janvier : le soulèvement anarcho-syndicaliste à Barcelone s'éteint puis est écrasé.

Avril les élections municipales reflètent un virage à droite. Mai loi sur les associations anticléricales.

Novembre élections. Puissant mouvement à droite. Les classes possédantes préparent la guerre civile.

Décembre soulèvement anarcho-syndicaliste à Barcelone écrasé au bout de 10 jours.

1934

14 janvier : les élections catalanes virent à gauche. Companys président de la Catalogne.

Avril : grève générale à Barcelone. Réprimée.

4 octobre : gouvernement de Lerroux (catholique, monarchiste et profasciste). Mobilisation à grande échelle de l'aile droite.

5 octobre : appel à la grève générale contre le régime réactionnaire.

6 octobre : Companys proclame l'indépendance de la Catalogne.

Répression et abolition de l'autonomie catalane. Insurrection des mineurs des Asturies - la Commune est noyée dans le sang 80 000 prisonniers, 5 000 morts, 10 000 blessés.

1935

Septembre : chute du cabinet Lerroux. Succession de gouvernements de droite. Poursuite du règne de la terreur. Montée vertigineuse du chômage, et baisse catastrophique des salaires. Déclin économique.

1936

Février : élections. Victoire du Front populaire (républicains, socialistes, syndicalistes, communistes). Gouvernement d'Azaña. Amnistie, réformes sociales et anticléricales limitées. Eviction du président Zamora. Flux ascendant de grèves, saisies de terres, provocations fascistes, assassinats, révolte, qui culmine au ... 19 juillet *la guerre civile*.

1939

28 mars fin de la guerre civile avec la reddition de Madrid et Valence.

Notes

1. Par exemple . Pierre Broué et Emile Témime, *la Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris 1961 ; Hugues Thomas, *la Guerre civile espagnole* (Livre de poche, 2 vol.).
2. Un ancien membre du bureau politique du Parti communiste espagnol pendant la guerre civile, Jesus Hernandez, a publié en 1953 un violent réquisitoire contre les immixtions de Staline et du Guépéou dans les affaires du P.C.E. pendant la guerre civile, intitulé *J'étais ministre de Staline*. Afin de détruire une légende tenace, il faut souligner le rôle infâme joué par Togliatti en qualité de principal représentant du Komintern en Espagne ; ce rôle consista à la fois à imposer au P.C.E. la ligne droitiste de la « révolution par étapes » (cf. son article sur les particularités de la révolution espagnole », reproduit dans ses textes choisis : *Sul Movimento operaio internazionale*, Roma 1964) et à organiser pratiquement la terreur du Guépéou en Espagne. Cette analyse est confirmée par un autre ex-dirigeant éminent du P.C.E., Fernando Claudin, dans son livre *la Crise du mouvement communiste international* (Maspero).
3. Voir par exemple : K. L. Maidanik, *le Proletariat espagnol dans la guerre nationale-révolutionnaire* (Moscou 1960). L'auteur reconnaît qu'en juillet 1936, les travailleurs avaient effectivement commencé à prendre le pouvoir et étaient allés bien au-delà des limites d'une révolution démocratique bourgeoise. Son livre fut soumis au feu d'une violente critique en U.R.S.S.
4. Il y eut effectivement des désertions, pas seulement parmi les troupes italiennes engagées en Espagne contre les Républicains, mais même parmi les pilotes sélectionnés de l'armée de l'air hitlérienne envoyée aux côtés de Franco, la Légion Condor. Cf. Walter Görlitz, *Der Deutsche Generalstab*, Frankfurt, p. 442.
5. La Guerre civile en Espagne, septembre 1936, Pionner Publishers.
6. En français dans le texte.
7. L'Estat catala, scission de l'F-squerra, qui combinait l'extrême séparatisme et le vandalisme anti-ouvrier, avait fourni ses « chemises kaki » pour briser les grèves. Il avait désarmé les travailleurs pendant la révolte d'octobre 1934. Après le 19 juillet, cette organisation, elle aussi, rejoignit le « camp antifasciste » !
8. H. N. Brailsford, socialiste britannique et partisan du Front populaire, dit : le Parti communiste « *n'est désormais plus essentiellement un parti de travailleurs industriels, ni même un parti marxiste* », et « *ce processus sera permanent. Je fonde cette prédiction sur la composition sociale du P.C. en Catalogne comme en Espagne* » (*New Republic*, 9 juin 1937).
9. Un incident extraordinaire mérite d'être rapporté . le 27 novembre 1936, *la Batalla* était en mesure de démontrer que la C.N.T., l'U.G.T., le P.S., la Gauche républicaine étaient tous favorables à une représentation du P.O.U.M. dans la junte de défense de Madrid. Pourtant, il ne fut pas représenté. Comment fut-il possible à la seule opposition stalinienne d'empêcher le P.O.U.M., avec ses colonnes de miliciens sur tous les fronts, d'être représenté ? Les staliniens seuls pouvaient-ils exercer un droit de veto ? La réponse, c'est l'intervention de l'ambassade soviétique. « *Il est intolérable que, en échange de l'aide qu'ils nous fournissent, ils puissent tenter de nous imposer des normes politiques définies, des vetos définis, intervenir dans notre politique et même la diriger* », se plaignait *la Batalla*. L'incident du Conseil de défense de Madrid, le discours d'Ovsénko en novembre, les discours de Rosenberg furent les incidents publics qui réveillèrent le P.O.U.M. Par l'intermédiaire de son poste au cabinet de la Generalidad, il avait connaissance de nombre d'incidents plus sérieux auxquels il ne pouvait faire référence, tant qu'il appartenait

au gouvernement.

La note de réponse au P.O.U.M. que le consul général Ovsénko adressa à la presse n'a sans doute pas d'équivalent dans toute l'histoire antérieure de la diplomatie. Elle parut en éditorial dans *Mundo obrero*, dénonçant les « *manoeuvres fascistes du P.O.U.M., [...] ennemi de l'Union soviétique* ». Mais avant la fin de l'année, Ovsénko alla plus loin. Le 7 décembre, le P.O.U.M. fit appel à la Generalidad pour donner asile à Léon Trotsky. Avant même que la Generalidad ait pu répondre, le consul général soviétique déclara à la presse (comme *la Presse* le rapporta ici) que si l'on autorisait Trotsky à entrer en Catalogne, le gouvernement soviétique cesserait toute aide à l'Espagne. Véritablement, le despotisme bureaucratique ne pouvait aller plus loin.

10. En anglais *dual unionisme*

11. Proverbe espagnol.

13. Ceux qui défendirent cette violation - les partisans de Lovestoue, les socialistes de Norman Thomas, l'I.L.P., etc. indiquèrent de ce fait la conduite qu'ils auraient dans une crise révolutionnaire.

14. Louis Fischer, dont l'impudence fortifie l'ignorance, argumente contre la collectivisation en Espagne en disant quelle survint en Russie plusieurs années après la révolution. Il laisse de côté ce « petit détail » : le premier décret de Lénine fut la nationalisation de la terre, la fin de la propriété privée à la campagne.

15. Après les journées de mai, la Generalidad nie la légalité des décrets de collectivisation de l'industrie.

16. « [...] *La bourgeoisie internationale refusait d'accéder à nos exigences (en armes). L'heure était tragique : nous devons créer l'impression que les maîtres n'étaient pas les comités révolutionnaires, mais le gouvernement légal. Sans cela nous n'aurions rien obtenu du tout [...]* Nous devons nous adapter aux circonstances inexorables du moment, c'est-à-dire accepter la collaboration gouvernementale. » (García Oliver, ex-ministre de la Justice, discours à Paris publié par le journal anarchiste *l'Espagne et le monde*, 2 juillet 1937.)

L'Espagne offre à toutes les nations libérales et démocratiques du monde l'occasion d'entreprendre une puissante offensive contre les forces fascistes, et si cela implique la guerre, elles devront l'accepter avant qu'il ne soit trop tard. Elles ne doivent pas attendre que le fascisme ait perfectionné sa machine de guerre. » (Commissariat à la propagande de la Generalidad, édition officielle anglaise, n° 107, 8 décembre 1936.)

Federica Montseny (dirigeante éminente de la C.N.T.) : « *Je crois qu'un peuple aussi intelligent [l'Angleterre] comprendra que l'instauration d'un Etat fasciste au sud de la France [...] irait directement à rencontre de ses intérêts. Le sort du monde aussi bien que l'issue de la guerre dépendent de l'Angleterre.* » (Ibid., n° 108, 10 décembre 1936.)

17. « On construit, silencieusement mais sûrement, une force de police digne de confiance. Le gouvernement de Valence a découvert dans les carabiniers un instrument idéal à cette fin. C'étaient auparavant des gardes ou officiers des douanes qui avaient toujours eu une réputation de loyauté. On sait de sources sûres que l'on en a recruté 40000, dont 20000 sont déjà équipés et armés [...] Les anarchistes ont déjà remarqué et dénoncé l'importance croissante de cette force, au moment où chacun sait qu'il y a assez peu de trafic aux frontières terrestres ou maritimes. Ils ont compris qu'elle servira contre eux. » (James Minifie, *N. Y. Tribune*, 28 avril 1937.)

18. Le service de renseignement de la C.N.T. avait découvert un complot et *Solidaridad obrera* publia les faits les 27 et 28 novembre. Au début, les staliniens et l'Esquerra se moquèrent, mais ils furent contraints d'ordonner une enquête. Comme résultat, on découvrit que les forces principales du complot appartenaient à l'organisation séparatiste en chemise kaki *Estai català*, scission de l'Esquerra, et l'on arrêta son secrétaire général et une centaine de ses membres les plus importants. Le chef de la police Reberter, membre de l'Etat català, fut exécuté après condamnation. Casanovas, président du parlement català, « s'intéressa d'abord au complot, puis s'en sépara », déclare une explication officielle. On lui permit d'aller en France - et de revenir à la vie politique à Barcelone après les journées de mai !

19. *Cultura proletaria*, journal antifasciste de New York, publia un reportage de Cuba : « *Le P.C. [...] envoya 27 ex-officiers de l'ancienne armée qui n'avaient rien de commun avec des ouvriers et étaient auparavant des mercenaires au service de Machado [...] Lors de son dernier voyage, le Mexique prit une cargaison de ces fausses milices (à quelques exceptions près), parmi lesquelles se trouvaient les trois frères Alvarez, anciens gorilles de Machado très actifs pour briser les grèves de Bahia. Le 29 de ce mois, « Sargento del Toro » s'en va aussi en tant que milicien communiste. C'est un assassin accompli du temps de Machado, garde du corps du président du Sénat à cette époque. Il fut de ceux qui aidèrent à massacrer les ouvriers lors d'une manifestation le 27 août.* » L'ancien secrétaire de la C.E.D.A. de Valence est maintenant au P.C. Même Louis Fischer admet que des généraux et des politiciens bourgeois, et beaucoup de paysans qui approuvent la politique de protection des petits propriétaires du P.C., l'ont rejoint. Pour l'essentiel, leur nouvelle affiliation politique reflète le désespoir à l'égard de l'ancien système social aussi bien que l'espoir de sauver un ou deux de ses survivants. » Une bonne description comme le remarqua Anita Brenner, du groupe social qui compose les rangs hitlériens. Pour plus de détails sur la G.P.U. espagnole et la répression, voir l'excellent article d'Anita Brenner et le « Dossier de la contre-révolution », in *Modèrni Monihly*, septembre 1937.

20. Les anarchistes font référence à la G.P.U. En général, ils ferment les yeux devant le vaste fossé séparant la Tchèque, qui réprima impitoyablement la garde blanche et ses alliés dans la première période de la révolution russe, de la G.P.U. stalinienne, qui

réprime et assassine impitoyablement les révolutionnaires prolétaires.

21. La question épineuse de la justification de la reprise par les armées de la Telefonica fut « résolue » dans la presse stalinienne par quatre explications différentes, au moins :

1 - « *Salas envoya la police républicaine armée pour y désarmer les employés, dont la plupart étaient membres des syndicats de la C.N.T. Pendant très longtemps, le service téléphonique avait été dirigé d'une manière qui appelait les critiques les plus graves, et il était impératif pour toute la conduite de la guerre que l'on remédie aux défauts du service.* » (Le Daily Worker de Londres, 11 mai.)

2. La police « *occupa le central téléphonique. Ce faisant, la police n'entendait en aucune manière porter atteinte aux droits des travailleurs garantis par la loi (comme l'ont prétendu par la suite les provocateurs trotskystes). Ce que la police voulait, c'était mettre toutes les connections téléphoniques sous le contrôle immédiat du gouvernement.* » (Imprecorr, 22 mai.) Toutefois, ce qui était « garanti par la loi », c'était le contrôle ouvrier, sanctionné par le décret de collectivisation du 24 octobre 1936 !

- 3 Une semaine plus tard, ce fut une nouvelle histoire, « *Le camarade Salas se rendit à la Telefonica qui avait été occupée la nuit précédente par cinquante membres du P.O.U.M. et plusieurs éléments incontrôlables. Les gardes pénétrèrent par la force dans l'immeuble et chassèrent ses occupants. L'affaire fut rapidement réglée. Surpris par la rapidité de mouvement du gouvernement, les cinquante individus quittèrent le bâtiment et le central téléphonique fut à nouveau (!) aux mains du gouvernement.* » (Imprecorr, 29 mai.)
- 4 La version finale fut publiée par la section catalane du Komintern comme l'histoire rapportée par Salas : « *Tout d'abord, il n'y eut pas d'occupation de la Telefonica, pas plus qu'il ne fut question de l'occuper. Je reçus un ordre signé de Ayguade, ministre de l'Ordre public, selon lequel un délégué du gouvernement devait y être installé, et j'avais la responsabilité de veiller à ce qu'il le soit. Dans ce but, nous pénétrâmes dans le central téléphonique, le capitaine Menendez et moi, avec une escorte personnelle de quatre hommes. J'expliquai mon affaire et j'émis le souhait de parler avec un membre responsable du comité. On nous dit qu'il n'y en avait pas dans l'immeuble. Nous attendîmes toutefois en bas de l'escalier pendant qu'ils allaient voir. Deux minutes plus tard, quelques individus commencèrent à nous tirer dessus du haut des escaliers. Aucun de nous ne fut touché. Je téléphonai immédiatement aux gardes de venir, non pour occuper l'immeuble dans lequel nous étions déjà, mais pour l'entourer d'un cordon et empêcher quiconque d'entrer [...]. Eroles [fonctionnaire anarchiste de la police] et moi sommes montés au sommet de l'immeuble, où ils étaient installés avec une mitrailleuse, des grenades à main et des fusils. Nous sommes montés ensemble sans escorte et sans arme. Au sommet, j'ai expliqué le but de ma visite. Ils sont descendus. Le délégué fut installé selon les ordres. Les forces ont été évacuées. Il n'y eut ni heurts ni arrestations.* » Le témoignage de la C.N.T. stigmatise cette histoire comme un mensonge. Salas commença par désarmer les gardes et contraindre les travailleurs du téléphone à lever les mains. Les gardes des étages supérieurs ne sortirent que le jour suivant, après un accord selon lequel les deux parties devaient évacuer les lieux - accord promptement violé par le gouvernement. Les quatre versions stalinienne différentes attestent la difficulté de camoufler la simple vérité ; ils voulaient la fin du contrôle ouvrier sur la Telefonica et ils l'ont obtenue.
22. Même le dirigeant de l'I.L.P., Fermer Brockway, toujours à la droite du P.O.U.M., concède dans ce cas que « *pendant deux jours les travailleurs dominèrent la situation. Une action audacieuse et unie des dirigeants de la C.N.T. aurait renversé le gouvernement* ».
23. Partisans français de Marceau Pivert, dirigeant du Parti socialiste ouvrier et paysan.
24. Léon Trotsky, *la Révolution espagnole (1930-1940)*, les Editions de Minuit.
25. Un dirigeant anarchiste bien connu m'a dit « *Vous, trotskystes, vous êtes des utopistes encore pires que nous ne l'avons jamais été. Le Maroc est aux mains de Franco, dirigé d'une main de fer. Notre déclaration d'indépendance du Maroc serait sans effet.* » Je lui ai rappelé que la déclaration d'émancipation des esclaves de Lincoln avait été publiée alors que la Confédération tenait toujours le Sud. Les marxistes au moins devraient savoir que Marx et Engels donnèrent à cet acte politique un poids énorme dans la défaite du Sud. Un autre anarchiste disait : « *Nos paysans ont déjà pris beaucoup de terres, et cependant cela n'a eu aucun impact sur les paysans dominés par Franco.* » A force de questions, il admit toutefois que les paysans craignaient que le gouvernement ne tente de reprendre la terre après la guerre. En Russie aussi, les paysans s'emparèrent de beaucoup de terres en novembre 1917. Toutefois, ils la cultivèrent maussadement et craintivement. Le décret soviétique de nationalisation des terres eut un effet psychologique sur les paysans, et en fit dans leur grande majorité des partisans du régime soviétique.
26. Discours de Paris, *l'Espagne et le monde* (anarchiste), 2 juillet 1937.
27. Fermer Brockway, secrétaire de l'I.L.P. (Parti indépendant du travail), *la Vérité sur Barcelone*, Londres 1937.
28. La politique militaire du gouvernement est analysée en détail dans les chapitres XV et XVI.
29. Pour les témoignages critiques des événements des jours suivants, je suis redevable à deux camarades américains, Lois et Charles Orr (ce dernier était l'éditeur de *Spanish Revolution*, journal du P.O.U.M. de langue anglaise), et au rapport long et documenté des bolcheviks-léninistes espagnols paru dans *la Lutte ouvrière* du 10 juin 1937.
30. Le bulletin du P.O.U.M. en langue anglaise (cf. note 29) du 19 mai 1937 dit « *Pris dans les rênes du gouvernement, [la C.N.T.] tenta de ménager les deux côtés par une « union »*
- des opposants [L'attitude de la C.N.T. ne manqua pas de provoquer des résistances et des protestations. Le groupe des Amis de*

*Durruti fit émerger la volonté des masses de la C.N.T., mais il ne fut pas capable d'en prendre la direction [] Les travailleurs, profondément éprouvés par la capitulation de leur fédération syndicale, regardent ailleurs pour trouver une nouvelle direction. Le P.O.U.M. devrait la leur fournir. » Ces lignes radicales n'étaient destinées qu'à l'exportation. Rien de tel ne parut dans la presse régulière du P.O.U.M. D'une façon générale *Spanish Revolution* a donné aux lecteurs anglais qui ne pouvaient pas suivre sa presse espagnole une image déformée de la conduite du P.O.U.M. : ce fut sa « face gauche ». Ceci dit sans aucune volonté de mettre en doute l'intégrité révolutionnaire du camarade Charles Orr, son éditeur, qui ne peut guère être tenu pour responsable de la disparité existant entre le bulletin anglais et la volumineuse presse du P.O.U.M. en espagnol.*

31. Ils ne rapportèrent l'événement que dans *Solidaridad obreira* des 15 et 16 mai.
32. Ce terme est employé par les marxistes pour décrire les formations politiques qui ne sont pas révolutionnaires, mais qui se proclament pas non plus les doctrines de collaboration de classes du réformisme classique.
33. Le 4 mai, le journal *Adelante de Valence* (parlant à l'évidence de Caballero) résolut le problème de savoir quel côté de la barricade il fallait soutenir en niant la signification réelle de la lutte : « Nous comprenons que *ce n'est pas un mouvement contre le pouvoir légitime [] Et même s'il s'agissait d'une révolte contre l'autorité légitime, nous nions que tel ait été le cas, et non d'un simple affrontement malencontreux et mal préparé entre les organisations aux orientations différentes, et aux intérêts politiques et syndicaux opposés au sein du front commun antifasciste en général, dans lequel prennent place les organisations ouvrières de Catalogne, la responsabilité de ses conséquences devrait naturellement être imputée à ceux qui ont provoqué les affrontements.* »
34. Avec le cabinet Negrin, *Claridad* passa sous contrôle stalinien en s'intitulant toujours « organe de l'U.G.T. », bien qu'elle ait été par deux fois dénoncée par le comité exécutif national.
35. Ce critère non-marxiste donnait aux fascistes la possibilité de prétendre au même titre que les votes de droite plus ceux de ces députés du centre ralliés à eux, constituaient la majorité du peuple. Naturellement, les proclamations des uns et des autres étaient fondées sur les chiffres électoraux de février 1936. Le critère marxiste veut que la révolution tire sa légitimité de l'avant-garde révolutionnaire, représentant la majorité de la classe ouvrière soutenue par la paysannerie. En vertu du critère stalinien actuel, on aurait pu condamner la révolution russe !
36. Juan Andrade avait justifié l'absurdité de « fronts révolutionnaires » par l'argument suivant : « *Les travailleurs désillusionnés, tournant le dos aux tendances démocratiques des socialistes et des communistes, tendent à rejoindre une organisation puissante comme la C.N.T.-F.A.I., qui soutient des positions radicales, même si elles ne se traduisent pas dans les faits, plutôt qu'un parti minoritaire empêtré dans des difficultés matérielles. Les travailleurs qui appartiennent déjà à la C.N.T., ne voient pas la nécessité de la quitter pour un parti marxiste-révolutionnaire, parce qu'en confrontant les positions superficiellement révolutionnaires de la C.N.T.-F.A.I. à celles, simplement démocratiques, des socialistes et des staliniens, ils croient que la tactique de leur organisation garantit toujours un développement continu de la révolution vers la construction d'une économie socialiste. En ce sens, tous ceux qui soutiennent une conception strictement sectaire et schématisée de la manière dont une minorité pourvue d'une ligne politique correcte peut devenir rapidement une force décisive, peuvent tirer des événements d'Espagne une leçon intéressante. [...] Les difficultés que l'on rencontre dans le développement rapide d'un grand parti de masse capable d'assumer la direction effective de la lutte peuvent être largement résolues par l'établissement d'un front révolutionnaire entre ces deux organisations.* » En d'autres termes, il est impossible de construire le parti de la révolution. Le front révolutionnaire est un substitut. Mais le principal obstacle à la construction du parti révolutionnaire, outre le propre programme erroné du P.O.U.M., c'était que la radicalisation superficielle de la C.N.T. n'était pas systématiquement critiquée par le P.O.U.M. devant les masses. Le P.O.U.M. s'était ainsi interdit lui-même toute possibilité de croissance, et il utilisait sa faillite pour justifier sa persévérance dans la même voie.
37. *Le New Leader* britannique du 13 août 1937 publia deux articles détaillés à la mémoire de Kopp.
38. La rapidité avec laquelle les fascistes brisèrent le front de l'Aragon rompit les plans des staliniens, et Companys ne fut pas démis.
39. N.D.L.T. : Citation de Clauswitz -. « *La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », in *De la Guerre*.
40. *L'Espagne en révolte*, par Gannes et Reparo, p. 119.
41. Le 21 février, le sous-secrétaire de la Guerre, José Asensio, fut révoqué et bientôt arrêté avec le colonel Villalba, pour la trahison de Malaga. Le commissaire à la Guerre, Bolivar, stalinien qui avait abandonné le quartier général avec Villalba, ne fut pas arrêté. On ne souffla pas mot non plus jusqu'à ce que le comité national de la C.N.T. fut tout à fait exaspéré, au moins provisoirement, par les attaques staliniennes - du fait qu'Antonio Guerra, représentant stalinien au commandement militaire de Malaga, soit resté en arrière et ait rejoint les fascistes (*C.N.T. Boletín*, Valence, 26 août 1937). Le jour de la chute de Gijón, huit mois plus tard, le gouvernement annonça qu'il jugerait les traîtres de Malaga, Asensio, son chef d'état-major, Cabrera, et un autre général. Pourquoi ceux-ci, et non les responsables de Bilbao, Santander, etc. ? Parce que Malaga tomba sous Caballero, tandis que les trahisons ultérieures, bien plus révoltantes, eurent lieu dans le Nord, sous Negrin...
42. Le seul pamphlet officiel de la C.N.T. traitant du Maroc que j'aie pu trouver est le suivant : « *Ce que l'Espagne aurait pu faire au Maroc et ce qu'elle a fait* », discours de Gonzalo de Reparaz, du 17 janvier 1936, où il racontait comment il avait essayé d'amener la monarchie et la République à organiser efficacement les choses au Maroc, et comment elles n'en firent rien ! Pas un mot du seul avis qu'un révolutionnaire puisse donner sur la question coloniale : hors du Maroc !
43. Dans *New Republic* du 27 octobre 1937, Ralph Bates mentionne ce fait comme s'il était caractéristique de la politique stalinienne. Je le mets au défi de trouver un seul autre exemple conséquent où les staliniens aient fait une proposition semblable.

44. Respectivement ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne et de France (N.D.T.).
45. D'après le reportage du correspondant du front *Avaizii*, journal de l'émigration (Paris) des maximalistes socialistes italiens, qui ne représente guère une source « trotskyste ».
46. Du texte espagnol original (*Boletiti* de la C.N.'T., Valence, 11 septembre).
47. Si ce n'est que, six mois après la chute de Bilbao, un des ministres fut exclu du Parti communiste - geste grossier pour fournir un bouc émissaire aux crimes de Staline.
48. « *Chautemps exprime la peur des bourgeois et des fascistes de Valence. Pour cette raison, il exhorte constamment Valence à modérer son action et à insister sur le caractère démocratique du régime.* » C'est le témoignage de Louis Fischer (*la Nation* du 16 octobre 1937).
49. Harry Gannes : *Comment l'Union soviétique aide l'Espagne*, novembre 1936. C'était la défense stalinienne officielle du soutien du comité de Londres.
50. Dans l'édition du 4 juin de *New Leader*, le dirigeant de l'I.L.P., Fermer Brockway donna quelques conseils au P.O.U.M. en ces circonstances critiques. Quelques extraits révélateurs : « *Il est important que le P.O.U.M., aux côtés d'autres forces ouvrières, se concentre sur le combat contre Franco [...] Le Parti communiste espagnol a critiqué à juste titre l'absence de coordination du front et la mauvaise organisation des forces armées. Le P.O.U.M. doit prendre soin de ne pas paraître résister à des propositions qui faciliteront l'efficacité du combat sans protester un retour à la structure réactionnaire de l'ancienne armée.* » Ce type de conseil une semaine avant la dissolution du P.O.U.M. ! Que la tâche du P.O.U.M. soit une lutte sans merci, implacable contre le gouvernement, ne faisant aucune confiance aux dirigeants de la C.N.T. et de l'U.G.T., de faire des propositions de front uni pour la défense concrète, quotidienne, des droits élémentaires des travailleurs, et de combiner immédiatement le travail légal et le travail illégal, cela dépasse bien entendu très largement Brockway. Dans la même édition, on trouve une lettre du représentant de l'I.L.P. en Espagne, Mac Nair, au dirigeant Dutt, qui commence ainsi « *Il est douloureux pour moi d'être contraint de controvertre avec un camarade du P.C., compte tenu de mon désir de voir l'unité régner entre les partis de la classe ouvrière [...] Je soutiens toujours le point de vue [...] que la chose importante qu'il faut garder à l'esprit, c'est que la campagne unitaire en Angleterre devrait engendrer l'unité en L-Espagne plutôt que de permettre à la désunion espagnole de briser la campagne unitaire en Angleterre.* »
51. Interview de Durruti par Pierre Van Paasen, le *Star* de Torroilto, septembre 1936.

Table des matières

Introduction.....	2
1. Pourquoi les fascistes s'insurgèrent-ils ?.....	6
2. Les « alliés » bourgeois dans le Front populaire	10
3.La révolution du 19 juillet.....	14

4. Vers une coalition avec la bourgeoisie.....	17
5.Les positions politiques de la classe ouvrière espagnole.....	20
6.Le programme du gouvernement de coalition de Caballero.....	27
7.Le programme de gouvernement de coalition catalan.....	30
8.La résurrection de l'Etat bourgeois : septembre 1936 - avril 1937.....	35
9.La contre-révolution et les masses.....	40
10.Les journées de mai . barricades à Barcelone.....	45
11.Le limogeage de Largo Caballero.....	57
12 « El gobierno de la victoria ».....	63
13 La conquête de la Catalogne.....	69
14.La conquête de l'Aragon.....	78
15.La lutte militaire sous Giral et Caballero.....	81
16.La lutte militaire sous Negrin-Prieto.....	90
17.Deux voies seulement.....	98
Postface.....	104
Chronologie espagnole.....	106
Notes.....	108